

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES CHAMBRES DE MÉTIERS EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(*Sciences Politiques et Économiques*)

Présentée et soutenue le 2 Mars 1925, à 4 heures

PAR

Marcel BARRAUD

Président : M. GERMAIN MARTIN, *Professeur*.

Suffragants : { MM. W. OUALID, *agréé*.
MAUNIER, *chargé de cours*.

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescau et C^{ie} et ancienne Librairie F. Pichon réunies

R. PICHON & DURAND-AUZIAS, *Administrateurs*

Librairie du Conseil d'État et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e Arr^e)

1925

LES
CHAMBRES DE MÉTIERS
EN FRANCE

BARRAUD

1



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LES CHAMBRES DE MÉTIERS EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(*Sciences Politiques et Economiques*)

Présentée et soutenue le 2 Mars 1925, à 4 heures

PAR

Marcel BARRAUD

Président : M. GERMAIN MARTIN, *Professeur*.

Suffragants : { MM. W. OUALID, *agréé*.
MAUNIER, *chargé de cours*.

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et ancienne Librairie F. Pichon réunies

R. PICHON & DURAND-AUZIAS, Administrateurs

Librairie du Conseil d'État et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e Arr^e)

1925

*11049

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**



INTRODUCTION

Le problème de la main d'œuvre industrielle, qui se posait déjà avant 1914 pour notre pays, par suite de sa faible natalité, est passé, depuis la guerre, au premier rang des préoccupations des économistes et des producteurs. Plus d'un million et demi de morts, des millions d'hommes mutilés ou malades, dont la capacité productrice a subi une atteinte grave et parfois complète, tel est, pour la France, le triste bilan économique du cataclysme mondial. Il la laisse appauvrie dans ses éléments les plus vigoureux, au moment même où il lui faut relever des ruines immenses, avant de reprendre à armes égales la lutte, plus âpre que jamais, pour conserver et améliorer son rang sur le marché économique.

Pour combler les vides et fournir à la production la main d'œuvre dont elle a besoin, on a fait appel à la main d'œuvre féminine ou étrangère; au-delà de cet accroissement de personnel en quantité, on s'efforce aussi d'augmenter le rendement individuel, soit au moyen d'une organisation scientifique de la production (système Taylor), soit en stimulant l'intérêt personnel par des primes à la production ou par des participations aux bénéfices.

D'autres méthodes visent plus loin que la productivité immédiate de l'ouvrier; elles s'attaquent au

problème de la main d'œuvre en ce qu'il a de permanent et s'efforcent de rechercher les causes de la crise pour y apporter des remèdes définitifs. On part de la constatation d'un fait constant, déjà ancien, d'une portée générale, la crise de l'apprentissage. Les patrons ne trouvent plus d'apprentis à former ou ne veulent plus en former. La qualité de la production est compromise par le défaut de préparation professionnelle et le recrutement de certaines professions risque de se tarir en ouvriers qualifiés.

La crise de l'apprentissage remonte à de longues années.

Dès 1851, le législateur a pris des mesures, d'ailleurs inefficaces, pour y remédier.

En 1900, le Conseil supérieur du Travail constatait la décroissance de l'apprentissage en France et procédait à une vaste enquête auprès des Chambres de Commerce, des Conseils de Prud'hommes, des Bourses du Travail, des syndicats professionnels, des coopératives de production, etc. Dans son rapport au Conseil supérieur sur les résultats de cette enquête, M. Briat constate cette décadence: « Un fait, dit-il, domine cette enquête et en constitue le résultat le plus important: il y a décroissance de l'instruction professionnelle des ouvriers français. Cette constatation pénible est définitivement acquise au débat, car elle est faite par les deux tiers des institutions économiques et professionnelles qui ont répondu et on sait que ces institutions sont entre elles très différentes, pour ne pas dire très opposées. »

A la veille de la guerre, cette situation ne s'était nullement améliorée. D'après les chiffres cités par

M. Verlot, député (1), les jeunes gens qui recevaient un complément d'instruction technique étaient au nombre de 3.000 dans l'agriculture, tandis que 557.000 étaient dépourvus de tout enseignement complémentaire. Les jeunes filles qui recevaient des notions techniques et ménagères étaient au nombre d'environ 3.000 et 45.000 en étaient privées. Parmi les 800.000 jeunes gens employés dans l'industrie et le commerce, 23.000 recevaient un complément d'enseignement technique dans les écoles techniques, 70.000 dans les cours subventionnés par l'Etat et 52.000 dans les cours fondés par l'initiative privée. Ainsi 150.000 jeunes gens, soit 8 p. 100 seulement des ouvriers et employés, recevaient un complément d'enseignement technique.

« Il est lamentable, ajoute un rapport récent, de penser que les Allemands ont constaté avec malice que sur 500.000 prisonniers de guerre français, épars dans divers camps, 400.000 au moins n'avaient pas appris un métier. » (2)

D'après les statistiques, « sur 875.000 jeunes gens des deux sexes employés dans le commerce et l'industrie, 800.000 ne sont liés à aucun patron par contrat d'apprentissage et franchissent, moralement abandonnés, la période critique qui conduit jusqu'à 18 ans. » (3)

(1) Verlot, Chambre des Députés, séance du 15 juin 1920.

(2) *Rapport de M. Mathiot au Comité régional de la XVII^e région économique*, séance du 7 janvier 1921, cité dans le Rapport du Directeur au Conseil d'Administration de la Chambre de métiers de Clermont-Ferrand et de la Région du Centre sur l'exercice 1922, page 2.

(3) *Rapport au Comité Directeur de l'Union des Chambres syndicales de l'Est*, séance du 16 décembre 1922, p. 5.

Les causes de la décadence de l'apprentissage ont été assez souvent exposées pour qu'il suffise de les rappeler brièvement.

La suppression du régime corporatif en a été la cause initiale. Comme le dit M. Scelle, les corporations « faisaient de l'apprentissage la porte entrebâillée, mais unique, de la profession. » (1) En 1789, ces vieilles organisations économiques avaient besoin d'être rajeunies, modernisées. L'Assemblée Constituante les supprime et proclame la liberté du travail. (Décret du 2-17 mars 1791, art. 7) Allant plus loin, trois mois après, dans la crainte de les voir se rétablir par voie détournée, par un second décret des 14-17 juin 1791 (Loi Le Chapelier), elle interdit aux gens de même métier non seulement de s'associer, mais même de se réunir. La loi du 17 mars 1791 a fait disparaître avec les jurandes et les maîtrises le système d'apprentissage obligatoire qui résultait de la nécessité, pour pouvoir exercer une profession, de faire un stage chez un membre de la corporation et de subir avec succès un examen de compagnonnage ou, pour devenir maître, de produire un « chef d'œuvre. »

Elle n'a pas songé à le remplacer; d'ailleurs les hommes de la Révolution se préoccupaient beaucoup plus de l'enseignement primaire à culture générale que de l'apprentissage. La loi du 27 brumaire an III, rédigée par Lakanal et abrogée dès l'an IV, se contentait de prescrire des visites des élèves des écoles primaires dans les manufactures et les ateliers.

(3) G. Scelle. *Le Droit ouvrier*, p. 155 *in fine*.

La décadence de l'apprentissage s'est surtout accentuée sous l'influence des transformations économiques et sociales.

On a souvent imputé au développement du machinisme le déclin de l'apprentissage. Au travail personnel, aux qualités intellectuelles et manuelles de l'ouvrier se substitue la machine, qui fait de lui un manœuvre. La spécialisation intense à laquelle conduit le machinisme réduit la fonction de l'ouvrier à une tâche parcellaire, toujours identique, qui peut s'apprendre en quelques journées d'atelier.

Cette opinion est très contestable. La machine n'a pas supplanté dans toutes les industries le travail manuel. L'habileté manuelle demeure indispensable dans les industries d'art et de luxe, le bâtiment, le vêtement, etc... Dans les industries mêmes qui font usage de machines, l'ouvrier doit connaître leur technique, pour mieux les utiliser, accroître leur rendement et savoir les réparer. « Le travail sur des machines-outils exige de l'attention, de la réflexion, de l'intelligence, de l'initiative et de l'esprit de décision. Un conducteur de machines, observateur, d'esprit alerte, écartera les opérations accessoires, améliorera les montages, placera sous sa main et à sa portée tout l'outillage qui lui sera indispensable. L'effort intelligent, nécessaire pour restreindre les opérations improductives, ne peut être attendu que d'un ouvrier qualifié, connaissant sa machine, la comprenant, la dominant, sachant bien tout ce qu'on peut lui demander, ayant acquis, par conséquent, un minimum de connaissances techniques générales, avec une éducation professionnelle appropriée... L'ouvrier

doit savoir limer, buriner, cémenter, tremper, etc., pour être à même de réparer et d'entretenir les outils qui équipent la machine. Il faut à l'ouvrier moderne de l'adresse et de la dextérité pour contrôler les pièces, pour assurer leur interchangeabilité, effectuer les travaux de montage et de finissage. » (1)

En un mot, à côté des manœuvres spécialisés, l'industrie a besoin, pour la conduite et l'utilisation des machines, d'ouvriers qualifiés ; seul un apprentissage peut les former.

On dit encore que la spécialisation croissante n'exige plus de l'ouvrier une connaissance complète de tous les processus de fabrication.

Or la division du travail risque d'entraîner pour l'ouvrier trop spécialisé des chômages. Dans son propre intérêt, comme dans l'intérêt bien compris de la production, il faut chercher à former moins des ouvriers spécialisés que des ouvriers complets, susceptibles de s'adapter à une tâche un peu différente, si leur tâche ordinaire vient à manquer ou si une offre avantageuse se présente dans une branche voisine. A ce point de vue aussi, l'apprentissage, entendu dans un sens un peu large, est une nécessité pour l'industrie. Si le machinisme avait entraîné la décadence de l'apprentissage, c'est qu'il l'aurait rendu inutile. Or la grande industrie se plaint, comme la petite industrie, de la crise de l'apprentissage.

L'évolution des conditions économiques et sociales

(1) Communication à l'Association française pour le développement de l'enseignement technique, 1922, citée par Turmann, *Problèmes sociaux du travail industriel*, 2^e série, p. 29.

a contribué largement à cette crise. Les lois de protection ouvrière, certes indispensables, ont imposé à l'industrie de très lourdes charges pour l'hygiène et la sécurité des ateliers. Des lois successives ont réduit la durée de la journée de travail pour une partie ou pour l'ensemble du personnel ou imposé le repos hebdomadaire tout en maintenant les salaires, dont les syndicats s'efforcent même, par une action incessante, de relever le niveau. Il est naturel que les patrons réduisent au minimum les frais généraux de leurs entreprises. Or la formation d'apprentis est une charge sérieuse. Le patron doit distraire son temps ou celui de ses contremaîtres de l'œuvre productrice pour apprendre le métier à des débutants. Il a tendance à voir seulement le temps perdu pour la production de plus en plus rapide, la matière première sacrifiée, les machines abîmées. Et, par surcroît, l'état des mœurs n'admet plus que les parents de l'apprenti rémunèrent le maître d'apprentissage. Celui-ci doit former l'apprenti gratuitement ou même lui donner des indemnités en argent ou en nature (nourriture, logement).

Aussi bien nombre de patrons hésitent-ils à former des apprentis ou cherchent-ils, puisqu'ils les paient, à les faire produire. Ils les emploient à faire des courses, des travaux ménagers, des besognes simples et oublient que les débutants sont chez eux pour apprendre la profession.

Le législateur lui-même, quoique animé des meilleures intentions, a parfois contribué indirectement à la crise de l'apprentissage, par exemple, en fixant à dix heures la durée de la journée de travail pour les

ouvriers adultes travaillant dans les mêmes locaux que des jeunes gens de moins de dix-huit ans. (Loi du 30 mars 1900)

Cette disposition « a tué l'apprentissage. La présence d'un seul apprenti dans les ateliers de construction mécanique, par exemple, entraîne la journée de dix heures, sans heures supplémentaires possibles. Aussi les patrons de ces ateliers se sont-ils hâtés de congédier leurs apprentis. » (1)

La généralisation de la journée de huit heures, résultant de la mise en vigueur de la loi du 23 avril 1919, a supprimé ce calcul; mais en réduisant encore le temps à loué pour la production, elle n'a guère incité les patrons à former des apprentis.

De leur côté, les parents ont tendance à préférer pour leurs enfants (et la hausse du coût de la vie n'est pas pour modifier cette mentalité), à trois ou quatre années d'apprentissage gratuit ou peu rémunéré, une place de coursier, de manœuvre, où « l'on gagne de suite. » Ou bien, après avoir débuté chez un patron, l'apprenti le quitte au bout de quelques mois pour une place mieux rétribuée. Il ne manque pas de concurrents peu scrupuleux pour débaucher les apprentis formés aux frais de leurs collègues.

En un mot, les industriels et les commerçants, les parents et les enfants, se laissent guider par leur intérêt immédiat, par le souci de la clientèle ou l'appât du gain. Cette conception réaliste à courte vue leur dissimule l'impérieuse nécessité de l'apprentissage, seul susceptible de fournir aux métiers la

(1) Rapport présenté par M. Coignet à la Chambre de commerce de Lyon, juillet 1905. Turmann, *op. cit.*, p. 31

main d'œuvre nombreuse et habile dont ils ont besoin et de faire des jeunes gens des ouvriers qualifiés, indispensables à la production, donc assurés contre le chômage et la réduction des salaires.

Les efforts du législateur pour remédier à la crise de l'apprentissage ont été inefficaces. La loi du 22 février 1851, modifiée dans ses détails par les lois des 19 mars 1874, 2 novembre 1892, 30 mars 1900, 13 juillet 1906 et 25 juillet 1919, n'a pas formulé les règles de l'apprentissage avec une précision suffisante; elle oblige seulement le maître d'apprentissage à donner à l'apprenti l'enseignement progressif et complet du métier, en échange du temps et du travail qu'il est tenu de lui consacrer; c'est un devoir trop vague, une responsabilité trop redoutable dans sa généralité, pour pouvoir être efficacement sanctionnée.

L'article 13 prévoit, il est vrai, que celui qui se livrera au détournement de l'apprenti formé par ses concurrents « pourra être passible de tout ou partie de l'indemnité à prononcer au profit du maître abandonné. » Mais la preuve du détournement étant pratiquement impossible à administrer, cette disposition est restée lettre morte. (1)

(1) A ce sujet, il est curieux de signaler que dans le but d'assurer la stabilité de l'apprenti durant le temps de l'apprentissage chez le maître qui lui enseigne le métier, M. Le Guen, député, au cours de la discussion du budget de l'Enseignement technique (2^e séance du 3 décembre 1924, *J. O. Déb. parlam. Chambre*, p. 103), a demandé le rétablissement dans les communes et dans les villes du carnet d'apprentissage qui existait autrefois. L'utilité de ce carnet serait, d'une part, d'empêcher un concurrent déloyal ou égoïste de « venir prendre dans la maison à côté un apprenti qui a

La loi de 1851 se préoccupe surtout de la protection de l'apprenti. Elle exige du maître d'apprentissage plus de garanties de moralité que de compétence technique. Elle le considère comme un père de famille, investi de droits et tenu d'obligations analogues à ceux de la puissance paternelle. Il doit surveiller la conduite et les mœurs de l'apprenti, veiller à son instruction, etc. (1) Cette conception paternaliste et familiale ne convient guère qu'à l'artisan occupant un ou deux apprentis et son application se conçoit difficilement dans les grandes entreprises où le chef d'industrie ne connaît pas personnellement ses ouvriers ni ses apprentis. L'évolution des mœurs relègue cette notion de l'apprentissage au rang des institutions démodées. Les débutants n'acceptent plus d'être traités comme des enfants et assujettis à une véritable puissance paternelle du patron; ils entendent être traités comme des travailleurs libres et majeurs.

A cette législation déjà ancienne, fragmentaire et insuffisante, il est intéressant d'opposer les principales mesures récemment prises par un certain nombre de cantons suisses à propos de l'apprentissage.

En très grande majorité, ils imposent le contrat d'apprentissage écrit, dans lequel ils voient la meil-

déjà reçu quelque formation » et, d'autre part, d'inciter l'apprenti à rester chez le patron auquel il a été confié jusqu'à la fin de l'apprentissage.

(1) M. Scelle (*Le Droit ouvrier*, p. 156), fait remarquer très justement que le législateur de 1851 « s'était déjà rendu compte que le rôle du « maître » n'était que le prolongement de celui de l'instituteur, qu'il existait une liaison étroite entre l'enseignement public et l'éducation professionnelle. »

leure garantie contre la rupture sans motif du lien d'apprentissage, principale cause de l'échec de la formation professionnelle, et le seul moyen de contrôle des obligations réciproques. Un exemplaire du contrat doit être remis aux autorités officiellement chargées de la surveillance de l'apprentissage. Des contrats-types ont été élaborés avec le concours des sociétés des arts et métiers ou des associations commerciales.

D'autre part, le contrat trouve sa sanction dans l'examen professionnel, rigoureusement obligatoire à la fin de l'apprentissage et passé devant une commission d'examens désignée par des organes professionnels. Les apprentis sont tenus de justifier de l'accomplissement des 5/6^{es} au moins du temps d'apprentissage et subissent une épreuve d'atelier et un examen oral professionnel et d'instruction générale. Les travaux d'examen sont exposés en public et des diplômes sont distribués. Dans certains cantons, les noms des patrons sont publiés à côté de ceux des apprentis reçus et le canton du Valais a décidé de réserver les adjudications de travaux aux patrons établis avant la loi sur les apprentis ou à ceux qui, depuis cette loi, auraient obtenu leur diplôme de fin d'apprentissage. (1)

Les légis'ations cantonales sont de date assez récente. Il faut signaler les lois de Zoug, Bâle-Ville, Saint-Gall, Berne, Zurich, Fribourg, ainsi que celles d'Argovie, de Vaud et du Valais.

(1) Cf. l'étude du D' Emile Savoy, conseiller d'Etat de Fribourg, " L'Apprentissage en Suisse ", résumée par Turmann, *op. cit.*, p. 57 et suiv.

Il n'existe point encore de législation fédérale sur l'apprentissage, mais l'Office Fédéral du Travail a rédigé un avant-projet concernant l'organisation de la formation professionnelle des apprentis. Avant de le soumettre au département fédéral, l'Office du Travail l'a communiqué aux autorités cantonales compétentes et aux organisations professionnelles pour qu'elles puissent présenter leurs observations. Le projet n'a pas encore abouti et a même soulevé une vive opposition, qui est loin d'être calmée, de la part des employeurs. (Informations du B. I. T.)

En Suède, il a été également présenté un avant-projet de loi prévoyant le contrat d'apprentissage obligatoire dans les métiers proprement dits; dans l'industrie et le commerce, l'obligation ne serait imposée que lorsqu'il existe dans la commune une école professionnelle subventionnée par l'Etat. La fréquentation de l'école d'apprentissage deviendrait obligatoire dans tous les cas. Le contrôle de l'application de la loi incomberait à des comités d'apprentissage locaux paritaires, composés d'employeurs et d'ouvriers et nommés par les autorités communales. (Informations du B.I.T.)

En Belgique, on demande aussi d'instaurer l'obligation légale de l'apprentissage pour intensifier l'éducation professionnelle de la jeunesse ouvrière et agir efficacement sur la productivité industrielle de la nation.

Dans un article paru dans la *Revue Economique Internationale*, M. Omer Buysse (1) montre l'intérêt

(1) Cf. *Revue Economique internationale*, n° du 10 nov. 1924, p. 107 à 127: « Comment réagir contre l'extinction

qu'il y aurait à inscrire le principe de l'obligation de l'apprentissage dans la loi sur le contrat de travail, qui viserait également l'apprentissage. En vertu de cette loi étendue, « le chef d'entreprise serait ainsi rétabli dans son rôle historique d'éducateur professionnel de la jeunesse ouvrière. »

Le contrat d'apprentissage obligatoire est aussi préconisé en Belgique par M. Wiskermann, qui suggère, en outre, la remise à tout apprenti, à la fin de la période d'apprentissage, d'un « carnet diplôme », indiquant le stage de pratique, la nature des cours professionnels suivis, les examens subis, le degré de capacité et de moralité. Il y aurait intérêt, observe M. Wiskermann, au point de vue de la production, à exiger de la main d'œuvre des garanties de « savoir faire » correspondant aux salaires octroyés. « Au même titre qu'un médecin, ingénieur ou avocat, un ouvrier qualifié, se présentant comme tel, devrait être porteur d'un diplôme, d'un certificat de capacité d'études d'apprentissage. » (1)

Le principe du contrat d'apprentissage écrit obligatoire est à la base de deux propositions de loi déposées en France l'une par MM. Henri Michel et Mascuraud, l'autre par M. Constant Verlot. (2) La se-

menaçante de l'apprentissage? L'obligation légale », par Omer Buyse.

(1) Wiskermann, article paru dans le *Bulletin du Comité Central Industriel*, cité par la Revue mensuelle de l'*Union des Industries Métallurgiques et Minières*, etc., 7, rue de Madrid, Paris, août-septembre 1924, n° 54 et 55.

(2) Proposition de loi de MM. Henri Michel et Mascuraud, sénateurs, *J. Off.*, Sénat, séance du 7 mars 1912, Doc. Parlem., Sénat, n° 94. — Proposition de loi de M. Constant Verlot, député, *J. Off.*, Chambre, session de 1917, Doc. parlem., n° 3944.

conde est déjà votée par la Chambre depuis le 25 septembre 1919; elle exige la rédaction d'un écrit pour la validité du contrat, étend la réglementation nouvelle à tous les métiers manuels, organise la surveillance de l'apprentissage et institue un examen à son expiration.

La loi du 28 mars 1882 sur l'instruction primaire obligatoire, reprenant et développant l'idée de la loi du 27 brumaire an III, se proposait de préparer les enfants à la pratique des métiers, en inscrivant dans les programmes scolaires les matières suivantes : pour les garçons, « travaux manuels et usage des outils des principaux métiers, éléments du dessin, du modèle » et, pour les filles, « travaux à l'aiguille ». Mais cette disposition n'a pas reçu en fait d'application générale; dans les écoles où l'enseignement manuel a été organisé, il a bientôt versé dans la spécialisation et s'est orienté vers les métiers du fer et du bois, contribuant ainsi à pousser les enfants vers ces métiers dès lors encombrés et à leur faire délaïser les autres professions.

Les organisations professionnelles ne pouvaient rester indifférentes au problème du recrutement de la main d'œuvre et l'initiative privée dut se préoccuper de remédier à une crise que le législateur était impuissant à conjurer. Il est naturellement impossible de mentionner tous les efforts individuels faits en vue d'organiser l'apprentissage. Ces efforts ont été d'abord dispersés, sans vues d'ensemble, sans coordination. Puis les Chambres syndicales patronales, comprenant la nécessité économique et sociale de l'apprentissage, ont essayé de l'organiser sur des ba-

ses plus générales. Elles s'en tiennent ordinairement à la formule suivante: formation pratique à l'atelier et instruction théorique par cours complémentaires.

Sur le premier point, l'action des Chambres syndicales, réservant la liberté des entreprises dans leurs ateliers, s'est bornée à fixer les directives de l'apprentissage. « En ce qui concerne l'apprentissage à l'atelier, les Chambres syndicales ont peu à peu consigné une série d'observations qui constituent aujourd'hui, dans chaque profession, une sorte de doctrine acquise. Elles ont défini le pourcentage approximatif d'apprentis à prévoir annuellement, par rapport au personnel total de la profession. Elles ont souvent élaboré le cadre d'un contrat d'apprentissage, dont elles recommandent l'utilisation aux chefs d'établissements. Dans certains cas, elles sont entrées dans le détail des conseils à leur donner au point de vue de l'organisation technique des ateliers d'apprentis ; c'est ainsi que, dans la branche des métaux, le système de la séparation des apprentis d'avec les compagnons se généralise de plus en plus. Le groupement a permis, d'autre part, aux établissements de déterminer les conditions de salaires les mieux appropriées aux circonstances. Il a facilité, enfin, l'organisation des méthodes d'émulation, qui sont le stimulant indispensable de la bonne volonté des enfants. » (1)

Ces initiatives, sont, certes, méritoires. Il est bon d'introduire dans chaque profession des règles uni-

(1) P. Villey, *L'Organisation professionnelle des employés dans l'industrie française*, p. 273.

formes sur l'apprentissage. Mais cela ne suffit pas à résoudre la crise qu'il subit. L'action des Chambres syndicales patronales en matière d'apprentissage est condamnée à rester incomplète, pour plusieurs motifs qui tiennent à leur caractère même.

D'une part, chaque chambre syndicale ne représente en principe qu'une profession et la coordination qu'elle apporte aux efforts des entreprises individuelles s'arrête à la profession qu'elle représente et est à la fois limitée à cette profession et au ressort territorial de la Chambre syndicale. Or les Chambres syndicales sont parfois très spécialisées et leur circonscription est souvent très réduite. Leur champ d'action est donc restreint. C'est un inconvénient sérieux, car la crise de l'apprentissage n'a pas un aspect différent dans chaque profession et dans chaque localité. Cette crise affecte l'ensemble de l'industrie et a ses causes générales. Tout en tenant compte des diversités qu'elle est susceptible de présenter suivant les métiers ou les lieux, elle comporte des remèdes communs à toutes les professions, que les Chambres syndicales spécialisées et à circonscription locale sont impuissantes à proposer.

Les syndicats, il est vrai, peuvent se fédérer entre plusieurs professions et plusieurs circonscriptions. Mais outre que ces formations fédératives ne sont pas partout réalisées et qu'elles n'englobent que rarement l'ensemble des professions de l'ensemble d'une région, leur action se trouve limitée par le caractère patronal des Chambres syndicales. La question de l'apprentissage n'intéresse pas seulement les producteurs; elle touche également aux intérêts de la main

d'œuvre. La loi de 1851, nous l'avons vu, s'est surtout préoccupée de protéger les apprentis. C'est que toutes les questions que pose l'apprentissage sont des questions ouvrières autant que patronales. L'apprenti doit trouver chez le patron un maître qui assure sa formation professionnelle; il a généralement droit à un salaire; en s'engageant, il contracte des obligations. Les ouvriers veulent éviter l'embouteillage de leur profession et la sous-concurrence par la limitation du nombre des apprentis. Si l'on répudie le caractère exclusivement individuel du contrat d'apprentissage, ce n'est pas à la réglementation patronale qu'il faut aboutir, mais à une sorte de convention collective de l'apprentissage, c'est-à-dire à une réglementation élaborée par les représentants de tous les intéressés, par conséquent, par un organisme constitué sur le mode paritaire. Une réglementation d'ordre purement patronal place les apprentis dans une situation d'infériorité, en maintenant en ce qui les concerne le caractère individuel du contrat d'apprentissage.

La réforme de l'apprentissage ne suppose pas seulement une réglementation, la formation d'un contrat-type. Imbus de la conception de leur intérêt immédiat, les patrons, les parents, les jeunes gens discernent mal l'impérieuse nécessité de l'apprentissage, c'est-à-dire l'intérêt professionnel ou l'intérêt de leur avenir. Le problème se pose donc aussi sous l'aspect d'un problème d'éducation. Il faut modifier la mentalité des individus et les conduire à la notion exacte de leur véritable intérêt. Une Chambre syndicale patronale peut bien agir sur ses membres, mais son origine rendra presque toujours suspecte aux jeunes

ouvriers et à leurs parents l'influence qu'elle tente d'exercer sur eux.

La formation professionnelle ne comprend pas seulement l'apprentissage proprement dit, c'est-à-dire la formation manuelle à l'atelier. En dehors des exercices manuels, elle exige un enseignement théorique, général et professionnel à la fois. On donne à cet enseignement professionnel le nom d'enseignement technique, réservant le nom d'apprentissage à la formation manuelle à l'atelier. Nous emploierons ces termes consacrés par l'usage, sans nous dissimuler qu'ils ne s'opposent pas aussi nettement l'un à l'autre et qu'ils forment un tout souvent difficile à dissocier. La théorie et la pratique sont étroitement unies dans le métier. La vieille discussion de la supériorité de l'atelier ou de l'école nous paraît oiseuse; l'un et l'autre ont pour but la formation professionnelle et doivent se combiner étroitement.

Sous cette réserve de terminologie, les patients efforts du sénateur Astier ont abouti au vote de la loi du 25 juillet 1919 (1) à laquelle on a donné son nom. Cette loi organise l'enseignement technique pour les professions industrielles et commerciales, à la différence de la loi de 1851, qui ne réglementait l'apprentissage que dans l'industrie.

La loi Astier prévoit deux sortes d'organismes: les écoles et les cours.

(1) Le premier projet de loi relatif à la manière a été déposé en 1905 par M. Fernand Dubief. Il a été rapporté par M. Astier en juillet 1910.

Elle ne concerne que les établissements d'enseignement technique, c'est-à-dire ceux qui sont placés sous le contrôle du Ministre du Commerce et, depuis le décret du 2 janvier 1920, du Sous-Secrétaire d'Etat de l'Enseignement technique. Elle les divise en écoles publiques, nationales, départementales et communales, et en écoles privées, fondées par des particuliers, des syndicats ou des Chambres de commerce et subdivisées en écoles ordinaires, écoles reconnues par l'Etat et écoles spéciales.

La capacité pour diriger une école d'enseignement technique ou y professer est la même que pour être maître aux termes du contrat d'apprentissage: autrement dit, la loi s'occupe plus de la moralité du personnel que de sa valeur technique.

La loi Astier consolide l'existence d'un grand nombre d'écoles préexistantes et leur donne un statut légal.

Cette loi organise, en outre, des cours professionnels de perfectionnement ou de préapprentissage pour les apprentis et ouvriers et leur en impose la fréquentation. C'est là son but essentiel. Ces cours peuvent être institués librement par les communes ou par l'initiative privée. Ce n'est que s'ils font défaut ou s'ils sont jugés insuffisants que les communes sont tenues par la loi de les créer et de pourvoir aux dépenses de leur fonctionnement. Elles pourront dans ce cas obtenir des subventions des pouvoirs publics.

Le Sous-Secrétaire d'Etat de l'Enseignement Technique a, en effet, le droit de décider par arrêté, après avis du Comité départemental de l'Enseignement technique, la création de cours de perfectionnement

partout où ils seront reconnus nécessaires dans un département. Il appartiendra alors à une commission professionnelle locale de déterminer quels seront les cours obligatoires et comment ils devront être organisés.

En posant le principe de l'obligation pour tous les apprentis et ouvriers de moins de 18 ans de suivre des cours professionnels, on peut dire dès maintenant que la loi Astier a supposé le problème de l'apprentissage résolu. Elle a négligé la question du recrutement des apprentis à l'atelier, qui était la première à résoudre.

L'obligation concerne à la fois l'apprenti et le patron. Les apprentis, les ouvriers et les employés de moins de 18 ans doivent suivre les cours, sauf dispense résultant d'un diplôme ou d'un certificat d'aptitude professionnelle, qui est délivré au plus tôt après trois ans d'études. Les cours publics sont gratuits. La fréquentation des cours payants, organisés par exemple par le chef de l'établissement industriel ou commercial, peut être considérée comme équivalente.

De leur côté, les patrons sont tenus de laisser à leur personnel âgé de moins de 18 ans la liberté de suivre ces cours. Les cours ont lieu pendant la durée légale de la journée de travail, au minimum pendant 4 heures par semaine ou 100 heures par an, et au maximum pendant 8 heures par semaine ou 200 heures par an. Les patrons doivent s'assurer de la fréquentation des cours en visant les carnets de leurs apprentis.

Les sanctions de la loi du 25 juillet 1919 consistent en un diplôme de fin d'études pour couronner l'ap-

prentissage (1) et en une pénalité (amendes de 5 à 15 francs), précédée d'une mise en demeure contre le patron ou l'apprenti en cas de non-observation des dispositions légales.

Le principe de la fréquentation obligatoire pendant la durée de la journée de travail aurait sans doute donné d'appréciables résultats, si la loi ne l'avait elle-même annihilé par des exceptions. Le ministre peut accorder des dérogations spéciales, sur la demande des commissions départementales ou locales de l'enseignement technique. Et surtout, l'obligation cesse pour les patrons, dans tous les établissements industriels et commerciaux où la durée du travail n'excède pas huit heures par jour ou quarante-huit heures par semaine. Or, peu après la promulgation de la loi Astier, la journée de huit heures a été généralisée dans le commerce et l'industrie. L'obligation n'est donc plus qu'une façade et la loi, en devenant facultative, a perdu son unique chance de succès.

Le nombre des écoles et des cours professionnels subventionnés relevant de la direction de l'enseignement technique était de 143 au 1^{er} janvier 1892; il s'élevait, à la fin de l'année 1924, à 1.172, c'est-à-dire

(1) Une circulaire du ministre de la Guerre et des Pensions, en date du 28 août 1923, a invité les commandants de recrutement à tenir le plus grand compte du certificat d'aptitude professionnelle délivré en vertu de la loi du 25 juillet 1919 « pour la détermination de la subdivision d'arme d'incorporation des jeunes soldats, sans toutefois que ce certificat puisse en aucun cas être considéré comme donnant droit à une incorporation à telle ou telle arme ou service et pas davantage à telle ou telle garnison (Cf. *Bull. Chambre de métiers de la Gironde et du Sud-Ouest*, décembre 1923, p. 309).

huit fois plus (1). C'est une bien faible augmentation et un chiffre encore minime pour l'ensemble de la France. L'enseignement technique et professionnel s'adresse, en principe, à environ 850.000 jeunes gens des deux sexes, se destinant aux carrières commerciales et industrielles. En fait, sur ce nombre, à peine 250.000 reçoivent le complément d'instruction professionnelle dont ils ont besoin. (2)

D'autre part, l'organisation et la surveillance des cours, d'après les décrets portant application de la loi Astier, est assurée par des comités départementaux et locaux où domine l'élément administratif. La composition des comités départementaux est fixée par décret. Les commissions locales comprennent le maire, des délégués du Conseil municipal, des délégués de la Chambre de commerce, des délégués élus par les ouvriers et employés, un inspecteur de l'enseignement technique, un inspecteur du travail et un membre de l'enseignement primaire.

Des comités composés en majorité de fonctionnaires ne peuvent présenter la même compétence que les membres des professions, lorsqu'il s'agit de déterminer les cours techniques à créer, d'en arrêter les programmes, d'en nommer les professeurs, etc... Au lieu de mesurer la place aux professionnels dans les conseils appelés à statuer sur des questions de métiers, il faut constituer un organisme qui leur soit

(1) Déclaration du rapporteur du budget de l'Enseignement technique, Chambre, 2^e séance du 2 décembre 1924, *J. Off. Débats parlem.*, Chambre, p. 4075, col. 2.

(2) Déclaration du rapporteur, *loc. cit.*, p. 4076. Cf. la déclaration du Sous-Secrétaire d'Etat à l'Enseignement technique, *loc. cit.*, p. 4084.

propre. L'échec de la loi Astier, l'indifférence à laquelle s'est heurtée son application s'explique en grande partie par la collaboration trop restreinte demandée à l'élément professionnel.

Pour apprécier la situation de la France au point de vue de l'enseignement technique, il est juste d'ajouter aux écoles et aux cours créés en vertu de cette loi les cours professionnels dus à des initiatives d'ordre administratif ou privé. Il est naturellement impossible de citer ici tous les cours d'instruction générale ou proprement professionnels fondés par les communes, les chambres de commerce, les associations privées, les entreprises particulières et les syndicats patronaux.

Signalons, comme exemple d'initiative communale, les cours municipaux de Tourcoing. L'Institut Colbert, à Tourcoing, réunit l'école primaire supérieure et l'école pratique de commerce et d'industrie. Son organisation repose sur le principe qu'il faut produire industriellement ou, en tout cas, s'inspirer toujours des procédés et des méthodes du travail industriel. A côté de cette école, qui s'adresse à une minorité de jeunes gens, la municipalité a organisé des cours professionnels à l'usage des apprentis et des ouvriers du commerce et de l'industrie, en utilisant les locaux, le matériel et le personnel de l'école. Ces cours sont adaptés aux différentes professions, suivant les demandes des syndicats patronaux et ouvriers, avec le concours du personnel enseignant et de gens de métier. Cette organisation est complétée par l'école pratique de jeunes filles, industrielle, commerciale et ménagère et par des cours du soir.

Tous les cours sont facultatifs, mais sont suivis par de nombreux élèves (1.100 avant la guerre), même des adultes. (1)

Nous aurons l'occasion d'exposer l'action de la Société d'enseignement professionnel du Rhône et nous nous contentons ici de la mentionner. Depuis quelques années, plusieurs chambres syndicales ont eu recours à elle pour organiser l'apprentissage dans leur profession, notamment le syndicat patronal des bijoutiers et orfèvres et la Chambre syndicale de la métallurgie. Moyennant une subvention que lui alloue le groupement syndical intéressé, la Société d'enseignement professionnel organise les cours d'après les directives qu'il lui donne. A la différence des cours ordinaires, payants (3 à 15 fr. pour six mois) et donnés le soir, ces cours sont professés pendant la durée de la journée de travail et le temps qu'y passent les apprentis leur est payé.

L'effort des syndicats patronaux est extrêmement important en ce qui concerne l'organisation de cours professionnels, surtout dans les industries des métaux et du bâtiment. On trouvera dans l'ouvrage remarquable de M. E. Villey (2) la liste imposante des principaux groupements professionnels qui ont fondé des cours.

D'autre part, dans un livre fort bien documenté, M. Pluyette (3) expose les différents types d'organi-

(1) Cf. Verlot, *Rapport sur l'Enseignement technique*, 1912. Bouiloux-Lafont, *Les Chambres de métiers*, pp. 56 et suiv.

(2) P. Villey, *op. cit.*, p. 274-275, note 1.

(3) P. Pluyette, *L'enseignement professionnel dans les industries métallurgiques, mécaniques, électriques et indus-*

sation d'enseignement professionnel créés en France par dix chambres syndicales des groupes métallurgiques, mécaniques, électriques et annexes, telles que la Chambre syndicale des constructeurs et fondeurs de l'Est, le Syndicat des mécaniciens, chaudronniers et fondeurs de France (région parisienne), la Chambre syndicale des carrossiers de Paris et des départements, etc. et vingt établissements industriels appartenant à ces groupes, dont les Aciéries de Longwy, les usines Renault, la Compagnie des chemins de fer d'Orléans et les établissements Schneider et C^{ie}. Pour apprécier la grandeur de leur effort, il suffit, remarque M. Pluyette, d'observer que les sommes consacrées en 1922 à l'enseignement professionnel théorique par les seules organisations qu'il cite, se sont élevées à 2 millions de francs environ, alors qu'en 1921, les sommes allouées à la fois par l'Etat, les départements et les communes n'ont pas atteint 3 millions pour toute la France. (1)

Il est juste de mentionner aussi l'importance de l'œuvre accomplie par les Chambres de commerce en matière d'enseignement technique. Sans entrer dans le détail de leur activité à cet égard, nous aurons l'occasion de signaler la part prise par certaines chambres de commerce à la création de Chambres de métiers et l'aide financière ou matérielle qu'elles ont apportée aux cours professionnels organisés par ces Chambres. La Chambre de commerce de Paris est

tries annexes, édité par l'Union des industries métallurgiques et minières. Paris, 1923. Voir: Organisations collectives, p. 143 à 207; Organisations individuelles, p. 209 à 300.

(1) Pluyette, *op. cit.* Introduction, p. 19 et 20.

au premier rang de celles qui se sont intéressées à la formation professionnelle et ses efforts ont porté à la fois sur le préapprentissage, l'apprentissage proprement dit et l'enseignement technique. La Chambre de commerce de Lyon a contribué, par son appui moral et financier, à la réorganisation de l'apprentissage dans l'industrie de la soierie.

Les cours complémentaires organisés par les syndicats patronaux, ont lieu généralement deux ou trois fois par semaine, après la journée de travail, à la fin de l'après-midi ou le soir : le moment paraît mal choisi pour retenir l'attention et assurer l'assiduité des auditeurs. Les Syndicats ont dû élaborer des programmes adaptés à chaque profession et aux phases de l'apprentissage en atelier ; trouver des professeurs ; assurer la mise en œuvre matérielle.

Grâce à ces initiatives des communes, des Chambres de commerce et des syndicats s'est créé un véritable réseau de cours professionnels, que complètent les cours obligatoires prévus par la loi Astier. Quelques éloges que méritent ces efforts multipliés, les défenseurs mêmes de l'action patronale reconnaissent que « les organismes disséminés sur tout le territoire ne procurent pas, à loin près, tout le rendement qu'on pourrait attendre d'une solution d'ensemble du problème de l'apprentissage. » (1)

L'initiative des syndicats patronaux se heurte, en effet, ici aux mêmes obstacles qu'en matière d'apprentissage. Leur caractère spécialisé, leur ressort étroit ne leur permettent pas de prendre des mesures

(1) P. Villey, *op. cit.*, p. 275.

générales applicables à l'ensemble des professions d'une région; leur recrutement patronal donne aux décisions prises un caractère unitaire qui les rend suspectes aux ouvriers et aux employés, exclus de la discussion d'un problème qui les intéresse au même degré que les patrons, et explique leur réserve à l'égard des efforts patronaux.

Les mêmes objections peuvent être faites aux organismes créés par les Chambres de commerce.

Ainsi l'expérience fait ressortir l'impuissance de la loi et l'insuffisance de l'action administrative et syndicale à résoudre dans son ensemble la crise de la formation professionnelle. De cette constatation se dégage une triple conclusion: d'une part, c'est à des corps représentatifs des professions, et non à des conseils d'origine administrative, qu'il convient de confier l'organisation de l'apprentissage et de l'enseignement technique; d'autre part, ces corps, appelés à statuer sur des questions qui présentent des caractères communs à l'ensemble des professions, doivent être interprofessionnels, dans l'acception la plus large du mot, au lieu de reposer sur le principe d'une spécialisation syndicale; enfin, ces corps interprofessionnels doivent être constitués sur la base paritaire.

En un mot, sans détruire l'œuvre sociale déjà accomplie en matière de formation professionnelle, il fallait trouver un organe susceptible, par son caractère interprofessionnel, par sa circonscription étendue, de dépasser la sphère d'action des Chambres de commerce, des syndicats et des communes, de coordonner tous les efforts, de dominer toutes les initia-

tives et d'introduire l'uniformité par une réglementation générale.

C'est de ces considérations qu'est née l'idée des Chambres de métiers. L'institution fonctionnait en Allemagne depuis 1897, mais était restée inaperçue en France. La notion d'un intérêt général supérieur à l'intérêt de chaque profession, fondement même des Chambres de métiers, se fait jour timidement au Congrès de l'apprentissage tenu à Roubaix en 1911, à propos de la limitation du nombre des apprentis, dans un rapport de M. Burgard, secrétaire adjoint de la Fédération française des travailleurs du Livre :

« Certes, écrit M. Burgard, cette limitation peut être conforme aux intérêts spéciaux de la typographie, mais il nous semble qu'il aurait été plus juste de la subordonner aux intérêts généraux de toutes les professions et d'accord avec les Chambres de métiers. Car enfin, si dans les autres professions, on imitait la typographie et qu'on limite le nombre des apprentis dans chaque métier, il pourrait arriver que le nombre total des admissibles comme apprentis dans tous les ateliers industriels fût inférieur à celui des enfants ayant besoin d'entrer en apprentissage...

« Il y a une limitation qui semblerait plus logique; c'est celle de la limitation des ateliers admis à prendre des apprentis. Car combien en est-il ne présentant aucune garantie d'un bon apprentissage, soit faute de personnel capable d'enseigner quelque chose, soit par défaut d'outillage suffisant ou par suite d'une spécialisation dans un genre de travail incompatible avec un enseignement rationnel et complet

de la profession ! C'est là une question délicate, et là encore se montre chez nous cette lacune de Chambres de métiers, qui seraient amenées à se prononcer en connaissance de cause. » (1)

Cette suggestion demeure sans suite au Congrès de Roubaix. Cependant, quelques mois auparavant, la première Chambre de métiers française s'était fondée à Limoges. Il faut attendre jusqu'en 1914 pour en voir naître une seconde en Anjou. Le retour de l'Alsace-Lorraine à la France attire l'attention sur une des Chambres de métiers allemandes, désormais française et des plus prospère, la Chambre d'Alsace et de Lorraine. En 1919, une nouvelle Chambre de métiers se fonde à Bordeaux. Sous l'énergique impulsion de son directeur, M. Mauvezin, elle manifeste aussitôt une puissante vitalité. Sous son influence, d'autres Chambres de métiers éclosent successivement sur divers points du territoire.

A la formation professionnelle proprement dite, c'est-à-dire à l'apprentissage et à l'enseignement technique, la Chambre de métiers d'Alsace et de Lorraine et la Chambre de métiers de la Gironde ajoutent, à la même époque, une nouvelle forme d'activité des plus féconde, qui va passer au premier rang des préoccupations professionnelles : l'orientation professionnelle.

Le problème de l'orientation professionnelle consiste à déterminer les règles méthodiques qui doivent présider au choix des professions.

Au cours du XIX^e siècle, des atténuations successi-

(1) Cité dans le *Bull. trim. de l'Assoc. internat. pour la lutte contre le chômage*, janv.-juin 1912, p. 146.

ves ont été apportées au principe de la liberté du travail, posé par la Révolution: la législation et la convention collective ont transformé le caractère individuel du contrat de travail; la loi et l'initiative privée ont modifié l'aspect individuel du contrat d'apprentissage. Au contraire, le principe était resté, jusqu'aux premières années du xx^e siècle, à peu près intact, en ce qui concerne le libre choix des professions.

On considérait comme une liberté essentielle le droit pour un individu d'embrasser la profession de son choix. Le caractère trop absolu, antisocial de cette liberté n'est apparu que récemment, et d'abord dans une hypothèse spéciale. Il a fallu la multiplication des accidents de personnes occasionnés par les tramways aux Etats-Unis pour attirer l'attention sur les dangers que présentait l'embauchage des wattmen en dehors de toute aptitude professionnelle. Le Dr Münsterberg, directeur du Laboratoire de psychologie expérimentale à l'Université Harvard, fut amené à rechercher les aptitudes indispensables aux wattmen et à examiner si les wattmen en fonctions ou les candidats possédaient ces aptitudes. Il les plaçait sur un tramway reconstitué, qu'il faisait circuler dans des conditions semblables à celles de la rue. Un appareil enregistrait les réactions du conducteur. (1)

(1) Il est à signaler, dans cet ordre d'idées, que le Sous-Secrétaire d'Etat de l'Enseignement technique a inauguré tout récemment, le 7 janvier 1925, le laboratoire de psychotechnique organisé par la Société des transports en commun de la région parisienne, en vue de déterminer les aptitudes des aspirants chauffeurs et wattmen et de contrô-

Ces travaux scientifiques tendaient à résoudre par la méthode expérimentale le problème de la détermination des aptitudes. Des laboratoires s'efforçaient d'analyser les aptitudes psychiques des individus, par des épreuves mentales ou « tests » (témoins, épreuves).

La guerre a mis au premier plan de l'actualité le problème de l'orientation professionnelle. Pour diminuer les trop nombreux accidents d'aviation, on a soumis les aspirants aviateurs à un examen psychophysio'ogique en vue de déterminer leur faculté d'appréciation des distances, leur degré de réaction nerveuse. Aux Etats-Unis, il a fallu constituer d'un seul coup une armée avec ses cadres et ses effectifs, sans disposer de la sélection qu'opère le temps; c'est par des « tests » sur une large échelle qu'ont été désignés les chefs. Enfin, l'orientation professionnelle a été appliquée à la rééducation des mutilés de guerre (1) en

ler celles des mécaniciens en fonctions, qui seront examinés tous les cinq ans.

Des épreuves dynamiques fixent le point de fatigabilité des sujets, c'est-à-dire la limite extrême de leur résistance musculaire. Puis sont examinées les facultés d'attention et de réaction psychomotrices. Le candidat chauffeur est installé sur un siège d'autobus, avec leviers et pédales; on reconstitue en chambre la vie de la rue: présentation d'un film pour le distraire, lampes vertes ou rouges qui s'allument à l'improviste, sons de trompe: il doit aussitôt faire la manœuvre correspondant à chaque signal. Le wattman est placé sur une plate-forme de tramway; un film fait accourir vers lui véhicules et piétons; une bande enregistre ses moindres gestes.

Tout conducteur comptant un accident ne pourra continuer son service qu'après avoir prouvé sa résistance au « choc émotif ». (Cf. « *Le Matin* » du 8 janvier 1925).

(1) La loi du 2 janvier 1918 a ouvert aux mutilés et réformés de la guerre le droit à la rééducation professionnelle.

vue de les adapter à une profession compatible avec leur état physique.

Désormais le problème se pose dans sa généralité. L'orientation professionnelle apparaît comme un des aspects du problème de la main d'œuvre, comme une condition préalable à la solution de la crise de l'apprentissage. A quoi sert, en effet, de donner à des jeunes gens l'enseignement manuel et l'instruction technique nécessaires à l'exercice d'un métier, si leur état physique, psychologique, mental leur interdit ce métier? C'est vouer d'avance à l'échec les efforts les mieux intentionnés. La formation professionnelle ne peut prendre toute sa valeur, toute son efficacité, que si les jeunes gens ont été préalablement dirigés vers les professions avec méthode, c'est-à-dire d'après leurs aptitudes.

En dehors de cet élément physique et psychique qui la rattache à la formation professionnelle, l'orientation professionnelle présente un aspect économique. Dans le choix d'une profession, ne doivent pas entrer en ligne de compte uniquement les qualités physiques ou psychiques de l'individu en tant qu'elles s'adaptent aux qualités requises d'une pro-

Les lois des 28 juin 1918 et 31 mars 1919 ont chargé l'Office national des mutilés de pourvoir à la rééducation, dont le bénéfice a été étendu aux veuves de guerre. (Loi du 24 juin 1919) Une proposition de loi déposée par M. Henry Chéron, sénateur, le 13 juin 1919, et adoptée par le Sénat le 31 mars 1920 tend à admettre les mutilés du travail dans les écoles de rééducation professionnelle des mutilés, moyennant le remboursement du prix de la journée. Les ministères intéressés se sont mis d'accord avec l'Office pour faire accueillir dans ses écoles les mutilés du travail à partir du 1^{er} janvier 1924.

fession. La décision d'orientation doit aussi tenir compte des conditions économiques, c'est-à-dire de l'état du marché. Même si un jeune homme semble désigné par son état physique et mental pour une profession déterminée, son intérêt comme celui de la profession envisagée conseille de l'en écarter, si elle est encombrée et ne lui offre que la chance d'un salaire médiocre et le risque du chômage. D'une manière plus générale, tous les éléments économiques doivent participer au choix d'un métier : salaires, chances d'avancement, sécurité contre le chômage, etc.

L'orientation professionnelle se ramène ainsi à trois opérations : déterminer les aptitudes nécessaires à l'exercice de chaque profession ; déterminer les aptitudes de chaque individu ; déterminer la valeur économique de chaque profession.

La question de l'orientation professionnelle préoccupe aujourd'hui la plupart des pays. (1)

En Allemagne, les universités et les écoles supérieures d'enseignement technique se consacrent ardemment à l'étude des problèmes qu'elle soulève. Dès 1902, on avait commencé à créer des Offices de renseignements pour le choix des professions. Depuis 1919, un arrêté du gouvernement prussien oblige les villes de plus de 10.000 habitants à créer

(1) Les indications qui suivent sont empruntées aux sources suivantes : *Revue Internationale du Travail*. B. I. T., juin 1922, p. 1066 à 1070 ; Turmann, *Problèmes sociaux du Travail industriel*. 2^e série, pp. 21 et 22 ; *Dossiers de l'Action Populaire*. Comptoir psychologique des professions d'Utrecht indice de classement 61, février et mars 1923 ; Fontègne, *L'Orientation professionnelle*, p. 135 et suiv.

un Office d'orientation professionnelle et, depuis 1920, un organe rattaché au Ministère du Travail du Reich (Arbeitsvermittlung) fonctionne comme Office central d'orientation professionnelle et coordonne l'activité des 463 offices disséminés dans le pays. Il a pour organe le « Reichs Arbeitsblatt ».

L'Autriche s'intéresse aussi à l'orientation professionnelle et possède quelques offices. Le Laboratoire de psychologie de l'Université de Vienne, celui d'Innsbrück ont publié des études sur les motifs du choix d'une carrière et la façon de déterminer quelques aptitudes professionnelles (par exemple, celles des chauffeurs d'automobiles, des ingénieurs électriciens, des ouvriers du bâtiment, des employés de bureau, etc.)

Aux Etats-Unis, l'élan a été donné par le professeur Frank Parsons, qui exposa sa méthode pour l'orientation professionnelle de la jeunesse dans « Choosing a Vocation ». Un mot d'ordre fut donné : « donner à chaque capacité la profession qu'il faut ». Avec la doctrine de spécialisation du travail à l'extrême en vue d'un meilleur rendement, préconisée par l'ingénieur Taylor et la collaboration du professeur de psychologie de l'Université Harvard, Hugo Münsterberg, la psychologie expérimentale entra au service de la pratique économique. Des « vocation bureau » et « vocation guidance » fonctionnent dans toutes les grandes villes ; les offices de Washington, de Boston et de Cincinnati sont parmi les plus actifs. Le Service professionnel pour jeunes gens de la ville de New-York (Vocational Service for Juniors), créé en octobre 1920, a une section d'orien-

tation professionnelle qui travaille surtout en collaboration avec les écoles. Elle détache des orienteurs dans neuf établissements d'enseignement. (1)

Il existe aux Etats-Unis une Association nationale d'orientation professionnelle (National Vocational Guidance Association).

En Suisse, de divers côtés, on a ouvert des « cabinets d'orientation professionnelle ». Le plus ancien est celui qui a été créé à Genève par l'Institut J.-J. Rousseau et qui possède un laboratoire de psychotechnique. Un cours d'orientation professionnelle a été professé à Genève en septembre 1920, sous les auspices de la Confédération des Offices d'apprentissage de la Suisse Romande.

Un « Institut psychotechnique » à caractère semi-officiel s'est ouvert à Zurich au début de l'année 1922. Il fonctionne en collaboration avec l'Université de Zurich.

Les spécialistes sont d'avis que l'orientation professionnelle ne doit être pratiquée qu'en collaboration avec les organisations et représentations professionnelles et suivant les points de vue et les besoins reconnus par les professionnels. Dans son rapport annuel sur l'année 1924, l'Association Suisse des Conseils d'apprentissage et de protection des apprentis estime qu'il faut réduire au minimum le nombre des offices d'orientation professionnelle et leur attribuer un champ de travail aussi vaste que possible. Des personnalités compétentes et s'occu-

(1) Cf. *Rev. Internat. du Travail* (B. I. T.), mai 1923.

pant exclusivement de cette tâche doivent être placées à la direction de ces offices. (1).

En Grande-Bretagne, il faut mentionner l'activité de l'Institut National de Psychologie Industrielle (National Institute of Industrial Psychology), fondé en 1921, où l'on applique à la direction du choix des professions les données les plus récentes de la psychologie expérimentale.

En vertu de l'Education Act du 28 novembre 1910, l'orientation professionnelle doit être organisée, en Angleterre, par les autorités scolaires. Celles-ci doivent s'efforcer d'obtenir des jeunes gens ou de leurs parents, d'abord une prolongation de la période scolaire, ensuite, le choix d'une occupation en rapport avec les capacités personnelles de l'enfant et qui assure moins un gain immédiat que l'apprentissage d'un métier et un emploi stable.

Citons, en Espagne, l'Institut de Barcelone et ses filiales en Catalogne. Son activité a suscité un grand intérêt dans les milieux professionnels. Les appareils de ses laboratoires ont intéressé les étudiants et ont fait naître en eux le désir de participer aux recherches entreprises.

En Tchéco-Slovaquie, l'Office d'Orientation professionnelle de Prague a été ouvert le 1^{er} mai 1921. Il s'est borné, jusqu'à ces derniers temps, à des consultations sur les professions et métiers industriels. Les enfants qui se présentent sont munis d'une carte qui leur donne droit à une consultation gratuite du médecin et à l'examen de l'Institut de Psychotechnique

(1) Cf. *Revue Mensuelle de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières*, déc. 1924, n° 58.

de l'Académie du Travail, fondée en 1920 par le Président Masaryk.

La Hollande a vu se fonder, dès 1908, des Bureaux de renseignements pour les professions, à La Haye, puis à Dordrecht, Leyde, Maëstrich, Ruremonde, Arnhem et Amsterdam, la plupart du temps d'accord avec les Bourses du travail. Le « Comptoir psychologique des professions d'Utrecht » », centre puissamment outillé et véritable « observatoire psychologique », fut fondé le 1^{er} septembre 1918. Il a dès lors pris la tête du mouvement dans les Pays-Bas. Peu après sa naissance, la ville d'Amsterdam a créé un laboratoire municipal de psychotechnique, qui s'applique tout spécialement au choix des conducteurs de tramways électriques de la capitale. D'autres institutions se sont également fondées, notamment à Groningue (Recherches psychologiques sur le terrain social).

En Belgique, l'idée de l'orientation professionnelle est née en 1910 à la Société belge de Pédotechnie et un Office intercommunal d'Orientation professionnelle a été fondé à Bruxelles. Sous l'éminente direction de M. Christiaens, cet office a établi des monographies de cinquante-sept professions se rapportant toutes aux anciens métiers répandus dans l'agglomération bruxelloise. La méthode préconisée par M. Christiaens est une méthode éclectique. La détermination de la valeur intellectuelle des enfants au moyen des appréciations du personnel enseignant lui paraît un moyen commode, mais peu sûr, fondé plutôt sur des impressions que sur des observations. D'autre part, la méthode des tests n'offre pas suffi-

samment de garanties, à défaut d'un étalonnage rigoureux et d'expériences assez répétées. (1)

L'orientation professionnelle est également très sérieusement organisée à l'Université du Travail, à Charleroi.

Dans le Luxembourg, l'orientation professionnelle est pratiquée à l'Institut E. Metz, annexé à l'usine métallurgique de Dommeltange, qui comprend, en plus d'une école professionnelle et d'un atelier d'apprentissage, un laboratoire psychophysiologique.

Au Japon, la question de l'orientation professionnelle est à l'ordre du jour. Des professeurs spécialistes se sont initiés à la psychologie expérimentale dans les laboratoires des Etats-Unis et dans ceux de l'Allemagne. L'Institut de Psychologie appliquée de l'Université de Tokio se consacre à l'étude des examens d'appropriation professionnelle, commerciale et industrielle. M. Fontègne (2) relate que déjà, durant la guerre, les Japonais admis à servir dans la marine avaient été l'objet d'une sélection et que, plus récemment, toutes les caissières des banques de Tokio furent examinées au point de vue de leur habileté et de leur mémoire des nombres.

Il serait intéressant de comparer les monographies qui ont paru dans le monde entier sur l'orientation professionnelle, depuis la série des « Descriptions of

(1) Cf. A. G. Christiaens, *L'orientation professionnelle en Belgique*, dans: *Dix Conférences sur l'Orientation professionnelle organisées par l'Institut Lannelongue*, p. 89 et suiv.; A.-G. Christiaens, *L'orientation professionnelle des enfants*; *Bulletin de l'Office intercommunal de Bruxelles pour l'orientation professionnelle*, passim.

(2) Fontègne, *L'orientation professionnelle*, p. 140 et 141.

occupations », publiées par le Département du Travail des Etats-Unis, en passant par les monographies anglaises de même nature, jusqu'aux travaux français et allemands les plus récents dans le même ordre d'idées. Nous allons voir, un peu plus loin, quelle a été la part de la France dans ces recherches.

De plus en plus apparaît la nécessité d'employer judicieusement les énergies humaines et de mettre partout l'homme qu'il faut à la place qui lui convient: « The right man in the right place ».

Le Bureau International du Travail ne pouvait se désintéresser de ce problème fondamental; c'est à sa demande que M. Claparède a publié un important ouvrage, où il étudie scientifiquement les problèmes et les méthodes de l'orientation professionnelle. (1) Le savant professeur à l'Université de Genève expose les travaux antérieurs sur la question et fait la critique des diverses méthodes de détermination des aptitudes: interrogations adressées à l'intéressé et à son entourage; observation du consultant; tests (épreuves spéciales). Il décrit notamment le procédé des « tests » ou épreuves psycho-physiologiques, « au moyen desquelles on peut, à la suite d'une épreuve rapide, diagnostiquer les aptitudes motrices et mentales d'un individu ». Il reconnaît la complexité du problème, dont certains points importants ne sont pas encore élucidés. Chez un même individu, les aptitudes varient parfois ou sont modifiées mo-

(1) Dr Ed. Claparède, *L'Orientation professionnelle, ses problèmes et ses méthodes* (Genève, Etudes et Documents du B.I.T.).

mentanément par certaines circonstances accessoires: fatigue, entrain, etc. Il faut faire plusieurs épreuves non pas semblables, mais équivalentes. Si les résultats sont divergents, il faut en prendre la moyenne. Les tests adoptés n'ont donc pas toujours une précision suffisante. Aussi l'examen individuel ne donne-t-il pas une certitude, mais une simple probabilité.

La France occupe un rang des plus honorable parmi les nations résolues à mettre l'orientation professionnelle à la tête des facteurs du progrès économique et social. N'est-ce pas un de ses plus illustres philosophes, Pascal, qui a compris le premier, il y a trois siècles, l'importance du problème, quand il écrivait dans ses *Pensées* cette phrase caractéristique: « La chose la plus importante à toute la vie, c'est le choix du métier: le hasard en dispose. » Au point de vue de la détermination scientifique des aptitudes, les travaux d'Alfred Binet sur l'intelligence (1) sont aujourd'hui classiques et inspirent dans le monde entier tous les psycho-techniciens. Son collaborateur Th. Simon continue son œuvre à la tête de la Société Alfred Binet (2). Bien avant la guerre, les recherches du professeur Lahy (3), directeur du Laboratoire de Psychologie expérimentale à l'Ecole des Hautes Etudes à la Sorbonne, ont contribué pour une large part à la mise au point des « tests ». Nous citerons aussi les travaux du professeur Amar (4) directeur

(1) A. Binet, *Les idées sociales sur les enfants*.

(2) *Bulletin de la Société Alfred-Binet*.

(3) Lahy, *Le système Taylor et la physiologie du travail professionnel*.

(4) Amar, *L'orientation professionnelle*.

du Laboratoire de physiologie du travail au Conservatoire National des Arts et Métiers à Paris, du docteur Toulouse, du professeur H. Pieron (1), et du professeur Imbert, de Montpellier (2).

Au point de vue de l'application pratique, une circulaire du ministre du travail du 20 juillet 1913 a prescrit une enquête qui fit ressortir la nécessité d'organiser l'orientation professionnelle régionalement et de s'assurer le concours des représentants des groupements professionnels. (3)

Puis, en 1920, le ministre du travail invite les offices régionaux de placement à organiser des expériences d'orientation professionnelle, qui ont lieu, notamment, à Roubaix, Nancy, Lyon, Marseille, Toulouse, Nantes, Vierzou et Rouen. L'administration tend à confier aux offices de placement l'organisation officielle de l'orientation professionnelle, tout en faisant appel au concours de toutes les compétences privées: médecins, instituteurs, professionnels de l'industrie et du commerce. (4)

Le décret du 26 septembre 1922 charge le Sous-Secrétaire de l'Enseignement technique des questions d'orientation professionnelle et admet le principe de subventions pour les offices.

Le Sous-Secrétaire d'Etat de l'Enseignement tech-

(1) Toulouse et H. Pieron, *Technique de Psychologie expérimentale*. Cf. les conférences de H. Pieron sur *Le rôle de la psychologie dans l'orientation professionnelle*, faites à l'Institut Lannelongue.

(2) Imbert, *Le système Taylor. Analyses et Commentaires*.

(3) *Bulletin du Ministère du Travail*, 1921, p. 259.

(4) Rapport de M. Gauthier, *Bull. Minist. Travail*, 1921, p. 259 et suiv.

nique a adressé, en décembre 1923, une circulaire aux présidents des plus importants groupes professionnels, pour leur demander de collaborer à l'œuvre de l'orientation professionnelle, notamment par la rédaction de notices professionnelles et l'élaboration des films cinématographiques. (1)

Des offices d'orientation professionnelle se sont créés en diverses villes, souvent sur l'initiative des offices régionaux de la main d'œuvre. Citons, par exemple, le Cabinet d'Orientation professionnelle de Nantes, qui a commencé à fonctionner en avril 1921 et celui de Lorient, fondé au début de 1923 par le Conseil municipal, sur la demande de la Commission administrative paritaire de l'Office départemental de la main d'œuvre.

Un Comité de patronage d'orientation professionnelle a été créé à Paris, par délibération du Conseil général de la Seine du 30 décembre 1922. Il est rattaché à l'Office départemental du placement. D'autres villes encore possèdent des offices d'orientation : Lyon, Marseille, Toulouse, Rouen, Courbevoie, etc.

L'action des syndicats patronaux se manifeste en cette matière sous la forme d'une collaboration, par la définition et l'analyse des professions, par la détermination des besoins régionaux pour chacune d'elles, ou par certaines initiatives, par exemple celle de cet « important syndicat patronal de Nantes qui recrute ses apprentis par voie de concours, et qui a décidé de n'accepter aucune inscription pour les épreuves sans avoir consulté le cabinet d'orientation

(1) *Bull. Ch. mét. Gironde*, janv. 1924, p. 26-27.

professionnelle ». A Rouen, des dispositions ont été prises pour assurer, d'accord avec les organisations patronales, le contrôle, au cours de l'apprentissage, des mesures prises pour l'orientation. (1)

La Chambre de métiers d'Alsace et de Lorraine et la Chambre de métiers de la Gironde ont contribué dans une large mesure à vulgariser l'idée d'orientation professionnelle et à organiser méthodiquement le fonctionnement de ce service. Sous l'active direction de M. Fontègne à Strasbourg et sous l'impulsion de M. Mauvezin à Bordeaux, les Offices d'orientation professionnelle de ces deux villes ont donné des résultats importants que nous aurons à exposer en détail. MM. Fontègne et Mauvezin ne sont pas seulement d'éminents administrateurs; ils ont développé dans de remarquables ouvrages (2) leurs idées sur l'orientation professionnelle et si nous n'avons pas abordé ici la question des méthodes, c'est que nous retrouverons, en étudiant les Chambres de métiers d'Alsace-Lorraine et de la Gironde, la controverse qui sépare ces deux auteurs.

A l'exemple de ces deux Chambres, d'autres Chambres de métiers ont organisé des services d'orientation professionnelle, plus ou moins inspirés de leurs directives.

(1) Rapport Gauthier précité, *Bull. du Min. du Trav.*, 1921, p. 263. Cf. P. Villey, *op. cit.*, p. 272.

(2) Notamment: Fontègne, *L'orientation professionnelle et la détermination des aptitudes; Le choix d'un métier et les aptitudes physiques; Avant d'entrer en apprentissage, Nouveaux entretiens sur l'orientation professionnelle*. Mauvezin, *Rose des Métiers; Avant de choisir son métier ou sa profession; Pour que nos enfants réussissent dans leur métier ou profession*.

Un Congrès international d'orientation professionnelle appliquée au choix des carrières et professions s'est tenu à Toulouse les 4, 5 et 6 septembre 1924. Il a émis le vœu :

« Qu'il est hautement désirable de voir l'étude et l'expérimentation des tests se poursuivre dans les laboratoires de psychologie expérimentale, sous la direction et le contrôle des savants qui dirigent ces laboratoires.

« Mais il est convaincu que, dans l'état actuel et les possibilités indéfinies du progrès scientifique étant réservées, le transfert des tests dans la pratique de l'orientation professionnelle ne saurait être recommandé comme pouvant offrir des méthodes d'investigation psychologique usuelles et exige, en toute hypothèse, *même lorsqu'on ne fait usage des tests qu'à titre auxiliaire et de contrôle*, un maniement très compétent et *très circonspect* qui ne peut appartenir qu'à des spécialistes particulièrement avertis.

« Le Congrès estime :

« Que ces observations s'appliquent à un degré tout particulier aux tests d'aptitude et aux tests psychologiques destinés à déceler la valeur des fonctions mentales et le caractère, une distinction pouvant être admise entre les tests de cet ordre et les tests plus faciles à interpréter s'appliquant aux organes sensoriels et aux fonctions motrices ». (1)

Au cours de la discussion récente du budget de

(1) *Revue Mensuelle de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières*, etc., *op. cit.*, décembre 1924, n° 58, p. 167.

l'Enseignement Technique pour 1925, l'importance de l'orientation professionnelle des apprentis a été tout particulièrement soulignée. M. Baroux (1), député de la Seine, voudrait voir « orienter l'enseignement vers le côté pratique et développer dans toutes les écoles les classes de travail manuel. » Il a appelé l'attention sur ce problème en ces termes :

« Trop d'apprentis, dit-il, font, par erreur d'orientation, des déclassés. C'est ainsi, en ce qui concerne les jeunes filles, que toutes veulent être sténo-dactylographes, même quand elles ignorent l'orthographe. Il faut être averti sur les débouchés de chaque métier et tenir compte des aptitudes de chaque enfant; l'instituteur, à cet égard, serait un meilleur conseiller que les comités d'orientation professionnelle. »

« L'orientation professionnelle, d'ailleurs, doit être complétée par une préparation professionnelle et il ne serait pas mauvais qu'on instituât dans la dernière classe de l'école des cours de préapprentissage. »

Un autre député, M. Merlant (2), a signalé que trop d'enfants sont victimes d'une direction sans méthode vers les « faux métiers ».

« Il y a là, dit-il, un véritable péril que permet seule de parer une organisation de l'apprentissage bien établie par spécialités et graduellement conduite à l'atelier; n'est-ce pas là le rôle des Conseils de métiers et des Chambres d'apprentissage, ainsi que de la

(1) Discussion du budget de l'E. T., J. O. Chambre 1^{re} séance du 3 décembre 1924, p. 4084 et suiv.

(2) Discussion du budget de l'E. T., J. O. Chambre, 1^{re} séance du 3 décembre 1924, p. 4087.

collaboration, dans un but professionnel, des patrons, ouvriers et employés? »

D'autre part, des encouragements ont été réclamés pour la formation d'ouvriers qui resteront fidèles au milieu rural (intervention de M. Antoine Borrel, député. (1))

L'orientation professionnelle, nous l'avons vu, doit être envisagée sous un double aspect psycho-physiologique et économique. Sous la première face, elle est un aspect du problème de l'apprentissage, une condition préalable de la formation professionnelle: il est logique, si l'on attribue aux Chambres de métiers la haute direction de la formation manuelle et technique, de leur confier aussi le soin de diriger l'orientation professionnelle. L'aspect économique de l'orientation professionnelle suppose, d'autre part, une connaissance de la situation du marché que faciliteront les relations nécessaires des Chambres de métiers avec les groupements professionnels. Les Chambres de métiers doivent être les organismes de représentation interprofessionnelle des métiers d'une vaste circonscription. Il est naturel qu'elles centralisent toute la documentation si complexe — médicale, scolaire, syndicale — nécessaire pour préparer la décision de l'orienteur. Placées assez haut pour dominer les intérêts individuels, locaux ou spéciaux à chaque profession, elles sont qualifiées pour prendre une décision conforme à l'intérêt général des familles, des apprentis, des professions, par exemple,

(1) Discussion du budget de l'enseignement technique, Chambre, 1^{re} séance du 3 décembre 1924, *J. O. Déb. parl.*, p. 4092.

pour détourner les débutants des métiers trop encombrés et les diriger vers les métiers qui manquent de bras.

Formation et orientation professionnelles, tel est le programme consacré par la pratique des Chambres de métiers et sur lequel les propositions de lois les plus récentes semblent s'être mises d'accord.

Inaperçue il y a peu d'années, la question des Chambres de métiers est aujourd'hui d'une brûlante actualité; elle est passée au premier rang des préoccupations des milieux professionnels et parlementaires.

Elle a dominé les débats du Congrès d'Apprentissage tenu à Lyon du 12 au 15 octobre 1921, auquel les Chambres de métiers s'étaient, d'ailleurs, fait représenter. Le Congrès a notamment émis le vœu de la création de Chambres de métiers chargées de réglementer l'apprentissage et d'exercer les attributions conférées par la loi du 25 juillet 1919 aux comités départementaux de l'enseignement technique (1).

A peine née, la Confédération générale de l'Artisanat, formée sous les auspices de la Chambre de métiers d'Alsace et de Lorraine, a affirmé dans ses Congrès sa volonté de faire aboutir cette revendication essentielle de son programme.

Dans une séance solennelle tenue à Strasbourg le 7 décembre 1924, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de sa fondation, et qui réunit plus de 500 délégués des 200 groupements d'Alsace-Lorraine, le président de la Chambre de Strasbourg, M. Schleif-

(1) Cf. compte-rendu dans *l'Information Sociale*, 6 novembre 1921.

fer, en remettant à M. Justin Godart, ministre du Travail, un diplôme magnifiquement décoré de membre d'honneur de la Chambre de métiers, le pria d'user de toute son autorité pour faire voter la loi sur les Chambres de métiers. M. Justin Godard en prit l'engagement solennel.

Au banquet des Artisans français, le 24 janvier 1925, le Ministre du Travail redit son espoir de voir les propositions sur les Chambres de métiers bientôt venir à l'ordre du jour du Parlement.

De son côté, le Sous-Secrétaire d'Etat de l'Enseignement technique, M. de Moro-Giafferi, avait déjà déclaré à un rédacteur de la *Petite Gironde* qu'il se proposait de généraliser les Chambres de métiers et de faire appliquer la loi Astier. ((1)

Mais si le principe des Chambres de métiers semble au-dessus de toute controverse, de vives discussions éclatent dès qu'on envisage l'application. Le Parlement et l'opinion publique se trouvent en face d'une situation de fait: l'existence de Chambres de métiers. Or deux tendances nettement distinctes caractérisent les Chambres de métiers: d'un côté, la Chambre (aujourd'hui les Chambres) d'Alsace et de Lorraine, qui repose sur les principes de la législation allemande: chambre officielle, dotée de pouvoirs importants, pourvue de droits de contrôle et de sanctions, dirigée dans un sens économique et social particulier; d'autre part, les Chambres d'origine française, dues à l'initiative privée, nées, sans statut légal, du droit

(1) Interview paru dans la *Petite Gironde*, n° du 30 août 1924; cf. *Gazette des Métiers*, 10 oct. 1924.

commun de l'association. De ces deux tendances, laquelle choisir? Composition, attributions, pouvoirs, caractère obligatoire ou facultatif, etc., autant de questions discutées et susceptibles de solutions diverses.

Pour préciser ce que doivent être les Chambres de métiers, nous exposerons d'abord les faits: nous décrirons le mécanisme, l'action et les résultats des Chambres de métiers. Nous consacrerons des développements particulièrement abondants aux deux Chambres qui, par leurs tendances, leur activité et leur prospérité, peuvent être considérées comme le prototype des deux systèmes: la Chambre de métiers d'Alsace et de Lorraine et la Chambre de métiers de la Gironde et du Sud-Ouest. Nous passerons aussi en revue chacune des autres Chambres de métiers.

C'est pour nous un agréable devoir de rendre hommage à l'accueil bienveillant que nous avons rencontré auprès des représentants de toutes les Chambres de métiers, qui ont bien voulu nous ouvrir leurs archives pour rendre notre documentation aussi abondante et aussi récente que possible. C'est grâce à eux que nous avons pu mener à bien notre travail et nous sommes heureux de leur en témoigner notre vive gratitude. Regrettant l'impossibilité matérielle où nous sommes de donner les noms de toutes les personnes qui ont répondu à nos demandes de renseignements, nous tenons à adresser nos remerciements à M. Schleiffer, président de la Chambre de métiers d'Alsace, à M. Fontègne, directeur de l'Office d'Orientation professionnelle de Strasbourg et à M.

Mauvezin, directeur des Chambres de métiers de la Gironde et du Sud-Ouest.

Nous associons à ces éminentes personnalités les Chambres de commerce qui ont bien voulu nous faire connaître l'état de la question des Chambres de métiers dans la région de leur ressort et tout spécialement, M. Bourdillon, membre de la Chambre de commerce de Marseille, à qui nous devons de précieux renseignements sur le projet de création d'une Chambre de métiers de Provence et du Bas-Rhône.

Enfin, au seuil de cette étude, nous tenons à mentionner les deux guides sûrs que nous avons suivis, l'ouvrage remarquable de M. Caillard, inspecteur général de l'E. T. (1) et le savant cours professé à la Faculté de Droit de Paris par M. William Oualid (2). Ces ouvrages ont été nos livres de chevet.

L'étude des faits nous permettra de dégager les leçons de l'expérience et d'éclairer la discussion des propositions de lois sur les Chambres de métiers.

En raison de son importance, nous consacrerons à l'exposé des faits deux parties, réservant pour une troisième partie l'examen des propositions de lois. Le plan de notre travail sera donc le suivant :

Première partie. — Les Chambres de métiers d'Alsace et de Lorraine.

Deuxième partie. — Les Chambres de métiers d'origine française.

(1) Caillard, *Les Chambres de métiers et les Conseils de métiers*, 1924.

(2) W. Oualid, Cours de Doctorat professé à la Faculté de Droit de Paris, 1923-1924.

Troisième partie. — Les propositions de lois concernant les Chambres de métiers.

De l'étude des faits et de la discussion des propositions, nous dégagerons, dans une conclusion développée, les caractères que doivent revêtir les Chambres de métiers, pour constituer des organismes vigoureux assurés de vivre.

PREMIERE PARTIE

Les Chambres de Métiers d'Alsace et de Lorraine

La Chambre de métiers d'Alsace et de Lorraine, scindée, depuis le 1^{er} janvier 1923, en deux Chambres de métiers, celle d'Alsace et celle de la Moselle, a été créée par un décret du Statthalter d'Alsace-Lorraine du 6 décembre 1899, en exécution de la loi d'Empire du 26 juillet 1897, qui s'était proposé de porter secours à la petite industrie, de plus en plus menacée par les progrès des grandes usines, en autorisant la création de corporations obligatoires à côté des corporations libres et en instituant des Chambres de métiers artisanales.

Le retour à la France de l'Alsace-Lorraine a laissé subsister provisoirement la législation allemande dans les provinces recouvrées. Les Chambres de métiers d'Alsace et de la Moselle continuent notamment à être régies par les dispositions du droit de l'Empire allemand et du droit local. Leur organisation et leur fonctionnement reposent sur des principes assez peu familiers aux esprits français. Pour les comprendre, il est indispensable d'exposer dans ses grandes lignes le régime allemand des corporations introduit en

Alsace-Lorraine après l'annexion et qui a survécu au Traité de Paix de 1919.

« En Allemagne, écrit M. Bouilloux-Lafont, (1) les corporations existaient avant les Chambres de Métiers. C'est pour fortifier les premières que les secondes ont été créées ». Ce sont, en effet, les corporations qui, dans ce pays, ont servi de fondement aux Chambres de métiers. Le législateur allemand, lorsqu'il a institué ces dernières, n'a eu d'autre but que la réorganisation, sur des bases plus puissantes, de l'institution corporative. L'examen du rôle des corporations aidera donc à comprendre celui des Chambres de métiers.

(1) Bouilloux-Lafont, député, *Les Chambres de Métiers*, p. 101.

CHAPITRE PREMIER

L'évolution corporative en Allemagne

Dans les pays germaniques, les corporations se sont constituées à peu près dans les mêmes conditions qu'en France.

Les gens de même métier, artisans et ouvriers, se sont groupés et organisés de bonne heure en « Corps de Métiers ». (1)

Les statuts des communautés d'Arts et Métiers datent pour la plupart de la première moitié du xvi^e siècle. Ces groupements, fait remarquer M. Pic, (2) ne tardent pas à conquérir le pouvoir municipal et l'ayant conquis, renforcent, à leur profit, la réglementation et le monopole.

Leur autorité séculaire va s'exercer aveuglément jusqu'à la proclamation de la liberté économique.

La révolution industrielle du xviii^e siècle modifie profondément les procédés de la fabrication. Enfermés dans leur monopole, qui leur donne la sécurité mais qui engendre la routine, les artisans se montrent incapables d'évoluer avec le temps et de s'adapter aux conditions nouvelles.

(1) En allemand « *Zunft* ».

(2) Cf. Pic, *Traité de Législation Industrielle, Lois ouvrières*, 1922, p. 69.

A l'aurore du XIX^e siècle, le principe de la liberté du travail triomphe en Europe dans la plupart des pays.

En France, les théories individualistes du XVIII^e siècle amènent l'abolition des corporations.

Malgré l'exemple donné par la France de la Révolution, « en Autriche et en Allemagne, le vieil édifice corporatif survit à l'avènement de la liberté économique. » Il est intéressant d'ajouter qu' « à aucun moment on n'a songé à y anéantir législativement les corporations comme en France, à en faire table rase. » (1)

En Prusse, un Edit royal du 2 novembre 1810 établit la liberté de l'industrie. Mais les corporations ne sont pas supprimées; leurs privilèges sont simplement diminués, leurs droits sont restreints et précisés.

Les corporations, d'obligatoires qu'elles étaient, sont rendues facultatives et encore peuvent-elles être dissoutes, sur décision de la majorité de leurs membres! L'artisanat, réduit à ses seules forces, est bientôt désemparé en présence de l'audace et des progrès de la grande industrie. Il se montre hostile aux idées individualistes et ne tarde pas à susciter l' « agitation des métiers » contre la liberté économique qui menace leur prospérité d'antan.

Cependant, en 1845 (2), la querelle doctrinaire entre l'école classique et l'école libérale est tranchée par « l'*Allgemeine Gewerbe Ordnung für Preussen* » —

(1) Cf. A. Altmann, *Le régime corporatif des métiers en Autriche et en Allemagne au XIX^e siècle*. Thèse Bordeaux, 1907, Introduction, p. 4 à 6.

(2) Loi du 17 juillet 1845.

— Code industriel général de la Prusse — qui repose sur le principe de la liberté industrielle. Mais, tout en supprimant les restrictions à la liberté, tout en abaissant privilèges et monopoles, le législateur, comme en 1810, « consacre de nouveau l'existence de la corporation et en précise les droits sans chercher à constituer des groupes nouveaux. » Il favorise en effet la création de corporations libres qui sont chargées de réglementer et de surveiller l'apprentissage et de défendre les intérêts de l'artisanat.

On distingue alors deux catégories de corporations selon que l'admission dans leur sein est ou non subordonnée à un examen d'entrée.

En 1848, les artisans tiennent à Francfort un Congrès resté célèbre pour demander l'abolition de la liberté du travail et le retour aux corporations obligatoires. Frédéric-Guillaume IV donne suite aux tendances ainsi manifestées et abolit, par les ordonnances du 9 février 1849, la liberté industrielle pour 70 des plus importants métiers : pour s'établir à son compte dans les métiers réglementés, il faut faire partie de la corporation, par conséquent avoir satisfait à l'examen d'entrée, ou subir un examen de capacité.

Le développement du machinisme, le progrès de la technique viennent rendre cette réforme caduque et, en 1867, la liberté commerciale et industrielle est rétablie dans la Confédération allemande.

La loi du 21 juin 1869, applicable à toute la Confédération de l'Allemagne du Nord, consacre définitivement cette liberté, supprime radicalement les corporations en tant que groupements privilégiés ou

obligatoires, mais les maintient comme associations libres. (1)

Malgré les victoires les plus éclatantes de l'école libérale, les corporations de la petite industrie, dans les Etats germaniques, restent donc debout.

Mais la fondation de l'Empire marque en Allemagne le point de départ du développement de la grande industrie qui, stimulée par la libre concurrence, va prendre, à la fin du xix^e siècle, un essor prodigieux. La spécialisation, la concentration, l'intégration industrielles accompagnent cette formidable expansion.

La production allemande se lance progressivement à l'assaut du marché mondial. Les industriels, pour être en état de « pourvoir à bon compte aux besoins de clients de plus en plus nombreux » (2) se voient dans la nécessité de recruter un nombre toujours plus grand de travailleurs et de faire appel à la main d'œuvre artisanale. Cette situation compromet sérieusement la petite industrie, le métier, en drainant vers les grandes entreprises la jeunesse ouvrière et en rendant aux artisans toute concurrence impossible.

Pour protéger le métier contre cet envahissement de la grande industrie, le législateur allemand, suivant l'exemple du législateur autrichien, a songé à renforcer la corporation.

Cette conception était naturelle, les corporations

(1) En Autriche, les corporations obligatoires se maintiennent jusqu'en 1859; en Wurtemberg et en Saxe, jusqu'en 1861 et 1862.

(2) Bouilloux-Lafont, *Les Chambres de Métiers*, p. 74.

s'étant maintenues vivantes dans la majorité des Etats de la Confédération germanique et ayant réussi à conserver aux métiers leurs institutions particulières pendant que les fabriques s'organisaient.

Rien ne saurait donner une meilleure idée de la situation de la petite industrie à cette époque que la citation suivante empruntée à M. Altmann. (1)

« Les métiers étaient affaiblis, mais n'étaient pas morts; ils s'étaient repliés sur eux-mêmes.

« Aussi, quand le législateur a voulu constituer le régime moderne de la petite industrie, il n'a pas eu à créer de toutes pièces des corporations neuves, à refaire des structures disparues; il n'a eu qu'à vivifier celles qui existaient, qu'à ressusciter des sociétés existantes, bien réelles et bien connues et à faciliter leur développement. »

Le mouvement législatif en faveur de la renaissance du régime corporatif part de l'Autriche, gagne la Hongrie, l'Allemagne, l'Alsace-Lorraine et les Etats balkaniques.

Devant le danger, les artisans s'unissent en Autriche et forment le « Handwerkerpartei ». Ils obtiennent le vote de la loi du 18 mars 1883, (2) la « Gewerbe Ordnung » autrichienne, qui rétablit la corporation obligatoire pour la « petite industrie ». (3)

En Hongrie, c'est la loi du 21 mars 1884 qui vient rendre la corporation obligatoire dans chaque com-

(1) Altmann, *op. cit.* Introduction, p. 194.

(2) Cette loi a été révisée par les lois du 8 mars 1885, du 21 février 1887 et du 5 février 1907.

(3) Sont exclus de la corporation la grande fabrique, le petit atelier à domicile et tout ce qui touche le commerce.

mune comptant 100 maîtres de métiers privilégiés, si les deux tiers des maîtres le demandent.

Le législateur allemand ne recourt pas tout de suite à la corporation obligatoire; il essaie, d'abord, de la corporation facultative, en lui concédant toutefois certains avantages dans le but de soutenir le métier dans sa lutte contre l'industrialisation croissante.

L'« *Innung* » ou corporation libre est réglementée par la loi du 18 juillet 1881. C'est l'union de fait des artisans associés de leur propre mouvement; personne n'est forcé d'y entrer.

La loi lui confère des attributions essentielles et des attributions accessoires. (1)

Rentrent dans les premières: l'entretien de l'esprit corporatif professionnel; l'organisation de l'enseignement des métiers; la réglementation de l'apprentissage; l'arbitrage des conflits entre maîtres et apprentis; la limitation du nombre des apprentis dans chaque corps de métiers, eu égard aux circonstances économiques, en vue d'assurer autant que possible l'équilibre du marché du travail.

Parmi les attributions accessoires figurent: l'institution, au profit des membres de la corporation et de leurs compagnons, d'œuvres d'instruction professionnelle, d'assistance, d'assurances et de prévoyance, de placement; la formation de juridictions spéciales d'arbitrage venant suppléer la juridiction ordinaire, notamment celle des prud'hommes, pour le règlement des contestations entre les compagnons et les maîtres; la création d'organes d'entraide sous la

(1) M. W. Oualid à son cours.

forme de coopératives d'achat en commun, de vente, de crédit. (1)

En ce qui concerne le règlement de certaines questions importantes, notamment des questions d'apprentissage, la corporation, à la condition de montrer des aptitudes suffisantes, se voit déléguer par l'Administration le pouvoir réglementaire sur tous les artisans de la même profession, dans l'étendue de son ressort. Elle devient impérative et ses décisions s'imposent même à ceux qui sont restés en dehors d'elle.

Toutes les autres mesures envisagées par la corporation, demeurent facultatives.

Mais la grande industrie ne cessant de progresser au détriment du métier, malgré l'appui apporté à la corporation par le pouvoir impératif qui lui est conféré dans certains cas, il devient indispensable de secourir plus efficacement les artisans.

La loi du 26 juillet 1897 vient modifier la « *Gewerbe Ordnung* » (loi sur les professions) et autoriser la création de corporations obligatoires (*Zwangsinnungen*), à côté des corporations facultatives.

Le nouvel article 100 de la « *Gewerbe Ordnung* » édicte que « dans l'intérêt professionnel commun des métiers similaires ou connexes, l'administration supérieure *devra*, sur la requête des intéressés, ordonner que tous les patrons d'une circonscription déterminée exerçant le même métier ou des métiers connexes seront obligés de s'affilier à une corporation nouvelle à créer. »

(1) M. W. Oualid à son cours.

Il appartient aux artisans seuls, déjà groupés ou non dans une corporation facultative, de se prononcer pour l'obligation; leur nombre doit être suffisant pour motiver la création d'une corporation et la majorité des trois quarts des intéressés est requise; l'administration ne fait que sanctionner leurs vœux et fixer les limites de la circonscription de la corporation. Cette délimitation doit, d'ailleurs, être telle que les membres de la corporation n'aient pas un domicile trop éloigné par rapport à son siège et puissent participer à la fois à l'œuvre et aux avantages de la vie corporative.

La corporation comprend d'abord des membres de droit:

« Sont membres de droit, dit l'article 100 f, tous ceux qui exercent en leur propre nom et à titre sédentaire la profession pour laquelle la corporation est créée, à l'exception de ceux qui exercent la profession en fabrique et de ceux qui n'occupent habituellement ni compagnon, ni apprenti. »

Il faut, en principe, non seulement exercer dans son ressort un des métiers qu'elle comprend et avoir la jouissance des droits civiques, mais surtout posséder le certificat de capacité, obtenu par un examen, conférant le titre de compagnon, avoir travaillé en cette qualité pendant trois ans au moins dans le métier compris dans la corporation et parfois même avoir subi avec succès l'examen de maître.

La disposition de l'article 100 f semble écarter à la fois les patrons travaillant seuls, les anciens patrons et ceux qui exercent la profession en fabrique, c'est-à-dire les chefs de grandes entreprises, les chefs

d'ateliers. Mais ils peuvent entrer dans la corporation à titre d'adhérents volontaires, moyennant une autorisation de l'assemblée corporative, uniquement composée des membres de droit, qui fixe les prérogatives de ces adhérents. (1)

Les membres de droit forment, en effet, le noyau de la corporation et ont le pouvoir de s'agréger d'autres membres. (2)

C'est en vertu de l'article susvisé, toujours en vigueur en Alsace-Lorraine, que sont affiliés à la Chambre de métiers d'Alsace des entrepreneurs de travaux publics et des chefs d'atelier de la grande industrie. (3)

Cette organisation de la corporation est essentiellement patronale. Les ouvriers ou compagnons, qui, d'ailleurs, dans le régime corporatif, ont la vocation éventuelle au patronat, ont cependant leur représentation dans la corporation. « Les compagnons travaillant chez les membres de la corporation, dit l'article 95 du Code industriel local, participent à l'accomplissement de la mission et à la gestion de la corporation et élisent, à cet effet, une commission de compagnons. » Cette commission est composée de trois membres au moins et de trois suppléants, élus par les ouvriers majeurs qui travaillent chez les patrons membres de la corporation et qui jouissent de leurs droits civiques.

Tous les membres de la « commission des compa-

(1) M. W. Oualid à son cours.

(2) *loc. cit.*

(3) *loc. cit.*

gnons » assistent aux assemblées générales avec voix délibérative.

La commission élit dans son sein un président qui est le « compagnon chef » et qui siège au comité de la corporation pour les affaires de sa compétence. Elle choisit les membres ouvriers qui doivent faire partie des autres comités.

La commission des compagnons constitue un organe de conciliation ou d'arbitrage, dont la mission est particulièrement importante, à l'occasion des différends qui surgissent entre les membres de la corporation (1) et les compagnons. Dans ce cas, elle se réunit en assemblée plénière avec le Comité de la corporation en vue de rechercher une solution amiable ou arbitrale. (2)

Il rentre encore dans ses attributions de désigner la moitié des assesseurs dans les examens de compagnon.

Le fonctionnement de la corporation est assuré par une assemblée générale et divers comités : le comité de la corporation ; le comité des affaires ouvrières ; le comité d'apprentissage.

Les attributions de l'assemblée sont semblables, dans leurs lignes essentielles, aux attributions dévolues d'ordinaire aux assemblées générale de toute association.

(1) Nous avons vu que la corporation est d'essence patronale.

(2) « Les fonctions de délégué ouvriers (à la commission des compagnons) sont considérées comme charge d'honneur. Elles sont gratuites. Toutefois, les frais supportés sont remboursés et des indemnités peuvent être allouées en compensation des pertes de temps. » Cailard. *Les Chambres de Métiers et les Conseils de Métiers*, p. 17 et 18.

Le comité de la corporation, composé du président et de quatre membres au moins, élus en assemblée générale, représente la corporation : il prépare les délibérations et exécute les décisions de l'assemblée générale : il a le pouvoir de condamner à l'amende les membres qui ont contrevenu aux règlements.

Dans toutes les affaires intéressant les ouvriers, telles que règlements d'apprentissage, examens de compagnon, création et administration d'écoles ou de diverses institutions, etc., leur délégué, le « Compagnon chef », est convoqué pour participer aux délibérations ; en cas d'absence de ce dernier ou de désaccord, la question est tranchée par la commission de surveillance dont l'autorité émane de l'administration municipale.

Le comité des affaires ouvrières a pour mission de surveiller et d'enregistrer tous les embauchages d'ouvriers par les patrons ; ceux-ci doivent lui en faire la déclaration, sous peine d'amende, dans un délai de trois jours. Les mesures ainsi prises par la corporation ont pour but d'empêcher un apprenti ou un ouvrier de quitter son patron, avec lequel il est encore lié par un contrat, pour se replacer à un prix plus élevé chez un nouveau patron. Elles ont démontré leur efficacité.

Ce comité a perdu une grande partie de son importance avec la disparition de la pratique de l'hébergement.

Il comprend le président de la corporation, deux membres élus par l'assemblée générale corporative et deux membres élus par les délégués compagnons.

Le comité d'apprentissage, composé suivant les

mêmes règles, statue sur les contestations relatives à l'apprentissage(dates, délais, interruptions, renonciations, amendes, indemnités, etc.).

Ses sentences ont force exécutoire, sauf appel au tribunal dans le délai d'un mois. Ce comité surveille aussi, au moyen de visites dans les ateliers que ses délégués ont le pouvoir de faire, au besoin avec l'appui de la police locale, l'accomplissement des prescriptions légales ou réglementaires sur le travail des ouvriers et des apprentis et la fréquentation des écoles.

La corporation ayant pour mission principale d'organiser l'apprentissage, il doit lui appartenir d'apprécier la capacité des apprentis qui ont terminé leur temps d'apprentissage et qui briguent le titre de compagnon. Il rentre donc dans ses attributions de constituer les jurys d'examens de compagnon et d'organiser ces examens. Elle choisit la moitié des assesseurs, ce choix revenant à la Chambre de métiers si elle néglige d'agir; l'autre moitié est nommée par la commission des compagnons. La désignation du président de la commission d'examens est toujours réservée à la Chambre de métiers.

Chaque corporation obligatoire établit librement les conditions de l'examen afférent à sa spécialité; les corporations libres ne peuvent rien décider à cet égard sans l'autorisation de la Chambre de métiers et encore faut-il qu'elles remplissent certaines conditions. (1)

(1) Il faut que le nombre des membres de la corporation désirant former des commissions d'examens s'élève à 20 et que ces membres se soient engagés dans les statuts

Le titre de compagnon assure à tous ceux qui en ont été jugés dignes des avantages pécuniaires confirmés par les contrats de travail, soit collectifs, soit individuels; aussi les groupements corporatifs exercent-ils un contrôle minutieux sur tous leurs membres pour empêcher toute usurpation de ce titre. (1)

La corporation n'intervient pas dans les examens de maîtrise; dans le but de donner plus d'éclat à ces examens, le législateur l'a dépouillée de ses prérogatives en ce qui concerne leur organisation au profit de l'autorité administrative supérieure, qui nomme les jurys chargés d'apprécier les épreuves et le mérite des candidats.

La corporation moderne se différencie profondément de la corporation archaïque. Il suffit, pour s'en rendre compte, de consulter un article particulièrement important de la « Gewerbe Ordnung » actuelle, toujours en vigueur dans nos provinces retrouvées, l'art. 100-q (2) qui interdit à la corporation de restreindre la liberté commerciale ou industrielle de ses membres concernant la fixation des prix des marchandises ou des travaux, l'acceptation ou le refus de la clientèle, sous peine de nullité de toute stipulation contraire.

Ce qui caractérise, en effet, la corporation moderne, c'est qu'elle n'est plus exclusiviste, mais largement ouverte à tous les gens de même métier; elle

de la corporation, à surveiller l'assiduité de leurs apprentis aux écoles de perfectionnement et aux écoles techniques.

(1) Cf. Turmann, *Problèmes Sociaux du travail industriel*, 2^e série, p. 41, note 2.

(2) M. W. Oualid à son cours.

ne comporte plus aucune réduction dans la concurrence. Mais, par contre, elle n'admet (tout comme autrefois), que des concurrents ayant donné des preuves de leur capacité professionnelle et honnêtes dans leurs procédés, c'est-à-dire respectant la propriété commerciale et industrielle ; elle poursuit toute concurrence déloyale.

Institutions d'initiative privée, les nouvelles corporations germaniques, associations professionnelles, sont aussi des personnes morales de droit public. Leur caractère public ressort du pouvoir réglementaire dont elles disposent (par exemple, en matière d'apprentissage), sous le contrôle de l'autorité administrative, à qui il appartient d'approuver et de sanctionner les règlements imposés.

Pour pouvoir exercer leurs différentes attributions, il est logique qu'elles jouissent des avantages attachés à leur qualité, c'est-à-dire de la personnalité morale et du droit d'ester en justice ; par contre, elles doivent à leur régime juridique d'être soumises à une certaine tutelle administrative et surtout financière des sous-préfectures et des communes. Pour couvrir leurs dépenses (entretien de leurs écoles professionnelles et de leurs divers services), elles ont le pouvoir de percevoir des cotisations ou taxes, notamment une taxe additionnelle à l'impôt sur les professions. (1)

Nous allons retrouver dans les Chambres de métiers l'influence de l'idée corporative et les traits caractéristiques de la corporation. Le but poursuivi

(1) Loi organique sur les professions, art. 100 s.

par les deux institutions procède de la même inspiration: détourner les ouvriers, attirés par la grande industrie, de désertter les petits métiers; protéger les intérêts de la petite industrie.

C'est, en effet, la même loi du 26 juillet 1897 qui institue les corporations obligatoires et les Chambres de métiers. Il n'est pas étonnant que la corporation soit une des assises de la chambre de métiers et que l'on retrouve en celle-ci la physionomie de la corporation: mélange d'initiative privée, de participation administrative, de puissance publique; institution d'essence patronale, avec admission des ouvriers et même de la grande entreprise. Par son but, la chambre de métiers se rattache encore à la corporation et fait partie de l'ensemble de la législation en faveur de l'artisanat. Mais si elle s'appuie sur la corporation, qui, à son tour, s'appuie sur elle, elle constitue un organisme plus vigoureux de défense, embrassant dans ses attributions non plus un métier déterminé ou quelques métiers connexes, non plus une circonscription étroite, mais l'ensemble de la totalité des métiers de toute une région. Elle est l'organe représentatif des intérêts collectifs des métiers, l'instrument de défense d'un groupe social.

Par ce caractère, la Chambre de métiers se superpose à la corporation. Tout en respectant l'autonomie de celle-ci, elle apparaît comme un échelon supérieur, grâce à sa structure plus large au point de vue professionnel et géographique. Les corporations sont soumises à ses prescriptions dans les limites de sa compétence. Leurs décisions ne sont valables qu'en tant qu'elles ne violent pas les règlements de la Cham-

bre de métiers ayant trait à l'apprentissage. (1) La Chambre de métiers exerce en fait une action morale sur toutes les corporations de sa circonscription.

A la différence des corporations, les Chambres de métiers ne naissent pas d'une libre initiative privée. C'est une décision administrative qui les crée, établit leurs statuts, fixe leur circonscription et le nombre de leurs sections, tracées d'après les divisions administratives ou par groupes de professions.

Par cette origine, comme par l'ingérence des pouvoirs publics dans leur gestion, l'institution des Chambres de métiers allemandes se classe parmi les institutions du droit public local.

Mais si ce trait permet de les rapprocher des établissements publics français, leur but, leur autonomie les font participer de certains caractères des établissements d'utilité publique. « La Chambre de métiers est placée sous la tutelle administrative et pourvue de la personnalité morale, soumise aux règles de la comptabilité publique. Elle a des attributions particulières, en vertu desquelles elle exerce une partie de la fonction publique; elle jouit du privilège du préalable. Cependant, et ceci la sépare nettement des établissements publics, elle est l'organe représentatif des intérêts professionnels d'une classe sociale nettement déterminée et non un service d'Etat. Elle ne se laisse, par conséquent, pas diriger dans son action par la raison d'Etat, mais pas les intérêts de ses ressortissants, auxquels elle s'impose obligation.

(1) Gewerbe Ordnung, art. 103.

« L'autonomie dont jouissent ... les chambres de métiers... ne trouve ses limites que dans la loi organique. »

En résumé, la chambre de métiers « est un établissement public jouissant d'une autonomie spéciale en vue de pouvoir représenter en toute liberté d'action les intérêts professionnels de l'artisanat ». (1)

(1) H. Ley et J. Fontègne, *La Chambre de Métiers d'Alsace et de Lorraine*, *Bulletin de l'Association française pour la lutte contre le chômage*, août 1921, p. 3.

CHAPITRE II

La Chambre de Métiers d'Alsace et de Lorraine

La prohibition corporative résultant de la loi Le Chapelier (1) avait subsisté dans les deux provinces annexées à l'empire allemand par le traité de Francfort jusqu'au 1^{er} janvier 1889. Mais, en fait, les corporations y furent tolérées à partir de 1881 par le gouvernement local, qui laissa se constituer sur leur territoire 9 groupements d'artisans réunissant à peine 500 membres. « Cent ans de régime prohibitif avaient annihilé l'idée de se grouper par métiers, idée si âprement défendue en 1791 par les municipalités alsaciennes dans leurs protestations contre la loi Le Chapelier. L'individualisme à outrance avait plongé l'artisan dans un isolement stérile où aucune défense méthodique et collective de ses intérêts ne fut possible. » (2)

Dès que l'artisanat allemand eut obtenu, en 1897, les célèbres lois d'Empire de protection artisanale, l'artisanat alsacien et lorrain en réclama le bénéfice.

(1) Décret des 14-17 juin 1791, dit « Loi Le Chapelier ».

(2) Cf. *Gazette des Métiers de la Chambre de Strasbourg*, numéro spécial du 6 décembre 1924, publié à l'occasion du 25^e anniversaire de la fondation de la Chambre de métiers, p. 727

Un Conseil de vingt-et-un membres fut alors constitué pour préparer l'application de ces lois dans les anciennes provinces françaises.

Deux arrêtés du 12 avril 1898 et du 6 décembre 1899 vinrent constituer, le premier, les corporations, le second, la Chambre de métiers d'Alsace et de Lorraine.

Le principe de l'obligation, l'intervention des pouvoirs publics ainsi que leur appui, ont été bien accueillis par les gens de métier en Alsace-Lorraine et ont permis aux groupements corporatifs de réaliser dans ces deux provinces les buts qu'ils s'étaient assignés. (1)

Ces groupements ont déployé avec succès toute leur activité pour organiser, régler et contrôler l'apprentissage; ils ont poursuivi le développement de l'enseignement professionnel par la création d'écoles et de cours, adaptés aux besoins de l'apprentissage, dont ils ont assuré la fréquentation; ils ont organisé le placement de la main d'œuvre ainsi étiquée.

Désireux, dans un but de rapprochement social, de maintenir de bons rapports entre les maîtres et les apprentis ou les compagnons, ils ont confié à leurs comités (comité d'apprentissage et commission des compagnons), la mission de connaître des différends professionnels et de les résoudre équitablement.

Ils ont créé, dans un esprit de solidarité, des caisses de secours en cas de maladie, d'invalidité ou de

(1) Cf. Caillard, *op. cit.*, page 12.

décès. Ils ont su, dans l'intérêt personnel et immédiat de leurs membres, user de la coopération, soit en créant eux-mêmes des coopératives, soit en donnant leur appui moral et matériel pour en favoriser la constitution. C'est surtout en cette matière, comme nous le verrons en étudiant les Chambres de métiers en Alsace-Lorraine, que leur activité s'est manifestée.

Enfin, d'une façon générale, ils n'ont cessé d'exercer une propagande incessante en faveur des métiers et de rechercher les améliorations à y apporter. Fréquemment, ils ont saisi la Chambre de métiers de motions tendant à remédier aux inconvénients dont souffre tel métier ou telle corporation en particulier.

On peut dire que, grâce à l'apprentissage, la corporation est redevenue en Alsace-Lorraine ce qu'elle était autrefois en France, le fondement de la petite industrie. (1)

Cependant, la corporation obligatoire, tant en Allemagne qu'en Alsace, n'a pas donné les résultats que le législateur escomptait. Les corporations obligatoires sont de beaucoup les moins nombreuses en Allemagne.

En Alsace-Lorraine, il faut distinguer : dans le département alsacien du Bas-Rhin, où domine l'esprit traditionnaliste, les corporations obligatoires l'emportent sur les corporations facultatives ; dans le département lorrain de la Moselle, où domine l'es-

(1) Dans la grande industrie, l'apprentissage est facultatif, mais assez répandu, malgré le développement de l'enseignement technique.

prit individualiste, on rencontre surtout des corporations libres. (1)

Le décret d'institution du 6 décembre 1899 fixait à Strasbourg le siège de la Chambre de métiers d'Alsace et de Lorraine et la divisait en quatre sections:

1° Section de Mulhouse (arrondissements de Mulhouse, Altkirch et Thann);

2° Section de Colmar (arrondissements de Colmar, Guebwiller et Ribeauvillé);

3° Section de Strasbourg (département du Bas-Rhin);

4° Section de Metz (département de la Moselle).

Cette Chambre a subsisté, telle qu'elle avait été conçue par le législateur allemand, jusqu'à l'arrêté en date du 11 avril 1923 du Commissaire général de la République française en Alsace-Lorraine, qui l'a scindée en deux, avec effet rétroactif à partir du 1^{er} janvier 1923:

1° La Chambre de métiers d'Alsace, dont la circonscription est réduite aux trois sections de Strasbourg, Colmar et Mulhouse, c'est-à-dire aux départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin (article 1^{er} de l'arrêté);

2° La Chambre de métiers de la Moselle, qui a son siège à Metz et dont la circonscription comprend le département de la Moselle (art. 2).

Les deux Chambres de métiers d'Alsace et de la Moselle sont constituées et fonctionnent suivant les mêmes principes que ceux qui gouvernaient l'ancienne Chambre d'Alsace et de Lorraine. Comme,

(1) M. W. Oualid à son cours.

d'autre part, la vie commune a duré près de vingt-cinq ans, nous consacrerons la plus grande partie de nos développements à l'organisation et à l'action de la Chambre de Métiers d'Alsace et de Lorraine jusqu'au 31 décembre 1922 et nous nous contenterons d'exposer, dans deux courts chapitres III et IV, les résultats de l'activité respective des deux Chambres d'Alsace et de la Moselle depuis la scission, c'est-à-dire en 1923 et en 1924.

Nous étudierons successivement dans quatre sections :

Section I. — La composition et le fonctionnement de la Chambre de Métiers d'Alsace et de Lorraine.

Section II. — Son action en matière d'orientation professionnelle.

Section III. — Son action en matière de formation professionnelle.

Section IV. — Son action de défense de l'artisanat.

SECTION I

COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT DE LA CHAMBRE DE MÉTIERS

§ 1^{er} *Sa Composition*

La Chambre de métiers, représentation officielle du métier, est naturellement constituée d'après le mode représentatif. Elle se compose de trois éléments :

1° Membres patrons, au nombre de 36, au 31 décembre 1922, avec un nombre égal de suppléants ;

2° Membres compagnons, au nombre de 12, au 31 décembre 1922, avec 12 suppléants;

3° 7 membres experts.

Les membres patrons sont élus par les corporations, associations de métiers et coopératives ayant leur siège social en Alsace-Lorraine. (1) Au 31 décembre 1922, le nombre de ces groupements de métiers inscrits comme corps électoraux de la Chambredes métiers s'élevait à 233, dont:

85 corporations libres;

61 corporations obligatoires;

52 associations;

35 coopératives.

Ils comprenaient un effectif total de 15.500 membres environ.

Chacun de ces groupements forme un corps électoral où sont électeurs les membres majeurs et jouissant de leurs droits civils et civiques. Sont éligibles les électeurs Français, âgés de trente ans, capables d'être jurés, exerçant un métier en leur nom dans le ressort de la Chambre de métiers depuis trois ans au moins et ayant le droit de former des apprentis.

Le ressort de la Chambre des métiers est divisé en circonscriptions électorales, pour les corporations, d'une part, pour les associations de métiers, d'autre part. Chaque département élit 12 membres patrons et 12 suppléants. La répartition des candidats à élire respectivement dans chaque département par les corporations et les associations se fait d'après le nombre des électeurs appartenant à l'ensemble des

(1) Nous décrirons plus loin le rôle des associations et des coopératives.

corporations et des associations groupées séparément.

Les membres et les suppléants sont élus pour six ans, avec renouvellement par moitié tous les trois ans et rééligibles.

Ce premier groupe représente l'élément patronal qui domine dans la Chambre des métiers ou comme dans les corporations et les associations de métiers. Mais de même qu'au sein des corporations, les compagnons sont appelés à participer à la vie de la Chambre de métiers. Les membres de celle-ci sont élus par moitié par les commissions de compagnons des corporations et par moitié parmi les compagnons travaillant chez les membres des associations. Sont éligibles les compagnons Français majeurs, capables d'être jurés.

Le troisième élément, les membres experts, est recruté par cooptation par les membres patrons et compagnons de la Chambre des métiers. La compétence technique est la seule condition d'éligibilité des experts, à l'exclusion des conditions requises des membres patrons. La nomination d'experts sert souvent à corriger les hasards d'une élection qui a pu n'assurer aucune représentation à des métiers importants.

§ 2. *Son fonctionnement*

Etablissement de droit public, la Chambre de métiers met en jeu, pour son fonctionnement, l'autorité publique, d'une part, et, d'autre part, divers comités issus de son propre sein.

L'intervention de l'autorité publique se manifeste

d'abord par un statut, établi par l'autorité centrale, qui règle le fonctionnement de la Chambre de métiers. Ce statut lui impose une « autorité de surveillance », exercée par le préfet du Bas-Rhin. Ce haut fonctionnaire ratifie le budget et les comptes ; il surveille l'observation des prescriptions légales et réglementaires ; il approuve les règlements d'apprentissage et d'examens ; il nomme les commissions d'examen de maîtrise ; il peut dissoudre la Chambre de métiers et ordonner de nouvelles élections.

Le préfet assiste aux séances de la Chambre, ainsi qu'un commissaire du gouvernement désigné par lui. Le commissaire du gouvernement est en fait le directeur de l'enseignement technique en Alsace-Lorraine. Il a hérité des attributions conférées par le Code industriel allemand à l'autorité régionale : ratification des statuts ; approbation des prescriptions réglementant l'apprentissage ; liquidation des recours contre les décisions de l'autorité de surveillance ; établissement d'un règlement électoral.

Le commissaire du gouvernement délègue un représentant à chaque séance de section. Les sections ont leur siège :

A Strasbourg, pour le département du Bas-Rhin ;

A Colmar, pour les arrondissements de Colmar, Ribeauvillé et Guebwiller ;

A Mulhouse, pour les arrondissements de Mulhouse, Thann et Altkirch.

La section de Metz, pour le département de la Moselle, est constituée en Chambre de métiers autonome depuis 1923.

Les organes émanant de la Chambre de métiers

sont l'assemblée plénière et les commissions ou comités.

L'assemblée plénière se compose de tous les membres patrons, compagnons et experts. Ses principales attributions consistent dans l'établissement du budget et la promulgation d'un règlement d'apprentissage et de règlements d'examens professionnels. Sous une forme plus générale, elle est l'organe souverain de la Chambre et ses attributions sont énumérées par le § 103-g de la « Gewerbe Ordnung ».

L'assemblée plénière a délégué aux sections d'importantes attributions en matière d'apprentissage et d'examens professionnels : tenue du rôle des apprentis ; organisation des examens ; contrôle sur les ateliers formant des apprentis. Les sections fournissent des rapports et des avis au Secrétariat général.

Le comité de la Chambre des métiers se réunit tous les mois ; il prend des décisions exécutoires et prépare les séances de l'assemblée plénière.

Les Comités spéciaux ont une compétence déterminée et doivent être obligatoirement consultés sur les affaires de leur ressort.

Les commissions permanentes de la Chambre de métiers sont au nombre de six.

Commission d'apprentissage et d'orientation professionnelle ;

Commission de revision des comptes ;

Commission d'appel et de réclamations concernant les examens de compagnons ;

Commission du bâtiment ;

Commission des soumissions ;

Comité de direction de la Gazette des métiers.

La commission des compagnons est l'organe central des commissions de compagnons des corporations auprès de la Chambre des métiers. Composée exclusivement des membres compagnons de la Chambre, elle assure la participation de l'élément ouvrier à ceux des travaux de la Chambre où les ouvriers sont particulièrement intéressés. Cette délégation ouvrière collabore obligatoirement avec la Chambre de métiers et ses diverses commissions. Elle doit être entendue toutes les fois qu'il s'agit de l'apprentissage, d'une question touchant les compagnons ou les apprentis, ou du jugement définitif des recours en matière d'examens. En pratique, un représentant de la commission des compagnons, spécialement désigné à cet effet, prend part aux séances du comité, des commissions d'apprentissage et d'examens (1) et des sections.

Pour achever la description des organes de la Chambre des métiers, mentionnons: les trois offices d'orientation professionnelle qu'elle a successivement créés à Strasbourg, (2) à Colmar et à Mulhouse; la bibliothèque de plus de 1.000 volumes, à la disposition des artisans et des apprentis du Secrétariat général; l'organe de publication de la Chambre, la « Gazette des Métiers. »

L'ancienne « Gewerbe-Zeitung », gérée par la Fédération des métiers a pris, en 1921, le nom de *Gazette des Métiers* et est régie directement par la

(1) Cette commission comprend trois membres de la commissions des compagnons.

(2) Depuis le 1^{er} mai 1923, cet office est rattaché à l'Office municipal de placement de la ville de Strasbourg.

Chambre de métiers, depuis le 1^{er} avril 1921. Organe officiel de la Chambre de métiers et de tous les groupements d'artisans d'Alsace-Lorraine, la Gazette des Métiers paraît actuellement sur 16 pages tous les vendredis. Les principaux articles sont rédigés en français et en allemand. Le service en est fait gratuitement à tous les artisans organisés. Son tirage est monté de 3.800 exemplaires, en 1920, à 8.000 en 1921 et 12.000 en 1922. (1)

Signalons enfin les délégués spéciaux, chargés de contrôler l'application des prescriptions édictées par les lois et règlements de la Chambre de métiers relativement à l'apprentissage.

§ 3. *Ses finances.*

Institution de droit public, la Chambre de métiers est assujettie pour son organisation financière au contrôle de l'autorité de surveillance. Son budget, établi annuellement par l'assemblée plénière, doit être ratifié par le préfet du Bas-Rhin, ainsi que le compte annuel des recettes et des dépenses. Le Préfet désigne le comptable trésorier de la Chambre de métiers et la gestion de cet agent est soumise aux règles de la comptabilité publique.

Par contre, en sa qualité d'établissement public, la Chambre de métiers est autorisée par la loi organique à percevoir des droits pour l'admission aux examens de compagnon et de maître, pour la fréquentation des écoles pratiques créées par elle, pour la

(1) *Annuaire de la Chambre de métiers d'Alsace et de Lorraine*, 1920-1922, p. 17.

vente des formulaires de contrats d'apprentissage et de certificats de capacité, pour l'utilisation des bureaux de placement, des auberges ou des agences de renseignements qu'elle administre.

En cas d'insuffisance de ces ressources, la Chambre de métiers reçoit des allocations complémentaires de l'Etat et des communes qui possèdent des « exploitations ouvrières » ; c'est dans l'intérêt des artisans que fonctionne l'institution, il est juste que ceux-ci participent à ses dépenses. Aussi les communes ont-elles le droit d'exiger des artisans de leur circonscription le remboursement des sommes par elles payées comme frais d'administration de la Chambre de métiers. Elles perçoivent à cet effet, soit un impôt additionnel aux patentes, soit des taxes spéciales sur les exploitations, proportionnelles au personnel employé, (1) conformément à l'article 103-1 du Code local ainsi conçu :

« Les frais d'administration de la Chambre de métiers, en tant qu'ils ne peuvent être couverts d'une autre façon, sont supportés par les communes, qui sont autorisées à répartir entre les différentes exploitations, d'après une échelle fixée par le ministre, la quotité des frais qui leur sont imposés. »

La taxe est perçue en Alsace-Lorraine sous forme de centimes additionnels à l'impôt professionnel, maintenu comme base fictive des impositions additionnelles. (2) Sont imposables tous les artisans occupant généralement des salariés et dont le béné-

(1) Bouilloux-Lafont, *Les Chambres de Métiers*, p. 85.

(2) Cet impôt correspond à l'impôt français sur les bénéfices industriels et commerciaux.

fice net d'exploitation dépasse 875 francs. Le dernier barème, fixé par arrêté du 24 mai 1921, fait varier les unités entre 1 et 75, d'après le bénéfice net d'exploitation. Une unité est due pour une productivité moyenne comprise entre 875 et 1250 francs et 75 unités, pour une productivité moyenne supérieure à 50.000 francs.

Le montant de l'unité a été de : 2 fr. 72 en 1920 ; 2 fr. 01 en 1921 ; 1 fr. 98 en 1922.

Une exploitation moyenne, rapportant net de 2.500 à 15.625 francs a eu à payer, en 1922, 1 fr. 98 multiplié par 13 ou 25 fr. 74.

La taxe est assise par les commission cantonales et départementales de l'impôt professionnel et les réclamations sont jugées par le préfet, avec appel au ministre. Le plus souvent, la commune assure directement la perception de la taxe sur les contribuables. Dans des cas de plus en plus rares, elle avance la taxe à l'administration des contributions directes, sauf son recours ultérieur sur les contribuables.

En dépit du sacrifice minime qu'elle impose aux assujettis — 2 francs environ aux petits exploitants, 25 francs environ aux artisans à productivité moyenne, 150 francs aux plus fortes exploitations — cette taxe, en raison du grand nombre de contribuables, donne un produit qui constitue à lui seul près des deux tiers des ressources de la Chambre de Métiers ; en 1922, 361.400 fr., sur un budget total de 582.580 fr. 10.

A ces différentes catégories de recettes s'ajoute une subvention de l'Etat (32.500 francs en 1922).

La statistique des bilans de la Chambre de mé-

tiers d'Alsace et de Lorraine depuis sa création, (1) permet de suivre l'importance croissante de son activité:

Exercices	Recettes	Dépenses	Exercices	Recettes	Dépenses
1900	15.000 Mk 00	14.966 Mk 45	1912	157.613 Mk 82	146.805 Mk 89
1901	32.933 » 55	28.384 » 18	1913	187.145 » 64	171.390 » 62
1902	54.549 » 37	44.982 » 63	1914	187.822 » 95	168.465 » 00
1903	68.821 » 74	64.084 » 98	1915	215.949 » 25	185.079 » 57
1904	70.886 » 76	61.208 » 19	1916	203.969 » 29	179.028 » 86
1905	94.136 » 07	81.912 » 75	1917	168.067 » 43	143.994 » 64
1906	100.768 » 78	83.310 » 55	1918	176.833 Fr 78	157.928 Fr 66
1907	102.615 » 93	89.001 » 88	1919	245.877 » 57	214.128 » 82
1908	105.575 » 30	96.979 » 35	1920	402.849 » 91	373.387 » 17
1909	124.799 » 24	111.512 » 57	1921 (2)	447.259 » 69	407.950 » 95
1910	137.159 » 95	128.399 » 41	1922	620.583 » 68	597.310 » 84
1911	140.422 » 19	135.367 » 88			

Voici, d'autre part, le montant des principales recettes et dépenses prévues aux budgets depuis 1910: (3).

RECETTES					DÉPENSES						
Exercices	Somme de balance du budget	Taxe pour la Chambre de Métiers	Subvention de l'Etat	Cotisations d'examens et cours	Personnel	Frais de bureau	Développement du métier	Subventions	Expositions	Bâtiments Installation d'ateliers	Examens Cours
	En francs				En francs						
1910	122.800	77.500	15.000	17.250	45.180	8.700	9.000	3.000	» »	28.150	28.000
1911	124.800	77.500	15.000	17.750	46.690	9.600	7.800	3.000	» »	27.750	29.000
1912	135.000	77.500	25.000	17.800	50.090	12.300	9.470	3.000	» »	31.064	26.400
1913	168.020	92.000	25.000	25.950	61.458	13.000	8.380	3.000	1.500	42.890	35.380
1914	171.000	92.000	30.000	21.605	62.932	12.700	9.520	3.000	4.500	43.280	33.060
1915	168.465	92.000	30.000	19.105	63.697	12.550	11.020	6.000	» »	42.480	30.430
1916	168.465	92.000	30.000	19.105	65.028	12.550	11.020	6.000	» »	42.480	30.430
1917	145.895	62.000	30.000	4.100	61.948	8.070	3.900	6.000	» »	42.480	14.600
1918	190.050	62.000	25.000	16.420	85.268	11.900	13.600	6.000	» »	41.665	29.350
1919	225.000	100.000	40.000	16.000	106.150	12.500	13.600	5.000	3.000	52.805	32.000
1920	305.000	215.000	40.000	26.200	149.650	23.750	14.900	3.000	5.000	51.000	28.000
1921 (4)	387.000 (5)	320.000	30.000	6.250	177.000	39.000	17.000	3.000	6.000	60.000	18.000
1922	534.750 (6)	361.400	40.000	56.050	219.850	44.650	32.500	3.000	7.200	75.000	66.980

(1) *Annuaire 1920-1922*, p. 26. — (2) Pour neuf mois. V. la note du tableau suivant.
 (3) Ley et Fontègne, *op. cit.*, p. 8; *Annuaire précité* p. 19 à 26. — (4) Les budgets antérieurs étaient établis du 1^{er} avril au 31 mars. En vue de faire désormais coïncider les exercices avec l'année légale, le budget de l'exercice 1921 a été établi pour neuf mois, du 1^{er} avril au 31 décembre. — (5) Non compris le budget supplémentaire, s'élevant à 59.761 fr. 34, en recettes et à 35.854 fr. 95 en dépenses. — (6) Non compris le budget supplémentaire, s'élevant à 47.841 fr. 44 en recettes et à 50.280 fr. 97 en dépenses.

L'accroissement considérable du bilan depuis 1917, provient, d'une part, de la dépréciation monétaire et d'autre part, de l'adjonction de nouveaux services (Gazette des Métiers, orientation professionnelle) et du développement des services existants (examens, cours professionnels, inspection des ateliers). Enfin le bilinguisme a augmenté notablement les frais de personnel et d'impression.

Voici quelques données relatives aux nouveaux services :

Gazette des Métiers

	1920	1921	1922
	—	—	—
Recettes.....	»	22.557 84	31.344 38
Dépenses.....	6.800	61.566 85	80.227 16

Office d'orientation professionnelle

	1921	1922
	—	—
Recettes.....	»	11.950 »
Dépenses.....	5.022 65	18.162 92

La Chambre de métiers avait contracté deux emprunts, l'un de 40.000 francs, le 4 septembre 1919, l'autre, de 25.000 francs, le 19 novembre 1919. Ces emprunts ont été amortis dès la fin de l'exercice 1921.

Malgré cette charge supplémentaire, malgré la hausse due à la dépréciation monétaire, la situation financière prospère de la Chambre de métiers d'Alsace et de Lorraine lui a permis de faire face à l'ex-

tension ou à la création de services, tout en lui laissant des excédents réguliers de recettes :

Exercices	Recettes	Dépenses	Excédent de recettes
1920	402.849.91	373.387.17	29.462.74
1921 (1)	447.259.69	407.950.95	39.308.74
1922	620.583.68	597.310.84	23.272.84

SECTION II

LA CHAMBRE DE MÉTIERS ET L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE

Bien que l'idée d'une organisation scientifique de l'orientation professionnelle soit de date récente, on aperçoit déjà en Allemagne, avant la guerre, quelques essais d'application d'une méthode au choix des professions.

Dès 1902, la ville de Munich cherche une coopération du bureau de placement municipal avec l'école primaire, les corporations et les Chambres de métiers. « Au commencement du mois de mai, les élèves de septième seront réunis en présence de tout le corps enseignant..., l'instituteur principal appellera leur attention sur l'importance et les conditions du choix rationnel d'un métier... En même temps, il sera envoyé à tous les élèves à la veille de quitter l'école des questionnaires...

« Ces questionnaires sont remplis par les élèves,

(1) Pour 9 mois.

d'accord avec leurs parents ou leur tuteur. Le personnel enseignant vérifie les réponses faites et, en cas de besoin, les rectifie. Il devra aussi utiliser les connaissances qu'il possède des qualités intellectuelles et morales de chaque élève, ainsi que de ses capacités personnelles, pour donner son avis au sujet de la réponse à la question concernant le métier préféré par l'élève. En ce qui concerne les exigences et les chances d'avenir de chaque métier sous tous les rapports, ainsi que les conditions financières de l'apprentissage et les subsides éventuels accordés par des œuvres spéciales, par les communes, les sociétés charitables, etc., l'Office municipal de travail est toujours prêt à donner à ce sujet des renseignements détaillés...

« En raison de l'importance du choix d'un métier et des difficultés que présente une information exacte de tous les intéressés à ce sujet, il convient, dès le commencement de l'année scolaire, d'appeler, de manière appropriée, l'attention de tous les élèves de la dernière année sur le choix qu'ils vont avoir à faire et sa portée pour toute la vie. » (1)

On peut apercevoir dans cette expérience une tentative d'orientation méthodique, qui tient compte à la fois de la situation intellectuelle et morale des enfants et, dans une mesure un peu vague, de la situation économique des professions.

Mais c'est à Strasbourg que revient le mérite

(1) Rapport de Menzinger, président de la commission de l'Office du travail, à la commission scolaire de Munich, 26 mars 1914. Cité *Bull. trim. de l'Assoc. internat. pour la lutte contre le chômage*, janvier-juin 1912, p. 26-27.

d'avoir fait ressortir l'importance du point de vue médical. Dans son règlement d'apprentissage, la Chambre de métiers d'Alsace et de Lorraine avait inséré un paragraphe ainsi conçu :

« Ne doivent être admises comme apprentis que les personnes qui possèdent l'instruction scolaire nécessaire et qui ne sont pas atteintes d'infirmités physiques ou mentales qui les rendent impropres au métier en question. »

Dès 1905, fonctionnait à Strasbourg un système fondé sur la coopération du personnel scolaire, du médecin principal, du bureau de placement et de la section strasbourgeoise de la Chambre de métiers.

« Deux fois par an vers Pâques et vers l'automne (la veille des deux époques de fin d'études à l'école primaire), la mairie convoque une réunion du personnel de l'enseignement, à laquelle assistent un représentant de l'Office du travail et l'inspecteur de l'enseignement.

« Après un échange de vues sur l'expérience faite dans le domaine du placement des apprentis, le représentant de l'Office du travail expose à la réunion quelles sont les professions encombrées et lesquelles offrent, au contraire, les chances les meilleures.

« Ensuite l'instituteur de la classe supérieure convoque les élèves et leurs parents pour une soirée à l'école, à l'effet de les éclairer sur le but que poursuivent les autorités par le service d'orientation professionnelle.

« Cela fait, l'Office du travail envoie aux élèves des cartes individuelles, dont le recto — données et préférences personnelles — est rempli par les aspirants

apprentis et le verso — caractéristique scolaire de l'élève — par les instituteurs.

« Ensuite le médecin municipal examine tous les élèves en présence du gérant de l'Office du travail et à cette occasion, les enfants sont, pour la première fois, instruits sur la profession qui conviendrait à chacun. L'avis du médecin est décisif en ce qui concerne l'inscription de l'élève sur la liste de telle ou telle profession.

« En même temps, l'Office du travail établit une liste des places vacantes, qui sont soumises à l'examen de la Chambre de métiers.

« C'est seulement après avis favorable de cette dernière sur chaque offre, que l'Office du travail effectue les placements. » (1)

Ce système fonctionnait également à Mulhouse et à Colmar.

Des dispositions analogues, comportant la collaboration de l'école, des parents, du médecin et des Chambres de métiers, furent successivement appliquées dans le duché de Bade, à Pforzheim, à Francfort-sur-le-Mein, à Dresde, à Brunswick, à Cassel, à Halle-sur-Salle. (2)

De nombreuses Chambres de métiers publiaient des guides qu'elles faisaient distribuer gratuitement et où elles fournissaient des renseignements sur les professions : conditions d'apprentissage ; chances d'avenir ; qualités physiques et autres requises ; pos-

(1) Altenrath, *Berufswahl und Lehrstellenvermittlung*, cité *Bulletin* précité, p. 29.

(2) *Bulletin* précité, p. 30-31.

sibilités d'arriver à une situation indépendante, etc. (1)

Or, déclare, dès la première page, le guide de Nüremberg, « pour la plupart des jeunes gens, le seul moyen d'arriver à une situation économique indépendante, c'est d'apprendre un métier non intellectuel, surtout dans la petite industrie; et même si l'on ne peut acquérir cette indépendance, le travail qualifié, surtout dans la petite industrie, offre de meilleures chances d'avenir que le travail non qualifié ». (2)

Cette tendance à diriger les adolescents de préférence vers la petite industrie mérite d'être soulignée. Elle n'est pas particulière à Nüremberg et se manifeste dans la plupart des guides, comme dans les conseils donnés par les services d'orientation professionnelle. Ce fait ne saurait surprendre, si l'on envisage la participation des Chambres de métiers à l'organisation de l'orientation. Cette tendance est bien dans leur rôle de défense du métier et elle constitue un épisode de plus de la lutte de l'artisanat contre la grande industrie.

On ne saurait donc reprocher aux organes d'orientation professionnelle la « partialité » d'une tendance qui « se réfère au vieil idéal de l'artisanat,

(1) *Bulletin précité*, p. 28.

(2) *Guide pour le choix d'un métier*, publié par la municipalité de Nüremberg; guides publiés par les Chambres de métiers de Gotha, d'Altona, de Flensburg, de Brême; pour les femmes et les jeunes filles, par les Chambres de métiers de Hambourg, Brême, Lübeck; pour les métiers de la petite industrie, par les Chambres de métiers de Bade, *Bulletin précité*, p. 27, note 2.

sans vérifier si cet idéal répond aux besoins de l'industrie moderne » et prétend « même par des procédés artificiels, travailler à la conservation des classes moyennes ». (1)

La guerre de 1914 donne un regain d'actualité au problème de l'adaptation individuelle et place au premier plan les idées d'orientation professionnelle. La Chambre de métiers d'Alsace et de Lorraine, qui avait si nettement saisi l'importance du point de vue médical, ne pouvait manquer de participer au mouvement général en faveur du choix scientifique des métiers et de préciser sa méthode.

Au début de l'année 1920 fut instituée en Alsace-Lorraine, une commission spéciale, composée de représentants de l'Instruction publique, de l'Enseignement technique, de la Chambre de commerce, des Offices du travail, du Service d'hygiène et de la Chambre de métiers, assistés de spécialistes. Dans sa séance du 12 mars 1920, elle arrêta le programme de l'Office régional d'orientation professionnelle, qui fut créé au commencement de 1921, avec le concours financier du gouvernement, de la ville de Strasbourg, de la Chambre de commerce et des organisations professionnelles. La direction en fut confiée à M. Julien Fontègne, spécialiste en la matière.

L'Office régional d'orientation professionnelle de Strasbourg a constitué une annexe de la Chambre de métiers d'Alsace et de Lorraine jusqu'au 1^{er} mai 1923, date à laquelle il a été incorporé à l'Office municipal de placement. Un arrêté du 4 juillet 1921 l'a

(1) Ce sont les expressions employées par M. Max Lazard, *Bulletin précité*, Avant-propos, p. 9.

rattaché à la Direction de l'Enseignement technique, dont dépend la Chambre de métiers. En 1922, la Chambre de métiers a créé de nouveaux offices à Colmar, à Mulhouse et à Sarreguemines. Les deux premiers continuent à dépendre de la Chambre de métiers d'Alsace, le troisième dépend de la ville de Sarreguemines. D'autres offices sont en voie de formation à Wissembourg, à Haguenau, à Bischwiller et à Schirmeck.

La méthode d'orientation professionnelle suivie par ces Offices est celle qu'a préconisée M. Fontègne dans ses ouvrages. (1) Elle repose sur la collaboration de l'école primaire, du service médical scolaire et de la Chambre de métiers.

Elle s'efforce de réunir dans l'orientation le maximum de garanties physiologiques, sociales, morales et intellectuelles, psycho-professionnelles et économiques.

Tout enfant sortant d'une école primaire de Strasbourg est soumis à une visite médicale d'orientation professionnelle, dont le résultat est consigné sur une fiche médicale.

L'école primaire joue ici un rôle de premier plan. Un système de fiches scolaires fonctionne à Strasbourg. L'enfant, le professeur de classe et le professeur de travaux manuels fournissent au service d'orientation les renseignements relatifs au milieu social d'où sort l'enfant, à ses désirs professionnels, à ses aptitudes morales, intellectuelles et manuelles.

Des conférences sont faites aux directeurs et au

(1) Cf. la liste de ces principaux ouvrages dans notre Bibliographie.

personnel enseignant pour les éclairer sur leur rôle; elles insistent sur la nécessité de montrer aux enfants les avantages de l'apprentissage et les inconvénients des professions encombrées. Des monographies professionnelles et des fiches d'orientation sont remises aux instituteurs.

Les aptitudes de l'enfant et ses désirs sont ainsi déterminés. Le « conseiller de vocation » complète ces renseignements par un entretien avec l'enfant et avec ses parents, suivant un questionnaire arrêté à l'avance. L'entretien avec l'enfant comporte un examen psycho-professionnel portant sur l'attention, le coup d'œil, la rapidité, la mémoire, le sens de la combinaison et de la forme, le sens commercial, etc.

Cette méthode, qui combine les procédés de l'enquête et de l'observation, présente l'inconvénient d'une trop grande subjectivité et ses résultats risquent d'être faussés par le jeu de l'influence subjective de l'instituteur, des parents ou de l'orienteur.

D'autre part, ces procédés font connaître les goûts d'un enfant plutôt que ses aptitudes, et celles-ci ne coïncident pas toujours avec ses désirs. Souvent, par exemple, des enfants visent une carrière au-dessus de leurs facultés.

Afin d'éliminer le facteur subjectif individuel, on a préconisé la méthode objective de l'expérimentation. Elle consiste à déterminer, par des épreuves simples et rapides, les aptitudes motrices et mentales d'un individu. Ces épreuves, ou « tests » psycho-physiologiques, ont pour but de mettre en relief la mesure des diverses aptitudes, sensorielles, motrices, intellectuelles, affectives, esthétiques, au point de

vue de l'énergie, de la volonté, de l'attention, etc.... Comme on préconise l'emploi des mêmes procédés pour déterminer les aptitudes nécessaires à l'exercice de telle ou telle profession, il est facile, par comparaison, d'apprécier si tel individu est apte à exercer tel métier.

La méthode des tests présente sur celles des enquêtes et de l'observation le double avantage de l'objectivité et de la comparabilité des résultats, ce qui semble conférer à ces résultats la valeur d'une certitude scientifique et presque mathématique. Elle paraît avoir les préférences théoriques de M. Fontègne, si nous en jugeons par la vivacité avec laquelle l'attaque sur ce point la Chambre de métiers de la Gironde, hostile à ce procédé. (1)

M. Fontègne écrivait, d'ailleurs, en 1921 : « Nous ferons connaître plus tard... les résultats obtenus (par l'Office d'orientation professionnelle) et indiquerons de quelle manière précise nous avons... arrêté les différents tests psycho-professionnels qui nous aident à déterminer les aptitudes générales et professionnelles des candidats. » (2)

Cependant le directeur de l'Office régional d'orientation professionnelle de Strasbourg semble avoir momentanément renoncé à appliquer cette méthode dans son service. L'exposé des principes du fonctionnement de cet office, tel qu'il figure à l'Annuaire de

(1) *Bulletin de la Chambre de Métiers de la Gironde et du Sud-Ouest*, mai 1924, p. 129 et suiv. et surtout octobre 1924, p. 225 et suiv. Nous reviendrons sur cette controverse à propos de la Chambre de Métiers de la Gironde.

(2) Ley et Fontègne, *La Chambre de métiers d'Alsace et de Lorraine*, loc. cit., p. 11.

la Chambre 1920-1922, ne mentionne l'expérimentation par les tests que sous cette forme d'un aveu : « Nous n'avons pas profité de l'offre obligeante que M. Blondel, professeur à l'Université, nous a faite de nous servir des appareils du Laboratoire de Psychologie. Non pas qu'ayant fait machine en arrière, nous ne (*sic*) (1) brûlions aujourd'hui ce que nous avons adoré hier et rejetons purement et simplement l'expérimentation. Mais devant la complexité du problème, nous avons jugé bon de sérier les difficultés, c'est pourquoi, ne nous servant que de tests simples d'attention, de rapidité de calcul, de mémoire, etc., nous n'avons procédé qu'à l'orientation professionnelle scientifique des candidats employés de bureau, vendeurs et dactylographes. » (2)

Pour ne pas couper par une longue parenthèse l'exposé de l'activité de la Chambre de métiers d'Alsace et de Lorraine, nous renvoyons la critique de la méthode d'orientation professionnelle de l'Office de Strasbourg à un autre chapitre. Les attaques dirigées par la Chambre de métiers de la Gironde contre cette méthode et l'exposé de celle qu'elle préconise elle-même nous fourniront l'occasion d'exposer et d'apprécier dans leur ensemble les divers procédés proposés d'orientation professionnelle.

Les aptitudes de l'enfant une fois déterminées, il reste à les adapter aux besoins économiques, c'est-à-dire à trouver la profession qui lui convient et où il

(1) Cette négation est évidemment une inadvertance qui fait dire à l'auteur le contraire de sa pensée.

(2) *Annuaire de la Chambre de métiers d'Alsace et de Lorraine*, 1920-1922, p. 34.

a le plus de chances de réussir. Il faut, d'une part, fixer les aptitudes exigées dans chaque métier, d'autre part, déterminer la situation du marché économique de la main-d'œuvre. Ce double rôle incombe à la Chambre de métiers. Elle envoie des questionnaires d'orientation professionnelle aux différentes corporations, en vue d'établir des monographies professionnelles. Pour chaque métier, elle possède ainsi une liste des aptitudes physiques, psychiques et intellectuelles, morales et sociales et des connaissances scolaires requises, des maladies ou défauts physiques rédhibitoires.

Les monographies décrivent ensuite les avantages et les inconvénients des diverses professions, les conditions d'apprentissage, les salaires et les chances d'avenir qu'elles offrent. Remarquons, ici encore, l'emploi de la méthode du questionnaire, à l'exclusion de celle des « tests ». La Chambre d'Alsace et de Lorraine a ainsi dressé les monographies de près de 150 professions. (1)

La Chambre de métiers se préoccupe de diriger les enfants vers les professions moins encombrées et de les éloigner de celles qui souffrent d'un excès de main d'œuvre. Ses statistiques et celles des Offices de placement lui permettent de suivre journellement la situation du marché du travail, le mouvement du chiffre des apprentis dans les différents métiers. Elle fait connaître à l'Office d'orientation professionnelle

(1) Signalons aussi, comme inspirées des principes de Strasbourg, les monographies publiées sous le titre général *Le livret du Métier*, sous la direction de M. Roux, directeur de l'enseignement technique en Alsace et Lorraine et de M. Fontègne.

les besoins d'apprentissage, le nombre des communes où manque un maître charron, un maître boucher, etc. Des tracts distribués aux parents appellent leur attention sur les professions encombrées ou celles qui manquent de main d'œuvre.

En résumé, l'Office d'orientation professionnelle ne joue pas le rôle purement mécanique d'un appareil enregistreur des aptitudes individuelles pour les adapter automatiquement aux professions convenables. L'Office doit tenir compte à la fois de l'état économique, susceptible de contre-indiquer un métier désigné par ces aptitudes, des désirs des parents et des enfants, qui ne sont pas toujours conformes aux aptitudes, de la situation sociale de l'enfant, etc. Il est ainsi appelé à jouer le rôle d'un conseiller : c'est le nom que portent ses agents, les conseillers de vocation. Il doit exercer une action, une influence, sur l'enfant et sur sa famille, action dictée par l'intérêt individuel de l'enfant, qui s'accorde ici avec l'intérêt économique et social.

Aussi retrouvons-nous la tendance déjà reprochée aux Chambres de métiers allemandes avant la guerre, à intervenir dans l'orientation, consciemment ou non, suivant une directive générale. L'Office s'efforce d'éloigner les enfants des professions congestionnées (employés de bureau, serruriers en bâtiment, monteurs électriciens, mécaniciens) et de les diriger vers des professions moins « à la mode », notamment vers les métiers agricoles ou de la campagne.

Enfin, c'est le métier artisanal qui a ses préférences. Ce qui le prouve, c'est que les monographies professionnelles dressées par ses soins indiquent

souvent le capital nécessaire à une première installation (1), c'est-à-dire envisagent le passage rapide de l'apprenti et du compagnon à la maîtrise. La situation indépendante de maître demeure l'avenir idéal rêvé par la Chambre de métiers.

Les résultats de l'Office d'orientation professionnelle de Strasbourg en 1921 et 1922 font nettement apparaître ces tendances et l'action pratique de l'Office, en montrant le rapport entre les désirs des enfants et les orientations proposées ou acceptées.

Du 1^{er} février 1921 (date de sa création) au 31 décembre 1921, l'Office d'orientation professionnelle de Strasbourg a examiné 532 garçons et 165 filles. Sur les 532 garçons, 89 venaient de la campagne et 450 des écoles primaires de Strasbourg, sur 745 élèves sortis de ces écoles, soit 61 % de la population terminant sa scolarité.

Les résultats ont été les suivants: (2)

Professions	Désirs professionnels des enfants qui se sont présentés à l'office	Nombre d'enfants s'étant décidés d'après conseil de l'office pour le métier de :	Déconseillés pour le métier de :	Placés suivant le conseil de l'office :
Agriculture	5	10	2	5
Alimentation	23	25	2	10
Livre	17	17	8	12
Vêtements	6	11	2	4
Cuir et peaux	20	15	6	6
Bois et ameublement	33	48	6	26
Métal	175	157	34	71
Bâtiments et terres	1	6	0	0
Commerce	124	115	13	79
Soins personnels	7	3	5	3
Manœuvres	13	15	6	0
Divers	79	83	3	0
Décisions inconnues	35	33	0	0
Totaux	538	538	87	216

(1) *Annuaire* 1920-1922, p. 33.

(2) *Annuaire* 1920-1922, p. 35.

Grâce à l'Office, un certain nombre d'enfants ont donc été détournés des métiers du métal, des cuirs et peaux et du commerce et orientés vers les professions déficitaires de main d'œuvre: agriculture, alimentation, vêtements, ameublement.

En 1922, 623 garçons et 195 filles, soit 818 enfants, contre 704 en 1921, se sont présentés à l'Office. L'action de l'Office s'est indirectement exercée sur 393 autres garçons qui, après avoir reçu le premier conseil d'orientation professionnelle donné en classe, en présence du médecin scolaire, de l'instituteur et du directeur de l'Office, se sont placés directement chez un patron (150), ont fait leur apprentissage dans une école pratique (139), se sont dirigés vers l'école primaire supérieure (70), les lycées (5), les écoles de commerce privées (29) ou n'ont pas fourni d'indications suffisantes (20).

Sur les 623 garçons qui se sont présentés à l'Office en 1922, l'influence de l'Office se résume par les chiffres suivants: (1)

Professions	Métiers						Résultats comparés		
	Désirés	Conseils conf. au choix	Similaires conseillés	Différents conseillés	Renseign. divers	Dirigés vers le métier de :	présentés pour le métier de :	décidés après conseil pour le métier de :	Renseign. divers
Agriculture	2	2	»	»	»	1	2	3	»
Alimentation	45	36	2	2	5	10	45	46	5
Industries du livre	30	16	6	7	1	9	30	25	1
Vêtements, etc.	10	8	»	2	»	8	10	16	»
Cuirs et peaux	22	16	1	5	»	4	22	20	»
Industries du bois	58	42	6	7	3	14	58	56	3
Métall. Trav. des mét.	212	98	64	25	25	72	212	170	25
Terrassem. et bâtim.	3	3	»	»	»	6	3	9	»
Manœuvres	6	5	1	»	»	4	6	9	»
Professions commerc.	156	112	14	28	2	10	156	122	2
Soins personnels	7	5	»	2	»	1	7	6	»
Divers	72	38	2	»	32	35	72	73	32
Totaux	623	381	96	78	68	174	623	555	68

(1) *Annuaire 1920-1922*, p. 41-42.

La propagande faite pendant l'année scolaire 1921-1922 a accru le nombre des candidats dans les métiers de l'alimentation (45 contre 18 en 1921), du livre (30 contre 10), du vêtement (10 contre 5) et réduit à presque rien (6 sur 623, soit moins de 1 %) le nombre des enfants qui veulent être manœuvres et ne faire aucun apprentissage.

Le pourcentage s'est, au contraire, élevé pour les carrières encombrées. Il est passé de 22 à 25 % pour les professions commerciales, de 6 à 9,3 % pour les industries du bois, de 31 à 34 %, soit plus d'un tiers du nombre de garçons orientés, pour la métallurgie et le travail des métaux.

Cette observation permet de préciser le rôle de l'orientation professionnelle. Elle doit concilier à la fois l'intérêt économique et les goûts individuels. « Nous sommes de plus en plus d'avis, écrit le Directeur de l'Office de Strasbourg, que le rôle du conseiller de vocation doit être de tenir le plus grand compte possible des goûts exprimés par l'enfant et des manifestations de sa volonté. Vouloir à tout prix contrecarrer les uns et ignorer les autres, c'est, tout compte tenu, bien entendu, de la situation économique actuelle et des prévisions d'avenir, exposer l'enfant à un changement rapide de métier, ce qui serait la négation de toute orientation professionnelle. L'idéal n'est certes pas de présenter une statistique démesurément enflée de désorientations, mais bien plutôt un ensemble d'orientations raisonnées basées sur le plus grand nombre de garanties. » (1)

(1) *Annuaire*, 1920-1922, p. 43.

Il s'agit moins pour l'orienteur d'indiquer à l'enfant une profession très strictement délimitée qu'un groupe professionnel à l'intérieur duquel il pourra plus tard se déplacer suivant les circonstances. (1)

« Ce qui importe, ce n'est peut-être pas tant de conseiller le groupe professionnel dont fait partie le métier choisi par l'enfant que de chercher à mieux répartir, dans ce même groupe professionnel, les désirs des candidats. » (2) Par exemple, sur 170 enfants reconnus aptes à entrer dans le groupe métallurgie et travail des métaux (pour 212 demandes), l'Office a réduit le nombre de serruriers, mécaniciens-ajusteurs, de plus de moitié, celui des électriciens de plus d'un tiers, par rapport aux demandes et a aiguillé cet excédent vers les forgerons (nombre presque doublé), les charpentiers en fer (nombre presque triplé) et les ferblantiers (34 apprentis contre 4 désirs). (3)

SECTION III

LA CHAMBRE DE MÉTIERS ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE

§ 1^{er} — *L'apprentissage*

Tandis que l'orientation professionnelle, science toute récente et encore tâtonnante, n'a fait l'objet

.., Fontègne, *Journée industrielle*, 1^{er} octobre 1922.

(2) *Annuaire*, loc. cit.

(3) *Annuaire*, p. 44.

d'aucune disposition législative et reste livrée à l'initiative des Chambres de métiers ou de tous autres organismes, les Chambres de métiers allemandes tiennent de leur législation organique des attributions et des pouvoirs importants en matière d'apprentissage. La formation professionnelle des apprentis est, en effet, une des faces les plus saillantes du problème général de la défense de la petite industrie, que les pouvoirs publics allemands se sont préoccupés d'assurer au moyen de cette institution.

La loi sur les professions (*Gewerbe Ordnung*) complétée, en ce qui concerne la Chambre de métiers d'Alsace et de Lorraine, par le Code industriel local du 30 mai 1908, confère aux Chambres de métiers le pouvoir de déterminer, dans les limites de ses dispositions, les conditions exigées pour la formation d'apprentis, le nombre maximum d'apprentis, les conditions de l'apprentissage, en arrêtant un contrat-type d'apprentissage; enfin, de contrôler l'exécution de ces prescriptions et de sanctionner les contraventions par des amendes ou des dommages-intérêts.

Conformément à son statut organique, la Chambre de métiers d'Alsace et de Lorraine a arrêté, dans un règlement élaboré en 1915, les prescriptions relatives à l'apprentissage.

Aux termes des dispositions légales, l'autorisation du Préfet, donnée sur l'avis de la Chambre de métiers, est nécessaire pour former des apprentis. D'autre part, d'après l'art. 129 du Code industriel local, « dans les entreprises artisanales ne peuvent former des apprentis que des personnes âgées de vingt-quatre ans et pourvues du brevet de maîtrise. »

Enfin, le maître d'apprentissage doit lui-même avoir accompli, dans le métier qu'il veut enseigner, le nombre d'années d'apprentissage réglementaire, avoir subi avec succès l'examen de compagnon et avoir exercé le métier pendant cinq années consécutives. Ce sont là de fortes garanties de capacités techniques, inconnues de la loi française de 1851 sur l'apprentissage. Un patron qui ne réunit pas ces conditions peut cependant « tenir » des apprentis et confier le soin de les « former » à un contremaître breveté.

Pour tenir compte de la situation spéciale des artisans qui viennent de l'intérieur de la France s'établir en Alsace-Lorraine, la Chambre de métiers, par décision du 21 décembre 1920, s'est réservé la faculté de les dispenser du diplôme de compagnon ou même de celui de maître. Cette faveur a été rarement sollicitée. (1)

Le Code industriel local porte en outre des dérogations transitoires en faveur des artisans nés avant le 1^{er} octobre 1879 et il donne aux sous-préfets la faculté d'accorder, sur avis favorable de la Chambre de métiers, une autorisation *temporaire* de former des apprentis à des artisans non pourvus du titre de maître. 6.000 artisans environ bénéficient de la disposition transitoire et environ 4.000 de l'autorisation temporaire. Il en résulte que des 26.000 artisans établis en Alsace, 10.000 environ sont autorisés à former des apprentis, en vertu de leur capacité professionnelle. (2)

(1) *Annuaire*, p. 125.

(2) *Gazette des Métiers*, n° du 6 décembre 1924, p. 745.

L'action de la Chambre de métiers s'exerce en second lieu sur le nombre des apprentis. C'est un problème important, dont la solution intéresse à la fois les apprentis eux-mêmes, l'ensemble du personnel et la profession tout entière. Placer dans un groupe professionnel un nombre d'apprentis supérieur aux besoins de la production, c'est engendrer une « sous-concurrence ouvrière » nuisible aux compagnons comme aux apprentis et susceptible d'entraîner un chômage ou un abaissement des salaires. La limitation du nombre des apprentis permet aussi de mieux assurer leur formation technique complète ; l'apprentissage se faisant à l'atelier, il serait impossible à un patron d'instruire et de surveiller un nombre illimité d'apprentis.

L'article 130 de la Gewerbe Ordnung permet à la Chambre de métiers de limiter le nombre d'apprentis à une certaine proportion du personnel ouvrier. Le règlement d'apprentissage de la Chambre d'Alsace et de Lorraine contient un barème dont les chiffres doublés en 1919, pour combler les lacunes causées par la guerre, ont été rétablis dès le 4 février 1921. Ces chiffres ne lient les particuliers qu'en tant que maxima et les contrats collectifs peuvent en adopter de moins élevés. Le barème se divise en cinq groupes :

- 1° Métiers non mentionnés dans les autres groupes ;
- 2° Apprentis compositeurs typographes ;
- 3° Apprentis imprimeurs ;
- 4° Apprentis serruriers ;
- 5° Apprenties couturières.

A titre d'exemple, dans le second groupe, un patron peut former, suivant qu'il occupe: de 0 à 3 ouvriers, 1 apprenti; de 4 à 7 ouvriers, 2 apprentis; de 8 à 12 ouvriers, 3 apprentis; de 13 à 18 ouvriers, 4 apprentis; de 19 à 24 ouvriers, 5 apprentis; de 25 à 30 ouvriers, 6 apprentis, et par 8 ouvriers en plus, 1 apprenti en plus.

Prise dans son ensemble, la population des apprentis en Alsace-Lorraine marque une heureuse progression. Le nombre des apprentis inscrits à la Chambre de métiers d'Alsace et de Lorraine a dépassé en 1921 et en 1922, le chiffre record d'avant-guerre (9.910 en 1906). En 1910, l'Alsace-Lorraine avait une population totale de 1.874.094 habitants; sur 1.000 habitants, on comptait 18 entreprises artisanales avec 4 apprentis. En 1922, la population totale était de 1.709 habitants et sur 1.000 habitants, il existait 22 entreprises d'artisans avec 7 apprentis.

De 1920 à 1922, la progression a été constante.

SECTIONS	1920	1921	1922
Strasbourg.....	5.018	5.783	6.343
Mulhouse.....	1.170	1.755	1.958
Metz.....	1.587	2.119	2.318
Colmar.....	885	1.084	1.062
TOTAUX.....	8.660	10.741	11.681

En 1922, le nombre d'apprentis représente le cinquième environ du nombre des compagnons (60 000) occupés par les 39.000 entreprises d'Alsace-Lorraine. De cette augmentation on peut conclure que l'avenir

des métiers manuels est numériquement assuré en Alsace-Lorraine et les provinces reconstituées peuvent servir à l'ensemble de la France de réservoir d'hommes et d'artisans et lui éviter de faire appel à la main d'œuvre étrangère. (1)

Si l'on examine séparément les divers groupes professionnels, on constate à peu près partout une progression du nombre des apprentis, du 1^{er} janvier 1920 au 31 décembre 1922, notamment dans l'alimentation, le livre (de 287 à 423), les cuirs et peaux (de 381 à 560), le bâtiment (de 263 à 615). Cette augmentation est même excessive dans les métiers du vêtement (de 1.091 à 2.213), du bois et de l'ameublement (de 759 à 1.946) et du métal (de 2.124 à 4.133). Les efforts de l'Office d'orientation professionnelle tendent, nous l'avons vu, sans y parvenir encore bien efficacement, à endiguer ce flot qui risque de compromettre l'avenir de ces métiers et de leurs apprentis.

Le contrat d'apprentissage, qui fixe la durée de l'engagement et les obligations et droits réciproques du patron et de l'apprenti, est entouré par la « Gewerbe Ordnung » de certaines garanties de forme et de fond, en raison de son importance sociale, et c'est surtout sur ce point que s'exerce l'action de la Chambre de métiers.

L'article 126-b du Code industriel local exige un contrat écrit, afin de mieux assurer le contrôle de la Chambre de métiers sur l'exécution de ses clauses. Cette disposition n'a pas pour sanction la nullité du contrat, mais une amende de 25 francs contre le

(1) *Annuaire*, p. 105 et 107.

patron ou un emprisonnement de 3 jours, en cas d'insolvabilité et le refus d'indemnité pour les deux parties au cas de rupture prématurée.

Le contrat doit être rédigé dans les quatre semaines qui suivent l'entrée en apprentissage et signé, à peine de nullité, par le patron ou son représentant, par le représentant légal de l'apprenti et par l'apprenti lui-même. Il est établi en triple expédition, l'une pour le patron, la seconde pour le représentant de l'apprenti, la troisième pour la Chambre de métiers.

C'est la Chambre de métiers qui établit la formule type du contrat d'apprentissage, d'après laquelle l'engagement doit être rédigé.

Le contrat mentionne obligatoirement la profession ou la branche d'activité professionnelle dans laquelle doit être formé l'apprenti; la durée de l'apprentissage, fixée pour chaque spécialité par le règlement de la Chambre de métiers. Cette durée est en général de trois ans et ne doit jamais dépasser quatre ans (art. 1300, al. 1 du Code industriel). (1)

Le contrat d'apprentissage précise, en outre, les obligations du maître et celles de l'apprenti. En principe, la Chambre d'Alsace et de Lorraine ne s'occupe que de l'apprentissage artisanal. Il doit se faire à l'atelier et des cours de perfectionnement obligatoires permettent à l'apprenti de compléter ses connaissances théoriques et de tirer le meilleur parti de l'instruction reçue à l'atelier.

(1) En 1921 et 1922, des corporations ont demandé à la Chambre de métiers de porter de trois à quatre ans la durée de l'apprentissage, soit en raison de l'application de la journée de huit heures, soit dans les métiers d'arts. Elle s'y est refusée.

Les obligations du patron sont les suivantes: instruire l'apprenti de tous les travaux de la profession, dans l'ordre et l'étendue qu'ils comportent, l'obliger à suivre les cours d'une école professionnelle ou d'une école de perfectionnement, le diriger lui-même ou en confier la charge à une personne qualifiée, expressément désignée pour cette mission, veiller à sa moralité et à sa conduite, ne pas l'employer aux besognes domestiques, effectuer sur son livret les inscriptions réglementaires, exiger qu'il passe en temps opportun l'examen de compagnon.

L'apprenti est tenu d'accepter l'autorité paternelle du maître, de veiller à ses intérêts, d'observer la plus grande discrétion sur ses affaires, de lui obéir, de lui demeurer fidèle, de fréquenter l'école.

Le contrat d'apprentissage prévoit la rémunération de l'apprenti. Il est, en effet, de plus en plus rare que l'apprenti ait à verser une indemnité d'apprentissage au patron. Mais sur ce point, la Chambre de métiers, considérant le contrat d'apprentissage comme un contrat d'éducation plutôt qu'un contrat de travail, s'est toujours refusée à établir un tarif de rémunération uniforme obligatoire. Elle estime que la question est du ressort de chaque corporation, la commission des compagnons entendue, et qu'en principe, la rémunération doit être fixée par une libre convention entre le patron et le représentant légal de l'apprenti. Ces vues sont d'ailleurs conformes à celles de la masse des maîtres d'apprentissage. (1)

(1) Chambre de métiers d'Alsace et de Lorraine, décisions du 29 décembre 1921. *Annuaire*, p. 145.

En fait, la gratuité de l'apprentissage pour l'apprenti ne se rencontre que dans quelques professions, et la première année seulement. Dans les autres professions, la rémunération moyenne est de 5 à 10 francs par semaine, avec un minimum de 2 francs (tailleuses) et un maximum de 30 à 40 francs pour les maçons. Ces salaires sont à peu près doublés la seconde année et triplés la troisième année.

D'ailleurs, parents et enfants sont mis en garde, par la Chambre de métiers, ainsi que par les Offices d'orientation professionnelle et de placement, contre le mirage du gain immédiat. L'apprenti, peu rémunéré pendant son apprentissage, apprend un métier qui lui permet, dès l'âge de 18 ans, de dépasser le salaire de l'ouvrier non qualifié et du manoeuvre. Il rattrape vite la différence de salaire de ses années d'apprentissage et, jusqu'à la fin de sa carrière, il bénéficiera d'un salaire supérieur. (1)

Le contrat d'apprentissage envisage enfin les causes de rupture de l'engagement.

Les parties peuvent convenir d'une période d'essai de quatre semaines au moins, de trois mois au plus, pendant laquelle chacune d'elles aura la faculté de dénoncer son engagement. Après l'expiration de cette période, l'engagement ne peut être rompu que dans les cas prévus par la loi ou par le contrat.

Les causes légales de résiliation par le patron sont : le vol, l'inconduite notoire, le dommage prémédité ou le manque de respect envers le patron, la cessation du travail sans autorisation, les imprudences en

(1) Fontègne. *Avant d'entrer en apprentissage*, p. 15.

maniant le feu, les injures graves envers le patron ou sa famille, les actes illicites ou immoraux commis avec des membres de la famille du patron, ou par eux à l'instigation de l'apprenti; le défaut de fréquentation régulière de l'école de perfectionnement, l'inaptitude au travail ou une maladie répugnante de l'apprenti.

L'apprenti peut demander la résiliation : s'il devient inapte au travail ou s'il y a danger pour lui à le continuer; si le patron ou des membres de sa famille déterminent l'apprenti à commettre des actes illicites ou immoraux; si le patron ne lui paie pas son dû; si le patron abuse de son autorité et de son droit de correction ou devient inapte à l'exercer; en cas de décès du patron.

Ces causes de résiliation reposent sur le caractère personnel du contrat d'apprentissage ou sanctionnent les obligations morales ou professionnelles des parties. En dehors de ces causes, la rupture du contrat établi par écrit donne lieu à des dommages-intérêts.

Des dispositions sévères ont pour but d'empêcher les patrons de débaucher à leur profit les apprentis formés par leurs concurrents. Si l'apprenti veut changer de métier, son représentant légal, ou lui-même, s'il est majeur, doit remettre au patron une déclaration écrite. A défaut de congédiement par le maître, le contrat est annulé à l'expiration du délai de quatre semaines. L'apprenti ne peut, pendant un délai de neuf mois, entrer chez un patron exerçant la même profession ou une profession connexe sans le consentement de son ancien patron. L'employeur

qui l'embaucherait sciemment en violation de ces dispositions serait passible d'une amende de 180 francs ou de quatre semaines d'emprisonnement, au maximum. (1)

Les obligations du maître d'apprentissage ne trouvent pas leur unique sanction dans la faculté de résiliation du contrat. L'ensemble de ces obligations fait l'objet d'un contrôle de la Chambre des métiers. Les obligations professionnelles sont sanctionnées, à l'expiration de l'engagement, par l'examen de compagnon, et l'insuffisance de l'éducation de l'apprenti peut entraîner certaines mesures contre le patron.

Les Chambres de métiers, dotées par la loi allemande du pouvoir d'édicter des règlements obligatoires sur l'apprentissage et d'assurer l'exécution des prescriptions légales et réglementaires, disposent, pour l'accomplissement de cette mission essentielle, d'un pouvoir de contrôle et de coercition. Cette prérogative de faire des règlements et d'en assurer l'exécution les fait participer dans une certaine mesure à l'exercice de la puissance publique et permet de les classer parmi les institutions du droit public local.

Le caractère réglementaire de l'apprentissage, le régime de l'obligation introduit dans le domaine du métier, sont souvent mal vus en France par les partisans du libéralisme économique et considérés comme incompatibles avec le tempérament français. Les artisans d'Alsace-Lorraine s'y plient volontiers, moins par habitude de la discipline germanique que par conscience des avantages qu'ils ont à recueillir

(1) Gewerbe Ordnung, art. 148, al. 1, n° 10.

d'un système qui combine la réglementation et l'autonomie.

Par exemple, la règle fondamentale de forme qui assure le contrôle du régime de l'apprentissage, l'obligation du contrat écrit, est très généralement respectée.

Le nombre des apprentis embauchés sans contrat ne dépasse pas 6 à 7 % du nombre des inscrits. Fait digne d'être retenu, les patrons venus de l'intérieur de la France se fixer en Alsace se soumettent sans protester à cette exigence, en dépit de la mentalité d'indépendance absolue qu'on impute volontiers à la petite entreprise. (1)

Les fabriques elles-mêmes, les grandes entreprises, dont la surveillance incombe à l'Inspection du Travail et qui ne sont pas assujetties au contrôle de la Chambre de métiers, se plient volontairement à son règlement d'apprentissage, font enregistrer leurs contrats d'apprentissage à la Chambre de métiers et y envoient leurs apprentis passer l'examen de compagnon. Depuis 1914, la Chambre de métiers d'Alsace et de Lorraine a enregistré plus de 2.200 contrats d'apprentissage provenant de plus de 150 fabriques. (2)

Pour rendre efficace l'exercice de leur contrôle, les Chambres de métiers ont créé des rôles d'apprentis, registres où sont inscrits les noms de tous les apprentis de leur circonscription, avec l'indication de la profession, le nom et le domicile du patron, la date d'entrée de l'apprenti chez le patron et la date

(1) *Annuaire*, p. 110.

(2) *Annuaire*, p. 121.

de sortie. Une expédition de chaque contrat d'apprentissage est annexée au rôle d'apprentissage, en vue du contrôle de l'exécution de ses clauses. La Chambre de métiers d'Alsace et de Lorraine a délégué à ses sections la tenue des rôles d'apprentis.

Voici la statistique des apprentis inscrits au rôle matricule des sections de la Chambre de métiers d'Alsace et de Lorraine du 1^{er} janvier 1920 au 31 décembre 1922:

Sections	1920					1921					1922				
	Nombre d'apprentis au 1 ^{er} janvier 1920	Inscriptions pendant 1-20	Nombre d'apprentis		Nombre d'apprentis au 31 Décembre 1920	Nombre d'apprentis au 1 ^{er} janvier 1921	Inscriptions pendant 1921	Nombre d'apprentis		Nombre d'apprentis au 31 Décembre 1921	Nombre d'apprentis au 1 ^{er} janvier 1922	Inscriptions pendant 1-22	Nombre d'apprentis		Nombre d'apprentis au 31 Décembre 1922
			ayant terminé l'apprentissage	renvoyés pour d'autres raisons				ayant terminé l'apprentissage	renvoyés pour d'autres raisons				ayant terminé l'apprentissage	renvoyés pour d'autres raisons	
Mulhouse	793	624	170	77	1170	1170	793	157	51	1755	1755	1123	791	129	1958
Colmar	705	379	144	55	885	885	414	175	40	1084	1084	442	405	59	1062
Strasbourg	3618	2575	867	308	5018	5018	2398	1203	430	5783	5783	3090	2160	370	6343
Metz	1023	850	241	45	1587	1587	1067	439	96	2119	2119	1285	1019	67	2318
Totaux de l'Alsace-Lorraine	6139	4428	1422	435	8660	8660	4672	1974	616	10742	10742	5940	4375	625	11682

Totaux de	Nombre d'apprentis au 1 ^{er} Janvier de chaque année	Inscriptions pendant chaque année	Nombre d'apprentis		Nombre d'apprentis au 31 Décembre de chaque année
			ayant terminé l'apprentissage	Renvoyés pour d'autres raisons	
l'Alsace-Lorraine en 1919	3640	3637	687	451	6139
" " " 1918	3343	1506	819	390	3640
" " " 1917	3821	1770	1764	484	3343
" " " 1913	8624	3873	2863	484	9150

Cette statistique porte sur 83 métiers. (1) C'était le nombre des métiers soumis à la réglementation et

(1) Voir la statistique détaillée par métiers dans l'Annuaire 1920-1922, p. 115 à 118.

au contrôle de la Chambre de métiers d'Alsace et de Lorraine avant sa scission. D'après le Code industriel local, la compétence de la Chambre s'étendait sur les artisans des trois départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle. La loi n'ayant pas défini le terme artisan, c'est la juridiction compétente en matière fiscale qui a dû faire la distinction entre l'entreprise artisanale et l'entreprise industrielle, laquelle ressortit à la Chambre de commerce.

Le contrôle de l'apprentissage est assuré par les délégués de la Chambre de métiers, au nombre de cinq, en 1922, pour la Chambre d'Alsace et de Lorraine. Nous avons déjà rencontré des délégués des corporations, investis par la « Gewerbe Ordnung » (art. 94 § 5) d'attributions et de pouvoirs analogues. Pratiquement, les délégués des Chambres de métiers remplacent les délégués des corporations. Ils ont le droit de visiter les ateliers et les patrons sont tenus de leur fournir tous les renseignements nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Le rôle de ces délégués, pour l'Alsace-Lorraine, a été délimité par un ordre de service spécial de 1902. Leurs attributions sont considérables. Ils sont chargés de contrôler l'observation des prescriptions établies par les lois, les règlements ou la Chambre de Métiers et concernant l'apprentissage, d'examiner les locaux où les apprentis sont appelés à travailler, de rechercher si le patron réunit les conditions requises pour « former » ou « tenir » des apprentis, s'il assure leur éducation technique, leur fréquentation régulière de l'école, si les contrats d'apprentissage sont en règle et si leurs clauses sont observées. Ils servent

souvent d'arbitres dans les conflits entre maîtres et apprentis (1) et d'interprètes auprès d'eux des lois ouvrières ou fiscales. Ils exercent également un contrôle sur les corporations au point de vue de l'apprentissage.

L'importance du contrôle exercé par les délégués ressort de la statistique suivante :

Les contraventions les plus fréquentes ont pour causes : le manque d'autorisation de former des apprentis, surtout dans les industries du métal et les professions féminines, l'absence de contrat écrit d'apprentissage, qui coïncide généralement avec le défaut de déclaration d'entrée et de sortie des apprentis, et la négligence dans la tenue des carnets de travail, rendus obligatoires pour les travailleurs et apprentis mineurs par l'article 107 du Code industriel local.

L'insuffisance de formation professionnelle n'a été constatée que cinq fois. Les délégués, dans ce cas, ne procèdent en général à une enquête que sur un rapport des commissions d'examens de compagnon concluant à une faute du patron. Les sanctions sont particulièrement graves. La Chambre de métiers peut retirer au patron le droit de former des apprentis. Une liste des personnes privées de ce droit est conservée au siège des sections de la Chambre de métiers. D'autre part, la jurisprudence admet que cette faute engage la responsabilité civile du patron et

1) En 1922, la Chambre de métiers a arbitré plus de 250 conflits, chiffre de beaucoup supérieur au nombre de ceux qui ont été portés devant le Conseil de Prud'hommes (*Annaire*, p. 124).

Sections	Années	Total des exploitations existantes	Nombre des exploitations révisées	Nombre des contraventions constatées													Sanctions pénales
				Manque d'autorisation de former des apprentis	Dépassement du chiffre maximum d'apprentis	Absence de contrat écrit	Manque de déclaration d'entrée	Manque de déclaration de sortie	Atteinte aux bonnes mœurs	Insuffisance dans la formation professionnelle	Fréquentation irrégu- lière des cours de perfectionnement	Réclamations rela- tives au logement et à la nourriture	Réclamations relatives à l'hygiène et protection des travailleurs	Absence de carnets de travail	Divers	Totaux	
Mulhouse	1920	3.650	1.690	20	94	267	1019	50	•	•	•	1	9	64	•	361	•
	1921	3.700	3.011	496	1019	312	400	100	•	•	10	•	26	912	2	2297	2
	1922	3.750	1.780	122	6	48	16	85	•	•	60	•	6	209	4	1224	5
Colmar	1920	4.170	1.819	76	14	48	16	85	•	1	2	1	1	48	•	291	•
	1921	4.480	830	49	2	41	41	8	•	•	19	1	1	30	2	153	•
	1922	4.500	780	77	21	59	•	4	1	3	7	1	•	1	3	177	1
Strasbourg	1920	16.240	3.239	307	31	621	312	11	2	•	•	10	7	621	•	1922	6
	1921	18.010	3.156	172	14	846	846	77	1	1	•	5	5	657	12	1785	6
	1922	18.050	3.843	84	3	467	364	109	•	•	4	5	79	817	63	1996	14
Metz	1920	11.420	1.119	87	21	237	34	5	3	•	•	2	19	145	•	563	•
	1921	12.950	1.002	178	14	406	406	2	2	•	8	2	3	291	14	1910	2
	1922	12.900	1.065	157	18	151	35	7	•	•	•	3	3	150	21	555	10
Totaux	1920	35.480	7.867	490	66	1173	362	101	5	1	2	14	35	878	•	3137	6
	1921	39.140	7.999	895	124	2312	2312	137	•	1	29	4	35	1578	•	5145	10
	1922	39.200	7.466	440	48	989	799	220	4	3	79	9	88	1177	91	3952	30

autorise la Chambre de métiers à le condamner à des dommages-intérêts.

En général, les contraventions n'ont d'autre effet qu'une mise en demeure au patron de régulariser la situation. C'est seulement à défaut de régularisation à première réquisition ou dans le délai imparti par les délégués que le patron encourt une sanction pénale. Ce cas est extrêmement rare, bien que le nombre de ces sanctions se soit élevé de 6, en 1920, à 10, en 1921 et à 30, en 1922.

D'ailleurs, « le rôle des délégués de la Chambre de métiers n'est nullement un rôle « policier », mais consiste plutôt en une surveillance empreinte du plus bel esprit de « collégialité » et dans laquelle entrent plus de suggestions et d'enseignements que d'ordres et de contrainte. » (1)

On a même parfois suspecté l'impartialité des corporations et des Chambres de métiers et prétendu que le contrôle de l'apprentissage qui leur est confié par la loi « est exercé par ces organisations, surtout par les premières, dans un esprit d'une bienveillance trop marquée envers les maîtres-artisans ». (2) « L'expérience pratique, écrit un autre auteur, montre, — ce à quoi il fallait s'attendre d'avance, — que la Chambre de métiers et les corporations ne se décident pas facilement à faire parvenir à l'Office du travail un avis défavorable... » (3)

(1) Ley et Fontègne, *op. cit.*, p. 12.

(2) Altenrath, Rapport préliminaire au compte rendu de la 5^e Conférence de la *Zentralstelle für Volkswohlfahrt*, pp. 106 et suiv., cité par *Bull. trim. de l'Assoc. internat. pour la lutte contre le chômage*, janvier-juin 1912, p. 42.

(3) Fischer, *Jugendfürsorge durch Lehrstellenvermittlung*. Nürnberg, 1910, pp. 14-15, cité *Bull. précité*, p. 42.

Ces critiques, fondées sur la composition en majorité patronale des corporations et des Chambres de métiers, négligent l'intervention obligatoire des commissions de compagnons dans toute question relative à l'apprentissage, par conséquent dans la désignation des délégués chargés de le contrôler. En fait, le nombre considérable des contraventions, les sanctions pénales qui les suivent en cas de refus de régularisation suffisent à prouver l'inanité du reproche de partialité des délégués à l'égard des maîtres artisans. La Chambre de métiers et ses délégués savent s'élever au-dessus des intérêts individuels et s'inspirer des intérêts généraux de l'artisanat, qu'ils sont chargés de défendre.

D'ailleurs, un décret du 30 décembre 1920 a introduit en Alsace-Lorraine le régime français de l'Inspection du Travail. Les inspecteurs du travail ont vu s'accroître leur compétence ; elle porte notamment sur la surveillance de la fréquentation des écoles de perfectionnement, sur l'hygiène et la protection des travailleurs. Ce nouveau régime aurait pu soulever des conflits et des doubles emplois avec la compétence des délégués de la Chambre de métiers. Le service de l'Inspection du Travail n'aurait pas manqué, s'il avait estimé l'action de ces délégués partielle et néfaste aux intérêts des apprentis, de soulever à son profit ces conflits de compétence. Or la Direction du Travail s'est contentée de demander à la Chambre de Métiers un compte-rendu annuel sur l'étendue et le résultat de son contrôle. Cette sorte de blanc-seing témoigne de la confiance de la Direction du travail dans l'équité et l'efficacité du contrôle des délégués.

Indépendamment du contrôle des délégués de la Chambre de métiers, sanction des dispositions légales et réglementaires sur l'apprentissage, l'examen de compagnon a pour but de vérifier et de sanctionner la formation professionnelle de l'apprenti. Mais comme il porte à la fois sur l'instruction pratique donnée à l'atelier et sur les connaissances théoriques acquises à l'école de perfectionnement, nous devons exposer d'abord les principes de la formation théorique des apprentis.

§ 2. — *L'enseignement théorique.*

Au point de vue de l'enseignement technique, l'Alsace-Lorraine est encore aujourd'hui régie par la législation de l'Empire allemand relative à l'enseignement post-scolaire, introduite sur le territoire de ces provinces par la loi locale du 27 février 1888. Le paragraphe 120 de la « Gewerbe Ordnung » d'Empire porte l'obligation pour les patrons d'accorder à leurs ouvriers âgés de moins de 18 ans les heures nécessaires pour fréquenter régulièrement un établissement d'instruction appartenant à la catégorie des écoles de perfectionnement reconnues par la commune ou par l'Etat.

La « Gewerbe Ordnung » d'Empire laisse aux communes le soin de décider si la fréquentation de ces écoles sera facultative ou obligatoire. Les grandes villes d'Alsace-Lorraine : Strasbourg, Metz, Mulhouse, Colmar, Haguenau, Sarreguemines, Guebwiller, etc., se sont prononcées pour des cours obligatoi-

res, gratuits, donnés pendant la journée légale de travail et d'une durée totale de huit heures par semaine.

Ces écoles ne sont pas créées par la Chambre de métiers, mais par les communes. L'Etat intervient dans l'administration et la surveillance (nomination du personnel, d'accord avec les municipalités, contrôle des programmes et des horaires) et participe aux traitements et pensions du personnel enseignant. Une commission de surveillance, présidée par le maire et nommée, moitié par la municipalité, moitié par le gouvernement, donne son avis sur les questions d'organisation et de fonctionnement, sur le nombre d'années de fréquentation obligatoire pour les apprentis et le nombre d'heures de cours par semaine.

Des commissions spéciales peuvent être créées pour certaines professions et la Chambre de métiers a demandé qu'elles soient généralisées et pourvues d'un certain pouvoir de contrôle de l'enseignement. (1) Elle a également émis le vœu du rattachement à la Direction de l'Enseignement technique d'Alsace et de Lorraine, dont dépendent la majorité de ces écoles, de celles qui sont encore du ressort de la Direction de l'instruction primaire. (2)

Pour être moins vaste qu'en matière d'apprentissage, le rôle de la Chambre de métiers sous le rapport de l'enseignement technique mérite cependant d'être signalé.

(1) Séance plénière du 7 février 1923. *Annuaire*, p. 139.

(2) Séance plénière du 29 décembre 1921, *loc. cit.*

Elle a d'abord renforcé l'obligation légale, sanctionnée par l'amende et la prison, imposée aux patrons de laisser les apprentis suivre les cours de l'école, en insérant au contrat-type d'apprentissage l'engagement par le patron de donner à ses apprentis le temps nécessaire pour fréquenter ces cours. Le respect de cet engagement est contrôlé par les délégués de la Chambre, et, depuis 1922, par l'échange réciproque entre les sections de la Chambre et les écoles de perfectionnement d'extraits mensuels du rôle d'apprentissage et de la liste des élèves qui suivent les cours.

Elle a institué à Strasbourg des commissions d'hommes de métier désignés par elle et chargés d'assister aux cours et de soumettre leurs propositions et leurs critiques à la direction dont ressortissent les écoles.

Elle exige la production, à l'examen de compagnon, du certificat de fin d'études de l'école et, autant que possible, un professeur de l'école est adjoint à la Commission d'examen.

Elle s'efforce d'ajuster aussi exactement que possible la formation progressive à l'atelier et à l'école, par un enseignement qui suive l'ordre des matières du programme de l'examen de compagnon.

Enfin, la Chambre de métiers préconise la généralisation des cours obligatoires dans tous les centres industriels et commerciaux et l'organisation de cours ambulants dans les campagnes. (1)

(1) Vœu du 7 février 1923, *Annuaire*, p. 142.

La population scolaire des écoles de perfectionnement obligatoire a doublé en Alsace-Lorraine de 1914 à 1922. De 6.000, en 1914, elle est passée à 9.515 en 1921 et à 12.380 en 1922. Le nombre des élèves des cours facultatifs dépasse 10.000.

Le fonctionnement régulier, d'après les statuts locaux, de nombreuses écoles de perfectionnement, dont beaucoup obligatoires, rendait inutile l'application à l'Alsace-Lorraine des dispositions du titre V de la loi française du 25 juillet 1919 (loi Astier), relatives à l'institution de cours professionnels obligatoires.

La Direction de l'Enseignement technique en Alsace-Lorraine a proposé, par contre, d'y introduire les quatre premiers titres de cette loi, concernant les « Dispositions générales », les « Autorités préposées à l'Enseignement technique », les « Ecoles publiques d'enseignement technique et les Ecoles de métiers », les « Ecoles d'enseignement technique privées ». Cette réforme aurait le triple avantage de donner une base légale aux écoles pratiques créées en Alsace-Lorraine depuis le retour à la France, de faciliter la création à Strasbourg d'une école des Arts et Métiers, de permettre le contrôle des établissements privés.

Sur l'avis de sa Commission de l'Enseignement, le Conseil consultatif d'Alsace et de Lorraine, saisi de ce projet, en a proposé l'ajournement. Il estime l'œuvre de la loi Astier incomplète et susceptible de perfectionnement. Il a institué une commission chargée d'établir, après consultation des intéressés et étude des systèmes étrangers, un statut modèle d'enseigne-

ment technique, susceptible d'être étendu, après essai en Alsace-Lorraine, à la France entière. (1)

Au cours de l'année 1923, le Gouvernement a décidé l'équivalence de l'examen de compagnon et du certificat d'aptitude professionnelle de la loi Astier.

§ 3. — *Les examens de compagnon.*

L'examen de compagnon, subi à la fin de l'apprentissage, lors des deux sessions de printemps et d'automne, constate si le patron et l'apprenti se sont l'un et l'autre bien acquittés de leurs obligations.

La loi ne le rend pas obligatoire; mais il l'est en fait, de par les prescriptions de la Chambre de métiers d'Alsace et de Lorraine. Le règlement et le contrat-type d'apprentissage stipulent, en effet, qu'à la fin de l'apprentissage, l'apprenti *devra* se présenter devant la Commission d'examen compétente, pour passer son examen de compagnon, et que « la corporation et le maître *sont tenus* à engager l'apprenti à subir l'examen ». Nul ne peut, d'autre part, être admis à subir l'examen de maître, s'il ne possède pas le certificat de compagnon et le diplôme de maître est en principe indispensable pour former les apprentis.

Les commissions d'examens de compagnons sont constituées, les unes par les corporations obligatoires, auxquelles l'article 131, alinéa 3 du Code industriel local accorde de plein droit cette prérogative, d'autres, par celles des corporations libres auxquelles la

(1) Conseil consultatif d'Alsace et de Lorraine, session d'hiver 1922, *Annuaire*, p. 143.

Chambre de métiers a expressément conféré ce droit, d'autres, enfin, par la Chambre de métiers, qui désigne les présidents de toutes les commissions. Celles-ci étaient, en 1902, au nombre de 229, dont 51 nommées par les corporations obligatoires, 48 par les corporations facultatives et 130 par la Chambre de métiers. Les commissions de compagnons participent à l'élection des commissions d'examen, dont la composition repose sur le principe paritaire d'un nombre égal de patrons et de compagnons. Un professeur d'une école de perfectionnement est adjoint à la commission en vue de l'examen théorique. Les membres des commissions sont élus pour trois ans.

La commission d'examen est seule juge de l'admission des candidats. Dans une conférences préparatoire, elle consulte leur dossier: demande d'inscription, *curriculum vitæ* rédigé par l'apprenti, certificat de fin d'études dans une école de perfectionnement.

L'examen comporte une épreuve pratique et une épreuve théorique. L'épreuve pratique consiste dans l'exécution de la pièce de compagnon, effectuée dans l'atelier du maître d'apprentissage, qui certifie qu'elle a été faite par l'apprenti seul, et dans une épreuve de travail, tendant à prouver la dextérité et l'entraînement professionnels et à témoigner que le candidat a fait lui-même sa pièce de compagnon. La Chambre de métiers laisse toute liberté aux commissions dans le choix de ces épreuves, tandis qu'elle-même a établi les programmes des examens théoriques, soumis ensuite à l'appréciation de toutes les commissions et approuvés par le gouvernement.

De l'avis de la Chambre de métiers, « la partie pratique de l'examen doit primer les autres parties ». (1)

Bien que l'examen de compagnon soit facultatif, le nombre de candidats est considérable et, depuis 1918, atteint la presque totalité des apprentis, dépassant les proportions d'avant-guerre. Les coefficients supérieurs à 100 % s'expliquent par le fait que des apprentis déjà sortis d'apprentissage et qui s'étaient d'abord abstenus, se sont décidés, plus tard, à subir les épreuves. (2)

Années	Nombre de candidats	% des apprentis sortants
1903	1112	44 %.
1904	1630	54
1905	1994	71
1906	2060	67
1907	1850	67
1908	2075	70
1909	2250	84
1910	2054	79
1911	2248	85
1912	2250	79
1913	2600	85
1914	1994	69
1915	1110	58
1916	1075	57
1917	889	54
1918	818	100
1919	1209	177
1920	1405	99
1921	2306	117
1922	3930	90

Voici, d'autre part, pour les années 1920 à 1922, et par section, le nombre des candidats admis et celui des candidats ajournés:

(1) Décision du 7 février 1923, *Annuaire*, p. 131.

(2) *Annuaire*, p. 132.

Sections	1920		1921		1922	
	Admis	Ajournés	Admis	Ajournés	Admis	Ajournés
Mulhouse	97	6	268	30	493	41
Colmar	191	5	291	29	476	25
Strasbourg	817	22	1249	32	2151	97
Metz	266	1	400	7	617	30
Totaux	1371	34	2208	98	3737	193
Total des candidats	1405		2306		3930	

§ 4. — *La formation professionnelle des compagnons et des maîtres artisans.*

Dans la conception allemande des Chambres de métiers, la réglementation et le contrôle de l'apprentissage ne sont qu'un des aspects du problème général de la défense du métier. Le législateur voit dans la formation professionnelle des ouvriers le moyen le plus efficace d'assurer la vitalité de la petite production, en lui procurant une main d'œuvre en quantité suffisante et qualifiée. Ce souci de la compétence professionnelle, qui est à la base de la doctrine artisanale devait logiquement conduire les Chambres de métiers à se préoccuper du perfectionnement constant du personnel, à tous les degrés de la hiérarchie, c'est-à-dire des compagnons aussi bien que des apprentis et même des maîtres artisans.

Dès l'époque de sa création, la Chambre de métiers d'Alsace et de Lorraine a organisé des cours profes-

sionnels à l'usage des compagnons ou subventionné les cours institués par les corporations. En 1920, les quatre cours créés ou subventionnés par elle à Strasbourg ont réuni 120 participants. En 1921, huit cours à Strasbourg, un à Colmar, ont été suivis par 202 compagnons. En 1922, un cours à Mulhouse, quatre à Colmar, deux à Strasbourg, soit 7 au total, ont eu 143 auditeurs.

Enfin, la Chambre décerne des diplômes d'honneur, remis par le patron lui-même, au cours d'une petite fête, aux compagnons et contremaîtres employés depuis trente ans dans la même maison.

Le même souci de la perfection professionnelle se manifeste jusqu'au sommet de la hiérarchie du métier. La législation allemande a maintenu le principe de la liberté des professions et, à la différence du régime corporatif d'autrefois, un individu peut exercer une profession comme patron sans avoir à franchir les échelons obligatoires de compagnon et de maître. Brevet de maître comme brevet de compagnon sont facultatifs.

L'article 133 du Code industriel local du 30 mai 1908, qui a rétabli la maîtrise sous cette forme facultative, en a fait seulement la condition de l'autorisation de former des apprentis. Dès 1903, la Chambre de métiers d'Alsace et de Lorraine avait, de sa propre initiative, organisé des examens de maîtrise avec l'approbation du gouvernement.

Les commissions d'examen, au nombre de 193, se composent de deux ou trois maîtres-asseesseurs et d'un professeur expert, nommés pour trois ans. Les membres du jury sont nommés par le préfet, sur

l'avis de la Chambre de métiers. En attribuant leur désignation à l'autorité administrative supérieure, la loi n'a pas eu l'idée d'empiéter sur les prérogatives des corporations, mais a voulu donner plus de relief aux examens de maîtrise. (1) C'est la Chambre de métiers qui fixe la procédure d'examen, dans un « règlement d'examen de maîtrise » et le programme des connaissances théoriques exigées.

Rappelons qu'en principe, ne sont admis à prendre part aux épreuves que les candidats âgés de 24 ans au moins, possédant le diplôme de compagnon et ayant travaillé en cette qualité pendant trois ans.

L'examen comporte une partie pratique (chef d'œuvre et épreuve de travail) et une partie théorique. Il a pour objet de constater l'aptitude des candidats à exercer un métier par leurs propres moyens et à former des apprentis, c'est-à-dire de prouver que non seulement ils possèdent l'habileté et le tour de main exigés dans la profession et sont capables d'en exécuter les travaux avec assurance, mais encore qu'ils connaissent la technologie, la comptabilité, le calcul des prix de revient et les principes de la législation industrielle et sociale.

La Chambre de métiers s'est préoccupée d'enseigner aux candidats à la maîtrise les connaissances théoriques qu'ils ne peuvent guère apprendre à l'atelier. Dès sa création, elle a organisé des cours préparatoires à la partie théorique pour chaque session d'examen, cours dirigés par des directeurs et professeurs des écoles de perfectionnement, des ingé-

(1) Caillard, *Chambres de métiers et Conseils de métiers*, p. 26.

nieurs, des spécialistes, 4585 élèves ont suivi ces cours depuis leur début, jusqu'à la fin de 1922. En 1920, quatre cours furent organisés à Mulhouse, Colmar, Strasbourg et Metz, avec 178 participants ; en 1921, 4 cours dans les mêmes villes réunissent 439 candidats ; en 1922, les cours sont étendus à d'autres centres : St-Louis, Altkirch, Cernay, Dannemarie, Münster, Guebwiller, Ste-Marie-aux-Mines. On en compte 24, fréquentés par 901 candidats maîtres, ou, ce qui mérite d'être signalé, artisans déjà établis et désireux de parfaire leur instruction.

Enfin, en 1923, la Chambre de métiers a pris l'initiative d'organiser des cours généraux dans tous les chefs-lieux d'arrondissement et de comprendre dans les programmes d'examens de maîtrise les matières enseignées aux cours préparatoires.

Après un ralentissement durant la guerre, le nombre des candidats aux examens de maîtrise a marqué, dans ces dernières années, comme celui des candidats aux examens de compagnon, une heureuse progression, qui atteint presque, en 1922, le chiffre record de 1913. Voici les chiffres comparés de 1903 à 1922 :

Années	Nombre de candidats	Années	Nombre de candidats
1903	14	1913	963
1904	100	1914	429
1905	130	1915	"
1906	118	1916	6
1907	145	1917	2
1908	139	1918	15
1909	305	1919	230
1910	368	1920	276
1911	368	1921	513
1912	518	1922	890

Ces candidats se décomposent ainsi, pour les années 1920 à 1922 :

Sections	1920		1921		1922	
	Reçus	Ajournés	Reçus	Ajournés	Reçus	Ajournés
Mulhouse	25	9	61	6	227	14
Colmar	41	»	45	2	103	21
Strasbourg	89	2	250	31	319	26
Metz	108	2	117	1	170	10
Totaux	263	13	473	40	819	71
Nombre de candidats	276		513		890	

Ces chiffres démontrent l'empressement apporté par les apprentis et les compagnons à subir des épreuves en somme facultatives et, par là même, le prix qu'ils attachent aux titres de compagnon et de maître. Même dépouillées des privilèges que leur conférait l'ancien régime corporatif, ces qualités conservent encore à leurs yeux toute leur valeur. Si elles n'assurent plus l'accès au métier à titre d'ouvrier ou de compagnon, elles possèdent assez d'avantages pour être recherchées. Elles permettent de participer à la vie corporative; elles sont des témoignages de valeur professionnelle. L'empressement mis à les briguer prouve donc la vitalité de l'idée corporative et de l'idée artisanale en Alsace-Lorraine.

SECTION IV

LA CHAMBRE DE MÉTIERS ET L'ACTION ARTISANALE

La formation professionnelle sous sa double face, l'apprentissage et l'instruction théorique, ne forme pas, avec l'orientation professionnelle qu'elles y ont annexée, toute la tâche des Chambres de métiers allemandes. Ce sont là, dans l'esprit du législateur de la seconde moitié du XIX^e siècle, des aspects du problème plus général de la défense du métier, menacé par la grande industrie. Il importe d'autant plus d'insister sur cette conception générale des Chambres de métiers allemandes que, jusqu'à présent, les Chambres de métiers françaises ont plus étroitement limité leur action à l'orientation et à la formation professionnelles.

En vue de maintenir l'équilibre économique et social menacé par la concentration de la grande industrie qui tendait à l'absorption du métier, le législateur allemand a donné à l'artisanat un organe de défense qu'il a pourvu de moyens efficaces. Le paragraphe 103 de la « Gewerbe Ordnung » précise cette mission et ces pouvoirs :

« § 103. — Des Chambres de métiers sont créées pour sauvegarder les intérêts du métier.

.....
« § 103 e. — 1^o La Chambre de métiers doit notamment :

.....
« Seconder les autorités gouvernementales et com-

munales dans le relèvement du métier, en leur donnant son avis sur des questions intéressant le métier.

« Délibérer sur des vœux et des motions touchant aux intérêts des métiers, soumettre leurs délibérations aux autorités publiques et fournir des rapports annuels sur la situation dans les divers métiers... »

« 2° La Chambre de métiers doit être entendue dans toutes les questions importantes intéressant le métier en général ou une branche de métier tout particulièrement.

.....
« § 103 p. Les autorités et administrations sont obligées de donner suite, dans les limites de leur compétence, aux requêtes qui leur sont adressées par la Chambre de métiers, en exécution de la loi. »

Cette mission consultative que la Chambre de métiers remplit auprès des pouvoirs publics, elle l'exerce soit en émettant des vœux de sa propre initiative ou en délibérant sur ceux qui lui sont adressés, soit en donnant des avis sur les questions qui lui sont soumises. Toutes ses délibérations doivent être transmises à l'autorité compétente; en revanche, elle est obligatoirement consultée sur toute question qui met en jeu les intérêts généraux des métiers. Au surplus, il lui appartient de consigner dans son rapport annuel les observations ou avis qu'elle juge utile d'émettre.

De 1920 à 1922, voici les principaux points sur lesquels la Chambre de métiers d'Alsace et de Lorraine a émis des vœux ou des avis: Introduction en Alsace-Lorraine de la législation française sur les Banques populaires; réforme des conseils de pru-

d'hommes; application du repos hebdomadaire; application de la journée de huit heures. La Chambre de métiers a demandé et obtenu des dérogations à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de 8 heures pour les petites entreprises se rattachant aux métiers suivants: sabotiers, cordonniers, selliers, métiers du groupe métal et du groupe ameublement.

Elle a demandé aux organisations patronales et ouvrières d'insérer dans les conventions collectives de travail une clause interdisant comme un acte de concurrence déloyale, le « travail noir », c'est-à-dire le travail exécuté par des ouvriers à leur propre compte, en dehors de la journée légale de travail. Elle a transmis au Ministre du Travail un vœu défavorable à la proposition de M. Justin Godart sur l'interdiction du travail de nuit dans la boulangerie, qu'elle considère comme contraire à la liberté individuelle.

Au point de vue du régime des travaux publics et des adjudications, un décret du 11 mars 1922, rendu sur la demande de la Chambre de métiers, a étendu aux corporations et coopératives artisanales les avantages accordés par le décret du 4 juin 1888 aux entreprises ouvrières.

La Chambre de métiers revendique un droit de préférence dans les adjudications au profit des soumissionnaires possédant le titre de maître et des entrepreneurs de la place et de la région.

Dans son action artisanale, la Chambre de métiers s'appuie constamment sur les corporations et les autres groupements d'artisans. Les corporations ne sont-elles pas, elles aussi, dans leur sphère, des orga-

nes de défense du métier? C'est ainsi que la Chambre de métiers a puissamment contribué au développement de la vie syndicale en Alsace-Lorraine sous la forme corporative, en encourageant la constitution de fédérations corporatives, d'associations d'artisans et de coopératives de production, d'achat, de vente, de crédit.

En outre, la Chambre de métiers a raffermi l'esprit corporatif de collaboration en mettant en demeure les corporations de reconstituer leurs commissions de compagnons, relâchées dans les circonstances critiques qui ont suivi la guerre.

A ce sujet, l'annuaire de la Chambre relate que « la cessation complète de la vie corporative pendant les années de guerre n'a pas tardé de relâcher les liens entre maîtres et compagnons. Les syndicats ouvriers trouvaient un champ d'action et de propagande propice aux idées socialistes et communistes même dans l'artisanat. Les difficultés économiques, la cherté de vie, les discussions de salaires dressaient, à un certain moment et dans certains métiers, les compagnons contre les patrons. Des grèves éclataient par ci par là en 1920. La formule des commissions de compagnons auprès des corporations fut ridiculisée par quelques meneurs de syndicats ouvriers.

« C'est à ce moment là que la Chambre de métiers, confiante dans le bon sens et la conscience professionnelle des compagnons, prêcha l'union et la solidarité artisanales et demanda aux corporations l'application stricte de la formule de l'article 95 du

Code industriel. L'importance des commissions de compagnons fut mise en relief par des circulaires, conférences et articles de journaux. Partout où ce n'était pas le cas, la commission des compagnons fut créée ou réélue; les membres de ces commissions recevaient le journal de la Chambre de métiers gratuitement, les questions ouvrières furent de nouveau discutées au sein des corporations. Les relations s'améliorèrent, les conflits de travail furent soumis au tribunal d'arbitrage corporatif, les grèves se firent beaucoup moins nombreuses, enfin, la crise de la solidarité « verticale » de l'Artisanat fut vaincue grâce à une formule de collaboration corporative que certains démagogues ont voulu qualifier de « médiévale ».

« L'existence des commissions de compagnons a facilité la création d'associations de compagnons, qui entretiennent les meilleurs rapports avec la corporation. Nous signalons notamment les associations des compagnons-boulangers de Mulhouse, de Colmar, les associations des compagnons-bouchers de Mulhouse, etc. » (1)

D'autre part, la Chambre de métiers a stimulé l'activité corporative, en dehors même du rôle essentiel de l'organisation de l'apprentissage, en recommandant aux corporations certaines mesures susceptibles de procurer à leurs membres des avantages matériels: organisation d'achat en commun des matières premières; ententes sur les prix minima; (2) création

(1) Cf. *Annuaire*, 1920-1922, p. 184 et 185.

(2) L'article 100 q du Code industriel local interdit « à la corporation *obligatoire* de restreindre la liberté de ses

de caisses de secours en cas de maladie; de cours de comptabilité et de calcul professionnel.

Pour compléter la physionomie de la Chambre d'Alsace et de Lorraine et mieux faire ressortir le rôle économique et social qu'elle a exercé sur les métiers, il est nécessaire de dire un mot des associations d'artisans et d'exposer l'organisation des coopératives artisanales, particulièrement actives depuis l'armistice.

Les associations d'artisans, dont la création a été encouragée par la Chambre de métiers, sont des groupements interprofessionnels et régionaux de droit privé. Elles ont un caractère plutôt amical et théorique; mais cette forme juridique permet de réaliser des projets qui intéressent plusieurs métiers à la fois, tandis que la corporation groupe les artisans par profession. (1)

Les coopératives artisanales sont régies par la loi locale du 1^{er} mai 1889. Elles peuvent se constituer au nombre minimum de sept membres et revêtir l'une des trois formes de la société à responsabilité illimitée, ou de la société à responsabilité limitée ou de la société à obligation limitée pour quote-part à la perte.

Au point de vue de leur but, on distingue les coopératives de crédit, les coopératives d'achats de ma-

membres en ce qui concerne la fixation des prix de leurs marchandises ou de leur travail ou l'acceptation de clients ». Mais d'après la jurisprudence, cette interdiction peut être tournée par la constitution d'une société civile.

(1) Les associations professionnelles, en allemand « *Innungen* », sont constituées conformément à la loi sur les associations.

tières premières et de marchandises, et les coopératives de production.

Les coopératives de crédit, ou banques populaires à responsabilité limitée, sont au nombre de 14.

Le principe sur lequel elles reposent est l'autonomie financière complète de chaque établissement par rapport aux autres ; leur indépendance réciproque empêche l'insuccès de l'une d'elles de réagir sur les autres et d'affecter leur ensemble. Toutes, cependant, ont des relations étroites avec la Banque de Strasbourg, banque centrale et régulatrice, qui établit entre elles, le cas échéant, des rapports d'aide mutuelle, en dirigeant vers celles qui sont momentanément gênées les capitaux surabondants des autres.

Pour faire partie d'une banque populaire, il faut être artisan dans le rayon d'action de cette banque, posséder au moins une action de 500 francs et être agréé par le Conseil d'Administration. Le maximum des apports est limité à un petit nombre d'actions, pour éviter l'influence prépondérante des gros actionnaires dans la gestion.

Les membres de la banque populaire ont sur ses autres clients des avantages spéciaux : avances sur caution pour une affaire déterminée ; facilités d'es-compte ; renseignements sur la solvabilité de leurs débiteurs ; utilisation du compte postal de la banque ; recouvrement de leurs créances par l'entremise des agences des banques.

Enfin, les banques populaires ont eu une influence éducative très heureuse sur les artisans, en contribuant à développer chez eux l'habitude de tenir une comptabilité et d'apporter en dépôt dans les caisses

de crédit leurs fonds improductifs. Le montant des dépôts à terme fixe y dépasse, aujourd'hui, cinq millions de francs et le mouvement annuel d'affaires 125 millions. Telle est la prospérité des banques populaires qu'elles consentent même des prêts aux grandes sociétés de crédit.

Un décret du 28 juin 1922 a permis aux banques populaires d'opter pour le régime de la loi française du 31 mars 1917. (1) Toutes l'ont fait, sauf la Banque populaire alsacienne à Strasbourg.

Les coopératives d'achat en commun de matières premières et de marchandises, instituées en Alsace-Lorraine par la plupart des groupements professionnels, à l'instigation de la Chambre de métiers, ont pour but de permettre tant aux artisans qu'aux petits industriels ou commerçants de faire leurs achats aux prix de gros en groupant leurs commandes et de les affranchir ainsi des intermédiaires, des « fournisseurs attitrés ».

La règle admise est le paiement au comptant par la coopérative; il en résulte que les fournisseurs en gros préfèrent traiter en toute sécurité avec une coopérative plutôt qu'avec plusieurs petits artisans plus ou moins solvables; l'absence de risques leur permet de lui consentir des réductions de prix importantes.

Ces organisations, dont le développement est particulièrement à encourager à l'heure actuelle, présentent, au point de vue social, comme le fait remarquer M. Caillard, « un intérêt de premier ordre, puisqu'elles contribuent à diminuer le nombre des

(1) Loi aragique des Banques populaires.

intermédiaires, le coût des produits fabriqués, le prix de la vie ».

Un certain nombre de Syndicats, groupés en coopératives de production, ont pu assumer, par voie d'adjudication, des entreprises importantes, notamment des travaux publics, qui eussent dépassé la capacité individuelle de leurs membres. Les commandes sont réparties par le syndicat entre ses membres. Ce système a l'avantage de réserver à chaque adhérent sa part dans les grands travaux rémunérateurs auxquels, réduit à ses seules forces, il n'aurait pu prétendre participer; il évite des chômages partiels et permet d'utiliser toutes les forces productives du pays, pour le plus grand bien de la collectivité.

La grande majorité de ces coopératives, avec plus de 6.000 membres, est groupée dans la Fédération coopérative de la moyenne industrie et du petit commerce, créée en 1908, sur l'initiative et grâce au concours matériel de la Chambre de métiers. L'activité de cette Fédération est intense. Elle a réalisé un chiffre d'affaires de 500 millions en 1919, de 900 millions en 1920, de 1 milliard 100 millions en 1921 et de 1 milliard et demi en 1922.

Le tableau suivant permet de se rendre compte de l'importance des groupements corporatifs et coopératifs en Alsace-Lorraine, au 31 décembre 1922:

Sections	Corporations			Asso- ciations	Coopé- ratives	Total des groupe- ments	Nombre de mem- bres	Coefficient des artisans incorporés
	Libres	Obli- gatoires	Total					
Mulhouse	10	16	26	9	13	48	4.000	52.78 %
Colmar	7	5	12	16	10	38	4.000	54.50 »
Strasbourg	28	34	62	16	10	88	5.000	30. » »
Metz	40	6	46	11	2	59	2.500	17.60 »
Total	85	61	146	52	35	233	15.500	30 %

De nombreuses fédérations générales ou régionales viennent accroître la puissance de ces groupements, en les englobant par région ou par nature de profession. En dehors de la Fédération coopérative du petit commerce et de l'industrie moyenne, en voici la liste à la fin de l'année 1922: (1)

Fédération des métiers d'Alsace et de Lorraine	46 associat. affiliées	3.000 membres
Confédération patronale d'Alsace et de Lorraine	21 syndicats	6.000 "
Fédération patronale des syndicats de boulangers	26 associations	2.300 "
Fédération des patrons pâtissiers et confiseurs d'Alsace et de Lorraine	4 associations	300 "
Fédération des patrons coiffeurs d'Alsace et de Lorraine	8 associations	624 "
Corporation des meuniers alsaciens et lorrains	4 groupements	250 "
Fédération des entrepreneurs d'Alsace et de Lorraine	5 associations	500 "
Fédération des syndicats des patrons charrons et forgerons	13 associations	2.300 "
Fédération des syndicats des patrons sabotiers et galochiers	5 associations	500 "
Fédération des tailleurs de l'Est	4 groupements	140 "
Fédération des relieurs et cartonnières d'Alsace et de Lorraine	4 groupements	140 "
Association des relieurs et marchands de papiers	4 groupements	63 "
Corporations réunies de Mulhouse	16 associations	1.020 "
Corporations de Colmar	7 groupements	1.000 "
Corporations réunies de Metz	16 groupements	685 "

Ces chiffres démontrent éloquemment la force de l'idée corporative et de l'idée coopérative en Alsace-Lorraine, et le prix attaché par les entreprises artisanales aux groupements professionnels. C'est dans l'association sous ses diverses formes et dans la

(1) *Annuaire*, p. 242 et suiv.

fédération que la petite et moyenne production cherche le moyen d'égaliser les conditions de la concurrence dans sa lutte pour l'existence contre la grande entreprise concentrée et cartellisée. La forme corporative, qui paraît à beaucoup de Français une régression vers un passé aboli, se présente ici sous un aspect syndical modernisé, autonome, mais non privilégié. La corporation même obligatoire ne cause pas aux artisans alsaciens-lorrains les mêmes craintes qu'à certains milieux patronaux de l'intérieur de la France.

En Alsace-Lorraine, les artisans voient dans la corporation un moyen de concilier l'autonomie et la contrainte au mieux des intérêts généraux d'une classe, et considèrent cette institution comme le meilleur procédé pour éviter la concurrence déloyale des non-incorporés. Le pouvoir réglementaire des Chambres de métiers, leur autorité obligatoire en matière d'apprentissage ne leur paraissent pas non plus dangereux et ils ne font pas de la liberté absolue, inorganique, de la concurrence, une condition *sine qua non* de la prospérité des entreprises. Nous avons vu les maîtres d'apprentissage se soumettre volontiers au régime du contrat d'apprentissage écrit. Rappelons aussi l'empressement de plus en plus marqué des apprentis et des compagnons à passer les examens de compagnonnage et de maîtrise pourtant facultatifs.

Développer la valeur professionnelle à tous les degrés de la hiérarchie, fortifier les métiers par le développement de la corporation, de la coopération, de la fédération, asseoir leur puissance sur la cons-

science professionnelle, sur la collaboration des compagnons et des artisans, sur l'autonomie combinée avec l'autorité, voilà les idées que la Chambre d'Alsace et de Lorraine s'est efforcée d'implanter dans le monde artisanal et a réussi à réaliser.

Elle ne s'est pas contentée de les mettre en œuvre par son action légale sur les entreprises et sur les groupements professionnels et par son action consultative; elle les a propagées en participant aux expositions, (1) notamment à celles de travaux d'artisans qui ont lieu chaque année dans des centres différents, en leur assurant la publicité de la *Gazette des Métiers*, en se faisant représenter à de nombreux congrès. (1)

La Chambre de métiers attache à juste titre une grosse importance à ces manifestations de la vie économique et sociale, si nécessaires au progrès; les expositions encouragent l'émulation chez les artisans; les congrès appellent leur attention sur tous les problèmes soulevés par l'exercice du métier.

Dans ces diverses manifestations, la Chambre de Métiers d'Alsace et de Lorraine a été amenée à développer sa conception du rôle des Chambres de mé-

(1) Expositions de travaux d'apprentis organisées par la Chambre de métiers à Colmar (1920); à Sarreguemines (du 8 mai au 12 juin 1921); à Obernai (1922); participation de la Chambre de métiers à l'exposition du Travail organisée à Versailles en juillet 1920 par l'Action Sociale de Seine-et-Oise; participation de la Section de Metz à l'Exposition Nationale de Metz en 1920.

(1) Congrès professionnel d'Alsace et de Lorraine; congrès des jeunes (Nancy, 1920); congrès des sociétés industrielles (Mulhouse, 1921), des offices de placement (Strasbourg, 1921), de l'apprentissage (Lyon, 1921); semaine sociale de 1922.

tiers, beaucoup plus vaste que celui que lui attribue la pratique française. C'est tout le programme de la doctrine artisanale qu'elle a mis ainsi à l'ordre du jour. La Confédération générale de l'artisanat français, fondée à Paris, le 28 mars 1922, lui a emprunté son programme et, par la voix de M. Courtier, président du groupe parlementaire de défense artisanale, propose d'étendre à toute la France un régime analogue à celui de la Chambre de métiers d'Alsace et de Lorraine. Cette proposition est d'ailleurs née au Congrès régional de tous ses corps électoraux convoqué par la Chambre de métiers le 26 novembre 1922, pour célébrer solennellement le retour de l'artisanat alsacien et lorrain à la grande famille artisanale de France. Ce Congrès, où furent exposés les desiderata de l'artisanat et qui réunit 700 délégués, fut appelé par M. Peyronnet, ministre du Travail, qui le présidait « la Constituante de l'Artisanat français ».

Nous ne saurions mieux définir la doctrine et le programme de l'artisanat qu'en reproduisant les termes excellents où les a condensés la Chambre de métiers elle-même :

« La concentration progressive de la production et des capitaux, avec son cortège de troubles sociaux, de bouleversements économiques et de conflits politiques, conduit la civilisation européenne vers un abîme inscrutable. Cette course à l'abîme de l'avalanche ne peut être arrêtée que par une disgrégation énergique mais évolutionnaire de ses éléments.

« Si l'Occident veut échapper à une débâcle inouïe, il faut qu'il évolue et se reconstruise suivant

un nouvel ordre social et économique, qui introduise dans son organisation économique et sociale l'idée de justice et de démocratie, trop longtemps monopolisée par la politique. Démocratie économique et justice sociale, voici le *leit motiv* de la doctrine artisanale, hostile à toute concentration exagérée des richesses et de l'outillage économiques dans les mains d'une p'outocratie omnipotente, et excluant toute idée d'exploitation sociale. Juste répartition du capital par une juste rémunération du travail et par la décentralisation des moyens de production, voici notre formule, qui n'est ni communiste, ni socialiste, mais qui implique pour l'Etat une certaine politique interventionniste. Car toute nation soucieuse de voir la paix sociale s'affermir par une union solide du capital et du travail, tout Etat désireux de voir accroître sa prospérité économique par une utilisation judicieuse et appropriée de toutes ses forces productives, ont un intérêt vital à créer et à soutenir, entre la haute finance à visées internationales et le salariat internationaliste lui aussi, un petit patronat nombreux, largement ouvert à l'élite ouvrière. Cette catégorie de petits et moyens producteurs sera, avec la petite et moyenne agriculture, le principal élément d'ordre et de discipline civique et nationale. Elle formera en même temps la pépinière d'où sortiront nos jeunes générations professionnelles. En France, où la crise de la dépopulation des campagnes est un des problèmes les plus brûlants de l'économie sociale, la décentralisation de la production s'impose plus qu'ailleurs. Et c'est précisément en France, « dans cette patrie du bon goût, de la mesure et de

l'harmonie, qui est pour cela la terre privilégiée des artisans » (Exposé des motifs de la proposition de loi n° 5399 de M. Courtier), que cette forme décentralisée de la production permettra au génie propre à notre race de développer toutes ses belles qualités. Mais entendons-nous bien. Cette réaction, cette « décentralisation » ne veut et ne doit pas aller à l'encontre du progrès technique en ce sens qu'elle lutterait contre le machinisme par exemple. Tout au contraire. A notre avis, c'est précisément le progrès technique qui doit contribuer à indiquer la mesure raisonnable de la concentration des capitaux et de l'outillage. Mais personne ne nous en voudra, si nous plaçons au-dessus de considérations d'ordre technique des préoccupations humaines et métaphysiques.

« En parlant de doctrine, il faut toujours conclure pratiquement. C'est ce que nous voulons faire en terminant l'analyse de la doctrine « artisanale ». Pour que l'Etat ressente toute l'utilité de cette classe artisanale, il faut qu'elle soit groupée et organisée dans le cadre d'une autonomie comp'ète vis-à-vis d'autres groupes d'intérêts. Il faut ensuite qu'elle puisse faire respecter cette autonomie par des organes de défense professionnelle calqués sur le modèle d'autres organes d'intérêts (Chambre de commerce, Chambre d'agriculture). Il faut enfin qu'elle puisse compter, dans une certaine mesure, sur des encouragements officiels et, dans toutes les circonstances, sur l'impartialité absolue des pouvoirs publics. La création de Chambres des artisans, le développement de la législation syndicale et coopérative, l'organisation du

crédit artisanal, une fiscalité en rapport avec les capacités de production, voici les principales revendications pratiques des artisans français groupés dans la Confédération générale de l'Artisanat français. » (1)

(1) *Annuaire*, p. 225-226.

CHAPITRE III

La Chambre de métiers d'Alsace et de Lorraine

(1923-1924) (1)

La Chambre de métiers d'Alsace a continué, après la scission de la Chambre d'Alsace et de Lorraine, qui a eu pour conséquence la création de la Chambre de la Moselle, à fonctionner dans les mêmes conditions qu'auparavant, mais avec trois sections seulement (Strasbourg, Colmar et Mulhouse). Sans revenir sur les principes généraux de sa constitution et de son programme, il suffit donc d'exposer quels ont été, en 1923 et 1924, les résultats de son action, dans sa nouvelle circonscription, formée par les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin.

Le budget de la Chambre de métiers d'Alsace, pour 1923, s'est réglé par 507.966 fr. 10 de recettes et 534.844 fr. 95 de dépenses, accusant pour la première fois un léger déficit. Les recettes principales consistent dans une subvention de l'Etat de 21.000 fr. et le

(1) Cf. Rapport moral et administratif présenté à la première séance plénière de la Chambre de métiers d'Alsace du 12 juin 1924; *Gazette des Métiers*, n° du 6 et du 12 décembre 1924.

produit de la taxe sur la productivité moyenne (286.000 fr.). Le montant de l'unité est passé de 1 fr. 98 en 1922, à 1 fr. 87 en 1923. Les principales dépenses sont constituées par les frais de cours et d'examens (65.366 fr. 35) et par les frais d'inspection des ateliers (37.195 fr. 60).

Le budget de 1924 se balance avec 370.000 fr. en recettes et en dépenses.

La Chambre de métiers d'Alsace a apporté une attention particulière au problème de l'orientation professionnelle et a étudié notamment la possibilité d'étendre l'orientation professionnelle « à la campagne ». Elle s'est montrée favorable au principe du certificat médical obligatoire en cas d'entrée dans les écoles de perfectionnement et en cas de placement par un office de placement; elle a préconisé l'institution d'offices d'orientation dans tous les chefs-lieux d'arrondissement, avec extension de leur activité aux communes rurales.

En janvier 1923, la Chambre de métiers d'Alsace dirigeait trois offices d'orientation professionnelle à Strasbourg, à Colmar et à Mulhouse. Au mois de mars 1923, le Comité de la Chambre de métiers décida de céder à sa section de Strasbourg son office régional de Strasbourg. Pour des motifs d'économie, la section de Strasbourg préféra le rattacher à l'Office municipal de placement de la ville de Strasbourg.

Ce transfert a été effectué au 1^{er} mai 1923. La Chambre de métiers continue à s'intéresser à cet office. Elle est représentée par son président au sein de la commission de surveillance de l'Office de pla-

cement; elle lui alloue une subvention de 1.000 francs et lui a cédé une partie de son personnel.

Au cours de l'année 1923, l'Office a orienté 698 enfants, dont 504 garçons et 194 filles; il a approuvé le choix de 578 d'entre eux (403 garçons et 175 filles), en a détourné 107 de leur choix (93 garçons et 14 filles), a conseillé 8 garçons et 5 filles qui n'avaient fait aucun choix.

L'affluence demeure trop considérable vers la métallurgie (métiers de mécanicien et d'électricien surtout) et vers les professions commerciales et les emplois de bureau. Le métier de jardinier est le plus délaissé.

Le tableau ci-dessous montre les résultats obtenus par l'Office dans l'adaptation des demandes aux besoins des divers groupes professionnels:

Groupes professionnels		Métiers		Entrés en apprentissage
		désirés	conseillés	
1	Agriculture	1	14	5
2	Alimentation	29	56	41
3	Industries du Livre	13	18	15
4	Vêtements	15	32	25
5	Cuir et peaux	14	22	17
6	Industries du bois	87	64	45
7	Métallurgie, travail des métaux	192	156	127
8	Terrassement	4	21	10
7	Professions commerciales	141	107	95
10	Soins pers. (coiffeurs, dentistes)	8	14	10
Total		504	504	390

Les offices de Colmar et de Mulhouse ont continué à fonctionner sous la direction des sections de la Chambre de métiers. La section de Mulhouse demandait même, contrairement à la section de Strasbourg,

de conserver l'orientation professionnelle et d'y joindre le placement.

En 1923, l'office de Colmar a orienté 233 enfants, contre 106 en 1922. Il a confirmé 108 choix, conseillé un métier similaire dans 20 cas et un métier différent dans 117 cas.

L'office de Mulhouse a conseillé 63 enfants, dont 33 conformément à leur choix, 2 pour un métier similaire et 28 pour un métier différent.

L'organisation et la surveillance de l'apprentissage ont été l'élément principal d'activité de la Chambre de métiers d'Alsace.

Le nombre des apprentis inscrits aux rôles est passé de 9.379, au 1^{er} janvier 1923, à 10.575 au 1^{er} janvier 1924 et à 10.800 au 1^{er} janvier 1925, soit, pour les deux départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, un chiffre supérieur à celui des apprentis en 1921 pour l'ensemble des trois départements recouvrés. Sur 1.000 âmes, on comptait, en Alsace-Lorraine, en 1921, 22 entreprises d'artisans avec 6 apprentis; en Alsace, en 1923, 21 entreprises avec 9 apprentis.

Les mouvements des divers groupes professionnels sont intéressants à relever:

Le groupe de l'alimentation a augmenté de 133 unités, soit 13 %;

Le groupe du livre et des arts graphiques, de 83 unités, soit 23 %;

Le groupe du vêtement, de 166 unités ou 8,5 %;

Le groupe du cuir, de 61 unités ou 16 %;

Le groupe du bois et de l'ameublement, de 362 unités ou 20 %;

Le groupe du métal, qui avait augmenté « dans une proportion malsaine » (1) depuis la guerre, s'est stabilisé autour de 3.100 unités.

L'action en faveur de l'apprentissage a produit d'heureux résultats dans des métiers délaissés :

Le groupe bâtiments s'est accru de 136 unités ou 26 % ;

Le groupe des coiffeurs, de 20 unités ou 8 %.

Les quatre délégués de la Chambre de métiers ont revisé, en 1923, 6.320 ateliers et dressé 2.797 contraventions, suivies de 46 sanctions pénales.

La Chambre de métiers s'est efforcée de relever le niveau de l'apprentissage, qui avait fléchi pendant et après la guerre. Dans ce but, elle a élaboré de nouveaux programmes pour les examens de compagnon ; ils ont été mis en vigueur en 1924. Un exemplaire des programmes est remis à chaque apprenti au moment de la conclusion du contrat d'apprentissage. Cependant la Chambre a repoussé la prolongation de durée de l'apprentissage demandée par certaines corporations.

Les commissions d'examen constatent surtout l'insuffisance de la formation théorique. Les sections de la Chambre de métiers ont fait une enquête auprès des maires sur la création d'écoles de perfectionnement dans toutes les localités importantes et l'institution de cours de perfectionnement ambulants pour les apprentis de la campagne. Les communes consultées ne paraissent pas avoir toutes saisi l'importance du problème.

(1) Rapport précité.

En vue d'assurer l'assiduité aux cours, les sections de la Chambre de métiers transmettent la liste de leurs apprentis aux écoles de perfectionnement, qui, en échange, leur communiquent les listes de présence aux cours.

La Chambre de métiers, sans vouloir s'engager à participer financièrement aux dépenses des écoles de perfectionnement, comme le demandait la ville de Strasbourg, a alloué des primes aux meilleurs élèves.

En 1923, l'équivalence a été prononcée entre le brevet de compagnon et le certificat d'aptitude professionnelle de la loi Astier. La Direction de l'Enseignement technique a décidé de compter pour l'apprentissage le temps passé dans les écoles pratiques d'industrie, mais sans dispenser les élèves sortants de l'examen de compagnon.

Le nombre des candidats à l'examen de compagnon s'est élevé, en 1923, à 3.206, c'est-à-dire, à un chiffre égal au total des apprentis sortant d'apprentissage, bien que l'examen de compagnon soit facultatif. 183 candidats, soit 5 % ont été ajournés. En 1924, 3.692 candidats se sont présentés pour 3.865 apprentis sortants; 315 ont été ajournés, soit 8,5 %.

La Chambre de métiers poursuit le perfectionnement professionnel au-delà de l'apprentissage. En 1923, elle a organisé à l'usage des compagnons, notamment de ceux qui se destinent à la maîtrise, 30 cours, suivis par 1.016 compagnons, soit:

8 cours professionnels avec 174 participants;

13 cours de perfectionnement général (576 participants);

9 cours de comptabilité (266 participants).

En 1924, le nombre des cours a atteint 48, suivis par 1.165 compagnons, dont:

19 cours professionnels (363 participants);

26 cours de perfectionnement général (709 participants);

3 cours de comptabilité (53 participants);

De 1903 à 1924, la Chambre de métiers a organisé, en collaboration avec les groupements d'artisans, 625 cours suivis par 17.228 compagnons. Elle continue ainsi l'action de l'école de perfectionnement, qui s'adresse aux apprentis.

588 candidats ont passé l'examen de maîtrise en 1923; 555, soit 93 %, ont été reçus; en 1924, sur 569 candidats, 518 ont été admis (91 %).

L'état actuel de l'organisation corporative et coopérative dans l'artisanat alsacien est indiqué par une statistique toute récente, spécialement établie à l'occasion du 25^e anniversaire de la fondation de la Chambre de métiers de Strasbourg (7 décembre 1924), et que nous empruntons à la *Gazette des Métiers* (1).

Il y a aujourd'hui en Alsace (Bas-Rhin et Haut-Rhin), 50 corporations libres avec 2.900 membres, 61 corporations obligatoires avec 2.500 membres, soit 111 corporations avec 8.400 membres.

Le chiffre global des budgets de toutes ces corporations est de 210.000 francs par an. 66 corporations ont créé une caisse de malades pour leur personnel, groupant en tout 2.300 membres auxquels 2.160.000 francs d'allocation ont été payées pour 14.400 cas de maladie pendant 183.000 jours de maladie. 10

(1) Cf. *Gazette des Métiers*, n° du 12 décembre 1924.

corporations entretiennent des caisses mortuaires pour les survivants de leurs membres. 13 corporations ont organisé l'achat en commun de matières premières sans statut coopératif spécial. 6 corporations organisent elles-mêmes le placement de leurs apprentis et ouvriers et 4 possèdent une bibliothèque professionnelle.

A côté des corporations, 46 associations professionnelles ou interprofessionnelles groupent 3.450 membres. Elles ont un chiffre de budget global de 70.000 francs par an. 3 associations possèdent une bibliothèque, 10 organisent régulièrement des cours professionnels, une seule entretient une caisse mortuaire.

La corporation artisanale est représentée par 27 coopératives d'achat et de vente, groupant 2.000 membres avec un capital social total de 3.450.000 francs. Elles ont réalisé un chiffre d'affaires de 55 millions en 1923. Il existe 13 banques populaires, qui sont toutes sans exceptions des créations artisanales et qui groupent encore en majorité des artisans. Elles accusent un capital social de 7 millions et réalisent un chiffre d'affaires annuel de 1 milliard 500 millions de francs.

Au-dessus de ces groupements locaux, 20 fédérations professionnelles et mixtes, avec 4 journaux professionnels, 3 caisses mortuaires, et 1 caisse de compensation, constituent le second échelon de l'organisation artisanale alsacienne, qui comprend donc en tout 204 groupements avec 13.500 membres, ce qui revient à dire qu'en Alsace plus de 50 % des artisans sont aujourd'hui organisés contre 5 % en 1899. A cette époque, en effet, les organisations corpora-

tives des trois départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin ne groupaient encore que 2.000 artisans.

La Chambre de métiers d'Alsace a été appelée à donner son avis notamment sur les questions suivantes: repos hebdomadaire; substitution du Code français du Travail au Code industriel local; futur régime des Chambres de métiers d'Alsace-Lorraine; projets de statuts de corporations, etc...

Elle a formulé des vœux sur le régime des soumissions aux adjudications; sur l'introduction de la main d'œuvre allemande; sur la concurrence déloyale à l'artisanat; sur l'aménagement des rivières; sur l'application des tarifs douaniers, etc.

Elle a participé aux expositions de travaux d'apprentis à Thann, en 1923, avec 1.682 exposants et 1.369 prix alloués; à Bischwiller, en 1924, avec 1.478 exposants et 1.350 prix; aux Expositions nationales des métiers, organisées à Paris par la Confédération générale de l'artisanat, en 1923 (165 exposants) et en 1924 (161 exposants). Elle a organisé la Section alsacienne de l'Exposition des Premiers ouvriers et Artisans de France, organisée à Paris en janvier 1925.

La Chambre de métiers d'Alsace s'est fait en outre représenter aux Congrès de l'Artisanat de Bordeaux (1923) et de Paris (1924), ainsi qu'au Congrès international d'orientation professionnelle de Toulouse (septembre 1924).

CHAPITRE IV

La Chambre de métiers de la Moselle ⁽¹⁾ (1923-1924)

La Chambre de métiers de la Moselle suit dans sa composition et son fonctionnement des règles analogues à celles de l'ancienne Chambre de métiers d'Alsace et de Lorraine. Elle comprend 12 membres patrons élus et 12 suppléants; 4 membres compagnons élus et 4 suppléants; 2 membres experts. Sa composition était la suivante, au 31 décembre 1923:

Métiers	Membres		Conseil des ouvriers	
	Effectifs	Suppléants	Membres	Suppléants
Boulangers	4	1	»	»
Serruriers	2	»	»	»
Peintres	2	1	»	»
Ferblantiers	1	»	»	»
Bouchers	1	»	1	»
Maçons	1	»	»	1
Forgerons	1	2	»	»
Imprimeurs	1	»	»	1
Industriels	1	»	»	»
Coiffeurs	»	2	»	»
Tailleurs	»	1	»	»
Marbriers	»	1	»	»
Cordonniers	»	1	»	»
Menuisiers	»	»	3	1
Sculpteurs	»	»	»	1

Les résultats budgétaires de l'exercice 1923 ressortent du tableau suivant:

(1) Cf. Rapport du président de la Chambre de métiers de la Moselle, du 25 août 1924,

RECETTES

Titre	Désignation des recettes	Prévisions		Mouvement réel
		Budget primitif	Budget supplémentaire	
1	Subvention d'Etat	8000. »	21600. »	8000. »
2	Cours de maîtrise			
a	Subvention d'Etat	140. »		»
b	Taxe d'inscription des participants	2550. »		4605. »
3	Taxe d'inscription aux examens			
a	de maîtrise	5000. »		10750. »
b	de compagnons	6000. »		12645. »
4	Cotisations aux frais de la Chambre	74560. »		74560. »
5	Intérêts des dépôts en banque	250. »		372.10
6	Recettes des fonds de contentieux de l'ancienne Chambre de métiers d'Alsace et Lorraine (pour mémoire)	1. »		»
7	Recettes imprévues	99. »		9353.75
		96600. »	21600. »	120585.85
		118200. »		

DÉPENSES

Titre	Sous-titre	Désignation des dépenses	Prévisions		Dépenses effectives
			Budget primitif	Budget supplémentaire	
1		<i>Frais de séances</i>	4000. »	21600. »	3753.50
2	a	Frais de voyage pour revisions	5000. »		4643.20
	b	Entretien des bicyclettes de service	300. »		301. »
3		<i>Frais d'examens :</i>			
	a	Location d'ateliers	4815. »		4819. »
	b	Cours de préparation pour la maîtrise	1500. »		2962.90
	c	Examens de maîtrise	4000. »		7791.95
	d	Examens de compagnons	6000. »		14141.85
	e	Cours professionnels	2600. »		1406.25
4		Frais de représentation et de déplacement dans l'intérêt du métier	4000. »		2075.30
5		<i>Traitements des employés</i>	36186. »		40262.35
6		<i>Dépenses matérielles :</i>			4002. »
	a	Loyer des bureaux	5000. »		5000. »
	b	Achat de livres et revues, bibliothèque	2000. »		850.65
	c	Frais de bureaux	6000. »		6000. »
	d	Subventions aux organisations du métier	10000. »		9998.90
	e	Frais de voyages pour organisation du métier	3000. »		2250.20
	f	Participation au budget supplémentaire de l'ancienne Chambre pour 1922	1. »		»
7		Dépenses imprévues	2198. »		4256.70
			96600. »	21600. »	114515.75
			118200. »		

Il est à remarquer que l'autonomie de la Chambre de métiers de la Moselle lui a permis de décharger les artisans mosellans, qui se plaignaient de payer pour la Chambre de métiers d'Alsace et de Lorraine des taxes trop élevées. Le montant de l'unité imposable, qui était, en 1922, de 1,98 pour la Chambre commune, a été, en 1923, de 1,87 pour la Chambre d'Alsace et de 1,29 seulement pour la Chambre de la Moselle.

Le nombre des apprentis inscrits au rôle matricule de la Chambre de la Moselle était de 2.872 au 31 décembre 1923. L'effectif des apprentis s'est élevé d'une manière continue depuis 1918 et il dépasse depuis 1921 l'effectif de 1913, le plus élevé d'avant-guerre. Le mouvement des effectifs a été le suivant depuis 1912:

Au 31 décembre	1911	—	1731	apprentis
—	1912	—	1674	—
—	1913	—	2015	—
—	1914	—	1695	—
—	1915	—	1008	—
—	1916	—	896	—
—	1917	—	520	—
—	1918	—	540	—
—	1919	—	1023	—
—	1920	—	1587	—
—	1921	—	2119	—
—	1922	—	2320	—
—	1923	—	2872	—

On ne peut donc parler, pas plus qu'en Alsace, d'une crise générale de l'apprentissage; mais la crise existe dans certaines branches de la production, tandis qu'il y a excès d'apprentis dans d'autres, ce qui a obligé la Chambre de métiers à relever le maximum du nombre d'apprentis dans le métier de serrurier.

La Chambre de métiers exerce sur tous ses ressor-

tissants son contrôle en matière d'apprentissage. Son délégué spécial a visité, en 1923, 2.146 exploitations sur 12.761 et constaté dans 694 d'entre elles des irrégularités dont les principales ont été les suivantes: défaut de carnet de travail (230 cas); défaut de déclaration des apprentis (73 cas); défaut d'autorisation de former des apprentis (107 cas); nombre excessif d'apprentis (20 cas). Cinq condamnations ont été prononcées.

Le service du contrôle de l'apprentissage a été renforcé, pour 1924, d'un employé de bureau.

Deux sections d'examens de compagnon ont eu lieu en 1923. 851 apprentis s'y sont fait inscrire, 12 ont échoué et 14 ne se sont pas présentés. Le nombre des candidats est en progression constante depuis 1917:

De 160 pour l'exercice 1917-18 il a passé à		
190	—	1918-19
161	—	1919-20
267	—	1920
407	—	1921
647	—	1922 et
851	—	1923

Le règlement ne soumet aux examens que les apprentis de la petite industrie. Un certain nombre d'apprentis de la grande industrie et des fabriques, non assujettis, s'y sont présentés volontairement: 70 en 1923 contre 15 en 1919.

Les examens ont été généralement satisfaisants pour la partie pratique et plus faibles dans la partie théorique.

A la suite d'un examen comparatif, le certificat d'aptitude professionnelle prévu par la loi Astier a été assimilé au brevet de compagnon.

En vue de la préparation à la maîtrise, des cours ont été organisés à Metz ((191 participants), à Sarreguemines (82); à Thionville (34). 219 candidats se sont fait inscrire aux examens de maîtrise, 9 ne se sont pas présentés et 20 ont échoué. Le nombre des candidats a régulièrement augmenté depuis 1919. Il est monté de :

55 en 1919 à
108 en 1920
117 en 1921
170 en 1922
210 en 1923

Il est à prévoir que le dernier chiffre sera encore dépassé en 1924.

La Chambre de métiers a décidé d'étudier de près la question de l'orientation professionnelle. Il n'existe encore en Moselle qu'un office d'orientation professionnelle, organisé par la ville de Sarreguemines en 1922. En 1923, il a orienté 60 élèves, dont 11 ont été déconseillés par l'Office et 3 par le médecin; 4 d'entre eux ont été dirigés vers un métier similaire, 7 vers un métier différent et 2 vers l'Ecole pratique d'Industrie et de Commerce.

L'école des apprentis de Metz a été fréquentée par 520 élèves et l'Ecole pratique d'Industrie et de Commerce, créée en 1920, par 190 élèves.

Dans le ressort de la Chambre de métiers de la Moselle, on comptait, en 1923 :

- 35 corporations libres;
- 9 corporations obligatoires;
- 9 sociétés d'artisans;
- 1 banque populaire;
- 5 coopératives d'achats et de ventes.

La Chambre de métiers reconnaît que beaucoup de ces groupements n'existent que sur le papier ou sont indifférents et s'en remettent trop facilement à la Chambre de métiers du soin d'aplanir des difficultés qui sont de leur ressort. Elle se propose « de revivifier les corporations endormies ».

L'unique coopérative de crédit est la Banque populaire de Metz, très active et qui a fondé 16 succursales. Elle a opté pour le régime de la loi française du 31 mars 1917 sur les banques populaires.

La Chambre de métiers de la Moselle a participé en 1923 et en 1924 aux expositions nationales des métiers à Paris.

DEUXIEME PARTIE

Les Chambres de métiers d'origine française

Avec les Chambres de métiers d'origine française, nous quittons le terrain légal, officiel et réglementaire pour entrer dans le domaine de l'initiative privée. La France n'a pas, comme l'Allemagne, institué des Chambres de métiers par un statut organique qui fixe leur régime. Les institutions de ce nom existant en France sont l'œuvre exclusive de particuliers ou de groupements privés. Elles fonctionnent sous le couvert des seuls principes généraux de liberté d'association et de liberté syndicale. Les fondateurs de ces nouveaux organes en ont, à leur gré, élaboré les statuts et librement arrêté la constitution; c'est de leur seule initiative qu'ils ont délimité leur rôle.

C'est dire que, dans la composition comme dans l'action de ces Chambres de métiers règne une grande diversité. Elle est cependant atténuée par le phénomène d'imitation qui pousse les créateurs d'un organisme à s'inspirer des organismes déjà en marche. Cette observation nous autorise à ne pas étudier avec la même ampleur toutes les Chambres de métiers françaises. Le même mouvement qui tend à en faire éclore sur des points de plus en plus nombreux du territoire fait entrer plus ou moins les dernières en

date dans la voie tracée par les premières. Certaines d'entre elles sont d'ailleurs de création trop récente pour que leur activité mérite un long exposé: elles ne sont encore pour ainsi dire qu'à l'état de formation et cherchent leur voie.

Nous étudierons d'abord les plus anciennes: celle de Limoges, celle de l'Anjou, celle de la Gironde et du Sud-Ouest. Leur fonctionnement donne déjà, nous le constaterons, des résultats appréciables. L'une surtout, la Chambre de la Gironde et du Sud-Ouest, s'est développée considérablement et a servi de modèle aux Chambres constituées après elle. En raison de son influence et surtout de l'activité particulièrement intense qu'elle manifeste, nous lui réserverons des développements plus détaillés. La comparaison de cette Chambre soit avec celles qui l'ont devancée (les Chambres de Limoges et de l'Anjou), soit avec toutes celles dont la création est postérieure, nous permettra de faire ressortir combien le jeu de la libre initiative individuelle est susceptible d'aboutir à des résultats différents, tantôt considérables, tantôt modestes.

Ce défaut d'uniformité dans le régime fonctionnel et dans les résultats n'est pas la seule conséquence du caractère privé des Chambres de métiers. Leur action se trouve étroitement subordonnée à la valeur, à l'intelligence, à l'ardeur, à la foi même de leurs dirigeants. Nous verrons comment un animateur comme M. Mauvezin peut inculquer une étonnante vitalité à une institution ailleurs plus somnolente.

En dehors même de l'influence personnelle des chefs, qui peut être extrêmement inégale, ces Chambres voient leur action strictement limitée par leur

caractère privé. Dépourvues de tout caractère administratif, elles ne disposent ni du pouvoir réglementaire d'imposer leurs décisions, ni du pouvoir de se créer des ressources en levant des taxes obligatoires. Elles ne peuvent agir que par la persuasion, et non par la contrainte; leurs ressources, donc leur action, sont subordonnées à la bonne volonté de leurs adhérents.

Mais les tentatives successives qui viennent d'être faites depuis 1920 et qui ont abouti à la création d'un nombre déjà imposant de ces institutions permettent de présager qu'un jour est proche où les Chambres de métiers fonctionneront en France avec un statut légal et dès lors avec une puissance peut-être comparable à celle des Chambres d'Alsace-Lorraine.

CHAPITRE I^{er}

La Chambre de métiers de Limoges et de la Haute-Vienne

La création de la Chambre de métiers de la Haute-Vienne, la première institution du genre en France, est due à l'initiative de la Chambre de commerce de Limoges.

A la suite du Congrès de l'Association de défense des classes moyennes, tenu en 1910 à Paris, la Chambre de commerce de Limoges, impressionnée par la crise que subissait l'apprentissage dans tout le Limousin, réunit successivement en assemblée générale les représentants des principaux corps de métiers de la région et les consulta sur l'appui moral et au besoin matériel qu'ils consentiraient à donner pour la réorganisation de l'apprentissage, notamment par la création de cours complémentaires d'apprentissage.

A la suite de cet échange de vues et de la constatation de l'urgence d'une action commune, les intéressés tombèrent d'accord pour poser les bases d'une association qui aurait pour objet de donner aux apprentis l'instruction professionnelle qui leur faisait défaut et décidèrent de créer, sans plus tarder, des cours professionnels adaptés à chaque métier.

Les programmes des cours furent élaborés par les délégués de chaque profession. Toutes les corporations s'engagèrent à laisser aux apprentis la liberté nécessaire pour suivre les cours pendant la durée légale de la journée de travail. En général, et sauf les exigences saisonnières ou autres, les cours furent placés au début de la matinée, parce qu'à ce moment l'esprit est plus dispos et la main moins lourde pour écrire ou dessiner, sans doute aussi, pour éviter qu'à un autre moment, les apprentis ne soient retenus à l'atelier à l'heure du cours sous prétexte d'un travail à finir, ce qui arrive assez souvent dans les cours de demi-temps qui fonctionnent dans l'après-midi.

Les statuts définitifs de l'association projetée furent adoptés par la Chambre de commerce le 17 mars 1911. La Chambre de métiers commença à fonctionner à l'aide de souscriptions, de subventions du Ministère du Commerce et de la Ville de Limoges, dans les locaux mis à sa disposition par la Municipalité et les ateliers de l'Ecole pratique.

Il résulte d'un rapide examen de ses statuts que la Chambre de métiers n'est pas à Limoges une institution autonome, mais une dépendance de la Chambre de commerce dont elle émane. Elle a son siège dans les locaux de la Chambre de commerce; c'est celle-ci qui l'administre directement.

En principe, l'administration de la Chambre de métiers de Limoges est partagée entre la Chambre de commerce et les délégués des différents corps de métiers qui, désignés à cette fin par les membres de la Chambre de métiers appartenant à la même profession, forment une assemblée spéciale. Mais cette as-

semblée n'a qu'un pouvoir secondaire. En fait, le pouvoir de la Chambre de commerce absorbe celui des délégués. L'action des délégués de chaque corporation se borne à assurer la marche technique des cours concernant leur corps de métiers et à donner leur avis sur la nomination par la Chambre de commerce des professeurs chargés des cours spéciaux.

Seule, en effet, la Chambre de Commerce a le droit de nommer et de révoquer le personnel de la Chambre de métiers, notamment le directeur des cours et les professeurs; c'est encore à elle, exclusivement, qu'il appartient d'autoriser les dépenses et d'établir le budget de l'institution qu'elle patronne, de décider la création de nouvelles sections.

Le nombre des membres qui font partie de la Chambre de métiers est théoriquement très grand. « Sont membres de cette association, décide l'article 3 des statuts, les industriels et les professionnels de tout métier, domiciliés dans la Haute-Vienne, qui ne manifestent pas une intention contraire. »

Mais cette adhésion tacite est purement morale et platonique, puisque ces membres ne versent aucune cotisation. En réalité, sont seulement membres actifs « toutes les personnes ci-dessus désignées qui versent une subvention ou qui sont membres du bureau d'un syndicat ou d'une association subventionnant les cours et, sur leur demande, toutes les personnes qui s'intéressent à l'œuvre de l'apprentissage sous une forme quelconque. » (article 4)

Le ressort de la Chambre embrasse tout le département de la Haute-Vienne, avec des sections à Limoges, à Rochechouart et à Saint-Junien. Auprès de

chaque section est institué un conseil de perfectionnement des cours qui comprend : le président de la Chambre de commerce, membre de droit, 4 délégués de cette chambre, 4 membres du Conseil municipal, 3 délégués élus par leurs collègues de chacun des corps de métiers pour lesquels sont organisés des cours, les inspecteurs départementaux de l'enseignement technique, le directeur de la Chambre de métiers, à Limoges ou des cours, dans les autres sections. En outre, 10 membres sont élus par les membres actifs, 20 autres sont désignés par la Chambre de commerce parmi les professionnels (patrons et ouvriers) s'intéressant à l'apprentissage.

Ce conseil comprend donc une majorité de membres appartenant à la Chambre de commerce ou désignés par elle. La durée de leur mandat, renouvelable, est de trois ans. Le Conseil est convoqué une fois par an par le président de la Chambre de commerce en assemblée générale. Il peut être convoqué plus souvent si le président de la Chambre de commerce le juge utile ou si le tiers des membres en fait la demande.

En appelant au Conseil de perfectionnement 3 délégués des corps de métiers, les fondateurs de la Chambre de Limoges se proposaient d'augmenter la compétence du Conseil et de conserver aux cours le caractère professionnel. En fait, les délégués se sont trop souvent désintéressés des cours, sous prétexte qu'ils n'avaient pas le temps d'y venir ou que tout allait bien.

Leurs pouvoirs sont, d'ailleurs, restreints; ils se

contentent d'émettre des vœux ou de donner des avis, sans prendre de décisions.

Le Conseil de perfectionnement, dit l'article 11, « émet des vœux concernant :

1° L'organisation des cours complémentaires d'apprentissage, programmes, horaires, acquisitions de matériel et de matières premières, etc;

2° L'organisation des expositions, des concours, ainsi que des examens de fin d'apprentissage (dates et programmes);

3° Les distributions de prix et de récompenses;

4° La nomination des membres du jury sur la désignation des délégués de chaque corps de métiers et en dehors d'eux;

5° Le budget des recettes et des dépenses (préparation).

Il peut provoquer toute mesure qu'il jugerait utile de prendre dans l'intérêt des cours. »

L'action de la Chambre de métiers est définie par l'article 5, qui prévoit la création de cours industriels gratuits, dits cours complémentaires d'apprentissage, en faveur des apprentis et, s'il y a lieu, des adultes; — l'organisation de conférences et de causeries « pour cultiver chez les apprentis et les adultes le goût de leur métier en même temps que pour développer leurs facultés intellectuelles et morales »; — l'organisation de concours et d'expositions de travaux d'apprentis; — la création d'examens de fin d'apprentissage avec délivrance de diplômes.

Elle se proposait, en outre, abordant déjà le problème de l'orientation professionnelle, de placer en apprentissage, à la sortie de l'école, les enfants

ayant des aptitudes spéciales pour certains métiers, de les placer « dans des conditions déterminées, chez des patrons aptes à leur apprendre ces métiers et de leur faciliter la fréquentation des cours complémentaires d'apprentissage. Enfin, elle envisageait de favoriser le placement des élèves ayant suivi ces cours, notamment de ceux qui auraient le diplôme de fin d'apprentissage.

La Chambre de métiers de la Haute-Vienne n'a pas en fait réalisé tout ce programme. Examens d'apprentissage et placement n'ont pas fonctionné ; les concours d'apprentis n'ont eu lieu que pendant deux ans. Elle a consacré tous ses efforts à l'instruction technique et professionnelle des apprentis.

Si le champ d'activité de la Chambre de métiers de Limoges, très limité, se réduit à l'organisation de cours complémentaires d'apprentissage, il faut reconnaître que, sous ce rapport, son initiative a produit d'excellents résultats. Il est donc intéressant d'examiner sa méthode et les raisons de son succès.

Le programme de l'enseignement se divise en cours généraux reconnus indispensables pour compléter les leçons de l'école primaire : français, arithmétique, notions d'hygiène industrielle, législation ouvrière ; — et en cours spéciaux de technique professionnelle : serrurerie, électricité, menuiserie, ébénisterie, charpente, croquis coté, bâtiment, chaussures, horticulture, cours pour les bouchers et les charcutiers.

L'enseignement du français et du calcul n'est pas envisagé à Limoges comme indépendant de toute considération professionnelle. Si ce sont là des connaissances fondamentales, « générales », la Cham-

bre de la Haute-Vienne adapte avec raison les méthodes d'enseignement aux professions. C'est toujours en vue de tel métier que les élèves apprennent à faire une rédaction ou des opérations de calcul. Ces cours « généraux » mêmes sont donc divisés d'après les groupes professionnels et ils sont confiés à des maîtres au courant de la profession. (1)

Les cours spéciaux ont lieu dans les ateliers de l'Ecole pratique et sous la direction de son chef des travaux. Ils sont complétés par des visites d'usines. Le danger de tout enseignement technique, et la Chambre de Limoges n'y a pas échappé, c'est d'être conçu comme un simple complément de l'apprentissage manuel, exclusivement réservé à l'atelier. Cette conception conduit à donner le pas à la routine acquise à l'atelier sur l'éducation technique et à sacrifier l'instruction de l'apprenti à son rendement. « Si l'on admet que l'apprentissage n'est pas un dressage, mais une éducation, si l'on estime que son objet n'est pas uniquement d'augmenter le rendement de l'atelier, mais qu'il est encore d'accroître, en valeur et en indépendance, la personne même de l'ouvrier, il devient nécessaire de combattre, par des exercices de pratique complémentaires, les effets regrettables de l'extrême division du travail. » (2)

Ces exercices de pratique complémentaires exigent un outillage « non pas aussi important, mais plus varié, que celui de l'atelier spécialisé ». Or l'école industrielle de Limoges ne le possède pas et la

(1) Cf. Caillard, *op. cit.*, p. 45.

(2) Caillard, *op. cit.*, p. 46.

Chambre de métiers ne dispose ni des moyens financiers pour l'acquiescer, ni de l'autorité réglementaire pour en imposer la création à ses adhérents.

Après cette critique d'une méthode qu'il convient d'imputer moins à la Chambre de la Haute-Vienne qu'au défaut d'organisation légale d'une institution laissée à l'initiative privée et dépourvue de prérogatives réglementaires et financières, il est juste de mentrer comment la Chambre de Limoges a su vaincre l'indifférence habituelle à l'égard de cours facultatifs et, en dehors du principe d'obligation, en assurer la fréquentation.

Ce succès est dû au concours du chef des travaux à l'Ecole pratique, M. Blanchard, et des professeurs de cette école, qui ont apporté à cet enseignement leurs habitudes d'autorité, de discipline et de méthode et ont su l'adapter à la mentalité des apprentis. L'horaire des cours, placés au début de la matinée, aidait à l'assiduité des élèves et écartait toute entrave de la part des patrons. Ceux-ci étaient appelés à collaborer avec les parents au fonctionnement d'un système rigoureux de contrôle. La demande d'inscription aux cours était visée par les parents et le patron. L'apprenti recevait un carnet de présence dont les cases étaient timbrées à chaque cours. Parents et patron devaient signer le carnet chaque semaine. En outre, au début de chaque cours, le professeur notait sur une feuille de présence le nombre des présents et les noms des absents. Les noms de ces derniers étaient transmis à l'administrateur de service et le patron était prévenu que l'apprenti avait manqué la leçon. Des explications devaient être four-

nies et une peine était prononcée en cas de faute. (1)

Les cours complémentaires ont régulièrement fonctionné à Limoges, Rochechouart et Saint-Junien jusqu'en 1914. La Chambre de métiers se proposait d'élargir son action au moyen de subventions du Conseil général et du Ministère du commerce. La guerre a interrompu toute activité de sa part. Elle s'efforce aujourd'hui de reprendre son action ; mais la collaboration indispensable des industriels, déjà peu empressée avant la guerre, est rendue plus difficile par la réduction à huit heures de la journée de travail et la hausse des salaires, qui font hésiter les patrons à sacrifier en faveur des cours professionnels une partie de la journée des apprentis.

(1) Caillard, *op. cit.*, p. 46

CHAPITRE II

La Chambre de métiers de l'Anjou

A la différence de la Chambre de la Haute-Vienne, la Chambre de métiers de l'Anjou, fondée à la veille des hostilités, n'a pas cessé de fonctionner pendant la guerre.

Elle est née de la crise de l'apprentissage qui sévissait en 1912 à Angers dans tous les métiers locaux. Sans doute il existait bien, à cette époque, à Angers, quelques cours professionnels organisés par les filatures, les corderies, les ardoisières ou pour les maréchaux-ferrants et les coiffeurs, et des cours municipaux non professionnels d'instruction générale, sans compter une école nationale d'Arts et Métiers et une école régionale des Beaux-Arts. Mais ces établissements fonctionnaient isolément sans prêter appui aux cours professionnels.

C'est pourquoi une Commission extra-municipale d'apprentissage fut créée en 1912 à Angers. Elle se mit au travail, se livra à une série d'enquêtes et à un examen approfondi de la situation. Finalement, convaincue de la nécessité d'agir et soucieuse des besoins à satisfaire, elle adopta, dans sa séance du 5 décembre 1913, les conclusions de son rapporteur général, M. Koszul, Inspecteur départemental de l'enseignement

technique, tendant à l'ouverture de cours de préapprentissage, d'apprentissage proprement dit et de perfectionnement technique des ouvriers. C'est en s'appuyant sur ce rapport que la Chambre de commerce d'Angers, en vue de coordonner tous les efforts, fonda la Chambre de métiers, le 28 juillet 1914, avec le concours du département de Maine-et-Loire, de la ville d'Angers et de toutes les collectivités intéressées.

Dans sa constitution, la Chambre de métiers de l'Anjou se rapproche de celle de la Haute-Vienne. Elle englobe implicitement parmi ses adhérents, par consentement tacite, tous les industriels et professionnels de tous les métiers, domiciliés ou exerçant dans le département de Maine-et-Loire. Mais elle limite le nombre de ses membres actifs à ceux qui versent une cotisation annuelle — dont la quotité est, d'ailleurs, laissée à leur appréciation — ou qui sont membres d'une association qui la subventionne.

Particularité intéressante à noter : elle requiert de ceux qui veulent devenir membres actifs, en plus de la qualité de Français ou de naturalisés Français, (1) une honorabilité parfaite et leur acceptation par un vote réunissant les quatre cinquièmes au moins des voix de ceux qui siègent à l'assemblée générale.

Son fonctionnement est assuré par les organes habituels des Chambres de métiers : l'assemblée générale (ordinaire ou extraordinaire); un conseil d'administration, composé de membres de droit et de membres élus, avec son bureau; des commissions.

(1) Seule exception à cette règle, les sociétés fondées selon les lois étrangères peuvent faire partie de la Chambre de métiers, mais à la condition d'exercer exclusivement leur industrie dans le département.

Bien que théoriquement autonome, la Chambre de l'Anjou donne à la Chambre de commerce dont elle est issue la part prépondérante dans sa gestion, tout en ouvrant son conseil d'administration et son bureau à des compétences professionnelles.

Sont membres de droit de son conseil d'administration : le président et les membres de la Chambre de commerce d'Angers ; 2 membres du Conseil général de Maine-et-Loire ; 2 membres du Conseil municipal d'Angers ; 2 représentants du Comité départemental de l'Enseignement technique ; 1 membre du Conseil municipal des villes où s'exerce l'action de la Chambre de métiers ; les présidents des Chambres de commerce de ces mêmes villes ; l'Inspecteur d'Académie ; l'Inspecteur départemental de l'Enseignement technique ; l'Inspecteur du Travail. A ces membres viennent s'ajouter les délégués de la commission locale professionnelle et ceux des syndicats patronaux et ouvriers.

La Chambre de l'Anjou n'a pas cru devoir borner son rôle à l'organisation de cours professionnels et elle s'intéresse à tout ce qui touche la formation professionnelle. Aussi n'est-elle pas restée indifférente au mouvement en faveur de l'orientation professionnelle. Elle reçoit les jeunes gens et leurs parents, les interroge et, par ses conseils, dirige les adolescents vers les professions qui leur conviennent le mieux et qui manquent de main d'œuvre.

Elle a mis au premier rang de ses attributions la réglementation de l'apprentissage et des contrats qu'il engendre. C'est ainsi qu'une de ses principales préoccupations a été de substituer au contrat verbal

d'apprentissage un contrat écrit, dont elle a soigneusement élaboré le type, en se documentant non seulement dans l'Anjou, mais dans diverses régions, auprès des corporations intéressées.

Elle ne dispose naturellement pas du pouvoir d'imposer ce contrat-type, ni même un contrat écrit, aux maîtres d'apprentissage. Elle a cependant réussi à le faire accepter dans des cas de plus en plus nombreux. 300 contrats-types ont été conclus entre patrons et apprentis en 1915, 400 en 1920, 600 en 1923.

En vue de favoriser l'apprentissage, la Chambre de l'Anjou distribue chaque année des bourses d'apprentissage aux apprentis de première année appartenant à des familles peu fortunées, en tenant compte du degré d'acuité de la crise de l'apprentissage dans chaque profession, de la valeur professionnelle des apprentis, de leur conduite et de leur travail tant à l'atelier qu'aux cours. La ville d'Angers lui alloue à cet effet la somme affectée chaque année par le budget municipal aux bourses communales d'apprentissage de garçons. Le montant de ces bourses varie de 60 à 150 francs. La Chambre de métiers en a distribué 19, en 1914, pour une somme de 1.780 francs ; en 1915, 16, pour un montant total de 1.320 francs ; en 1917, 44, pour un total de 3.910 francs ; en 1923, 65, représentant une dépense de 7.340 francs.

Le problème des cours professionnels, dans lequel la voie lui était tracée par la Chambre de Limoges, a naturellement retenu l'attention de la Chambre de l'Anjou. Elle a réorganisé les cours de couverture, particulièrement importants dans une région dont les ordoisières constituent la principale industrie, cours

dont le succès avait été compromis par des conflits corporatifs et personnels. 15 élèves suivirent ces cours pendant la guerre. De nouveaux cours sont progressivement venus s'y ajouter; ils concernent le dessin géométrique élémentaire, l'électricité pratique, la ferblanterie-plomberie-zinguerie, la coupe et la couture, et, depuis 1921, la chaudronnerie, la peinture décorative, la coupe de pierres, le trait de charpente, le trait de menuiserie, la géométrie élémentaire, la géométrie descriptive, le dessin industriel, la technologie générale, la forge et la serrurerie mécanique, la maréchalerie, la boucherie. Des cours ont été aussi institués pour la cordonnerie et l'imprimerie-typographie.

Il faut signaler encore la création d'un cours théorique et pratique de gravure de musique ayant pour but de permettre aux spécialistes de la région de rivaliser en cet art avec Paris et surtout de rompre le monopole de plus en plus exclusif de l'Allemagne en matière d'édition musicale.

La Chambre de métiers de l'Anjou a créé des « commissions techniques spéciales », composées chacune de membres actifs, patrons et ouvriers, appartenant aux mêmes métiers ou à des métiers similaires et respectivement chargées de s'occuper particulièrement des questions intéressant leur spécialité. Chaque cours professionnel est placé sous le contrôle de la commission technique compétente.

La durée du mandat de ces commissions est de trois ans. Leur rôle se rapproche de celui des corporations d'Alsace-Lorraine.

La Chambre de métiers a pris aussi sous son patro-

nage les cours d'ordre professionnel organisés à l'Ecole régionale des Beaux-Arts et elle dirige les apprentis vers ceux de ces cours qui intéressent leur métier.

Enfin « considérant que tout professionnel digne de ce nom doit, en outre de l'instruction technique indispensable, jouir d'une instruction générale, d'une éducation de l'esprit et du cœur, sans laquelle il ne saurait être ni un bon citoyen, ni un bon père de famille », la Chambre de métiers a organisé un cours dit de parachèvement d'instruction générale, suivi par tous les jeunes gens non pourvus du certificat d'études primaires et par tous ceux qui n'ont pas conservé un bagage suffisant de l'école qu'ils ont fréquentée.

Tous ces cours ont lieu le jour.

Il existait, en 1915, 3 cours suivis par 78 élèves au total; en 1923, 29 cours ont été professés, suivis par 1.401 élèves.

En l'absence d'un pouvoir réglementaire et de contrôle qui fait défaut à toute institution dépourvue de statut légal, la Chambre de l'Anjou essaie cependant de surveiller l'apprentissage à l'atelier en invitant les patrons à lui fournir trimestriellement des renseignements sur la conduite et le travail des apprentis.

Elle est ainsi en mesure d'intervenir utilement, le cas échéant, auprès des jeunes gens et de leurs parents, pour les rappeler à une meilleure compréhension de leurs devoirs.

La sanction des manquements constatés consiste dans la réduction ou même la suppression des bourses allouées.

Une autre sanction des obligations de l'apprentissage et de la fréquentation des cours réside dans les examens d'apprentissage, auxquels doivent, en vertu du contrat-type, se présenter tous les apprentis inscrits sur les contrôles de la Chambre de métiers.

Celle-ci a été, en effet, qualifiée pour délivrer aux apprentis ayant terminé leur apprentissage le certificat d'aptitude prévu par la loi du 25 juillet 1919. Le programme des examens d'apprentissage est établi chaque année par des délégués de chaque profession, patrons et ouvriers, en nombre égal. Ces examens sont de plus en plus suivis. En 1915, sur 161 apprentis inscrits aux contrôles de la Chambre, 33 se sont présentés, appartenant à 13 professions différents et 7 certificats d'aptitude ont été distribués.

En 1923, sur 799 apprentis, 372, représentant 44 métiers différents, ont subi les épreuves et 74 certificats d'aptitude ont été délivrés.

Des prix et des récompenses sont décernés à la suite de ces examens, pour éveiller l'émulation des jeunes apprentis et aussi pour attirer sur l'apprentissage l'attention du monde du travail tout entier : patrons, ouvriers, milieux administratifs. Les prix consistent en ouvrages techniques, d'instruction générale, de technologie, de littérature, d'histoire, en outils professionnels ou en espèces. La valeur des prix représentait 434 fr. 85 en 1915 et 2.198 fr. 20 en 1923.

La Chambre organise également entre les apprentis

des concours qui ont un réel succès. Les derniers ont porté sur plus de vingt-cinq professions.

Les travaux exécutés aux examens et aux concours figurent à une exposition annuelle organisée par la Chambre de métiers.

Des conférences, des causeries, des promenades instructives, telles que visites d'ateliers, d'usines ou de manufactures, de musées industriels, etc., ont également lieu sous son patronage. Une bibliothèque technique professionnelle a été créée à son siège et ouverte à tous, apprentis et ouvriers.

Poursuivant son action au-delà de la durée de l'apprentissage, elle a créé un service destiné à faciliter le placement des apprentis. Dans ce but, elle s'efforce de mettre en rapport les patrons en quête de jeunes ouvriers et les jeunes gens venant de terminer leur apprentissage et recherchant des emplois, par la voie d'affiches apposées à la porte de son siège social, par des publications périodiques dans la presse régionale, par des relations constantes avec les offices de placement.

Son budget est alimenté par des subventions, le produit des cotisations des membres actifs, des dons et legs en argent ou en nature.

Ses ressources, quoique considérablement accrues au cours de ces dernières années, sont encore relativement modestes, chaque membre étant juge du montant de sa cotisation. Elle reçoit, il est vrai, de véritables subventions en nature. La Chambre de Commerce d'Angers met gratuitement à sa disposition ses bureaux, une partie de son personnel et d'importants locaux pour les cours. D'autres locaux sont

fournis gratuitement par la ville d'Angers, les Facultés libres de l'Ouest et la Bourse du Travail.

Le budget de la Chambre de métiers de l'Anjou, qui était de 8.032 fr. 95 lors de sa fondation, s'est élevé à 50.885 fr. 95 en 1923.

CHAPITRE III

La Chambre de métiers de la Gironde et du Sud-Ouest

Par son organisation vigoureuse, par la forte vitalité qu'a su lui insuffler son animateur, M. Mauvezin, la Chambre de métiers de la Gironde et du Sud-Ouest occupe sans conteste et de loin le premier rang dans l'ensemble des Chambres de métiers d'origine française.

Dès 1912, le Comité départemental de l'Enseignement technique de la Gironde constituait une commission d'initiative chargée d'étudier l'organisation à Bordeaux d'une Chambre de métiers analogue à celle qui venait de se fonder à Limoges. La commission achevait ses travaux en juillet 1914. La guerre l'empêcha d'aboutir à une réalisation et les études ne reprirent qu'en 1918. Grâce aux concours de l'Université, de la Ville, de la Chambre de commerce, des autorités du département et de grands industriels de Bordeaux, la Chambre put se développer assez rapidement. Un décret du 24 décembre 1919 l'a reconnue comme établissement d'utilité publique, ce qui lui permet notamment de recevoir des dons et des legs, de faire certains actes qui dépassent la capacité des associations simplement déclarées et d'accroître ainsi son champ d'action.

Par sa constitution comme par son programme, la Chambre de métiers de la Gironde diffère sensible-

ment des institutions de même nom qui fonctionnaient en France avant elle. Sa création n'est pas due, comme celle des Chambres de la Haute-Vienne et de l'Anjou, à l'initiative exclusive d'une Chambre de commerce; elle n'en est pas « la fille » et ne lui laisse pas la part prépondérante dans sa gestion. Son autonomie est entière et n'a d'autres limites que la surveillance de l'autorité administrative (budget, comptes, règlements intérieurs, droit de visite...), commune à tous les établissements d'utilité publique et compensée par une augmentation de capacité civile.

Si elle accueille volontiers tous les concours, la Chambre de la Gironde subordonne l'adhésion au versement d'une cotisation déterminée dont le non-paiement entraîne la radiation. Elle assure ainsi sa situation financière et la régularité de son fonctionnement.

Elle se distingue encore de ses devancières par le recrutement particulier de ses membres, par la composition de son assemblée générale et surtout par un organisme propre, les conseils de métiers.

SECTION I

COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT DE LA CHAMBRE DE MÉTIERS

§ 1^{er} *Sa composition*

La Chambre de métiers de la Gironde comprend trois catégories de membres:

1° Les « membres A » (ouvriers et assimilés). Ce sont « les ouvriers, employés, chefs d'équipe, contre-

maîtres, chefs d'ateliers de famille travaillant eux-mêmes, des deux sexes, âgés de plus de 21 ans, possédant la qualité de Français, exerçant leur profession depuis trois ans au moins, apprentissage compris, habitant le ressort de la Chambre de métiers et versant annuellement une cotisation de base minimum de 2 francs. » (1)

Les ouvriers ayant appartenu deux ans au moins à la Chambre de métiers et n'habitant plus son ressort, peuvent continuer à en faire partie, mais sans pouvoir être membres d'un conseil de métiers ni du Conseil d'administration.

2° Les « membres B » (patrons et assimilés). Ce sont « les patrons occupant pour leur compte un ou plusieurs ouvriers ou employés, les associés en nom collectif, ceux qui gèrent pour le compte d'autrui une industrie ou un commerce, les présidents de conseils d'administration, les administrateurs-délégués, les administrateurs-directeurs, les directeurs, les ingénieurs, les chefs de service, des deux sexes, âgés de plus de 21 ans, possédant la qualité de Français et versant annuellement une cotisation de base minimum de 10 francs, plus 1 franc par chaque ouvrier ou employé des deux sexes travaillant pour leur compte dans le ressort de la Chambre de métiers, exception faite des apprentis. Dans le cas où le nombre des ouvriers ou employés serait très variable, le chiffre moyen de l'année précédente pourrait être admis. » (1)

(1) Statuts de la Chambre de Métiers de la Gironde et du Sud-Ouest, art. 6.

(1) Statuts précités, art. 8.

Les membres B n'habitant pas le ressort de la Chambre et n'occupant pas de personnel dans son ressort peuvent en faire partie après avis du conseil d'administration, mais sans pouvoir être membres de conseils de métiers ni du conseil d'administration.

3° Les « membres C », personnes des deux sexes, Françaises, majeures, n'appartenant pas aux catégories A et B et versant une cotisation de base minimum de 10 francs par an. (2)

Sont de droit membres C, tout en étant dispensés du paiement d'une cotisation, les membres de droit du conseil d'administration, c'est-à-dire un délégué du Conseil municipal de Bordeaux, un délégué du Conseil général de la Gironde, un délégué de la Chambre de commerce de Bordeaux, l'Inspecteur régional de l'Enseignement technique et l'Inspecteur d'Académie de la Gironde.

Peuvent devenir membres C: les membres de l'Enseignement public, privé, professionnel..., avec faculté de payer la cotisation des membres A; — les communes, les groupements corporatifs ou non, les associations d'enseignement post-scolaire; — toute personne française ou étrangère agissant pour son compte ou pour celui d'une société ou groupement quelconque, non comprise dans les catégories précédentes. (1)

Le versement de cotisations plus élevées, fixées par les articles 7, 9 et 11 des statuts, donne droit à l'un des titres de membre fondateur, donateur ou bien-

(2) Statuts précités, art. 10.

(1) Statuts précités, art. 12 à 14.

fauteur A, B ou C. Le rachat de ces cotisations par le paiement de dix fois leur montant confère le titre de fondateur, donateur ou bienfaiteur perpétuel.

Un fait à noter, en ce qui concerne les cotisations, c'est la progression de leur montant, qui a doublé de 1919 à 1923, passant de 22.105 francs (1919), à 43.167 fr. 83 (1923). (1)

C'est la conséquence de l'augmentation du nombre des membres de la Chambre de métiers, qui a suivi les mouvements suivants :

Dates	Membres A	Membres B	Membres C	Total
Au 31 Décemb. 1919	148	132	66 dont 10 syndicats	346
• • 1920	137	339	177 • 22 •	658
• • 1921	114	342	256 • »	712
• • 1922	•	•	•	1700
• • 1923	•	•	•	2200

De ce tableau ressort d'abord l'énorme développement pris par le personnel de la Chambre de métiers, qui a doublé de 1919 à 1921 et plus que triplé de 1921 à 1923.

Un autre fait d'une importance capitale, c'est la diminution du nombre des membres ouvriers, qui contraste avec l'accroissement du nombre des membres patrons et surtout des groupements affiliés. Même en attribuant aux décès ou aux changements personnes cette diminution, on est forcé de constater tout au moins que le recrutement de la Chambre de métiers reste stationnaire parmi les ouvriers, tandis

(2) Voir plus loin le tableau général des budgets de 1919 à 1923 inclusivement avec le détail des principales dépenses et des principales recettes pour chaque exercice.

que ses progrès sont importants dans l'élément patronal et dans le groupe C. Les syndicats qui font partie de ce groupe sont eux-mêmes des syndicats patronaux, à en juger par la liste de ceux qui ont envoyé des délégués aux assemblées générales, notamment à celle d'octobre 1924 :

Syndicat de la Menuiserie;

Syndicat patronal de la Métallurgie;

Syndicat général du Bâtiment;

Chambre syndicale des patrons pâtisseries;

Chambre syndicale des constructions métalliques;

Syndicat du commerce de la morue;

Syndicat des entrepreneurs de maçonnerie et terrassement;

Syndicat du commerce en gros des vins;

Chambre syndicale des tailleurs-confectionneurs;

Syndicat de la Peinture et Vitrierie.

Chambre syndicale de l'Automobile;

Syndicat des Maîtres-imprimeurs;

Chambre syndicale des Entrepreneurs de charpente.

Cette abstention des Syndicats ouvriers, cette stagnation des ouvriers et employés, en face des progrès énormes des autres catégories, tend à donner à la composition de la Chambre de métiers de la Gironde un caractère patronal de plus en plus accentué. Elle montre l'influence profonde exercée dans les milieux ouvriers par la propagande de lutte des classes et la difficulté de la tâche assumée par la Chambre de la Gironde de rapprocher patrons et ouvriers.

L'hostilité des syndicats ouvriers envers la Chambre de métiers s'est manifestée à plusieurs reprises. « Au cours de l'année 1919, lisons-nous dans le rap-

port du conseil d'administration à l'assemblée générale du 28 novembre 1920, nous avons essayé de reprendre contact avec l'Union des Syndicats ouvriers fédérés de la Gironde, pour amener ses membres à collaborer à l'œuvre de la Chambre de métiers. Notre conseil d'administration avait, en juin 1918, tenté un rapprochement dans ce sens, mais nos efforts ont été vains, des questions de principe nous ayant toujours séparés. L'Union des syndicats ouvriers fédérés mettait, en effet, comme condition à ce rapprochement l'engagement par notre Chambre de métiers de n'accepter dans son sein que des ouvriers syndiqués. » (1)

D'autre part, la Chambre de métiers avait été chargée, par une lettre du Sous-Secrétaire d'Etat à l'Enseignement technique du 22 juin 1920, de se mettre en rapport avec le Préfet de la Gironde, pour lui faciliter la création de cours professionnels obligatoires à Bordeaux, Arcachon, Libourne et Saint-Antoine et le Sous-Secrétaire d'Etat avait mis une subvention de 5.000 francs à sa disposition.

Un mois après, cette décision fut rapportée, à la suite d'une réclamation des syndicats ouvriers fédérés, demandant que l'article 39 de la loi du 25 juillet 1919 (loi Astier) fût respecté. La Chambre de métiers dut reverser la subvention à la Ville de Bordeaux, chargée d'organiser les cours professionnels dans cette localité. (2)

Ce revirement était d'autant plus inattendu que le

(1) Bulletin de la Chambre de métiers de la Gironde, janvier 1921, p. 61.

(2) *Bulletin précité*, décembre 1921, p. 334.

Sous-Secrétaire d'Etat avait répondu par avance dans sa lettre à l'objection tirée de la loi Astier, dont l'article 39 confie aux « Commissions locales professionnelles, l'organisation des cours professionnels obligatoires. »

« La loi du 25 juillet 1919 sur l'apprentissage ne prévoit pas le concours que les Chambres de métiers peuvent apporter à l'application de la loi. Toutefois, dans les pourparlers qui eurent lieu à cette époque entre le Ministère du Commerce et quelques-uns des membres du Parlement qui s'intéressaient au développement de l'enseignement technique, il fut entendu que le Gouvernement déposerait, à bref délai, un projet de loi sur les Chambres de métiers.

« Ce projet est actuellement à l'étude, etc..

« En attendant, et après ce que je viens de voir à Angers, j'estime que le Gouvernement ne saurait trop encourager des initiatives comme la votre. Du moment que vous êtes en règle avec la loi du 1^{er} juillet 1901, votre Chambre de métiers a existence légale. D'autre part, je connais trop le dévouement des hommes qui la composent pour ne pas leur faire la confiance qu'ils méritent...

« Il vous appartient d'entreprendre auprès des industriels, des commerçants, des membres de l'enseignement public et privé et de toutes les organisations intéressées une campagne de propagande en vue du développement de la formation professionnelle des apprentis et de la création de Chambres de métiers comme la vôtre.

« Dès maintenant, j'ai décidé de mettre à votre disposition pour 1920 une subvention de 5.000 fr.,

afin de vous permettre de développer les cours professionnels de la région bordelaise. » (1)

§ 2. — *Son fonctionnement.*

L'assemblée générale, par une règle originale des statuts, ne se compose pas de tous les membres de la Chambre de métiers, mais de l'ensemble des délégués élus par les membres des trois groupes. Les délégués des groupes A et B, réunis par profession, forment en outre les divers conseils de métiers.

Les « Membres A », groupés dans chaque profession, désignent pour leur profession un certain nombre de « délégués A », formant le conseil de métiers (employés ou ouvriers) de la profession ou du métier considéré.

De même, les « membres B » désignent un certain nombre de délégués B, formant le conseil de métiers (patrons) de la profession ou du métier considéré.

Le nombre des délégués A est égal à celui des délégués B pour chaque profession. Ce nombre est fixé suivant un barème proposé par le conseil d'administration et voté par l'assemblée générale, d'après l'importance numérique du métier considéré.

Les « membres de droit C » sont, de droit, délégués C. Les autres membres C désignent des délégués en nombre proportionnel à l'importance du total de leurs cotisations, ou, pour les sociétés d'enseignement post-scolaire, d'après le nombre de leurs élèves.

(1) *Bulletin précité*, juillet 1920, p. 11.

Un conseil de métiers est créé pour chaque métier ou profession affilié à la Chambre de métiers. Le principe de la parité joue par le nombre égal de délégués patrons et de délégués ouvriers et par la désignation du président et du secrétaire, l'un parmi les membres A, l'autre parmi les membres B.

Chaque conseil charge en outre un certain nombre de membres de la Chambre, pris ou non dans le conseil de métiers, de la surveillance des apprentis du métier.

Les conseils de métiers sont élus pour 3 ans. Ils se réunissent sur convocation de leur président, au moins quatre fois par an. Le directeur de la Chambre de métiers assiste aux séances avec voix consultative.

Le rôle des conseils de métiers est déterminé par l'article 24 des statuts: « Les conseils de métiers s'occupent de toutes les questions intéressant exclusivement le métier ou la profession qu'ils représentent, recrutement des apprentis, fixation des conditions de l'apprentissage, surveillance des apprentis à l'atelier et aux cours. Ils font au conseil d'administration des propositions concernant les programmes des cours, les honoraires et le choix des professeurs dépendant de la Chambre de métiers.

« Ils émettent des vœux relatifs aux dépenses qu'ils croiraient utiles d'engager en faveur du métier considéré. »

Les conseils de métiers de professions connexes ont la faculté de se grouper pour examiner les questions communes.

Les conseils de métiers sont au nombre de 11 : pour la menuiserie ; la couverture, zinguerie et plomberie ; la serrurerie ; la charpente (depuis 1923) ; la plâtrerie ; la peinture et la vitrerie ; la sténo-dactylographie ; les maréchaux-ferrants ; les arts appliqués ; le livre ; l'enseignement ménager.

D'autres groupements non encore constitués en conseils de métiers se sont occupés de concours dans des branches diverses (coiffure, tailleurs, broderie, lingerie, culottières, vestonnières, giletières, ébénisterie, horticulture, métiers du vin, tonnellerie, ajustage).

Les organes de la Chambre de métiers sont le conseil d'administration, le bureau, la direction et l'assemblée générale.

Le conseil d'administration comprend 24 membres au moins, élus au scrutin secret par l'assemblée générale, dont un nombre égal de membres A et B, cinq membres de droit et des membres C, ces deux derniers éléments ne pouvant dépasser ensemble le tiers du nombre total des membres du conseil. Le conseil peut s'adjoindre un certain nombre de membres A, B ou C, avec voix consultative, pour compléter la représentation insuffisante d'une branche. Les membres élus désignent pour trois ans un bureau, délégué des pouvoirs du conseil d'administration pour les affaires courantes.

Le conseil est chargé d'administrer la Chambre de métiers.

Il prépare les budgets et comptes, les soumet à l'approbation de l'assemblée générale et décide de

l'emploi des fonds sous sa responsabilité. Il nomme le directeur et le personnel.

Sur l'avis des conseils de métiers, il crée les cours reconnus nécessaires, soit à Bordeaux, soit dans la région du ressort de la Chambre, en nomme et révoque les professeurs. Les Sociétés d'enseignement postscolaire ou professionnel affiliées à la Chambre de métiers sont consultées avant la création des cours et ont le droit de préférence pour leur organisation (art. 26).

Le conseil peut créer des sections locales, régionales ou départementales de la Chambre de métiers, après approbation de l'assemblée générale et notification au Préfet.

Le Directeur de la Chambre exécute les décisions du conseil d'administration et du bureau. Il dirige le personnel et les professeurs chargés de cours. Il assiste, avec voix consultative, aux séances du conseil d'administration, du bureau et des conseils de métiers.

L'assemblée générale est formée de l'ensemble des délégués, avec une voix pour chacun.

L'assemblée générale ordinaire annuelle approuve les comptes et le budget, nomme les membres du conseil d'administration et les deux commissaires des comptes et prend toutes les délibérations concernant les actes importants de la vie de la Chambre de métiers. Certaines de ses délibérations doivent être approuvées par le Préfet ou par décret, conformément à l'art. 32.

Les ressources de la Chambre de métiers se divi-

sent en dotation, fonds de réserve et recettes annuelles.

« La dotation, dit l'article 33 des statuts, comprend :

1° Les capitaux mobiliers faisant partie de la dotation au moment de la demande;

2° Les immeubles nécessaires au but poursuivi par l'association;

3° Les capitaux provenant des libéralités, à moins que l'emploi immédiat n'en ait été autorisé;

4° Les sommes versées pour le rachat des cotisations;

5° Le dixième au moins annuellement capitalisé du revenu net des biens de l'association.

Les capitaux mobiliers sont placés en rentes ou obligations nominatives, ou employés en achats d'immeubles nécessaires au but de l'association. Le fonds de réserve comprend les autres sommes non employées.

Les recettes annuelles se composent :

1° Du revenu net non affecté à la dotation;

2° Des cotisations et souscriptions des membres;

3° Des subventions de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics;

4° Des libéralités;

5° Des ressources exceptionnelles (quêtes, conférences, loteries, spectacles, etc.);

6° Du produit de la rétribution perçue pour l'administration dans les établissements de la Chambre de métiers. »

L'ensemble des capitaux immobilisés, comprenant

les dons, legs et dotations, s'élevait, au 31 décembre 1923, à 44.645 francs, se décomposant ainsi:

Dons	}	1919	5.700	
		1920	1.875	
		1921	40	
		1922	10	7.625
Dotations	}	1919	15.310	
		1920	5.990	
		1921	" "	
		1922	4.200	
		1923	1.500	27.020
		Legs G. A. Piquemal		10.000
				44.645 Frs

L'ensemble du bilan, comprenant à l'actif les capitaux immobilisés et les capitaux disponibles, a suivi la progression suivante:

au 31 décembre 1919.....	35.894 fr. 75
— 1920.....	38.132 18
— 1921.....	50.866 90
— 1922.....	62.743 15
— 1923.....	66.858 70

La comparaison des résultats financiers des exercices permet de constater le développement des ressources de la Chambre de métiers et l'augmentation des dépenses, signe d'une action plus étendue.

PRINCIPALES DÉPENSES

Exer- cice	Budget	Résultats effectifs	Personnel	Frais généraux et de bureau	Bulletin	Propagande profession- nelle	Publicité	Prix et Médailles	Conseils de Métiers
1919	22.000	27.116.90	10.250. »				1.925.85	100. »	
1920	53.400	78.518.15	18.260. »	8.362. »	4.945.40	836.90	3.064.45		
1921	63.970	59.363.12	20.043.50	6.093.70	16.460.70	3.371.70	1.407.60	251. »	454.25
1922	50.000	64.932.40	20.251.55	10.823.25	15.354.10	8.914.90		2.321.25	
1923	64.890	76.647.40	24.754.95	11.751.60	18.031.25	12.842.15			1000. »

PRINCIPALES RECETTES					
Exer- cice	Subventions	Dotations	Dons	Cotisations	Bulletin publicité
1919	4.275. »			22.105. »	
1920	2.000. »	15.330. »	1.875	28.500. »	3.750. »
1921	4.050. »	5.990. »	40	27.534.80	19.624.15
1922	8.600. »	4.210. »	10	32.495.90	17.183.35
1923	6.950. »	1.500. »		43.167.83	19.178.20

La Chambre de métiers de la Gironde a créé, en juillet 1920, un Bulletin, d'abord trimestriel, puis mensuel (1) à partir de janvier 1921.

Le bulletin rend compte de la vie de la Chambre, de ses assemblées générales, de ses concours, des travaux de son Office d'orientation professionnelle. Il contient les informations relatives à l'apprentissage, à l'enseignement technique et des études sur des questions s'y rattachant.

Le bulletin est distribué à titre gratuit à tous les adhérents de la Chambre de métiers, même aux membres A, dont la cotisation est de 2 francs par an. Il est adressé aussi aux autres Chambres de métiers de France, aux sénateurs, députés, conseillers généraux et d'arrondissement du département de la Gironde, aux membres du conseil municipal de Bordeaux, aux maires des sous-préfectures et des chefs-lieux de cantons de la Gironde, aux instituteurs et institutrices des écoles publiques et privées de Bordeaux et de la région, enfin à plusieurs centaines

(1) Sauf les mois de juillet et d'août.

d'associations ou groupements s'occupant d'apprentissage et d'enseignement technique. (1)

Le tirage du Bulletin, qui était de 4.000 exemplaires en 1921, dépasse actuellement 5.000 exemplaires.

Sauf en 1920, la dépense a été plus que couverte par les recettes tirées de la publicité. Le Bulletin constitue ainsi, sans obérer les finances de la Chambre de métiers, un organe de liaison entre ses membres et de propagande auprès des pouvoirs constitués, des autorités scolaires et des associations s'intéressant à l'apprentissage.

SECTION II

L'ACTION DE LA CHAMBRE DE MÉTIERS

La Chambre de métiers de la Gironde a défini son programme dans l'article 2 de ses statuts :

« Le but de la Chambre de métiers, à la fois humanitaire et économique, est de conseiller les jeunes gens des deux sexes dans le choix de la carrière répondant le mieux à leurs aptitudes, de favoriser, perfectionner et compléter l'apprentissage par tous moyens utiles, en vue d'améliorer les métiers industriels, commerciaux, agricoles et d'art appliqué, particulièrement ceux pouvant le mieux mettre en valeur les richesses de notre département et de notre région du Sud-Ouest. »

Ce programme correspond aux trois aspects modernes de la formation professionnelle : l'orientation

(1) Cf. *Bulletin*, décembre 1921, p. 334.

professionnelle, l'apprentissage et l'enseignement technique complémentaire. Avant d'examiner comment la Chambre de la Gironde les a envisagés, il convient de présenter deux observations qui complètent la physionomie de cette institution.

D'abord, la Chambre de métiers de la Gironde se propose d'améliorer « les métiers industriels, commerciaux, agricoles et d'art appliqué ». Son action vise donc l'ensemble des activités économiques, aussi bien le commerce, l'agriculture, les métiers d'art que l'industrie, c'est-à-dire qu'elle ne se limite pas au métier artisanal, mais s'étend aussi aux emplois de la grande entreprise industrielle ou commerciale. La preuve en est dans la composition même de la Chambre, qui comprend parmi ses membres les plus influents de gros industriels ou commerçants de Bordeaux, voire des Grands Magasins.

Il en résulte qu'indépendamment de l'importance de son action, la Chambre de la Gironde est, comme les autres Chambres de métiers d'origine française, une institution fondée en vue de l'orientation et de la formation professionnelles, mais non un organe de défense du petit métier. C'est ce qui différencie essentiellement ces Chambres de celles d'Alsace et de la Moselle et des Chambres allemandes. Celles-ci ont été créées en vue de soutenir le métier artisanal contre la concurrence de la grande entreprise. L'orientation professionnelle ainsi que l'organisation de l'apprentissage et de l'enseignement complémentaire ne sont qu'une partie de ce programme général, tandis qu'elles constituent, au contraire, le programme exclusif des Chambres d'origine française.

Il est à noter, en second lieu, que les derniers mots de l'article 2 des statuts de la Chambre de métiers de la Gironde accusent le caractère régional de son action.

Toutes les Chambres de métiers créées en France ont eu à opter, en ce qui concerne l'étendue de leur ressort, entre deux théories en cours, l'une qui restreint le champ d'action de ces Chambres à la circonscription d'un département, l'autre qui l'étend au territoire d'une région englobant plusieurs départements.

Le plus fréquemment, la circonscription adoptée a été le département, dont le chef-lieu sert de siège à la Chambre.

Quelques Chambres, cependant, ont estimé préférable de prendre la région comme base de leur établissement: c'est ainsi, notamment, que la Chambre de la Gironde a englobé dans son rayon d'action la région un peu vaguement appelée « région du Sud-Ouest », celle de Clermont-Ferrand, les cinq départements, ou presque, de la xvii^e région économique. Ces dernières Chambres ressemblent ainsi, par l'étendue de leur ressort géographique, à la Chambre d'Alsace et de Lorraine, qui englobait (jusqu'en 1923), l'ensemble des départements alsaciens-lorrains. Cette formule régionale paraît, nous le verrons, la plus désirable. Elle respecte le principe de la décentralisation économique et maintient dans chaque profession le caractère régional, sans réduire l'activité des Chambres de métiers à une circonscription parfois très petite et toujours artificiellement découpée.

Nous examinerons, dans trois paragraphes dis-

tinets, l'action de la Chambre de métiers de la Gironde et du Sud-Ouest en matière d'orientation professionnelle, en matière d'apprentissage et en matière d'enseignement complémentaire.

§ 1^{er}. — *La Chambre de métiers de la Gironde et l'orientation professionnelle.*

Dès sa fondation, la Chambre de métiers de la Gironde a compris l'importance du problème de l'orientation professionnelle et sous l'impulsion de son directeur, M. Mauvezin, elle s'est efforcée de le résoudre pratiquement, suivant des principes méthodiques. Examinons successivement cette méthode et ses résultats.

M. Mauvezin a exposé ses idées, qui sont devenues celles de la Chambre qu'il dirige, dans sa « Rose des Métiers ». Cet ouvrage tire son nom de monographies de métiers, établies par l'auteur, en 1918, sous forme d'un graphique comparable à une Rose des Vents, auquel il avait donné le nom pittoresque de Rose des métiers, qui est devenu classique. Ces 250 monographies sont précédées d'un « traité d'orientation professionnelle ».

Les traits essentiels de la méthode suivie à Bordeaux, précisée aussi dans divers articles du *Bulletin* de la Chambre de métiers de la Gironde, sont le rôle fondamental attribué à l'école et à l'enfant dans la détermination de ses aptitudes et la préférence donnée à la méthode d'observation sur l'expérimentation par les tests.

C'est à l'école, et de bonne heure, que doit commencer à s'exercer l'orientation professionnelle. En

effet, observe M. Mauvezin, c'est entre treize et quatorze ans, au plus tard entre quatorze et quinze ans, que se place le meilleur âge pour commencer l'apprentissage; dès que l'enfant a quinze ans, il ne veut plus être ouvrier. (1) D'autre part, il est plus aisé d'orienter un enfant jeune vers la voie qui lui convient que d'éloigner un jeune homme d'une carrière pour laquelle ses parents ou lui-même se sont décidés.

Il est donc indispensable de déterminer dès le jeune âge les aptitudes de l'enfant, au point de vue pédagogique, physiologique, médical. Par la durée même des observations qu'elle permet, l'école est particulièrement qualifiée, d'après M. Mauvezin, pour préciser ces aptitudes. Il préconise l'établissement d'une fiche scolaire, remplie par l'instituteur, avec le concours du médecin scolaire, du professeur de gymnastique et du professeur de travaux manuels et qui suivrait l'enfant pendant toute la durée de sa scolarité. Cette fiche, qui existe en Alsace-Lorraine, faciliterait à chaque nouveau maître la connaissance et la direction de ses élèves et formerait un ensemble précieux de renseignements pour l'orientation professionnelle.

L'appréciation d'un élève se fait, dans ce système, par la méthode comparative dite du double classement. Les élèves de chaque classe sont placés à chaque rentrée par rang d'âge, puis par rang de mérite, soit pour les aptitudes physiques, soit pour les aptitudes intellectuelles, soit pour les aptitudes morales. Si, par exemple, un élève occupe dans une classe le

(1) Mauvezin, *Rose des Métiers*, p. 14.

rang de 25^e d'après son âge, et le rang de classement de 46^e en orthographe, de 3^e en calcul, on voit de suite qu'il est en retard pour l'orthographe, en avance pour le calcul. Cette méthode fixe ainsi sa place réelle pour chaque aptitude.

A défaut de la fiche scolaire, qui n'est pas obligatoire en France et est peu appliquée, la Chambre de métiers de la Gironde s'adresse à l'intéressé lui-même, à l'enfant. Elle distribue des questionnaires suivant un type arrêté par elle et invite les enfants à y répondre. Le questionnaire lui paraît supérieur à un entretien du conseiller d'orientation professionnelle avec l'enfant: les réponses seront faites à tête reposée, après réflexion, sans être influencées par le conseiller ni par la timidité; elles offrent plus de garanties de sincérité. Par leur forme et par leur fond, les réponses révèlent les qualités et les défauts de l'enfant, l'opinion qu'il se fait de lui-même, ses goûts et les raisons de ses préférences. L'école, ici encore, joue son rôle. C'est à l'école et par la méthode du double classement que l'enfant apprend à se connaître, par comparaison avec ses camarades. D'autre part, en appelant l'attention de l'enfant sur les conditions requises de tel métier, sur l'avenir des diverses professions, etc..., le maître doit contribuer, par une action prolongée, à réduire les erreurs dans les réponses et même à modifier des goûts et des désirs incompatibles avec les aptitudes de l'enfant.

La pratique de la Chambre de métiers de la Gironde est donc fondée sur la méthode d'observation scolaire et elle laisse à l'enfant un rôle important dans son orientation professionnelle.

La méthode d'observation lui semble préférable à celle des tests. Ceux-ci auraient le triple inconvénient d'être trop tardifs, suspects à la famille et, malgré leur allure scientifique, susceptibles de résultats différents suivant les contingences. D'abord, c'est au moment où la famille a décidé que l'enfant va commencer à travailler que les conseillers de vocation appliquent les tests : la décision des parents est prise et il est à craindre qu'ils ne tiennent aucun compte des contre-indications des tests. D'autant plus que ceux-ci leur semblent incompréhensibles et peu convaincants. Ils « n'admettront pas qu'un psycho-technicien, qui voit leur enfant pour la première fois, le connaisse mieux qu'eux, mieux que l'instituteur, mieux que le médecin de la famille. »

« Peut-on prétendre opposer aux indications fournies par toute la scolarité du sujet à orienter celles que nous apporteront des mesures faites au cours d'un examen d'une demi-heure ou d'une heure ? Nous ferons remarquer que les conditions qui accompagnent l'usage des tests peuvent en modifier les résultats d'une façon très appréciable. Le moment de la journée, la nature ou la quantité des aliments absorbés, le temps écoulé après le dernier repas, l'état de santé et l'état moral du sujet et de l'observateur, le degré de la température, l'impression produite par un milieu spécial — examinateur, appareils compliqués — sont autant de facteurs qui ont une répercussion certaine sur les conclusions tirées de l'emploi des tests. Notre système donne la courbe des diverses activités à ce sujet, le système des tests n'en donne qu'un point... Ajoutent-ils quelque chose à ce

que nous savions déjà? Si les renseignements que nous ont fournis les manifestations libres de l'enfant sont simplement confirmées par les tests, ceux-ci ne sont-ils pas inutiles? Et si les tests nous donnent des indications contraires, ne sont-ils pas erronés ou suspects? » (1)

A la méthode d'observation, on oppose, il est vrai, en dehors de son danger de subjectivité, déjà mentionné p'us haut, son défaut de précision scientifique. Les réserves qui suivent peuvent être transposées des monographies d'aptitudes professionnelles aux questionnaires d'aptitudes individuelles.

« Prenons au hasard une fiche de la Rose des Métiers de M. Mauvezin, par exemple. Nous voyons que, pour l'horloger... on déclare qu'il faut une « vue solide »... Mais il est certain qu'un physiologiste ou un ophtalmologiste ne saura pas trop ce que cela veut dire. C'est une expression qui a peut-être un sens pour celui qui s'en sert, mais ce sens n'est pas suffisamment défini au point de vue technique, n'est pas suffisamment précis. Il faudrait dissocier. Disons qu'il faut une bonne vue, mais, pour déterminer si la vue est bonne, il est bien certain que cela doit recouvrir des examens techniques variés, on ne peut pas se contenter de remplir un questionnaire et dire: « Vue bonne » ou « vue médiocre » ou « vue mauvaise »... » (2)

L'examen médical, au point de vue notamment de la vision des couleurs, permettra de fournir sur ce

(1) *Bulletin de la Chambre de métiers de la Gironde*, mai 1924, p. 143.

(2) H. Pieron, *Le rôle de la psychologie dans l'orienta-*

point une précision suffisante, mais c'est surtout l'examen psychologique proprement dit qui donnera prise à l'objection. « Pour l'observation et la mémoire... on nous indique qu'il faut un grand sens de l'observation et un « coup d'œil rapide ». Le « coup d'œil rapide » est également une expression qui n'a pas une signification suffisamment précise au point de vue psycho-physiologique : il peut y avoir de grandes différences, notamment au point de vue des vitesses de perception et de la rapidité d'exploration. Il y a là des données qui sont un peu complexes et qui auraient besoin d'être nettement dissociées... » (1)

Il faut cependant éviter de tomber dans le défaut inverse, comme Friedrich, en Allemagne, qui, établissant une fiche pour la profession de serrurier, examine, avec énormément de détails, tous les processus psycho-physiologiques susceptibles d'intervenir dans chacun des actes divers de la profession : perception du temps, représentation des mouvements, connaissance des formes, attention, capacité d'observation, sens du rythme, capacités de réaction rythmiques ou arythmiques. Cette analyse, tout au plus utile pour la sélection professionnelle, rendrait impossible la tâche de l'orientation professionnelle, s'il fallait peser chaque processus pour diriger chaque enfant dans sa voie. (2)

tion professionnelle, dans : Dix conférences sur l'O. P. organisées par l'Institut Lannelongue, juillet 1923, p. 60.

(1) H. Pieron, *loc. cit.*

(2) Pieron, *op. cit.*, p. 61. La sélection professionnelle consiste à déterminer les individus les plus aptes à exercer une profession donnée ou telle tâche d'une profession donnée. L'orientation professionnelle consiste à détermi-

L'établissement de tests psycho-physiologiques suppose, d'abord, la connaissance, dans une individualité, des principales fonctions psycho-physiologiques, tâche moins aisée qu'il ne paraît. On ne peut les ramener à une seule, l'intelligence. Il existe des formes d'intelligence très diverses, contradictoires même dans une certaine mesure: intelligence créatrice ou imaginative, intelligence d'observation, intelligence technique, sociale, artistique, abstractive. Dans la faculté appelée mémoire, il y a des fonctions entièrement distinctes: mémoire visuelle, mémoire auditive, mémoire mécanique, intellectuelle, mémoire qui acquiert vite, mémoire durable... (1)

Cette complexité d'analyse s'accroît de la solidarité des fonctions psychologiques. « Quand nous voulons distinguer les fonctions psychologiques principales, la plupart du temps nous nous heurtons à cette difficulté que les fonctions s'intriquent (*sic*) d'une façon tellement étroite que nous ne pouvons réellement jamais les isoler, les étudier tout à fait à part. On ne peut pas étudier une fonction perceptive, par exemple, sans tenir compte de l'attention, de la mémoire, de la vie mentale tout entière. Quand nous percevons quelque chose, tous les souvenirs interviennent, cette perception ne s'effectue que lorsqu'il y a un certain degré d'attention. Et si nous voulons étudier l'attention, croyons-nous que nous pouvons l'étudier à part? Mais non, nous l'étudions dans un

ner, dans l'ensemble des professions, celle ou l'ordre de celles qu'un individu donné peut choisir conformément à ses aptitudes.

(1) Pieron, *op. cit.* p. 63-68.

acte de perception ou dans un acte moteur. Ce n'est que d'une façon abstraite que nous pouvons isoler une fonction et d'ailleurs l'attention n'est même pas, à proprement parler, une fonction. » (1)

Enfin, le test, même à supposer la fonction psychologique analysée avec précision et bien isolée, ne fournit pas une indication définitive ni parfaite. « L'aptitude est, en effet, quelque chose de plus complexe qu'on ne le croit ; il y a des aptitudes intellectuelles, c'est vrai, mais il y a une mise en œuvre de ces aptitudes, sans laquelle ces aptitudes ne sont rien. Si, par une méthode simple de tests permettant d'éprouver une aptitude, on arrive à affirmer que, chez un individu donné, une aptitude supérieure existe, on n'a pas prouvé par là même que c'est cet individu qu'il faudra choisir, parce que cet homme peut être un paresseux, un instable.

« Il y a des éléments de mise en œuvre des aptitudes qui dépendent du caractère de l'individu, qui dépendent de sa vie affective. A côté de la vie intellectuelle et des aptitudes intellectuelles, il ne faut pas négliger le côté extrêmement important de la vie affective, des tendances, des instincts propres de la volonté individuelle. Cela, la méthode des tests permet de le déterminer beaucoup plus difficilement. Il faut, alors, faire appel à d'autres procédés, à d'autres méthodes. » (2)

« Des psychologues, ajoute un partisan de la méthode expérimentale, s'essayent à découvrir expérimentalement les aptitudes morales : nombreuses

(1) Pieron, *op. cit.*, p. 67.

(2) Pieron, *op. cit.*, p. 57.

expériences sur le témoignage, l'association des idées, la suggestion, la simulation, réflexe psychogalvanique, etc., etc..., mais rien ne permet encore de dire exactement ce qu'un service d'orientation professionnelle pourrait leur emprunter. Force nous sera donc, le plus souvent, de nous en remettre aux observations que voudront bien nous communiquer sur l'enfant parents et maîtres. » (1)

En somme, la méthode des tests, scientifique, objective, suppose une mise au point préalable de l'analyse et de la classification des fonctions psychiques qui, à l'heure actuelle, est loin d'être réalisée. Les expériences de laboratoire, en général trop rapidement conduites, insuffisamment répétées pour chaque individu, font exclusivement ressortir l'action de ses fonctions psycho-physiologiques à l'instant même de l'expérience. La variabilité des conditions physiologiques atténue le mérite d'objectivité de cette méthode. Des expériences répétées permettraient seules de faire ressortir les aptitudes permanentes de l'individu, et encore la connaissance morale du sujet échappe-t-elle à cette méthode d'investigation.

Aussi des adeptes convaincus de l'expérimentation psycho-physiologique, de la psycho-technique, ont-ils dû renoncer à l'application exclusive de cette méthode et faire appel, pour la compléter, aux procédés d'allure moins scientifique de l'observation ou du questionnaire. Nous avons vu le Directeur de l'Office d'orientation professionnelle de Strasbourg hésiter à accepter les services d'un laboratoire de

(1) Fontègne, *L'orientation professionnelle et la détermination des aptitudes*, p. 75.

psychologie. S'il repousse le questionnaire conçu par la Chambre de métiers de la Gironde, M. Fontègne attache une grande importance à l'entretien du conseiller d'orientation professionnelle avec l'enfant, entretien conduit suivant un canevas tracé à l'avance. (1) « Nous tenons beaucoup, écrit-il, à cette *prise de contact* entre l'enfant et le conseiller de vocation. Si ce dernier sait parler au cœur du premier, s'il s'entend à faire surgir ce qui est latent en lui, si, surtout, il sait gagner sa confiance par l'intérêt qu'il lui montre, nul doute qu'il n'arrive, par cette sorte de premier examen psychologique, à obtenir une foule d'indications des p'us précieuses. » (2) La durée de cet entretien est de trois quarts d'heure à quatre ou cinq heures, « au grand maximum ».

M. Christiaens, directeur de l'Office intercommunal d'orientation professionnelle de Bruxelles, est, lui aussi, un apôtre convaincu de la méthode des tests. Cependant il écarte le système américain, voisin du système des tests de la mesure de l'intelligence, imaginés par Binet et Simon, en raison de la transformation complète des programmes et des méthodes d'enseignement qu'exigerait son application.

Il se refuse à admettre « l'orientation professionnelle des enfants par l'école, ou fondée exclusivement sur les avis du personnel enseignant » et ne veut demander aux maîtres que de préparer l'orientation professionnelle. Mais il reconnaît que les procédés des tests pour l'examen psychologique « n'offrent pas de suffisantes garanties pour qu'on s'en tienne

(1) Un modèle est joint à Fontègne, *op. cit.*, p. 235.

(2) Fontègne, *op. cit.*, p. 61.

exclusivement à leurs résultats, d'abord parce que les épreuves n'ont pas été assez rigoureusement étalonnées, ensuite parce qu'elles ne peuvent pas être répétées aussi souvent qu'il le faudrait. » (1)

En présence de l'imperfection de ces procédés, M. Christiaens propose de les combiner. Un questionnaire est rempli par le maître et les tests servent à contrôler ses réponses. Si les notes scolaires et les résultats des tests concordent, pas de difficulté. S'il y a désaccord entre les tests et les notes des fiches, l'enfant comparaît devant une Commission de trois savants, qui décident en dernier ressort. (2)

Dans la pratique de l'orientation professionnelle, l'expérimentation par les tests ne joue donc jamais un rôle exclusif. Dans l'état actuel de la psychologie expérimentale, l'interrogatoire de l'enfant ou du maître, sous forme d'entretien ou de questionnaire, est le complément reconnu indispensable de la méthode imparfaite des tests. Mais cette intervention de l'intéressé ou du maître est effacée, dans les systèmes de M. Fontègne et de M. Christiaens, tandis qu'elle passe au premier plan, à la Chambre de métiers de la Gironde. Celle-ci, écartant radicalement l'usage des tests, est naturellement amenée à demander la connaissance des aptitudes de l'intéressé à la collabo-

(1) Christiaens. *L'orientation professionnelle en Belgique*. dans: Dix conférences sur l'orientation professionnelle. *op cit.*, p. 101.

(2) Cf. Congrès international d'orientation professionnelle appliquée au choix des carrières et métiers, tenu à Toulouse du 4 au 6 septembre 1924, compte-rendu sommaire dans: *Bulletin de la Chambre de métiers de la Gironde*, octobre 1924, p. 227.

ration exclusive de l'école, de l'enfant et de ses parents. C'est le second caractère original de la méthode de Bordeaux, qui découle logiquement du premier, le rejet de la méthode expérimentale.

M. Fontègne limite étroitement le rôle de l'école dans l'orientation professionnelle. Il n'a qu'une médiocre confiance dans la bonne volonté du personnel scolaire: il estime la tâche des instituteurs déjà suffisamment absorbante et ne croit pas qu'ils puissent, dans l'état actuel des méthodes d'éducation et d'enseignement, connaître les véritables aptitudes de l'enfant. Leur tâche en matière d'orientation professionnelle ne sera donc que préparatoire. Il leur demande de faire aimer le travail, surtout le travail manuel, d'expliquer les avantages de l'apprentissage et du travail qualifié, en un mot, de développer chez leurs élèves la notion d'un idéal professionnel, par des lectures appropriées, par des visites d'usines, d'ateliers, par le cinématographe. (1)

S'il demande aux fiches ou livrets scolaires des renseignements sur les aptitudes physiques, intellectuelles et morales, il passe au conseiller de vocation ces documents pour les interpréter et les utiliser et c'est de l'entretien de ce conseiller avec les enfants et des tests qu'il attend surtout, nous l'avons vu, la connaissance psycho-physiologique de leurs aptitudes.

La Chambre de métiers de la Gironde procède généralement à un entretien du conseiller de vocation avec l'enfant à orienter. Mais elle ne voit dans

(1) Fontègne, *op. cit.*, p. 217 et suiv.; Cf. Congrès d'O.P., *Bulletin précité*, p. 228.

cet entretien qu'un complément du questionnaire, dont l'examen conduit à des conclusions autrement précises que « la parole fuyante, improvisée d'un entretien. » (1)

La méthode du questionnaire, envisagée comme base fondamentale, presque exclusive, de la détermination des aptitudes, méthode caractéristique de « l'école de Bordeaux », attribue donc à l'enfant un rôle capital. Mais pour lui permettre de faire ses réponses en connaissance de cause, elle suppose que son attention a été attirée, longtemps à l'avance, sur l'importance de ce travail et sur la manière de se connaître. L'école est donc appelée à être le champ d'observation où l'enfant prendra conscience de ses aptitudes. Pour les connaître, il suffira de « consulter les tests mille fois répétés de sa scolarité. Leur réseau est autrement dense et serré pour éviter les erreurs que celui des tests de Binet, même les mieux choisis et leur étude a l'avantage de ne pas nécessiter une armée nouvelle d'opérateurs. » (2)

C'est au cours de la scolarité que l'enfant apprend à se connaître, par une comparaison constante de sa personnalité avec celle de ses camarades. La méthode du double classement par rang d'âge et par rang de mérite facilite cette comparaison.

Ce rôle attribué à l'enfant dans la détermination de ses aptitudes a été vivement critiqué par les partisans des tests : un enfant peut-il vraiment connaître

(1) Mauvezin, *Rose des Métiers*, p. 33.

(2) Le rôle de l'enfant dans l'orientation professionnelle, *Bulletin de la Chambre de métiers de la Gironde*, mai 1924, p. 131.

ses facultés? La Chambre de métiers de Bordeaux s'est attachée à démontrer l'affirmative, par des exemples simples.

D'abord, pour les aptitudes physiques. « Plaçons... les élèves d'une division en suivant leur rang d'après l'âge. Il suffit d'appeler leur attention sur la taille des élèves du même âge à 1 ou 2 mois près pour qu'aussitôt ils montrent, sans hésitation, les grands, les moyens, les petits du groupe considéré. Ils diront même, en comparant les plus grands de ce même groupe à de plus âgés de même taille qu'eux, de combien de temps ils sont en avance, ils seront grands comme des enfants ayant un an ou six mois par exemple de plus qu'eux. Par le même procédé, les plus petits du même groupe, en se comparant à de plus jeunes de même taille qu'eux, diront sans hésitation qu'ils ont par exemple un an ou six mois de retard. N'est-ce pas là un jugement à la portée de tout enfant d'âge scolaire?

« Que ces mêmes élèves, en ordre ou librement, courent, sautent, luttent, se livrent à des exercices d'adresse, d'équilibre, de force, de résistance. etc., ils distinguent aussi facilement, pour ces divers exercices, que pour la taille, les meilleurs, les moyens et les faibles. Chacun apprécie ses voisins, trouve sa place, sa valeur dans son groupe pour l'exercice considéré. C'est ainsi que, dans les jeux par équipes, les chefs se montrent si habiles à former la leur. Les moins aptes sont appelés les derniers. Et remarquez bien que personne ne se récrie, dans ce milieu où tout soupçon d'injustice est si vivement senti et exprimé. »

En un mot, « ces observations relatives aux aptitudes d'activités physiques se font tout naturellement par les écoliers ; il suffit, pour obtenir le plus grand résultat possible, d'attirer leur attention dans cette direction. » (1)

La méthode du double classement révèle aussi à l'enfant ses aptitudes intellectuelles. En comparant son rang d'après l'âge avec son rang de classement pour telle ou telle matière, il lui est aisé d'apprécier s'il est moyen, en retard ou en avance pour le calcul, l'orthographe, etc...

Enfin, pendant les exercices scolaires, les récréations, les promenades, les maîtres observent leurs élèves et connaissent ainsi leurs qualités morales : franchise, probité, tenue, coquetterie, etc... Les parents font des observations semblables. Les maîtres peuvent donner des notes de conduite et de moralité en termes compris de tous. Les élèves eux-mêmes « ont, s'ils agissent librement, une étonnante sûreté de jugement sur leur valeur morale réciproque et sur celle des personnes qui les entourent. Témoin : leur opinion nécessaire pour l'attribution annuelle du prix Osiris dans les écoles primaires de Bordeaux. » (2)

Ainsi l'enfant, guidé par ses maîtres et parfois par ses parents, a appris, à partir de l'âge de 10 ans jusqu'à 12 ou 13 ans, à se comparer à ses camarades, à réfléchir, à se juger. Les impressions qu'il a eues sur lui-même se résument, se précisent dans le

(1) Le rôle de l'enfant dans l'orientation professionnelle, *Bulletin précité*, p. 135.

(2) *Bulletin précité*, p. 140

questionnaire « où il retrouve à peu près tous les points sur lesquels son attention a été attirée pendant sa scolarité et sur lesquels il a pris l'habitude de se comparer à ses camarades. » (1)

Quelque ingéniosité qu'ait apportée la Chambre de la Gironde à démontrer la fécondité de la méthode comparative du double classement, si intéressante que soit l'observation prolongée de l'enfant par lui-même, par ses parents et par ses maîtres, il nous semble téméraire de fonder la connaissance de l'enfant sur son propre jugement. Il paraît difficile d'admettre qu'un enfant de 12 ou 13 ans soit capable de porter sur lui-même un jugement sûr, si ce jugement surtout doit porter non pas seulement sur ses aptitudes physiques, assez aisées à mesurer par comparaison, mais sur des aptitudes psychiques nombreuses et variées. Leur appréciation exige une faculté d'analyse au-dessus des forces d'un enfant de cet âge. D'autre part, celui-ci subira l'influence de la « contagion scolaire » ; s'il rédige ses réponses à la maison, il n'est pas certain qu'il y apporte une parfaite sincérité. L'enfant n'aime pas dévoiler ses défauts. Il aura tendance à se dépeindre non pas tel qu'il est, mais tel que ses maîtres ou ses parents voudraient qu'il fût. (2)

La réaction de la Chambre de métiers de la Gironde contre la méthode des tests nous paraît, d'autre part, inspirée par la crainte de voir réduire la liberté d'action du père de famille. Elle insiste volontiers sur ce droit de la famille. « L'enfant, le père ne sont-

(1) *Op cit.*, p. 141

(2) Cf Fontègue, *op. cit.*, p. 145-146.

ils pas les vrais orienteurs? N'ont-ils rien à dire, à demander, à répondre? La famille ne peut-elle pas avoir des raisons, des intentions, des espérances dont elle veut garder le secret et qui doivent l'emporter dans le choix de la carrière? M. Christiaens se défend d'être autre chose qu'un conseiller. Mais en fait, ne devient-il pas une autorité irresponsable qui s'interpose entre l'enfant présent et le père absent?» (1)

« L'orientation professionnelle est faite pour les orientés et non pour les orienteurs... nous sommes ici en France et... jamais, en France, les parents n'accepteront qu'un conseiller de vocation, aussi avisé psycho-technicien soit-il, oriente leur enfant sans leur approbation. Chez nous, un conseiller de vocation ne doit pas orienter l'enfant, mais l'éclairer et éclairer sa famille, pour qu'il s'oriente avec le consentement de ses parents. On ne fera pas d'orientation solide, on ne fera même pas d'orientation du tout, si les méthodes employées n'entraînent pas l'adhésion du sujet orienté...

« Il faut donc un assentiment très positif de l'enfant et ce résultat ne sera obtenu que si le sujet à orienter apprend à se connaître le mieux que lui permet son âge. Pour avoir accès dans l'esprit de l'enfant, nous croyons n'avoir d'autres ressources que la psychologie puérile qu'on nous reproche. » (2)

Ces craintes ne sont d'ailleurs pas exprimées uniquement par la Chambre de métiers de la Gironde et

(1) Congrès d'orientation professionnelle, *Bulletin précité*, p. 227.

(2) *Bulletin de la Chambre de métiers de la Gironde*, mai 1924, p. 130.

le problème a été agité dans la presse. Dans son compte-rendu du Congrès d'orientation professionnelle de Toulouse, la *Journée Industrielle* en faisait ressortir l'importance.

« En suivant les discussions auxquelles donnait lieu l'étude du rôle à confier à l'orienteur, à l'école, à la famille, on voyait naître un nouveau problème qui, pour quelques-uns, restait primordial. Quelle autorité, en fin de compte, reste au père de famille dans la direction de ses enfants? Est-ce qu'au sortir de l'école où le maître l'a instruit, formé, apprécié, il doit être remis automatiquement au service d'orientation qui, appliquant à cet enfant ses procédés presque mécaniques des « tests », fixera quel métier il fera, sa vie durant, sans que sa famille intervienne?

« Une formule aussi stricte, aussi tyrannique, n'a pu obtenir l'assentiment des congressistes, et M. Duffieux en présentait aimablement l'absurdité. Il serait trop singulier de voir un service de cet ordre entraîné par quelque crise « d'hypertrophie » à n'être plus qu'un élément de dislocation de la famille. Tendance assez naturelle, il est vrai, de théoriciens isolés des réalités de la vie économique, mais très dangereuse. « Peut-on craindre quelque chose plus fort que l'esprit de système, le parti-pris économique, social, politique ou autre, de la part de celui qui s'est placé au carrefour de la vie pour faire à la jeunesse le signe qui doit entraîner sa détermination? » disait un inspecteur primaire assistant au Congrès. » (1)

(1) Quelques leçons du Congrès d'orientation professionnelle, *Journée industrielle* des 14-15 sept. 1924, citée par

A notre avis, ces craintes d'une emprise sur l'enfant ou la famille résultant de l'application des tests sont manifestement exagérées. Dans l'état actuel de la psychologie expérimentale, ses partisans les plus convaincus reconnaissent l'impossibilité pratique d'en faire une méthode exclusive de détermination des aptitudes individuelles; ils admettent dans une certaine mesure la collaboration à l'orientation de la famille, de l'école, de l'enfant lui-même, sous forme de questionnaire ou d'entretien.

A supposer même qu'un jour vienne où le test se voie décerner, par la science ou par une décision officielle, le privilège exclusif de résoudre le problème de la connaissance des individus, la liberté de la famille en sera-t-elle compromise? En aucune façon. Le père n'est pas obligé de présenter son enfant au psycho-technicien; il n'est pas davantage tenu de se soumettre aux conclusions de l'expérience; elles n'ont jamais que la valeur d'une indication, d'un conseil, dont il est libre de ne pas tenir compte et auquel il lui est loisible de préférer son appréciation personnelle de son enfant ou toutes considérations d'ordre familial. « Il y a une sauvegarde, avoue M. Duffieux : l'obligation d'être orienté n'existe pas. » (1) L'obligation de suivre l'orienteur non plus. Personne ne songe à édicter de telles obligations. Le fit-on même, il ne faudrait pas imputer à l'« automatisme » des tests la déchéance de l'autorité fami-

Duffieux, *Bulletin de la Chambre de métiers de la Gironde*, octobre 1924, p. 232.

(1) *Congrès international d'orientation professionnelle Bulletin précité*, oct. 1924, p. 227.

liale: elle résulterait du caractère obligatoire de la « décision » d'orientation, quelle que fût la méthode d'orientation, et tout aussi bien d'un système de fiches scolaires imposant à l'enfant la carrière conforme à ses aptitudes.

Peut-être la Chambre de Bordeaux redoute-t-elle dans la méthode des tests la collaboration d'organismes étrangers qu'exige son appareil scientifique et craint-elle de voir substituer, à des offices d'orientation professionnelle libres comme le sien, des offices pourvus de laboratoires importants, annexés par exemple à des Universités ou Facultés et dont le caractère officiel serait le prélude d'un monopole, puis de l'orientation professionnelle obligatoire.

Pendant la Chambre de métiers de la Gironde a émis le vœu que chaque enfant puisse trouver à proximité « un conseiller de vocation *autorisé* et susceptible de lui donner *sous le patronage officiel de l'Etat* un conseil relativement à son orientation professionnelle. » (1)

L'importance attachée par la Chambre de métiers de la Gironde au problème de l'orientation professionnelle, la méthode particulière qu'elle préconise et qu'elle applique pour déterminer les aptitudes individuelles nous ont autorisé à exposer dans son ensemble cet aspect, le plus brûlant et le plus discuté, de l'ensemble du problème de l'orientation. Celle-ci suppose en outre une nomenclature des aptitudes physiques, psychiques et morales requises pour l'exercice de chacune des professions et c'est de la compa-

(1) *Bulletin de la Ch. de mét. de la Gironde*, déc. 1921, p. 312.

raison avec les aptitudes individuelles du candidat qu'on est autorisé à conclure si une profession donnée lui convient. Cette comparaison exige un certain parallélisme des méthodes d'investigation et le conflit entre tests, observation et questionnaires renaît ici à peu près dans les même termes. Sans rouvrir le débat, mentionnons les 250 monographies de professions dressées par M. Mauvezin dans sa « Rose des Métiers ». Il n'insiste pas sur la méthode suivant laquelle il a établi ces listes. Il n'est pas douteux qu'il a utilisé les observations de techniciens et des questionnaires, à l'exclusion de tests psycho-physiologiques.

L'orientation professionnelle est, en troisième lieu, assise sur la situation économique générale, régionale et locale des métiers et professions. La situation générale et régionale de la main d'œuvre, c'est-à-dire l'avenir et l'évolution de tel métier, les salaires, les chances d'avancement, les risques de chômage, l'état de la demande de main d'œuvre, etc... doit être établie et tenue à jour par les Chambres de métiers et les syndicats professionnels, en étroite collaboration avec les services de placement municipaux.

La situation économique locale indique par commune les noms et métiers des patrons désirant des apprentis, les cours professionnels existant pour ces métiers. Elle doit être établie par les Chambres de métiers, les Offices de placement ou, à leur défaut, par les municipalités. (1)

Quelques réserves qu'on fasse sur la méthode de

(1) Mauvezin, *Rose des Métiers*. p. 74.

la Chambre de métiers de la Gironde, il convient de lui rendre cette justice d'avoir, dès ses débuts, compris l'importance considérable du problème tout nouveau de l'orientation professionnelle et d'avoir, par un effort continu, puissamment aidé à sa réalisation pratique.

Au cours d'une conférence faite à Bordeaux sous les auspices de la Chambre de métiers, M. Roux, directeur du service de l'enseignement technique en Alsace-Lorraine, rendait un hommage public à M. Mauvezin : « Vous avez, le premier en France, s'écriait-il, signalé toute l'importance de la question de l'orientation professionnelle, mais vous ne vous êtes pas contenté d'en parler : vous l'avez réalisée. »

Dans une communication à l'Académie des Sciences morales et politiques sur l'orientation professionnelle, M. André Pavie, examinant ce qui a été fait en France pour l'organiser, déclarait que l'office de Bordeaux « semble bien avoir mis sur pied le système qui se rapproche le plus de la perfection. » (1)

Les adversaires mêmes de la « méthode de Bordeaux » se sont plu à reconnaître la valeur de l'œuvre de la Chambre de métiers de la Gironde : « Nous souhaitons, écrit M. Fontègne, que l'exemple de Bordeaux, où M. Mauvezin a créé de toutes pièces un ensemble admirable, soit suivi par les villes qui ont à cœur le développement de leur vie sociale et économique. » (2)

(1) *Comptes rendus de l'Académie des Sciences morales et politiques*, nov. 1922. *Bulletin Chambre Gironde*, déc. 1922, p. 256.

(2) Fontègne, *op. cit.*, p. 147.

Après avoir exposé la méthode d'orientation professionnelle de la Chambre de métiers de la Gironde, voyons donc les résultats pratiques de son activité à cet égard.

Dans la conception de la Chambre de métiers de Bordeaux, l'orientation professionnelle repose sur le principe de la collaboration de l'école, de l'enfant, de la famille, à l'œuvre d'orientation. Il est donc naturel que l'action de la Chambre en cette matière s'exerce surtout par une propagande constante à l'école. Elle multiplie les conférences dans les écoles publiques et privées, de garçons et de filles, de Bordeaux, de sa banlieue et de sa région. L'attention tant des instituteurs que des intéressés est appelée sur l'importance de l'orientation professionnelle, sur les moyens pour le maître comme pour l'enfant d'arriver à déterminer les aptitudes individuelles sur les avantages et les inconvénients des divers métiers, leur avenir ou leur encombrement. La Chambre s'efforce ainsi de développer le goût du métier manuel, d'aiguiller les enfants vers les professions moins encombrées, vers les métiers régionaux, par exemple, celui de maître de chai, celui de tonnelier, etc., ou vers l'agriculture. Des tracts, des brochures rédigées par M. Mauvezin, ou inspirés de sa doctrine, distribués aux enfants des écoles, aux parents, etc., diffusent ces idées et s'efforcent de pénétrer les intéressés de leur importance.

Les délégués de la Chambre de métiers portent aussi la parole dans les milieux syndicaux et s'adressent au grand public; ils n'hésitent pas pour la réalisation de l'œuvre poursuivie à se transporter dans des communes assez lointaines du département,

voire même hors du département. C'est ainsi, par exemple, qu'à la suite d'une conférence présidée par le maire, le 23 décembre 1922, et à laquelle avaient été invités les instituteurs et les institutrices, les grands élèves, les familles, le public, la commune de Vic-Fesenzac (Gers) a organisé un centre d'orientation professionnelle. De même, le 30 décembre, le syndicat féminin « la Gerbe » a créé une section d'orientation professionnelle. (1)

La propagande par le Bulletin, les tracts, les envois de brochures, d'exemplaires de la « Rose des métiers », l'intensité et la continuité de l'effort de la Chambre de la Gironde ont assez fait connaître la valeur de son action pour que presque journellement les groupements les plus divers s'intéressant à l'orientation professionnelle, associations, syndicats, offices d'orientation en formation, l'interrogent sur sa méthode, se fassent adresser la « Rose des métiers » ou les autres brochures de M. Mauvezin. Certains offices d'orientation, s'inspirant directement des directives de Bordeaux, se contentent même, avec l'autorisation de la Chambre de métiers, de reproduire, pour les distribuer aux intéressés, ses tracts de publicité, notamment ses « Conseils aux enfants sur le choix d'un métier ». Citons par exemple, en dehors du Centre féminin d'orientation professionnelle, filiale de l'office d'orientation professionnelle de la Chambre de métiers de la Gironde : l'Office municipal et interlocal de placement de Brest et son cabinet d'orientation professionnelle ; l'Office d'orientation professionnelle

(1) *Bulletin de la Chambre de métiers de la Gironde*, janvier 1924, p. 15.

du XII^e arrondissement de Paris; l'Office départemental et municipal de placement de la Sarthe... (1) La Chambre de la Gironde a été invitée par le Sous-Secrétaire d'Etat de l'Enseignement technique à exprimer son opinion sur l'organisation des offices d'orientation professionnelle (2), par l'Institut Lannelongue, à exposer ses conceptions. (3)

Mais l'effort le plus intéressant, le plus efficace s'exerce à l'école et dans la famille, par la pratique des questionnaires, déjà mentionnés et par l'originale institution de concours de choix de métier.

Des nombreuses enquêtes faites par elle et de l'examen des milliers de réponses aux questionnaires pour débutants, la Chambre de métiers tire une véritable doctrine. Nous ne retiendrons que les conclusions de l'enquête de l'été 1919, l'une des plus poussées et qui est à peu près contemporaine des débuts de la Chambre de la Gironde. Au préalable, au cours de conférences faites dans 25 écoles de garçons de Bordeaux, M. Mauvezin avait attiré l'attention des enfants sur l'utilité d'une orientation vers un métier conforme à leurs aptitudes et sur le danger de l'engouement pour les métiers encombrés de la mécanique. Puis il remit à chacun d'eux quelques conseils sous forme de tracts et un questionnaire qu'il expliqua en détail et qu'il recommanda de remplir après mûre réflexion pendant quelques jours. Les parents répondirent ra-

(1) Cf. Office d'orientation professionnelle de Lille; Ecole Professionnelle d'Esch-sur-l'Alzette (Luxembourg). *Bull. Ch. mét. Gironde*, oct. 1922.

(2) *Bull. Ch. mét. Gironde*, déc. 1922, p. 259,

(3) *Même Bull.*, nov. 1923, p. 265.

rement à l'invitation d'exprimer leurs sentiments sur l'orientation de leurs enfants. Mais 666 enfants de 10 à 15 ans remplirent les questionnaires. Sur ce nombre, 329 déclarèrent vouloir quitter l'école à la fin de l'année pour commencer à travailler. Leurs désirs se répartissaient ainsi entre les divers métiers: (1)

Métiers agricoles			15
— du livre			5
— d'art			10
— du fer et des métaux	{	ajusteurs-mécaniciens, tourneurs : 95	157
		fer et métaux sans spécifier : 49	
		électriciens : 13	
— du bois	{	menuisiers : 9	35
		ébénistes : 10	
		modeleurs et divers : 5	
		sans spécification : 11	
Autres métiers du bâtiment			13
Métiers d'alimentation			8
— commerciaux			30
— marins et transports			13
— divers			14
Enfants ne s'étant pas prononcés relativement au choix d'un métier.			29
			329

Bien que l'attention des enfants eût été appelée sur les dangers des métiers encombrés, les métiers du fer et des métaux avaient la prééminence, représenter à eux seuls la moitié des candidatures. Comme conclusion de cete enquête, M. Mauvezin estimait d'une part que le tiers des enfants aurait eu avantage à fréquenter l'école encore une ou plusieurs années (2); d'autre part que:

22 % seulement des enfants demandaient des métiers paraissant leur convenir;

(1) Mauvezin, *Rose des Métiers*, p. 13.

(2) Mauvezin, *loc. cit.*

40 % des métiers paraissant mal leur convenir;

38 % des métiers qui semblaient acceptables, ou bien n'avaient pas su formuler une opinion précise. (1)

Deux « concours de choix de métier » ont été organisés par la Chambre de métiers de la Gironde, en 1923 et 1924. Nous ne connaissons pas tous les résultats du concours de mai 1924, mais il est intéressant de rapprocher les résultats de celui de 1923 des leçons fournies par les réponses au questionnaire de 1919; c'est un moyen d'apprécier l'action de la Chambre depuis ses débuts jusqu'en 1923.

Le concours organisé en 1923 avait précisément pour but de montrer « où en était l'orientation professionnelle à Bordeaux, quand elle est faite par l'école, l'enfant et ses parents. »

Le but du concours était d'obtenir des candidats des réponses apportant la preuve convaincante que leur choix d'une profession était pleinement justifié.

Dans ce but, il comportait d'abord des réponses à faire par écrit et par le candidat, chez lui ou en classe, avec l'aide de ses maîtres et au besoin de ses parents, à un questionnaire comprenant des demandes relatives aux aptitudes physiques, intellectuelles et morales indispensables ou seulement utiles pour exercer convenablement le métier choisi par lui — et des demandes relatives à ses aptitudes et qualités et justifiant son choix.

Le candidat avait, en outre, à répondre par écrit à des questions générales, telles que: avantages de

(1) Mauvezin, *op. cit.*, p. 10.

l'apprentissage, de l'instruction, explication de maximes d'orientation pratique...

Pouvaient participer au concours les écoles, à raison de cinq questionnaires au moins et dix au plus par école et les futurs débutants. Un questionnaire fut remis à chaque concurrent. Furent éliminées du concours les écoles qui n'avaient pas mis la « Rose des Métiers » de leur bibliothèque à la disposition des enfants et des familles et les candidats qui n'avaient pas eu l'approbation de leurs parents, « car les parents, légalement et moralement responsables, ne doivent, dans aucun cas, se désintéresser de l'avenir de leurs enfants ». La seule signature des maîtres ou celle des parents, sans leur avis formel, a fait diminuer la note de l'école et celle de l'écuyer.

Sur 24 écoles concurrentes, 14 furent classées en rang utile; les 64 réponses des 10 autres écoles ne justifiaient pas la communication de la « Rose des Métiers » déposée à l'école.

Sur 191 concurrents, 101 avaient leur questionnaire signé des parents avec, pour la plupart, leur avis motivé, formalité essentielle du concours.

Les 47 meilleurs questionnaires furent l'objet d'une enquête, en vue de vérifier si leurs auteurs avaient effectivement suivi la profession qu'ils annonçaient. La plupart l'avaient embrassée ou s'y préparaient dans une école appropriée. Les 26 lauréats remplissaient cette condition.

Le dépouillement des 191 réponses permettait d'établir la répartition des désirs des candidats par profession. Elle était la suivante:

Mécaniciens	18
Menuisiers-ébénistes	18
Menuisiers	16
Agriculteurs	15
Employés de bureau.....	13
Employés de commerce.....	12
Electriciens	10

Les 49 autres professions demandées, toutes de la région, avaient de 1 (tonnelier; plâtrier) à 7 candidats.

Les professions désirées, classées par école, se montraient en rapport étroit avec l'activité économique du quartier et le travail manuel à l'école. La camaraderie et la mode exerçaient moins d'influence qu'avant la campagne de la Chambre de métiers. (1)

Les bulletins de la Chambre de métiers donnent, à partir d'octobre 1923, le résultat mensuel de l'activité de son Office d'orientation professionnelle. Voici quelques chiffres qui compléteront les indications du concours de mai 1923.

	Orientés directement ou réorientés	Questionnaires et conseils demandés	Conseils visite médicale avant orientation	Débutants orientés n'ayant pas trouvé de place à leur goût	Total
Octobre et Novembre 1923	62	19			81
Décembre —	25	24			49
Janvier 1924	28	10	3		48
Février —	25	13		2	40
Mars —	17	16	5	2	40
Avril —	6	15	1	1	23
Mai —	11	25	5	0	41
Juin —	14	18	5	1	38
Juillet —	35	20	2	1	58

(1) Compte rendu moral rapporté par M. Duffieux, chef de l'Office d'orientation professionnelle, *Bull. Ch. Mét. Gironde*, décembre 1923, p. 290.

Professions	Oct.	Nov.	Dé- cembre	Jan- vier	Fé- vrier	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Total
Bouchers	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	1
Tonneliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	2
Employés de chai	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	1
Bouchonniers	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	1
Bijoutiers	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	1
Horlogers	»	»	1	»	»	»	»	»	»	3	4
Papetiers	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	2
Miroitiers	2	1	»	»	»	1	»	»	»	»	3
Passementiers	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1
Brossiers	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	1
Taillieurs	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	1
Cordonniers	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	1
Quincailliers	4	1	1	»	»	»	»	»	»	»	6
Employés de commerce	3	»	»	»	3	1	2	2	1	1	13
Employés de banque	»	»	»	»	1	3	»	»	»	»	1
Employés de bureau	»	»	1	»	»	»	»	»	1	2	8
Employés de Chemins de fer	»	»	1	»	»	»	»	1	»	»	1
Chauffeurs d'autos	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	1
Garagistes	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	1
Marins	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1
Institut d'électricité	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	1
École Supér. Commerce	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1
Cours complémentaire	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	1
Continuer École primaire	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	2
Agriculteurs	4	»	»	»	»	»	»	»	»	1	5
Horticulteurs	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	2

Si l'on groupe les métiers similaires, on obtient le tableau récapitulatif suivant:

Métiers agricoles.....	5
— du livre.....	23
— des métaux.....	52
— du bois.....	30
— du bâtiment.....	24
— d'alimentation	21
— commerciaux	22
— divers	34

TOTAL..... 211

Le rapprochement de ce tableau et des résultats statistiques de l'enquête de 1919 permet les constata-

tions suivantes : Sur un total de 211 orientés, les métaux sont représentés par 52, soit à peine le quart, tandis qu'en 1919, les élèves désireux d'embrasser cette catégorie de profession s'élevaient à 157 sur 329, soit près de la moitié. Les métiers du bois sont descendus de 35 (1 sur 25) à 30 (1 sur 7). Par contre les métiers du livre passent de 5, soit 1 sur 65 à 23, soit 1 sur 9; les métiers du bâtiment, de 13 (1 sur 25) à 24 (1 sur 9); les métiers de l'alimentation de 8 (1 sur 40) à 21 (1 sur 10). En un mot, l'Office a décongestionné dans une large mesure les métiers encombrés (fer et bois); il a éveillé de plus nombreux désirs vers les professions délaissées (livre, bâtiment, alimentation).

Cette comparaison ne permet pas, au contraire, de constater une préférence de l'office pour le métier artisanal. La statistique ne comporte aucune spécification à cet égard. Ni les statuts de la Chambre de métiers de la Gironde, ni ses bulletins mensuels n'accusent la volonté de diriger l'orientation professionnelle vers les petits métiers plutôt que vers la grande industrie. La composition même de la Chambre, qui comprend parmi ses membres les plus influents les représentants de grosses entreprises bordelaises et qui a pour président le chef de la Société Carde et Cie, autorise à penser que l'orientation n'est pas faite exclusivement en vue du recrutement des petits métiers.

§ 2. — *La Chambre de métiers de la Gironde et l'apprentissage.*

Nous venons de décrire la méthode suivant laquelle

la Chambre de métiers de Bordeaux et l'Office qui lui est annexé procèdent à l'orientation professionnelle, tant au point de vue de la détermination des aptitudes individuelles et professionnelles qu'au point de vue des directives économiques de l'orientation à donner. Prenons maintenant un enfant orienté par elle vers un métier et étudions comment elle envisage sa formation professionnelle.

Nous avons déjà fait ressortir le rôle fondamental que la Chambre de métiers de la Gironde attribue à l'école en matière d'orientation professionnelle. Elle était naturellement amenée à prévoir aussi la collaboration de l'école dans la formation professionnelle. Au cours de son enseignement, le maître doit donner à ses élèves un aperçu des diverses professions, leur montrer l'attrait des métiers manuels et insister sur les avantages de l'apprentissage, qui, s'il n'assure pas un gain immédiat, permet à l'ouvrier de se « qualifier » en quelques années et d'élever bientôt son salaire à un niveau qui compense largement l'absence de gain pendant les années d'apprentissage. Voilà un premier aspect de l'action de l'école sur l'apprentissage.

Par son influence, le maître dirige peu à peu, graduellement, ses élèves vers les métiers qualifiés, vers un apprentissage. Voici un autre aspect, plus pratique. L'école, qui prépare cette mentalité favorable à l'apprentissage, doit être aussi, d'après la Chambre de Bordeaux, une préparation pratique de l'apprentissage.

On parle souvent, observe M. Mauvezin, (1) de

(1) Mauvezin, *Rose des Métiers*, p. 45.

préapprentissage, et l'on entend ce mot dans un sens très élastique. On devrait le réserver, conformément à son étymologie, aux mesures constituant effectivement une préparation à l'apprentissage, c'est-à-dire une initiation préalable à un métier déterminé ou à un groupe de métiers. Ce serait, par exemple, la période d'essai de trois mois pendant laquelle le patron et l'ouvrier éprouvent s'ils ont intérêt à se lier pour une longue durée. Ce serait encore le cas où des Compagnies de chemins de fer engagent un lot de débutants, en vue de leur donner un enseignement technique et pratique et de les aiguiller, après un certain stage, vers tel métier déterminé. Ce serait enfin la préparation d'un groupe de débutants à une catégorie de métiers connexes entre eux. (1) En ce sens, on peut citer l'atelier professionnel organisé aux Epinettes par un industriel parisien, M. Kula, apôtre du préapprentissage, en vue d'initier l'enfant, pendant la dernière année scolaire, à l'un de « ces métiers-types pouvant servir à la préformation d'un grand nombre d'autres métiers. » (2)

L'école primaire n'a pas à faire de préapprentissage, enseignement déjà technique et dans une certaine mesure spécialisé. Sa mission est de développer, avec une mentalité favorable aux métiers manuels, le goût et l'habitude des travaux manuels. Ce n'est plus du préapprentissage, puisque cet enseignement

(1) *Op. cit.*, p. 55

(2) TURMANN, *Problèmes sociaux du travail industriel*, 2^e série, p. 35. La Chambre de commerce de Paris a repris et agrandi cet atelier et en a organisé deux autres, pour le bronze d'art et l'orfèvrerie et pour les métiers de la couture, (Turmann, *op. cit.*, p. 35, note 1).

s'adresse à tous les élèves, même à ceux qui se tournent vers des carrières libérales, et il mérite plutôt le nom de « travaux pratiques d'initiation manuelle. » (1)

C'est précisément, observe M. Mauvezin, l'erreur où sont tombés les ateliers des écoles primaires dans l'application de la loi du 28 mars 1882. La loi organique de l'enseignement primaire décidait qu'on devrait enseigner aux enfants « les travaux manuels et l'usage des outils des principaux métiers, ainsi que les éléments du dessin et du modelage ». En fait, ces ateliers se sont spécialisés dans les métiers du fer et du bois, et plus précisément encore dans les métiers d'ajusteur, de forgeron et de menuisier, tombant ainsi dans un véritable « préapprentissage » technique et spécialisé. Ce n'était pas le vœu du législateur, qui, grâce à la connaissance des outils des principaux métiers, se proposait de donner aux enfants des vues générales sur l'ensemble des métiers. La spécialisation avait, en outre, le double inconvénient d'enseigner aux enfants les principes de métiers pour lesquels ils n'avaient peut-être aucune des aptitudes requises, et surtout de faire croire aux élèves et à leurs parents que les métiers du fer et du bois, seuls enseignés, étaient seuls intéressants, partant, de leur faire mépriser les autres. (2) De là l'engouement exagéré constaté plus haut pour ces deux groupes de professions.

L'application, conformément à son esprit, de la loi du 28 mars 1882 eût d'ailleurs été impossible et

(1) Mauvezin, *op. cit.*, p. 45

(2) Mauvezin, *op. cit.*, p. 47

sans efficacité pratique. Faire connaître à des centaines d'enfants les outils innombrables des différents métiers, c'était une tâche qui se heurtait à des difficultés matérielles de temps et d'argent, comme à l'insuffisance de taille ou de force des enfants. A la supposer réalisée, elle n'eût fait que donner aux élèves, au prix de beaucoup de temps, de très vagues notions et qu'augmenter l'embarras de leur choix. Ce n'est pas en faisant défiler devant les yeux des enfants l'ensemble des outils des différents métiers que l'on peut aider à leur formation professionnelle et l'on doit rejeter « l'idée trop répandue aujourd'hui de faire tâter aux enfants un peu de tous les métiers par un préapprentissage préalable, pour leur permettre de faire en toute connaissance de cause un choix judicieux ». (1)

Au lieu d'être conçus en vue d'apprendre aux enfants les éléments d'un métier déterminé, les « travaux d'initiation manuelle » doivent avoir pour but de former leur adresse manuelle, et de développer leur coup d'œil, leur jugement, leur initiative et leur persévérance. Il convient, étant donné ce but général, de les rendre obligatoires pour tous les enfants de 6 à 13 ans, des écoles primaires ou des lycées, garçons ou filles, aussi bien dans les campagnes que dans les villes, et aussi bien pour les futurs commerçants ou employés que pour les futurs ouvriers. On choisira ces travaux parmi ceux qui peuvent contribuer à l'aménagement, à l'entretien ou à la décoration de l'habitation, domaine où l'homme et la

(1) Mauvezin, *op. cit.*, p. 47.

femme, quelle que soit leur situation sociale, auront toujours l'occasion d'utiliser leurs connaissances manuelles. (1)

L'organisation rationnelle et obligatoire de ces travaux d'initiation manuelle n'aurait pas seulement le mérite de donner à l'enfant une certaine habileté manuelle et de développer au maximum chez lui le coup d'œil, le jugement, l'initiative et la persévérance, mais aussi de l'aider à choisir judicieusement la profession qui lui convient.

D'autre part, cet enseignement aurait une haute portée morale et sociale. « Au fur et à mesure que l'enfant verra s'affirmer ses qualités d'habileté manuelle, de jugement et de caractère, il prendra conscience de sa valeur et s'essaiera volontiers à des travaux plus difficiles et de plus longue haleine... On peut estimer que l'enfant devenu adulte aura ainsi acquis un goût particulier pour l'aménagement et la décoration de son foyer, qu'il voudra confortable et coquet. Aimant son chez lui, toujours en éveil sur ce qui pourrait le rendre plus attrayant, il y restera avec plaisir, délaissant le cabaret et les plaisirs fugitifs. De ce fait, la famille, cellule vivante de la nation, se trouvera sérieusement renforcée et, avec elle, l'armature sociale du pays.

« Enfin, le fait que chacun se sera livré dans sa jeunesse à des travaux manuels et aura pu en apprécier le charme et les difficultés atténuera, dans une large mesure, la hauteur de la barrière que certains

(1) Mauvezin, *op. cit.*, p. 49.

esprits ont encore l'habitude de voir entre les autres classes et la classe ouvrière. » (1)

Une fois l'enfant sorti de l'école et orienté vers un métier, la Chambre de métiers se préoccupe de son apprentissage. Pendant la scolarité, son Office d'orientation professionnelle a déjà attiré l'attention des élèves et de leurs parents sur l'importance et l'intérêt que présente pour leur avenir l'apprentissage. Il lui faut convaincre aussi les chefs d'entreprises, les grands et les petits patrons, des avantages qu'ils peuvent retirer, et leur profession avec eux, de la formation d'apprentis. Si la situation de famille et le désir d'un gain immédiat poussent de nombreux parents à sacrifier l'avenir au présent et à préférer à quelques années d'apprentissage d'un métier qualifié des places de manœuvres ou d'ouvriers non qualifiés où « on gagne tout de suite », les patrons ont aussi leur part de responsabilité dans la crise de l'apprentissage. Souvent, pour s'excuser de manquer à leur devoir de former des apprentis, ils invoquent les nécessités de la production, les dangers de la concurrence et prétextent le manque de temps, l'impossibilité de distraire de l'atelier un contremaître chargé d'enseigner le métier aux débutants. La Chambre de métiers de la Gironde s'efforce de faire l'éducation des patrons comme celle des futurs apprentis et exerce sa propagande en faveur de l'apprentissage dans les milieux syndicaux comme à l'école.

Elle se préoccupe aussi de dresser la liste des besoins en débutants des diverses corporations indus-

(1) Mauvezin, *op. cit.*, p. 57.

trielles et commerciales, ce qui, nous l'avons vu, lui permet d'orienter les enfants vers les professions où la demande de main d'œuvre est abondante. Elle met les enfants les mieux qualifiés pour une profession déterminée en rapport avec les membres de la corporation correspondante.

Les apprentis une fois placés, elle les suit et les guide dans leur formation professionnelle et technique.

Institution d'initiative privée, la Chambre de métiers de la Gironde ne dispose pas, en matière d'apprentissage, des pouvoirs considérables dévolus par le législateur aux Chambres de métiers officielles allemandes, et que nous avons analysées en étudiant les Chambres de métiers d'Alsace-Lorraine. Il ne lui appartient pas d'établir une réglementation obligatoire de l'apprentissage avec un droit de contrôle et des sanctions.

Le résultat qu'elle ne peut demander à l'obligation, la Chambre de métiers de la Gironde s'efforce de le réaliser par une action personnelle sur les employeurs; son but est d'introduire dans le fonctionnement du contrat d'apprentissage les garanties que la loi organique de 1851 a été impuissante à assurer.

A Bordeaux, par exemple, les écoles professionnelles et les grands ateliers organisés pour la formation professionnelle reçoivent annuellement au total de 3 à 400 débutants. « Les familles se précipitent vers ces établissements privilégiés; elles considèrent comme une bonne fortune l'admission de leurs enfants.

« Des 1.500 autres débutants des deux sexes, les

uns sont orientés et placés par les familles, avec le concours de l'école ou de la Chambre de métiers. Les autres, peut-être plus nombreux, s'en vont au hasard d'une affiche, d'une annonce de journal, d'un ouï-dire.

« Ces 1.500 débutants et leurs familles n'ont aucune garantie positive d'un bon apprentissage. S'ils tombent chez un patron ou des compagnons capables et consciencieux, aimant leur métier, c'est parfait.

« Même avec un contrat d'apprentissage écrit, l'absence de conscience, de savoir professionnel, sont, en fait, à l'abri de toute responsabilité à l'égard de l'apprenti et de son tuteur. » (1)

La Chambre de métiers propose, comme la mesure la plus importante à prendre, après une bonne orientation professionnelle, dans l'intérêt bien compris des métiers, l'établissement d'un programme minimum d'apprentissage à l'atelier, pour chaque métier, programme réparti par années et établi par les syndicats patronaux et ouvriers.

Ce programme minimum serait inséré dans le livret d'apprenti, affiché dans l'atelier et transcrit, ou tout au moins, mentionné dans le contrat d'apprentissage. (2)

Ce programme constituerait, pour le maître d'apprentissage, une directive à suivre, qui éviterait de laisser aux hasards de la bonne volonté ou des be-

(1) *Bull. Ch. mét. de la Gironde*, juillet 1924, p. 221.

(2) *Bull. Ch. mét. Gironde, loc. cit.*, p. 222.

soins de la production la formation professionnelle. Le contrôle de l'exécution serait exercé par les syndicats patronaux et ouvriers, par la Chambre de métiers et par le représentant de l'apprenti, qui pourrait aisément s'assurer par le livret si ce programme a été fidèlement suivi.

Un programme minimum contrôlé est une des conditions d'une bonne formation professionnelle. Mais l'apprentissage soulève bien d'autres questions : nombre d'apprentis, durée de l'apprentissage, causes de rupture, contrôle des progrès, salaires, fréquentation des cours professionnels, etc. Laisser à l'initiative de chaque maître d'apprentissage la détermination des clauses du contrat risque d'y introduire une extrême diversité et de priver l'apprenti sans défense ou ignorant de toutes garanties d'une formation professionnelle suffisante.

Le Chambre de métiers de la Gironde n'a pas, à notre connaissance, élaboré, comme la Chambre de métiers d'Alsace et de Lorraine et d'autres Chambres de métiers, de contrat-type d'apprentissage. Elle paraît plutôt s'offrir à établir, dans chaque espèce, les conditions du contrat individuel d'apprentissage que de chercher à obtenir, à défaut d'obligation légale, l'adhésion des représentants des divers métiers à un contrat-type uniforme, ou différencié par professions, que les patrons ou les syndicats s'engageraient à reproduire dans la rédaction des contrats individuels.

Cependant, dans sa « Rose des Métiers », M. Mauvezin reconnaît les inconvénients des contrats individuels et préconise, sous une forme originale, un

véritable contrat-type, le contrat collectif d'apprentissage par corporation. (1)

S'en tenir au recrutement individuel des apprentis par chaque patron, c'est « laisser cet effort de recrutement au soin de quelques maisons plus soucieuses que les autres de leurs devoirs, de leur intérêt propre et de celui de leur corporation, alors que d'autres vivent en insouciantes et en parasites, ne connaissant qu'aujourd'hui sans s'inquiéter de demain, quitte, si la nécessité les presse, à accorder, le cas échéant, des salaires majorés pour s'approprier temporairement la main d'œuvre formée à chers deniers par leurs confrères. » (2)

D'autre part, ce mode de recrutement, en laissant les chefs d'entreprise libres de former ou de ne pas former des apprentis et de fixer à leur gré le nombre de ceux qu'ils accepteront, rompt l'équilibre entre la main d'œuvre et les besoins de la production dans chaque profession. Certains patrons accueillent des débutants poussés par la mode vers leur branche, sans se préoccuper si cette main d'œuvre en excès ne se condamne pas, et avec elle, le personnel ouvrier, à un chômage prochain. D'autres corporations rencontrent les plus grandes difficultés pour recruter quelques rares apprentis, à tel point qu'on peut se demander « si certaines branches des plus indispensables à notre existence sociale ne sont pas menacées de disparaître prochainement, faute d'éléments jeunes pour remplacer ceux qui s'en vont. » (3) Certains

(1) Mauvezin, *Rose des Métiers*, p. 77 à 84, et *Bull. Ch. mét. Gironde*, mai 1921, avec tirage à part.

(2) *Op. cit.*, p. 78.

(3) *Op. cit.*, p. 80.

patrons ne veulent pas former d'apprentis, par crainte de se créer un jour des concurrents et cette même mentalité explique, sans la justifier, l'hostilité de certains milieux ouvriers contre l'apprentissage.

Enfin, avec le contrat individuel, les apprentis sont à la merci des patrons, à défaut de discussion sérieuse des clauses du contrat, par ignorance ou par timidité. Des patrons qui n'ont aucune hostilité raisonnée contre l'apprentissage se désintéressent de cette question vitale pour leur avenir. Ils prennent comme apprentis des débutants, qu'ils utilisent comme manœuvres, pour s'éviter les frais d'une main d'œuvre adulte; ou bien ils acceptent comme apprentis « les premiers venus, sans s'inquiéter s'ils ont les aptitudes et qualités que demande le métier qu'on leur propose, quitte à les utiliser à des besognes n'ayant que des relations lointaines avec ce métier, puis à les licencier à la première occasion, dès qu'on jugera qu'ils ne rapportent plus ce qu'on les paie. » (1)

Ce recrutement sans méthode, incohérent de la main d'œuvre de l'avenir est aussi déplorable au point de vue de l'intérêt corporatif que de l'intérêt général. Le trop grand nombre d'apprentis dans un métier entraîne des risques de chômage et d'instabilité des salaires; la pénurie d'apprentis aboutit à une hausse momentanée des salaires, bientôt suivie de la ruine de la profession et du chômage.

L'admission de débutants n'ayant pas les qualités et aptitudes requises est aussi désastreuse pour les

(1) *Op. cit.*, p. 79.

bons ouvriers que pour les patrons. Ils font de mauvais ouvriers, « qui grèvent de frais généraux excessifs les prix de revient et empêchent la distribution aux ouvriers capables de salaires dignes d'eux. Tous les ouvriers d'une même corporation sont intéressés à ce que la production de leur travail laisse une marge importante entre le prix de vente et le prix de revient, et c'est une bien mauvaise conception que d'avoir pour co-associé dans son travail un incapable ou un paresseux. » (1)

Les métiers tendent d'ailleurs de plus en plus à se diviser en branches qui ne demandent pas seulement des ouvriers d'élite, mais aussi des ouvriers ordinaires et des manœuvres spécialisés, les divers éléments du personnel étant appelés, suivant leurs capacités, à faire des travaux plus ou moins difficiles, requérant des aptitudes et des qualités plus ou moins développées.

Si donc, conclut M. Mauvezin, « la courte vue de certains éléments appartenant à une branche quelconque d'activité les empêche de comprendre leur devoir, c'est à la corporation qu'il appartient de le leur rappeler... et de mettre en action tout ce qui est indispensable pour assurer sa vie et sa prospérité. »

Dans l'esprit du directeur de la Chambre de métiers de la Gironde, la corporation, qu'il est indispensable de définir, en l'absence de toute institution légale de ce nom, ne comprend pas ici nécessairement tous les éléments d'un même métier, mais « un groupement d'éléments suffisants en nombre et en

(1) *Op. cit.*, p. 80.

qualité pour pouvoir parler et agir au nom des intérêts de ce métier. » (1)

En énumérant les divers avantages attribués par M. Mauvezin à la corporation sur l'initiative patronale isolée, nous exposerons en même temps implicitement la méthode d'apprentissage et les clauses du contrat d'apprentissage qu'il estime les plus rationnelles, c'est-à-dire le programme d'apprentissage de la Chambre de métiers de la Gironde.

L'intérêt de ce programme nous autorise à suivre M. Mauvezin dans son développement.

La mission de la corporation en matière d'apprentissage se ramènerait aux points suivants :

1° Attirer l'attention des débutants et de leurs parents sur le métier qu'elle représente, les y intéresser par des conférences, des visites d'ateliers et d'usines, un musée des travaux du métier ;

2° Etablir, d'après le nombre, l'âge et la spécialité des ouvriers de la corporation, le nombre des débutants à prévoir chaque année, en apprentis de 1^{er}, 2^e et 3^e rang, appelés respectivement à remplacer des ouvriers d'élite, des ouvriers ordinaires et des manœuvres spécialisés ou non ;

3° Connaître les maisons capables de former des apprentis et déterminer le nombre de ceux-ci, pour chacune d'elles, en proportion du nombre de ses ouvriers ;

4° Etablir les qualités et aptitudes requises des professions de la corporation, rechercher des débutants dans les écoles et décider qu'aucun débutant ne

(1) *Op. cit.*, p. 81, note 1.

devra être accepté par un des membres de la corporation qu'après un examen par ses délégués constatant son aptitude à remplir un jour l'emploi qu'on lui destine;

5° N'accepter en principe des débutants qu'en août, septembre ou octobre, dans l'intérêt de la bonne fréquentation de l'école primaire et des cours professionnels;

6° Faire subir aux débutants, par ses délégués, un examen de vérification d'aptitudes à la fin d'un stage d'essai de deux ou trois mois;

7° Préciser dans le contrat le programme de chaque année et l'emploi du temps, pour contrôler les résultats acquis et établir la cause des échecs des débutants et la liste des maisons auxquelles ils appartiennent;

8° Préciser dans le contrat les cours complémentaires techniques et professionnels à suivre, leurs jours et heures, les rétributions à accorder à l'apprenti pendant leur durée et insérer dans le contrat une clause de résiliation à ses torts et griefs pour défaut de fréquentation régulière de ces cours;

9° Etablir le barème des salaires de l'apprenti suivant son temps d'apprentissage et éventuellement suivant ses notes de cours et ses récompenses dans les concours; la sélection rationnelle des débutants leur permettrait de rendre à leurs patrons de meilleurs services beaucoup plus tôt et permettrait à ces derniers de leur accorder des salaires proportionnés à la qualité de leur travail;

10° Prendre certaines mesures de charité ou de prévoyance: accepter ou maintenir en apprentissage,

grâce à des indemnités supplémentaires, des débutants dans le besoin ; affilier les apprentis à des caisses de mutualité, de secours, de chômage, d'invalidité, de retraites ; les grouper en association d'apprentis et d'anciens apprentis ;

11° Décider que ses membres s'engageront à ne pas recruter d'apprentis autrement que par le contrat collectif et qu'il lui appartiendra de n'accepter d'apprentis dans son sein qu'après examen de leurs aptitudes et qualités par ses délégués.

Dans les villes où existent des Chambres de métiers, la rédaction du contrat collectif d'apprentissage serait soumise à l'appréciation du conseil de métier de la corporation, composé en nombre égal de patrons et d'ouvriers, notamment pour la détermination du nombre de débutants à former chaque année.

Le contrat collectif d'apprentissage refrènera la tendance des maisons à se prendre leurs apprentis et leurs jeunes ouvriers, de la part des patrons signataires comme de la part des non adhérents, rendus très circonspects par la force matérielle et morale de la masse des patrons adhérents, avec laquelle ils auraient à compter.

Les parents trouveront plus de garanties à traiter avec la corporation qu'avec un patron isolé et les enfants, se sentant engagés envers une collectivité, hésiteront davantage à rompre le contrat pour des motifs futiles ; ils comprendront qu'en cas de rupture, ils n'auraient plus qu'à changer de profession, car l'ensemble des maisons adhérentes au contrat collectif leur seraient fermées et les dissidents risqueraient de se mettre en mauvaise posture en accep-

tant un apprenti qui aurait rompu son engagement avec les membres adhérents. (1)

Ce programme contient d'excellentes choses. On ne peut qu'approuver de tels efforts en vue d'appliquer les principes de l'orientation professionnelle à l'entrée en apprentissage et d'imposer l'examen à la fin de la période d'essai, seule sanction pratique. La corporation est évidemment qualifiée pour déterminer les aptitudes requises dans les métiers qui se rattachent à elle, ainsi que les besoins de ces métiers en apprentis et pour fixer le nombre d'apprentis par entreprise. La fixation des programmes de l'apprentissage pratique, des cours et de leurs horaires, le barème des salaires, sont des clauses importantes du contrat d'apprentissage. La clause de résiliation pour défaut de fréquentation des cours est intéressante, ainsi que les mesures de solidarité prévues.

Regrettons cependant que M. Mauvezin se soit contenté de ces quelques indications à propos des avantages du contrat corporatif sur le contrat individuel et n'ait pas proposé de formule complète de contrat-type d'apprentissage, réglant dans leur ensemble les conditions de l'apprentissage, les obligations réciproques du maître et de l'apprenti et les causes de résiliation susceptibles d'être invoquées par chacune des parties.

Ces réserves faites, le système édifié par le Directeur de la Chambre de métiers de la Gironde marque un sérieux effort pour suppléer à l'absence de pou-

(1) Mauvezin, *op. cit.*, p. 83-84.

voir réglementaire des Chambres de métiers françaises. A défaut du régime allemand de la réglementation obligatoire pour toutes les entreprises, soumises au contrôle et aux sanctions pénales et civiles de la Chambre de métiers, la Chambre de Bordeaux établit un régime contractuel fondé sur l'engagement volontaire des chefs d'entreprises.

Ce système peut-il fonctionner efficacement ? En d'autres termes, assure-t-il un contrôle de l'apprentissage et est-il pourvu de sanctions ?

La corporation, sur laquelle M. Mauvezin le fonde, n'a pas en France d'existence légale. Il n'existe ni corporations facultatives, ni corporations obligatoires et les seules formes de groupements professionnels sont les associations et les syndicats.

M. Mauvezin ne prend d'ailleurs pas le terme dans un sens juridique, puisqu'il n'exige pas le concours de tous les membres de la profession, mais seulement d'un « groupement d'éléments suffisants en nombre et en qualité pour pouvoir parler et agir au nom des intérêts de ce métier ».

Il n'y aura donc pas d'engagement entre tels patrons et la corporation, dépourvue de toute personnalité juridique, mais engagement d'un certain nombre de patrons les uns envers les autres. L'accord de tous les adhérents est nécessaire pour décider la formation et arrêter les termes du contrat collectif. Son établissement suppose donc le concours, sur tout un ensemble de points, des patrons appartenant au même métier. Or M. Mauvezin avoue l'indifférence d'un grand nombre à l'égard de l'apprentissage. Ces indifférents se lieront-ils par un engage-

ment? La force du contrat collectif résiderait précisément dans l'adhésion du plus grand nombre de patrons.

Quant aux non adhérents, la majorité ne possède aucun moyen de les contraindre. Or la minorité se composera de ce noyau d'entrepreneurs qui se refusent à faire des apprentis et se contentent de les prendre, une fois formés, aux autres patrons, en les attirant par de hauts salaires. Il est douteux que la « force morale et matérielle » de la corporation suffise à leur imposer le respect du contrat collectif. Bien souvent, les non syndiqués, les premiers à revendiquer les avantages obtenus par les membres des syndicats, s'empressent ensuite d'oublier la solidarité professionnelle et de compromettre par une action séparée, l'intérêt corporatif ; ils fournissent ainsi son meilleur argument à la thèse du syndicat obligatoire.

A l'égard même des adhérents au contrat collectif, quelles sanctions assure l'exécution de leurs engagements ? La corporation n'a ni existence légale, ni pouvoir. Le syndicat ne dispose d'aucun moyen de coercition sur ses membres ; il n'a le droit ni de contrôler les entreprises, ni de dresser des contraventions, ni de prononcer des amendes. L'exercice de l'action civile, dont disposent aujourd'hui les syndicats, est subordonnée à l'existence d'un intérêt ; un syndical patronal voit-il son intérêt lésé parce qu'un de ses membres n'a pas fait suivre les cours techniques à ses apprentis ? Tout au plus l'action civile serait-elle justifiée au cas où un patron a enlevé à un collègue un de ses apprentis.

D'autre part, dans les rapports réciproques du maître et de l'apprenti, le contrat collectif ne renforce en rien les sanctions si faibles du contrat individuel. Le maître n'a pas plus de moyens d'obtenir de l'apprenti l'exécution de ses obligations; l'apprenti n'a pas de recours contre la corporation ou le syndicat, si le maître ne respecte pas ses engagements.

En résumé, le contrat collectif d'apprentissage est supérieur au contrat individuel par son contenu. Il permet d'envisager l'apprentissage à un point de vue moins égoïste que celui du patron qui traite isolément et ainsi, de tenir compte, dans sa rédaction, des intérêts généraux professionnels.

La Chambre de métiers ou le conseil de métiers semblent même, à cet égard, mieux indiqués pour élaborer le contrat collectif que la corporation ou le syndicat, porté par sa composition exclusivement patronale à confondre l'intérêt corporatif avec les désirs du patronat. Ce danger, sans gravité dans le métier artisanal, où tout apprenti est un candidat au patronat, apparaît pour les professions où l'apprentissage est le début d'une existence purement ouvrière; mieux vaut confier la rédaction du contrat collectif à un organisme comprenant un nombre égal de représentants des patrons et des ouvriers, c'est-à-dire le conseil de métiers, ou la Chambre de métiers, dans la conception paritaire que nous adoptons.

La Chambre de métiers paraît d'autant mieux qualifiée pour arrêter, sur l'avis du conseil de métier et au besoin, des syndicats intéressés, les termes de tous

les contrats d'apprentissage collectifs qu'il est bon d'établir une certaine uniformité dans les contrats-types des diverses professions: elle seule est à même d'apprécier ces conditions générales. D'autre part, les contrats-types prévoient le recrutement des apprentis et la fixation de leur nombre sur la base de l'orientation professionnelle; c'est un point de vue qui dépasse la compétence des corporations et c'est à la Chambre de métiers elle-même qu'il appartient, sur l'avis des syndicats et des conseils de métiers, d'arrêter les conditions générales du recrutement des apprentis et leur nombre, en vue de maintenir l'équilibre entre les diverses professions suivant leurs besoins respectifs.

Nous inclinons ainsi à faire des syndicats et des conseils de métiers des organismes consultatifs en matière d'apprentissage et à confier à la Chambre de métiers, organisme supérieur, représentant plus impartial des intérêts professionnels et de l'intérêt général, la rédaction définitive des contrats-types d'apprentissage; nous souhaiterions pouvoir dire: la réglementation de l'apprentissage. Mais ce sera là une formule illusoire, aussi longtemps que les Chambres de métiers seront dépourvues de statut légal, de droits et de pouvoirs. Mieux placées, selon nous, que les syndicats pour arrêter les conditions de l'apprentissage, en assureront-elles plus efficacement le respect? Certainement non, puisqu'elles doivent compter uniquement sur la bonne volonté des patrons qui voudront bien adhérer au contrat-type. Celui-ci n'aura d'autre supériorité sur le contrat individuel que de donner aux patrons bien intentionnés des di-

rectives mieux étudiées et dépassant le point de vue de l'intérêt personnel. La Chambre de métiers restera impuissante à forcer les patrons réfractaires, comme à assurer le respect de leurs engagements par les patrons signataires du contrat collectif, à défaut de tout pouvoir d'en contrôler l'exécution et d'en sanctionner les manquements par des contraventions et des pénalités. La Chambre de métiers reste désarmée contre la négligence des adhérents au contrat collectif d'apprentissage et la mauvaise volonté des non adhérents. C'est la preuve manifeste de l'insuffisance de l'initiative privée pour accomplir la tâche immense que s'est assignée la Chambre de métiers de la Gironde. Dans un problème aussi complexe que l'apprentissage, qui met en jeu des intérêts divers, en apparence contradictoires, il est téméraire de compter, pour les accorder, sur la bonne volonté de tous, sur un consentement unanime, d'autant plus impossible à réaliser qu'on doit s'attendre à des résistances avouées et à une indifférence peut-être encore plus redoutable. Seule l'obligation légale peut empêcher les dissidents d'enlever aux adhérents leurs apprentis et d'améliorer leurs conditions de concurrence en s'exonérant de la charge de former des apprentis. Il ne suffit d'ailleurs pas d'imposer à tous les membres des métiers les clauses du contrat-type d'apprentissage ; il faut donner aux Chambres de métiers les moyens d'en assurer l'application, en les investissant du droit de visiter les ateliers et les usines, ainsi que du pouvoir de dresser des contraventions et de prononcer des amendes.

Pour compléter l'exposé de l'action de la Chambre

de métiers de la Gironde en matière d'apprentissage, mentionnons ses concours d'apprentis. Elle y voit un moyen de stimuler à la fois le zèle des patrons et des contremaîtres qui forment des apprentis et l'application des apprentis dans leur travail. Elle n'abandonne pas ceux-ci à la fin de leur apprentissage et les suit dans leur métier jusqu'à l'âge de 25 ans; elle admet les jeunes ouvriers à participer, jusqu'à cet âge, à certains de ses concours.

Ces épreuves sont largement ouvertes à tous les apprentis de la ville de Bordeaux et de la région, qu'ils aient ou non été orientés ou placés par la Chambre de métiers et travaillent chez des patrons membres ou non de cette Chambre.

Suivant les professions, le programme des concours comporte tantôt une épreuve théorique et une épreuve pratique, tantôt une simple épreuve pratique avec dessin. Le programme varie aussi suivant la durée de l'apprentissage; les concurrents sont répartis en apprentis de 1^{re} année, 2^e année, 3^e année, etc., et en jeunes ouvriers jusqu'à 25 ans. La Chambre de métiers organise les concours avec la collaboration du conseil de métier de la profession, ou de groupements non encore constitués en conseils de métiers. Elle participe aussi à des concours institués par la Ville de Bordeaux ou d'autres administrations.

Le jury se compose des membres du conseil de métier ou d'un certain nombre de patrons et d'ouvriers désignés par la Chambre de métiers, suivant le principe paritaire.

Le jury se réserve, le cas échéant, le droit de visi-

ter les ateliers où sont exécutées les épreuves, en vue de s'assurer de leur sincérité.

Les lauréats reçoivent des diplômes, des récompenses en argent ou en nature, sur les fonds de la Chambre de métiers ou sur des fonds provenant de fondations, dons ou legs. La Chambre se réserve le droit de conserver un ou plusieurs des travaux primés, en vue d'organiser un musée d'apprentissage.

Par ses concours, la Chambre de métiers de la Gironde se propose non seulement de stimuler le travail des apprentis, mais de contribuer, par la large publicité qu'elle leur assure, au développement de l'apprentissage. Elle ne manque pas de faire appel au bon esprit des patrons, des contremaîtres et des ouvriers s'intéressant à la cause de l'apprentissage, pour qu'ils encouragent les apprentis à participer à ces concours et leur en fournissent les moyens matériels et techniques. Elle publie les noms des patrons et des contremaîtres qui ont formé les apprentis avec ceux des lauréats.

Dès l'année 1920, la Chambre de métiers a organisé un concours d'apprentis menuisiers, doté de 500 fr. de prix; 42 jeunes gens se sont fait inscrire et 19 ont remis des épreuves jugées satisfaisantes.

En vue d'attirer l'attention sur l'importance des connaissances relatives à la conduite d'un intérieur, elle ouvre chaque année, depuis 1920, un concours d'enseignement ménager portant sur les principes généraux de l'enseignement ménager, l'hygiène, la puériculture, l'économie domestique, avec épreuves pratiques de cuisine, de repassage, de fourbissage et de raccommodage. Ouverts à toutes les jeunes filles,

écolières, apprenties, ouvrières, employées ou sans profession, dotés de nombreux prix, ces concours ont remporté un vif succès et contribué à faire connaître dans toutes les classes sociales la Chambre de métiers et à développer le goût des travaux domestiques.

En 1921, la Chambre de métiers a collaboré, avec le Comité régional des Arts appliqués et le Comité départemental de l'enseignement technique, à l'organisation d'un concours de dessin pour les garçons et filles de 10 à 12 ans, de 12 à 14 ans et de 14 à 18 ans, avec épreuves facultatives manuelles pour cette dernière catégorie.

La liste des concours d'apprentis s'allonge d'année en année, témoignant de l'intérêt qu'y attachent et la Chambre de métiers et les apprentis.

En 1922, la Chambre a organisé 8 concours d'apprentis :

Concours pour apprentis, jeunes ouvriers coiffeurs et jeunes ouvrières coiffeuses : hommes, 22 inscrits, 12 concurrents, 6 diplômés ; femmes : 10 inscrites, 5 concurrentes, 4 diplômées. Postiche : 6 inscrits, 4 concurrents, 3 diplômés.

Concours pour apprentis et jeunes ouvriers charpentiers, pour apprentis tonneliers, pour apprentis de chai, pour apprentis tailleurs, pour apprenties brodeuses, pour apprenties lingères. Elle a apporté son aide matérielle au concours organisé par les syndicats du livre, en vue d'attribuer des bourses aux apprentis.

En 1923, le nombre des concours s'élève à 14, réu-

nissant 192 jeunes gens et 232 jeunes filles, qui reçoivent 349 récompenses. (1)

La liste de ces concours fait ressortir les catégories de professions au développement desquelles s'intéresse particulièrement la Chambre de métiers:

Concours pour apprentis et jeunes ouvriers charpentiers, menuisiers, coiffeurs, tailleurs, du livre, tonneliers de chai, jardiniers, horticulteurs;

Concours pour apprentis ébénistes, ajusteurs;

Concours pour apprenties lingères, brodeuses, vestonnières, giletières, culottières;

Concours d'enseignement ménager.

Enfin la Chambre de métiers a organisé, pour 1924, les concours suivants: (2)

Apprentis et jeunes ouvriers et ouvrières de la coiffure;

Art appliqué à la sculpture, au modelage, à la céramique;

Sténo-dactylos (66 inscrites, 58 concurrentes, 4 diplômées);

Apprentis de chai;

Apprentis et jeunes ouvriers tonneliers (9 inscrits, 8 concurrents, tous diplômés);

Apprentis et jeunes ouvriers ajusteurs;

Apprentis tourneurs-mécaniciens;

Apprentis et jeunes ouvriers jardiniers-horticulteurs;

Apprentis et jeunes ouvriers charpentiers de haute futaie;

(1) Compte rendu moral. *Bull. Ch. Mét. Gironde*, déc. 1923 p. 291.

(2) Les résultats non indiqués ne nous sont pas connus.

Apprenties et jeunes ouvrières brodeuses (54 inscrites, 46 concurrentes, 20 diplômées, non compris les jeunes ouvrières);

Apprenties et jeunes ouvrières lingères (117 inscrites, 82 concurrentes, 74 diplômées, non compris les jeunes ouvrières);

Apprenties et jeunes ouvrières vestonnières, culottières, giletières (24 inscrites, 16 concurrentes, 15 diplômées);

Apprentis et jeunes ouvriers menuisiers;

Apprentis et jeunes ouvriers ébénistes;

Apprentis tailleurs (2 prix) ;

Apprentis et jeunes ouvriers chaudronniers sur fer.

Enseignement ménager (136 inscrites, 123 concurrentes, 77 admissibles aux épreuves pratiques, 71 diplômées).

En dehors de la propagande excellente qu'ils font à la cause de l'apprentissage et à l'œuvre de la Chambre de métiers, ainsi que des encouragements qu'ils apportent aux jeunes ouvriers, ces concours comportent des leçons pour la Chambre de métiers. Le nombre et la valeur des concurrents lui permettent d'apprécier le niveau des apprentis et des jeunes ouvriers. Telle profession apparaît comme bien représentée en quantité et en qualité. En ce qui concerne le autre, les épreuves sont passables ou même médiocres et laissent à désirer soit dans la partie théorique, soit dans la partie pratique. Suivant les résultats, la Chambre de métiers préconise un renforcement de l'apprentissage à l'atelier, ou plus souvent

la création de cours professionnels dans une branche qui en était dépourvue.

§ 3. *La Chambre de métiers de la Gironde et l'Enseignement technique.*

La Chambre de métiers de la Gironde a résumé son programme d'action dans une formule très heureuse : « chercher à donner à chaque débutant le maximum d'instruction professionnelle dans le métier convenant le mieux à ses aptitudes ; par ces moyens, élever au maximum son rendement et lui donner les meilleures chances de se créer une bonne situation ». (1)

On trouve condensée dans cette phrase la double mission de l'orientation et de la formation professionnelles. La Chambre de la Gironde attache une importance particulière à la formation pratique à l'atelier. Elle estime avec raison que « la pratique du métier, celle qui se fait et s'apprend à l'atelier, ne doit pas... être négligée. » (2) Cependant elle vise à faire des apprentis des ouvriers qualifiés, mieux encore, des ouvriers « complets ». Elle ne saurait donc se contenter de l'instruction manuelle à l'usine ou à l'atelier et juge indispensable qu'elle soit complétée par la fréquentation de cours professionnels.

La Chambre de métiers de la Gironde a précisé son programme d'action sur ce point :

« Guider (les enfants en apprentissage) aussi bien dans leur enseignement professionnel que technique ;

(1) *Op. cit.*, p. 67.

(2) *Bull. Ch. Mét. Gironde*, janv. 1921, p. 58.

« Favoriser le développement régional de l'enseignement professionnel et technique, par des subventions aux conseils de métiers, aux œuvres d'enseignement, par des récompenses aux maîtres et aux apprentis;

« Favoriser le développement des cours existants et la création de cours nouveaux; si besoin est, procéder nous-mêmes à cette création.

« ... mettre en valeur le contrat d'apprentissage et le certificat d'aptitudes professionnelles. » (1)

Dès la promulgation de la loi Astier, la Chambre de métiers de la Gironde montra l'importance qu'elle attachait à son rôle en matière d'enseignement professionnel.

Elle ouvrit une vaste enquête auprès des industriels et des commerçants de la ville de Bordeaux, pour obtenir leur avis sur les conditions d'application de cette loi. Elle prit l'initiative de grouper les organismes qualifiés pour examiner les moyens d'arriver dans cette application à des résultats pratiques. Elle se réunit avec les représentants de la Société Philomathique, des Amis de l'Instruction et de la Chambre syndicale des employés de commerce pour étudier cette question.

Dès leur fondation, en 1920, elle accordait une subvention de 500 francs aux cours professionnels de typographie.

C'est surtout sous la forme de conseils et d'aides pécuniaires que s'est manifestée l'action de la Chambre de métiers de la Gironde. En matière d'enseigne-

(1) Notre programme. — Nos buts. *Bull. précité*, p. 58.

ment technique, il est malheureusement impossible de préciser l'importance de cette action. Les rapports du Directeur de la Chambre de métiers aux assemblées générales sont extrêmement laconiques. A peine trouve-t-on une allusion aux cours professionnels dans le rapport sur l'exercice 1922: « Elle (la Chambre des métiers) a aidé de ses conseils et de ses deniers des organismes voulant créer ou développer des cours professionnels », formule reproduite dans le rapport sur l'exercice 1923. Ni les rapports aux assemblées générales, ni les bulletins de la Chambre de métiers ne fournissent d'indications sur la nature et le nombre des cours qu'elle a contribué à créer ou à développer. Les projets de budgets et les comptes ne permettent pas d'apprécier la valeur de son concours financier à des cours, car ils groupent, sous les titres de « Propagande professionnelle » ou de « Subventions », des sommes affectées à des objets très divers.

La Chambre de métiers se proposait de créer elle-même, au besoin, des cours professionnels, mais elle n'a pas mis en pratique cet article de son programme. Nous avons exposé comment une réclamation des syndicats ouvriers avait déterminé le sous-secrétaire d'Etat à l'enseignement technique à lui retirer la mission qu'il lui avait confiée d'organiser dans le département de la Gironde les cours professionnels obligatoires prévus par la loi Astier. La Chambre de métiers dut reverser la subvention reçue à cet effet à la Ville de Bordeaux, chargée d'organiser les cours. D'autres Chambres de métiers ne se sont pas vu opposer une interprétation aussi rigoureuse de l'ar-

ticle 39 de la loi Astier et ont créé elles-mêmes des cours sans soulever la même objection.

Dans ces conditions, les conseils de métiers de la Chambre de la Gironde doivent être assez gênés pour remplir la mission que leur confient les statuts au point de vue de l'enseignement technique: élaborer des programmes et horaires d'enseignement, faire des propositions relatives au choix des professeurs, surveiller l'assiduité des apprentis aux cours. Toutes ces fonctions ne sont guère aisées à remplir, si les cours n'émanent pas de la Chambre de métiers. Elles supposent une collaboration avec les organismes chargés d'organiser les cours professionnels, organismes qui ont leur autonomie. Ici encore, l'efficacité du système repose sur une bonne volonté mutuelle. Le bon fonctionnement des cours est subordonné à une entente, à des accords entre la Chambre de métiers et la commune ou le département, par exemple, ou encore l'administration de l'enseignement technique. Cette entente suppose de bonnes relations qui tiennent souvent à des questions de personnes, et qu'on n'est pas toujours sûr de pouvoir rencontrer entre des organismes dont les uns ont un caractère administratif ou électif et dont l'autre est professionnel et d'origine privée.

CHAPÎTRE IV

La Chambre de métiers de la Sarthe

La Chambre de métiers de la Sarthe a été fondée, en juillet 1919, sur l'initiative et sous l'égide de la Chambre de commerce du Mans, qui lui fournit son président et son trésorier.

Elle se compose de toutes personnes ou groupements versant une cotisation annuelle, dont la quotité est laissée à leur générosité. Son action s'exerce sur toutes les professions de la ville du Mans et du département de la Sarthe.

Elle est administrée par un conseil d'administration composé de membres de droit (bureau de la Chambre de commerce; hauts fonctionnaires...) et de membres élus pour 3 ans. Ces derniers, dont le nombre (14, 18 ou 22) varie suivant le nombre des adhérents, comprennent obligatoirement autant d'ouvriers que des patrons. Ainsi est consacré au sein du conseil d'administration le principe de la parité des éléments patronaux et ouvriers.

Les membres actifs de chaque profession constituent entre eux des commissions techniques, respectivement chargées de s'occuper des questions intéressant leur spécialité (art. 37 des statuts). Elles donnent des avis au conseil d'administration, pro-

posent à son agrément des délégués chargés de suivre les cours de la profession dont elles sont les organes auprès du conseil d'administration et de la Chambre de métiers.

Les ressources de la Chambre de métiers de la Sarthe s'élèvent par an à une trentaine de mille francs et proviennent principalement de subventions du Conseil municipal du Mans, du Conseil général de la Sarthe, de la Chambre de commerce, du Sous-Secrétariat d'Etat de l'Enseignement technique et de quelques subventions d'établissements industriels ou de particuliers.

Le but de la Chambre de métiers, précisé par ses statuts (art. 11), est « de favoriser le développement de l'apprentissage et d'améliorer l'éducation, l'instruction professionnelle et générale des apprentis, jeunes ouvriers et ouvrières », notamment en créant ou en encourageant des « ateliers-écoles de préapprentissage » pour les enfants sortis de l'école et trop jeunes pour entrer à l'atelier; des cours d'apprentissage et de parachèvement d'instruction générale pour les apprentis et jeunes ouvriers; des conférences, promenades, etc.; des concours et expositions de travaux d'apprentis; en préparant et présentant les apprentis aux examens de fin d'apprentissage; en répartissant des prix, récompenses, bourses, etc.; en coordonnant les apprentissages professionnels par un contrat-type d'apprentissage; en collaborant au placement des apprentis et en les aidant pécuniairement.

Le contrat-type d'apprentissage, élaboré par la Chambre de métiers, précise le taux des allocations

qui doivent être attribuées par le patron à l'apprenti en laissant une certaine marge pour tenir compte des services rendus par celui-ci. Il stipule qu'une retenue d'un cinquième sur ces allocations sera effectuée par le patron et versée par lui à la Chambre de métiers; le produit de ces versements, avec les intérêts, ne sera remis à l'apprenti qu'à la fin de l'apprentissage. En cas de rupture du contrat par l'apprenti ou de renvoi de ce dernier pour de justes motifs, ces retenues restent acquises à la Chambre de métiers. C'est une sanction efficace de la persévérance et du zèle de l'apprenti.

Le contrat-type porte l'engagement pour le père ou tuteur d'obliger l'apprenti à suivre les cours et à passer les examens et concours.

Il attribue juridiction arbitrale à la Chambre de métiers pour tous les différends qui pourraient s'élever entre les parties à l'occasion du contrat, avec recours au Conseil de prud'hommes et prévoit l'acceptation de part et d'autre de son intervention relativement à l'exécution du contrat.

Depuis sa fondation, la Chambre de la Sarthe a enregistré 670 contrats d'apprentissage, dont les deux tiers environ pour les garçons.

Elle attribue des bourses d'apprentissage de 300 francs pour les professions où l'apprentissage est en moindre faveur et de 100 francs pour les autres aux apprentis inscrits sur ses contrôles et qui s'engagent à suivre les cours. La bourse peut être supprimée en cas de faute grave, de mauvaise conduite, d'insuffisance du travail ou de défaut d'assiduité aux cours.

Des notes trimestrielles sont données aux boursiers par les patrons d'apprentissage et les professeurs.

La Chambre attribue enfin des subventions de 50 francs, qui peuvent se cumuler avec les bourses, à des apprentis nécessaires.

Il est à remarquer que la Chambre de métiers de la Sarthe ne s'est pas encore occupée de l'orientation professionnelle.

Elle s'est limitée jusqu'ici à l'organisation de l'apprentissage et de l'enseignement professionnel. Elle décerne depuis 1922, au nom du Ministère de l'Instruction Publique, le certificat d'aptitude professionnelle institué par la loi Astier.

CHAPITRE V

La Chambre de métiers d'Alençon

La Chambre de métiers d'Alençon a été instituée en septembre 1920, grâce à l'initiative et sous le patronage de la Chambre de commerce de cette ville.

Par sa composition statutaire, la Chambre de métiers d'Alençon est essentiellement patronale. Elle comprend trois catégories de membres: 1° les membres A, membres d'honneur; 2° les membres B, c'est-à-dire les « industriels, commerçants, entrepreneurs et artisans susceptibles de former des apprentis, ainsi que les personnes ayant occupé ces situations »; 3° les membres C, à savoir « toutes personnes s'intéressant à la Chambre de métiers par un concours matériel ou moral, les groupements corporatifs ou non, communes, associations, industriels ou commerçants habitant en dehors du ressort de la Chambre. »

Des commissions techniques peuvent se constituer dans des conditions et avec des attributions exactement semblables à celles de la Chambre de métiers de la Sarthe. A la différence de la Chambre de métiers, elles comprennent des ouvriers, mais la majorité est réservée aux patrons. Ces commissions sont à l'heure actuelle au nombre de trois. Les deux premières, celle du Livre et du Bâtiment, représentent

les industries les plus développées à Alençon. La première comprend 44 patrons (outre le président) et 3 ouvriers; la seconde, 11 patrons et 7 ouvriers. La troisième commission est celle de l'enseignement général, composée de 15 membres, avec quatre groupes de 2 inspecteurs qui visitent mensuellement les cours à tour de rôle.

Les ressources de la Chambre proviennent des subventions de la Région économique de Basse-Normandie, (1) de la Chambre de commerce d'Alençon, du Conseil général de l'Orne, du Conseil municipal d'Alençon, et des cotisations des membres B et C. La Chambre de commerce et la ville d'Alençon lui fournissent gratuitement des locaux.

Le but de la Chambre est « de fournir à l'industrie, dans toutes les branches de ses manifestations, des jeunes apprentis possédant une instruction et une pratique technique suffisantes pour leur permettre de devenir des ouvriers d'élite ». Pour atteindre ce but, elle se propose: d'organiser dans les villes du département, avec le concours financier des municipalités, des cours post-scolaires industriels, dits d'apprentissage, ouverts aux apprentis et aux adultes; de rechercher dans les écoles primaires et de soutenir par des bourses d'études et des primes d'encouragement les futurs apprentis; de coordonner les apprentissages par un contrat-type; d'organiser des concours et de distribuer des diplômes de fin d'apprentissage.

Le contrat-type contient notamment: les conditions de rupture ou de renvoi; les allocations au profit de l'apprenti, avec la retenue de 1/10 qui suit le même

(1) 4^e Région Economique.

sort que dans le contrat-type de la Chambre de métiers de la Sarthe; la clause d'arbitrage de la Chambre de métiers et son intervention dans l'exécution du contrat.

Il prévoit enfin diverses sanctions de l'apprentissage. Des primes de fin d'apprentissage peuvent être allouées par le patron et la Chambre de métiers pour récompenser la conduite, le travail, l'assiduité aux cours, l'instruction acquise. Eventuellement, la prime de la Chambre de métiers pourra consister dans l'outillage nécessaire à la profession. La Chambre de métiers délivre un certificat de fin d'apprentissage et, à la suite d'une épreuve technique organisée par elle, un « diplôme d'ouvrier qualifié de la Chambre de métiers d'Alençon ».

La Chambre de métiers d'Alençon attache une importance particulière aux cours professionnels. L'enseignement comporte un cycle de trois années avec 84 leçons par an et 18 conférences industrielles pratiques pendant les vacances. Sa commission d'enseignement général organise des cours, en dresse les programmes, et en rédige même quelques-uns dans le détail pour mieux les adapter aux facultés des jeunes élèves; elle nomme les professeurs et recrute les élèves. Elle se préoccupe spécialement d'assurer l'assiduité et le travail des élèves en informant chaque fois « inlassablement » les parents et les patrons des manquements constatés par un échange journalier de fiches et de notes. L'enfant est muni d'un carnet individuel d'école, visé par le maître, et qu'il doit faire signer par ses parents et son patron. Le montant de ses allocations varie avec son assiduité.

Les irrégularités sont mentionnées sur un registre; elles sont signalées aux parents et elles peuvent avoir pour sanction la radiation des cours.

Grâce à ce système, le coefficient de régularité aux cours s'est élevé en 1923-1924 à 88 %. Dès avril 1921, l'enseignement commença avec 30 apprentis; en octobre, ce chiffre passa à 40. La Chambre de métiers compte, si ses ressources le lui permettent, atteindre un effectif de 60 élèves, soit 20 par année.

Les dirigeants de la Chambre avouent cependant qu'ils n'ont pas rencontré auprès des intéressés, patrons, apprentis, parents surtout, l'accueil chaleureux que leur a réservé le grand public. Beaucoup de parents ne voient dans l'apprentissage que la paie et entendent rester libres de déplacer leur enfant chaque fois qu'il peut gagner davantage, fût-ce en le changeant de métier. Ces errements méconnaissent le but fondamental de l'apprentissage et réduisent considérablement le recrutement des apprentis liés par un contrat. Ils font le jeu des patrons qui ne forment pas d'apprentis et débauchent ceux de leurs concurrents. De leur côté, les patrons, même favorables à l'apprentissage, ne semblent pas comprendre la nécessité de l'enseignement technique: ils ont exigé la réduction des cours de trois heures à une heure et demie par semaine. Les cours ont lieu cependant le soir de 5 h. 1/2 à 6 h. 1/2, heure moins favorable que la matinée à une attention soutenue, mais qui a, sans doute, été imposée par les patrons.

Malgré le silence de ses statuts, la Chambre de métiers ne se désintéresse pas de l'orientation professionnelle, mais elle n'en est ici qu'à la période des

tâtonnements. Sa tâche n'est pas facilitée par les dispositions indépendantes des parents qui lui présentent leurs enfants déjà placés. Les demandes en vue d'entrer en apprentissage n'atteignent, d'ailleurs, que la moitié des places offertes par les patrons.

Au mois d'avril, les directeurs d'écoles publiques ou privées communiquent à la Chambre de métiers la liste des élèves qui terminent leurs études en juillet et se destinent à des professions manuelles. La Chambre détermine leurs aptitudes et leurs goûts, à l'aide d'interrogations directes et d'un questionnaire rempli par les maîtres. Elle organise chaque jeudi des visites d'usines ou d'ateliers. Elle se propose de développer l'orientation professionnelle par des conférences et par un véritable examen imposé à chaque élève.

En résumé, l'action de la Chambre de métiers d'Alençon s'exerce surtout en matière d'apprentissage et d'enseignement professionnel.

A cet effet, elle se propose de fonder, dans les différents centres où la nécessité s'en fera sentir, des écoles de métiers où on apprendra aux jeunes apprentis la technique du métier le plus répandu dans la région immédiate. (1)

Due à l'initiative patronale, la Chambre de métiers s'efforce d'obtenir des apprentis du travail et de l'assiduité au moyen d'obligations contractuelles, complétées par un jeu de contrôle et de sanctions

(1) Elle projette de créer des écoles spéciales: pour le livre, à Alençon; pour le tissage à Flers, Condé, La Ferté, Lisieux; pour la cuivrierie et la serrurerie, à Tinchebray, Villedieu, Cherbourg; pour la pêche, à Granville et Honfleur.

inspirées par elle. Mais si elle réussit à assurer la fréquentation des cours par les apprentis liés contractuellement, elle ne trouve, de son propre aveu, ni chez les patrons, ni surtout chez les parents, la collaboration morale capable d'intensifier le nombre des jeunes apprentis et, condition fondamentale de la formation professionnelle, d'assurer leur stabilité dans la même profession et dans la même place pendant tout le temps nécessaire à l'apprentissage. La foi, l'enthousiasme qui animent les organisateurs ne suffisent pas à convaincre les parents, les apprentis et même les patrons de leurs véritables intérêts. C'est toute une éducation à refaire et combien d'années exigerait-elle? Pendant ce temps, la crise de l'apprentissage continue. Si l'on veut y remédier d'urgence, on ne doit pas compter exclusivement sur l'initiative privée, inorganique, dispersée, facultative; il faut créer des organismes pourvus d'un statut légal et de pouvoirs de réglementation obligatoire, capables d'assurer l'observation des règlements par un contrôle réel et par des sanctions efficaces.

CHAPITRE VI

La Chambre de métiers d'Indre-et-Loire

La Chambre de métiers d'Indre-et-Loire est contemporaine de celle d'Alençon; elle a été fondée en septembre 1920. Elle a son siège à Tours.

Elle est ouverte à toutes personnes ou groupements versant une subvention annuelle, dont la quotité est laissée à leur générosité, avec un minimum de 10 francs par an. Sa durée est fixée à 99 ans.

Elle est administrée par un conseil composé de 6 membres de droit et de 15 membres élus, à raison de: 9 patrons, désignés par l'assemblée générale; 4 ouvriers et 2 employés, nommés par les organisations ouvrières parmi ceux qui exercent leur profession depuis cinq ans au moins.

Le conseil ainsi constitué se complète lui-même en désignant à son gré trois personnes compétentes.

Le budget de la Chambre de métiers s'élève à une vingtaine de mille francs. Il est alimenté par des subventions et par les cotisations de ses membres.

Le programme consiste:

1° A rechercher les apprentis dans les familles et les écoles et à déterminer, par une sorte de préapprentissage, leurs facultés physiques, intellectuelles et morales ainsi que leurs aptitudes manuelles;

2° A dresser la liste des métiers de l'industrie, du commerce, de l'agriculture, de l'art exercés en Touraine, avec les aptitudes qu'ils exigent, leurs avantages, leurs inconvénients, les conditions d'âge et de durée de l'apprentissage;

3° A provoquer chez les patrons un mouvement en faveur de l'apprentissage, à préparer l'étude de la répartition des charges qui en résulteront et à déterminer le nombre des apprentis à former dans chaque profession;

4° A fixer par un contrat-type les rapports du maître et de l'apprenti; à guider et à surveiller l'apprentissage, à tenir les parents au courant des progrès ou des défaillances de l'apprenti;

5° A compléter l'instruction professionnelle en favorisant la création de cours techniques, de cours de parachèvement d'instruction générale et de conférences et promenades, au profit des apprentis, jeunes ouvriers et élèves sortant des écoles pratiques;

6° A préparer les jeunes gens aux examens de fin d'apprentissage, à organiser des concours et expositions de travaux d'apprentis;

7° A solliciter l'aide de toutes collectivités, groupements et particuliers, pour coordonner tous les efforts et constituer des ressources financières;

8° A placer et guider les apprentis et les jeunes ouvriers;

9° A entrer en liaison avec les pouvoirs publics pour l'application de la loi Astier.

Depuis sa fondation, la Chambre de métiers d'Indre-et-Loire a organisé, avec le concours de la Chambre syndicale des mécaniciens, chaudronniers

et fondeurs et de la Chambre syndicale des électriciens, des cours professionnels d'enseignement général, de technologie et de dessin, pour les apprentis; des cours d'anglais et de comptabilité, très suivis, pour ceux qui se destinent à une carrière commerciale.

En 1922, elle a fondé un Office d'orientation professionnelle, qui se tient en liaison avec les directeurs d'écoles pour conseiller les familles et les enfants dans le choix d'un métier et diriger les enfants vers la profession convenant le mieux à leurs aptitudes.

L'Office a publié une trentaine de monographies se rapportant notamment aux professions locales.

La Chambre de métiers se propose de créer des cours pour les professions qui n'en sont pas encore pourvues. Il existe, d'autre part, à Tours, des centres d'apprentissage assez nombreux.

L'action de la Chambre de métiers d'Indre-et-Loire, pendant les quatre premières années de son existence, a été, en somme, assez modeste.

Cette Chambre est loin d'avoir réalisé son programme et n'a obtenu de concours que de quelques syndicats. Une fois de plus se manifeste l'insuffisance de l'initiative privée, libre et dépourvue de pouvoirs comme de moyens financiers, obligée d'attendre des concours lents à se déclencher.

CHAPITRE VI

La Chambre de métiers de l'Aube

La Chambre des métiers de l'Aube a été fondée en Juillet 1921, sous l'impulsion de M. Canet, son vice-président actuel, avec le concours d'un comité spécial et de la Chambre de commerce de Troyes, qui lui fournit les locaux et a pris à sa charge les frais de premier établissement. L'article 28 des statuts décide que pour permettre à la Chambre de métiers de commencer son œuvre et sans attendre que ses ressources lui permettent de fonctionner d'une façon autonome, elle sera administrée provisoirement par les soins de la Chambre de commerce de Troyes qui ouvrira, à cet effet, un compte de gestion spécial.

La Chambre a pour circonscription le département de l'Aube; des sections pourront être créées dans toutes les communes du département.

Elle se compose de membres de droit, de membres honoraires (groupements et personnes s'intéressant à cette œuvre et versant une subvention annuelle), de membres actifs (professionnels de tous métiers se rattachant au commerce et à l'industrie, employeurs et employés domiciliés dans le département de l'Aube qui ne manifestent pas une intention contraire) et

de membres correspondants (groupements ou personnes étrangers au département).

La Chambre de métiers de l'Aube est constituée sur le principe d'une intime collaboration des patrons et des ouvriers et, en conséquence, applique le système paritaire pour la composition de ses commissions techniques, du conseil d'administration et du bureau de ce conseil.

Les commissions techniques comprennent pour chaque profession au moins deux employeurs et deux employés de la profession, élus par l'assemblée générale pour quatre ans. Elles s'occupent particulièrement des questions intéressant leur branche sur lesquelles le conseil d'administration peut les consulter et elles suivent la marche des cours et conférences instituées pour la profession.

Le conseil d'administration se compose de membres élus paritairement par les commissions techniques; il comprend, en outre, des membres de droit et des membres désignés par le conseil d'administration. Ces deux derniers groupes n'ont que voix consultative.

Les membres du conseil issus des commissions techniques élisent son bureau, composé d'un président et d'un vice-président, d'un secrétaire et d'un secrétaire-adjoint, d'un trésorier et d'un trésorier-adjoint, à raison d'un employeur et d'un employé pour chacune de ces fonctions.

Les ressources de la Chambre de métiers sont constituées par des subventions de la Chambre de commerce et de quelques chambres syndicales, par des cotisations des membres honoraires, dont le montant

n'est pas fixé. Aucune cotisation n'est exigée des membres actifs.

Le programme de la Chambre de métiers de l'Aube s'inspire de celui des organisations similaires qui l'ont précédée. Elle entend « développer dans l'esprit public le goût et le respect des professions manuelles, organiser, surveiller et contrôler l'apprentissage, favoriser la création et aider au développement des écoles et des cours professionnels, prendre dans la limite des lois et règlements toutes les mesures propres à servir les intérêts des métiers. »

Comme moyens d'action, ses statuts préconisent la création d'un office d'orientation professionnelle, de cours d'apprentissage professionnel et de parachèvement d'instruction générale pour les apprentis et de cours de perfectionnement industriel et commercial pour les jeunes ouvriers et employés, l'organisation de conférences, concours, expositions de travaux d'apprentis, la préparation aux examens de fin d'apprentissage, la coordination des apprentissages par un contrat-type, l'aide au placement des apprentis et jeunes ouvriers.

Indépendamment de ses commissions techniques professionnelles, la Chambre de métiers de l'Aube a constitué trois grandes commissions : commission de l'apprentissage, commission de l'orientation professionnelle et commission de l'enseignement technique. L'exposé de leur action précisera les résultats obtenus.

La commission de l'apprentissage a élaboré un contrat-type applicable à tous les métiers manuels,

sur la base d'une liaison intime entre le patron et l'apprenti.

La Chambre de métiers n'intervient pas dans la question des salaires et laisse le patron et l'apprenti les débattre librement, s'employant seulement à faire respecter par les parties les conventions collectives.

Les maîtres d'apprentissage doivent verser chaque mois à sa caisse un cinquième en sus du salaire en vue de constituer un pécule que touchera l'apprenti à l'expiration de son contrat. Ce pécule est mis en dépôt à la Chambre de métiers. En cas de résiliation ou de rupture du contrat par la faute de l'apprenti, elle le conserve. C'est pour elle un moyen indirect d'encourager les apprentis à demeurer chez le même patron pendant toute la durée de l'apprentissage. Le contrat-type prévoit formellement l'arbitrage de la Chambre de métiers pour les conflits qui viendraient à s'élever sur son exécution. La Chambre n'a eu à en résoudre qu'une quinzaine, à la satisfaction des intéressés.

Le nombre des contrats régularisés et dont la Chambre surveille la stricte application chez les patrons dépasse aujourd'hui 600 et le montant des allocations versées pour le compte des apprentis s'élève à 35.000 francs environ.

Ses modestes ressources ne lui permettant pas de créer elle-même des bourses d'apprentissage, la Chambre a obtenu de l'Office départemental des Pupilles de la Nation l'allocation à ceux de ses pupilles qui embrassent un métier manuel et justifient d'un contrat de la Chambre de métiers, de subventions dont le taux est fixé à 300 francs ou à 500 francs

selon que l'apprentissage est donné en ville ou à la campagne.

Comme complément du contrat-type, la Chambre de métiers a élaboré un règlement d'apprentissage. Ce règlement subordonne l'admission en apprentissage à un examen médical et à une composition faite en présence du patron.

Après une période d'essai de deux mois, l'apprenti est inscrit sur les contrôles de la Chambre de métiers, prévenue par une notification que doit lui faire le maître, sous peine d'une amende de cinq francs par mois de retard.

Le règlement précise la durée du contrat d'apprentissage, ses causes de résiliation et les devoirs des parties. Il prescrit des examens de fin d'année et un examen de sortie devant une commission présidée par un délégué de la Chambre de métiers et composée de 2 membres patrons et de 2 membres ouvriers, désignés par elle.

L'apprenti qui satisfait à cette épreuve reçoit un diplôme. En cas d'échec, il est soumis à un apprentissage supplémentaire de six mois au maximum, au besoin dans une autre maison. Si l'échec tient à une faute du patron, celui-ci est tenu de payer à l'apprenti le minimum local du salaire de la catégorie pendant la durée de l'apprentissage supplémentaire; si cet apprentissage se fait dans une autre maison, l'ancien patron participe pour les deux tiers à ce salaire.

Après une active propagande par des conférences publiques et scolaires, des distributions de tracts aux enfants et aux parents, la commission d'orientation professionnelle a créé en juillet 1922 un Office

d'orientation professionnelle. La Chambre de métiers de l'Aube voit surtout dans l'orientation professionnelle une question d'éducation qui se pose dans les dernières années de la fréquentation scolaire; l'enseignement doit alors pivoter autour du choix d'une carrière et faire ressortir la nécessité d'un apprentissage rationnel.

Aussi la Chambre de métiers a-t-elle fait appel au concours du corps enseignant; elle a fait distribuer les brochures de MM. Mauvezin et Fontègne dans les écoles, où les maîtres les commentent. Elle accorde aux écoles des subventions pour acheter l'outillage et les matières premières nécessaires aux travaux manuels dits de préapprentissage.

Elle s'efforce aussi de faire comprendre aux patrons l'intérêt qu'ils ont à s'adresser à l'office d'orientation professionnelle pour obtenir un personnel « trié ».

Elle a créé un modèle de fiche scolaire et le fait distribuer dans toutes les écoles de la ville de Troyes. Une fois remplies et annotées par l'instituteur, puis complétées par le médecin, ces fiches sont renvoyées à l'office à la fin de chaque année scolaire et servent de base à l'orientation, l'orienteur devant tenir compte de la situation de famille du candidat et de l'état du marché du travail.

Jusqu'à ce jour, la Chambre de métiers de l'Aube a orienté plus de 600 enfants.

Sa commission de l'enseignement technique n'a pas eu à créer de cours: un décret rendu pour l'application de la loi Astier, avant la fondation de la Chambre de métiers, avait obligé la ville de Troyes à en

instituer. Les médiocres ressources de la Chambre ne lui auraient, d'ailleurs, pas permis, de son propre aveu, de supporter la charge de ces cours, qui incombe désormais au budget municipal.

Néanmoins, sa commission de l'enseignement technique reste en contact permanent avec la commission municipale des cours professionnels dont le secrétaire est en même temps secrétaire de la Chambre de métiers. Le contrat-type d'apprentissage impose la fréquentation des cours, et comme ils ont lieu dans les locaux mêmes où siège la Chambre de métiers, celle-ci surveille strictement l'assiduité des apprentis.

La Chambre de métiers de l'Aube organise chaque année à Troyes une exposition de travaux manuels, dotée par les commerçants et les industriels de nombreux prix; elle a préparé la participation, à ses frais, des lauréats de ces expositions à l'exposition nationale du travail, dite des Meilleurs Ouvriers de France, qui a eu lieu en janvier 1925.

Elle organise enfin des soirées instructives et récréatives avec projection de films et conférences sur le rôle des Chambres de métiers, l'apprentissage et l'enseignement professionnel.

En résumé, l'action de la Chambre de métiers de l'Aube s'est surtout manifestée en matière d'apprentissage, où elle a pris d'heureuses dispositions quant au pécule et quant aux examens de fin d'année et de sortie. En matière d'orientation professionnelle, elle n'est qu'à ses débuts: son système de détermination des aptitudes paraît embryonnaire et elle n'a pas encore établi de monographies des professions.

La Chambre de métiers reconnaît, d'ailleurs, que, pour réaliser son programme, il lui faudrait un statut légal et des ressources plus sérieuses que des cotisations et des subventions, modestes et incertaines; elle demande notamment le droit de percevoir une taxe d'apprentissage.

CHAPITRE VIII

La Chambre de métiers de Poitiers et de la Vienne

La Chambre de métiers de Poitiers et de la Vienne a été constituée en novembre 1921 sous le patronage de la Chambre de commerce de Poitiers.

Elle comprend tous les industriels, les professionnels de tous métiers, domiciliés ou exerçant dans le département de la Vienne et qui ne manifestent pas une intention contraire. Parmi eux, sont membres actifs ceux qui paient une cotisation. La Chambre ne comprend que des individus ou des sociétés de nationalité française.

Le conseil d'administration se compose de six membres de droit et de douze membres élus par l'assemblée générale. Les statuts sont sur le point d'être révisés dans le sens du principe paritaire, d'abord repoussé.

Les ressources de la Chambre de métiers sont constituées par les cotisations annuelles des syndicats et autres groupements, par celles des membres actifs isolés, enfin par des subventions.

Les articles 48 et 49 des statuts confèrent à la Chambre une action disciplinaire sur tous ses membres concernant « tout ce qui touche à l'ordre de ses

délibérations, à son honorabilité et à son bon renom, à l'intérêt général des groupements dont elle défend les intérêts ». Cette action disciplinaire a pour sanctions la réprimande, la suspension temporaire et l'exclusion.

La Chambre de métiers a pour but « de favoriser l'accès à l'apprentissage, d'activer son développement, d'améliorer l'éducation et l'instruction professionnelle générale des apprentis, jeunes ouvriers et ouvrières et même des adultes des deux sexes... » et d'activer par toutes dispositions le développement technique des métiers.

Les statuts de la Chambre des métiers de Poitiers et de la Vienne ne contiennent pas le même luxe de détails sur les moyens d'exécution que ceux des autres Chambres de métiers.

Elle a, d'ailleurs, beaucoup de mal à s'organiser, car trois ans après sa fondation, ses résultats sont minimes. Cela tient, d'après M. Barbin, son secrétaire, à la pondération, à la lenteur de l'esprit poitevin et à la faiblesse des ressources constituées seulement par deux subventions de la Chambre de commerce et du Conseil municipal, s'élevant chacune à 3.000 francs.

Cette Chambre paraît surtout se préoccuper de l'enseignement professionnel. M. Barbin critique même son titre et voudrait y substituer celui de « Cours professionnels de perfectionnement », évidemment trop étroit.

Les statuts qui doivent être prochainement remaniés, contiennent une disposition originale. Les sections ou cours professionnels ont leur autonomie, forment un petit bureau, établissent leur budget, les

programmes de cours, choisissent leurs professeurs et en fixent les émoluments, sous réserve de l'approbation de la Chambre de métiers.

L'unité de l'enseignement professionnel serait réalisé grâce à une coordination des cours déjà organisés par d'autres groupements avec les cours à créer. La Chambre de métiers se propose d'ouvrir prochainement des cours d'électricité, de peinture, puis d'imprimeurs (industrie locale) et de tailleurs.

Elle a élaboré un contrat-type d'apprentissage, comportant certaines variantes suivant les professions, et que nous n'avons pas entre les mains.

Mentionnons, enfin, l'existence à Poitiers d'un cabinet d'orientation professionnelle, organisé par le directeur de l'Office municipal et départemental de placement, qui est en même temps le directeur de la Chambr de métiers.

CHAPITRE IX

La Chambre de métiers de Clermont-Ferrand et de la région du Centre

Avec la Chambre de métiers de la Gironde et du Sud-Ouest, la Chambre de métiers de Clermont-Ferrand et de la Région du Centre se sépare des autres Chambres de métiers françaises par son caractère régional et non départemental. Elle a été fondée, en février 1922, sur l'initiative de la XVII^e région économique, dont le Directeur est en même temps son président et à qui elle emprunte sa circonscription. Le siège de la Chambre de métiers est à Clermont-Ferrand et son ressort s'étend sur les départements du Puy-de-Dôme, de l'Allier, du Cantal, de la Corrèze et de la Haute-Loire.

Sont membres de la Chambre de métiers tous les industriels et professionnels de tous métiers, exerçant leur profession sur le territoire de la XVII^e Région économique et jouissant de leurs droits civils, qui ne manifestent pas une intention contraire.

Sont membres actifs: 1^o tous ceux des membres qui versent une cotisation annuelle; 2^o les membres du bureau des syndicats ou associations subventionnant la Chambre de métiers; 3^o sur leur demande, toutes les personnes concourant, sous une forme quelconque, à l'œuvre de l'apprentissage et agréées par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration se compose de membres de droit et de membres élus suivant le mode paritaire, soit 12 patrons, désignés par la XVII^e région, l'Union des Syndicats patronaux du Puy-de-Dôme ou par les Chambres de commerce de la XVII^e région, et 12 ouvriers, désignés par les Unions départementales de syndicats. Les deux vice-présidents du bureau, sont, l'un, patron, l'autre, ouvrier, et le président est choisi parmi les membres de droit.

Les ressources de la Chambre de métiers se composent: 1° des subventions accordées par le commerce et l'industrie, par les syndicats patronaux et ouvriers, par les sociétés et groupements s'intéressant à l'apprentissage et à l'éducation de la classe ouvrière; 2° des cotisations des membres actifs, dont la quotité est laissée à leur générosité.

Les statuts prévoient la constitution de conseils de métiers, toutes les fois que l'importance d'une profession dans la région le justifiera. Ils se forment librement entre les membres de la Chambre de métiers appartenant à la profession, mais avec un nombre égal de patrons et d'ouvriers et sous réserve de l'approbation du conseil d'administration.

Les conseils de métiers s'occupent de toutes les questions intéressant exclusivement le métier qu'ils représentent: conditions de l'apprentissage, recrutement et surveillance des apprentis. Ils font au conseil d'administration des propositions sur les programmes et horaires des cours et le choix des professeurs. Ils émettent des vœux sur les dépenses qu'ils estiment opportunes et donnent des avis au conseil,

à sa demande, sur toutes questions intéressant leur branche professionnelle.

Le but de la Chambre de métiers est de favoriser le recrutement des apprentis et le développement de l'apprentissage, d'améliorer l'éducation et l'instruction professionnelle et générale des apprentis et jeunes ouvriers et ouvrières, notamment: par la création de bureaux d'orientation professionnelle; par l'organisation de cours professionnels et de cours de parachèvement d'instruction générale pour les apprentis et les jeunes ouvriers, de concours, d'expositions de travaux, par la préparation des apprentis au certificat d'aptitude professionnelle; par la coordination et la réglementation des apprentissages au moyen d'un contrat-type, par la création de conseils de métiers, par l'aide au placement des apprentis et jeunes ouvrières, par la fondation de bibliothèques et la distribution de prix et de bourses.

La Chambre de métiers de Clermont-Ferrand n'a guère commencé de fonctionner qu'en juillet 1922. Pendant les derniers mois de cette année, elle a cherché à se faire connaître aux parents et aux patrons, par des insertions gratuites et répétées dans les quotidiens régionaux et par des circulaires aux employeurs, accompagnées d'un questionnaire sur leurs intentions touchant la formation d'apprentis.

Elle s'est, en outre, efforcée d'orienter les apprentis vers les professions déficitaires en main d'œuvre en tenant compte de leurs aptitudes déterminées par des interrogations. Elle a réussi à diriger vers le bâtiment des enfants qui voulaient entrer dans la mécanique et à les mettre en contact avec des patrons. Les six der-

niers mois de l'année 1922 ont donné les résultats suivants:

Groupes professionnels	Offres reçues	Demandes reçues	Essai de placement	Résultats inconnus	Placements effectués
Livre	4	5	4	1	3
Vêtements	3	3	2	1	1
Cuir	5	1	1	1	1
Bois	14	13	12	5	5
Métallurgie	18	27	20	13	7
Construction	11	9	8	3	5
Alimentation	34	30	28	16	11
Divers	6	44	1	•	1
Totaux	95	92	76	40	33

Les offres et demandes d'apprentis provenaient exclusivement de Clermont-Ferrand. Les artisans ruraux ont opposé leur refus à toutes tentatives de placement chez eux en prétextant le coût de la nourriture et du logement.

Un contrat-type d'apprentissage pour la boulangerie a été établi d'accord avec le syndicat départemental de la profession.

En 1922, la Chambre de métiers a fonctionné avec la seule subvention de 5.000 francs du Conseil général du Puy-de-Dôme. L'Office départemental et municipal de placement de Clermont-Ferrand a mis à la disposition de la Chambre ses locaux et son personnel pendant la période d'organisation; aussi les dépenses n'ont-elles pas dépassé 2.745 fr. 15.

En 1923, l'effort a porté à nouveau sur l'orientation professionnelle. Des visites ont été faites dans les écoles publiques et privées; des causeries aux enfants terminant leur scolarité leur ont montré l'inté-

rêt des professions manuelles. Des tracts ont été distribués, insistant sur l'importance de l'orientation professionnelle et sur les inconvénients des métiers encombrés avec liste des métiers déficitaires en main-d'œuvre. Des questionnaires ont été remis aux enfants.

Sur 250 questionnaires distribués, 60 seulement furent remplis et remis par les intéressés. Ceux-ci furent convoqués à une visite médicale d'aptitude physique; 12 seulement s'y rendirent. Les familles redoutent, des parents l'ont formellement déclaré, de s'engager définitivement, notamment par la signature d'une pièce. La suppression de cette formalité fut vite suivie de l'augmentation du nombre des demandes. La Chambre de métiers s'efforça alors de mettre les enfants en rapport avec des patrons au moyen de circulaires adressées à ces derniers. Quoique plus nombreuses qu'en 1922, les réponses des patrons ne représentaient encore qu'un faible pourcentage des circulaires.

Les résultats de l'exercice 1923 se résument dans le tableau suivant:

Groupes professionnels	Offres reçues	Demandes reçues	Essai de placement	Résultats inconnus	Placements effectués
Livre	13	14	15	4	6
Vêtements	18	9	7	3	3
Cuir	7	3	3	2	1
Bois	12	25	7	3	3
Métallurgie	63	87	62	22	21
Construction	16	9	9	4	3
Alimentation	73	60	56	19	21
Divers	17	13	12	2	10
Totaux	219	220	171	59	68

Les résultats portés inconnus sont ceux pour lesquels ni les patrons ni les apprentis n'ont informé la Chambre de métiers du placement. Mais la plupart des enfants ont été probablement embauchés et le manque de renseignements doit être généralement imputé à la négligence.

On remarque le décongestionnement obtenu grâce à la méthode d'orientation dans la métallurgie, toujours particulièrement encombrée. L'Office de placement a relevé, d'autre part, la diminution des demandes de placement comme coursiers (50 en 1920 et 1921 ; 31 en 1922, 24 en 1923), preuve de l'efficacité de la campagne en faveur de l'apprentissage.

Le placement des apprentis présente, d'ailleurs, à Clermont-Ferrand des difficultés spéciales. L'industrie presque exclusive de cette ville est celle du caoutchouc, qui occupe 20.000 ouvriers ; or elle n'exige pas de connaissances professionnelles : c'est l'industrie-type pour main d'œuvre non qualifiée. Les autres industries ne sont pas assez importantes pour absorber toutes les demandes d'apprentis ; pour le bois et la métallurgie, notamment, les demandes ont dépassé les offres. Il est presque impossible à l'Office de diriger les apprentis vers une profession déficitaire, car les parents se refusent à accepter une orientation vers une profession autre que celle qu'ils ont choisie.

Malgré les difficultés du placement à la campagne, 9 enfants ont été placés, en 1922, chez des artisans ruraux, contre 0 en 1922. Ce mode d'apprentissage a l'avantage d'assurer, pour l'avenir, le recrutement de ces artisans, qui tendent à disparaître si rapidement.

Pour remédier à ces diverses difficultés, la Chambre de métiers a décidé de créer des bourses d'apprentissage, de 720 fr. par an au maximum, réservées aux enfants de familles nombreuses et à ceux qui consentiraient à se placer à la campagne. Peuvent seuls y prétendre les apprentis orientés et placés par la Chambre de métiers. Les boursiers sont tenus de passer avec leur patron un contrat d'apprentissage, de suivre assidument les cours professionnels et de passer les examens prévus par la Chambre de métiers. La bourse est immédiatement retirée à l'apprenti s'il quitte sa place sans motif, s'il ne fréquente pas régulièrement l'atelier ou s'il est renvoyé pour inconduite ou inaptitude.

En 1923, la Chambre de métiers a reçu des subventions du Conseil général du Puy-de-Dôme (10.000 fr.), des Chambres de commerce de Clermont-Ferrand, d'Aurillac, de Moulins et de Thiers, ainsi que l'Union des Syndicats ouvriers de Clermont-Ferrand. Ses recettes se sont élevées à 13.734 fr. 35, ses dépenses, à 3.784 fr. 35.

Son projet de budget pour 1924 a été arrêté aux chiffres suivants:

RECETTES

Subvention du département du Puy-de-Dôme	F. 10.000
Subventions des communes.....	6.000
Subventions des Chambres de commerce et des Syndicats patronaux et ouvriers.....	2.000
Cotisations des membres adhérents.....	2.000
TOTAL.....	F. 20.000

DÉPENSES

Traitement du personnel.....	F. 3.000
Frais de mission.....	2.000
Jetons de présence et frais de déplacement aux membres ouvriers du conseil d'admini- stration	1.000
Impressions, frais de bureau, téléphone, timbres	2.500
Bourses d'apprentissage.....	7.200
Encouragements aux apprentis.....	1.000
Orientation professionnelle.....	2.000
Dépenses diverses et imprévues.....	1.300
TOTAL.....	F. 20.000

Le budget et l'action de la Chambre de métiers sont donc encore modestes ; mais c'est la période des débuts et son activité tend à se développer rapidement. Partie de Clermont-Ferrand, elle cherche aussi à embrasser effectivement toute la xviii^e région, qu'elle s'est donnée comme ressort. Le conseil d'administration a fait de pressantes démarches auprès des Chambres de commerce et des Unions de syndicats ouvriers des département composant la xviii^e région, pour les amener à organiser paritairement des sections départementales ou locales dont les commissions mixtes de la Chambre fixeraient les modalités de fonctionnement.

Malgré son caractère régional, la Chambre de métiers estime inopportun d'appliquer partout les mêmes méthodes et les mêmes règlements ; elle laisse aux sections la faculté d'adapter leur organisation

et leurs méthodes aux besoins particuliers de leur circonscription.

Une section est en voie de formation dans la Corrèze. Dans l'Allier, l'Union des syndicats ouvriers est favorable à une action commune avec les Chambres de commerce en faveur de l'apprentissage. La Chambre de commerce de Moulins a créé un Office d'orientation professionnelle, et des cours professionnels fonctionnent à Montluçon.

CHAPITRE X

La Chambre de métiers de Laval et de la Mayenne

Nous n'avons obtenu sur cette Chambre de métiers que des renseignements succincts.

Elle a été fondée en 1922 par la Chambre de commerce de Laval, avec le concours du Conseil de prud'hommes et des professeurs des anciens cours municipaux de dessin et de travaux manuels.

Elle a créé successivement des cours de comptabilité, typographie, tissage, coupe, électricité, mécanique, dessin, peinture, modelage, menuiserie, serrurerie, ferblanterie. Ces cours ont lieu le soir et sont suivis par 200 élèves environ.

La Chambre intervient aussi dans la rédaction des contrats d'apprentissage et organise, chaque année, des concours d'apprentis, avec distribution de diplômes et de livrets de caisse d'épargne.

Elle commence à pratiquer l'orientation professionnelle, avec le concours des directeurs d'écoles.

Son budget varie de 20.000 à 25.000 francs.

CHAPITRE XI

La Chambre de métiers de Meurthe-et-Moselle

La Chambre de métiers de Meurthe-et-Moselle a été fondée au mois de juin 1923, sur l'initiative de l'Union des Chambres syndicales de l'Est. Il lui a semblé préférable, pour remédier à la crise de l'apprentissage, de ne pas attendre le vote d'un statut légal de l'apprentissage ou des Chambres de métiers, dont la mise au point et l'adoption paraissent devoir encore tarder, si l'on en juge par le nombre et les divergences des propositions de loi déposées. (1)

La Chambre de métiers de Meurthe-et-Moselle se compose de membres bienfaiteurs, de membres donateurs, de membres actifs, exerçant, à titre de patrons ou d'ouvriers, une profession ou un métier se rattachant au commerce, à l'industrie ou à l'artisanat, et de membres correspondants, étrangers au métier, mais s'intéressant à l'œuvre de la Chambre de métiers.

Elle est administrée par un conseil de 36 membres, dont 12 membres de droit et 24 membres élus paritairement, à raison d'un ouvrier et d'un patron, par chacune des catégories de professions prévues au programme d'examen du certificat d'aptitude profes-

(1) Cf. Rapport de M. Masson à l'Union des Chambres syndicales de l'Est, 16 décembre 1922, p. 8.

sionnelle. Les membres élus doivent être âgés de 30 ans et avoir cinq ans au moins de pratique professionnelle.

Le bureau comprend deux vice-présidents, l'un patron, l'autre ouvrier ou employé.

Le conseil d'administration peut déléguer ses pouvoirs d'exécution, dans tout le ressort de la Chambre de métiers, à des conseils de métiers, dont il détermine le nombre de membres et les attributions. Ils comprennent obligatoirement le même nombre de patrons et d'ouvriers de la profession.

Dans les assemblées générales, chaque adhérent patron dispose d'un nombre de voix égal au vingt-cinquième du nombre de ses collaborateurs de tous ordres, sans que ce nombre puisse descendre au-dessous du nombre de ses collaborateurs membres actifs de la Chambre et présents à l'assemblée générale (art 29 des statuts). Cette clause assure la majorité aux patrons et parmi eux, aux entreprises qui occupent le personnel le plus nombreux.

Les ressources de la Chambre de métiers sont constituées :

1° Par les cotisations de ses membres. La cotisation annuelle des membres actifs est fixée : pour les patrons, à 1 franc par collaborateur âgé de plus de 18 ans, avec minimum de 50 francs ; pour les artisans, employés et ouvriers, à 1 fr. par artisan ou compagnon à son service et par employé ou ouvrier ;

2° Par les subventions éventuelles des collectivités administratives, des syndicats ou autres groupements s'intéressant à l'œuvre de la Chambre de métiers.

L'art. 7 des statuts définit le programme et les moyens d'action de la Chambre en reproduisant à peu près les clauses de style des statuts des autres Chambres de métiers: développement du goût et du respect de la profession; organisation, surveillance et contrôle de l'apprentissage, sous le couvert de la loi du 25 juillet 1919, titre IV; création d'offices d'orientation professionnelle, de cours pour les apprentis et les jeunes ouvriers; organisation de concours et d'expositions pour les apprentis; organisation des examens du certificat d'aptitude professionnelle, et ultérieurement des examens de maîtrise; prix, récompenses, bourses; rédaction et contrôle de l'exécution des contrats d'apprentissage; fixation des conditions de formation des apprentis et du nombre minimum d'apprentis à former par chaque patron; placement des apprentis et des jeunes ouvriers et aide pécuniaire.

Bien que de création récente, la Chambre de métiers de Meurthe-et-Moselle a déjà donné les preuves d'activité suivantes:

Collaboration à l'organisation de l'orientation professionnelle, dirigée par la municipalité de Nancy; classification des professions; établissement d'un nouveau programme pour le certificat d'aptitude professionnelle;

Reprise de l'école d'apprentissage du bâtiment; création d'une école de tonnellerie, particulièrement indispensable en raison de l'importance régionale de l'industrie de la brasserie; création d'une école de fonderie, profession régionale également;

Organisation d'un concours de couture et de cui-

sine; organisation à Nancy de l'exposition régionale du travail;

Etablissement d'un contrat-type d'apprentissage. Des indemnités sont prévues pour le cas de rupture non motivée du contrat, d'autant plus élevées qu'il approche de son terme. Une gratification est stipulée en faveur de l'apprenti. En outre, le patron porte au crédit de celui-ci une prime proportionnelle à la gratification. Cette prime est remise à l'apprenti, s'il reste comme ouvrier chez le patron pendant les deux années qui suivent l'expiration de son apprentissage. C'est un moyen d'assurer l'exécution du contrat jusqu'à son terme et la stabilité de l'apprenti chez le même patron pendant deux ans de plus. Si cette condition n'est pas remplie, ces sommes sont versées à une caisse gérée par la Chambre de métiers et affectées à la création de bourses d'apprentissage.

Le contrat-type confie à la Chambre de métiers l'arbitrage des différends que viendrait à soulever l'exécution des contrats d'apprentissage.

CHAPITRE XII

La Chambre de métiers des industries métallurgiques de Lyon

Cette Chambre de métiers présente la particularité d'être spéciale à un groupe de métiers, au lieu d'embrasser, comme les autres Chambres de métiers, l'ensemble des professions et métiers d'un département ou d'une région.

D'autre part, son but est strictement limité à la formation professionnelle, c'est-à-dire au développement de l'apprentissage et de l'enseignement technique, indépendamment de l'orientation professionnelle et du placement.

Ces caractéristiques s'expliquent par l'origine de cette Chambre de métiers. Elle a été fondée par la Chambre syndicale des industries métallurgiques du Rhône, qui a voulu compléter l'œuvre d'apprentissage et d'enseignement professionnel à laquelle elle s'était depuis longtemps attachée et surtout la développer grâce à de nouvelles ressources.

En 1913, la Chambre syndicale des industries métallurgiques, qui occupent actuellement dans le département du Rhône près de 40.000 ouvriers, avait conclu avec la Société d'enseignement professionnel du Rhône un accord aux termes duquel cette

Société organisait, sous le contrôle de la Chambre syndicale, des cours théoriques au profit des apprentis occupés chez les adhérents de cette Chambre. Réduits d'abord à deux cours de demi-temps (mathématiques et mécanique, dessin), ces cours se transformèrent, à partir de 1917, en vertu de nouveaux accords, en cours normaux, au nombre de huit, suivis par 230 élèves, répartis en trois années. Des cours complémentaires d'instruction générale (français et calcul), y furent ajoutés en 1918. Le nombre des cours et des élèves suivit dès lors une progression constante qui est accusée par le tableau suivant :

1918-1919	17 cours	409 élèves-apprentis	
1919-1920	19 —	504	—
1920-1921	26 —	616	—
1921-1922	28 —	716	—
1922-1923	28 —	812	} 962
	plus	150	

à Givors et à Oullins.

Tous les cours ont lieu de 17 h. à 19 h., où à 18 h. 30 et l'apprenti reçoit la même rémunération qu'à l'atelier.

Le budget des cours professionnels s'est élevé, pour l'exercice 1922-1923, à 51,303 fr., plus une dizaine de mille francs pour récompenses aux apprentis lauréats, sous forme de livrets de caisse d'épargne de 10 à 30 francs.

Pour faire face à ces dépenses élevées, la Chambre syndicale perçoit sur ses adhérents une « taxe d'apprentissage » de 0 fr. 50 par mille francs de salaires

payés par l'établissement, cotisation acquittée même par les établissements qui ont organisé chez eux des écoles spéciales d'apprentissage (Ateliers de constructions électriques de Lyon et du Dauphiné; C^{ie} Electro-Mécanique).

Aux recettes budgétaires doivent être ajoutées les sommes versées directement et volontairement par les adhérents à la Société d'enseignement professionnel du Rhône, soit environ 10.000 francs.

Les programmes des cours sont soumis à l'approbation de la commission d'apprentissage de la Chambre syndicale, qui contrôle l'enseignement. Toutes les notions enseignées, tous les exercices pratiques sont choisis parmi des matières de la spécialité de l'apprenti. Pour en accentuer l'orientation pratique, les cours sont complétés par des conférences et des démonstrations en atelier.

L'assiduité aux cours est contrôlée de la manière suivante:

Chaque apprenti reçoit un carnet individuel de présence spécialement disposé sur lequel un timbre à date est apposé lors de chaque leçon à laquelle il assiste; les moyennes mensuelles des notes obtenues sont régulièrement inscrites sur ce carnet, qui doit être visé chaque mois par l'employeur.

L'apprenti est généralement lié à son patron par un contrat écrit d'apprentissage, dont le type, adopté par la Chambre syndicale, a été remplacé, en octobre 1923, par le contrat-type d'apprentissage rédigé par la Chambre de métiers.

Sur les 962 élèves qui avaient suivi les cours d'apprentissage en 1923, 99 se sont présentés au certificat

d'aptitude professionnelle prévu par la loi Astier et 73 ont été reçus.

Au cours d'une visite aux écoles de métiers de la région du Nord (Douai, Lille, Roubaix, Tourcoing), à la fin de 1921, les délégués de la Chambre syndicale furent frappés des résultats excellents de la méthode utilisée depuis vingt ans, en matière d'enseignement professionnel, par les industriels métallurgistes de cette région.

Convaincue par cette expérience, de la possibilité, contrairement à l'opinion répandue, de former des apprentis en dehors de l'atelier, la Chambre syndicale résolut de créer une école de métiers des industries métallurgiques à Lyon.

Dans l'impossibilité de dépasser son effort financier, déjà considérable, la Chambre syndicale sollicita l'appui matériel de la Chambre de commerce; celle-ci décida de participer aux dépenses des Chambres de métiers organisées par les syndicats professionnels, quand elles lui soumettraient leur programme et leur budget. La Chambre syndicale fut ainsi amenée à constituer une Chambre de métiers des industries métallurgiques, au mois de juillet 1923.

Fondée par la « Chambre syndicale des industries métallurgiques et connexes du Rhône et de la Région », la Chambre de métiers s'occupe de l'apprentissage dans les industries ressortissant à cette Chambre syndicale, c'est-à-dire dans les branches professionnelles suivantes: construction mécanique; construction automobile et connexes; construction métalliques; construction électrique et connexes; chaudronnerie; forge et estampage; fonderie; bronzes d'é-

clairage; et, ajoute l'article 1^{er} des statuts, dans les « industries diverses où l'apprentissage sera reconnu indispensable ».

A la différence des autres Chambres, qui acceptent un nombre illimité de membres, la composition de la Chambre de métiers du Rhône est très limitée; c'est qu'elle ne fait pas appel à tous ceux, quels que soient leur qualité et leur domicile, qui s'intéressent à l'apprentissage, mais uniquement à ceux qui appartiennent aux industries métallurgiques du Rhône.

Sa composition est paritaire, principe qui n'est admis par d'autres Chambres de métiers que pour les conseils d'administration et les commissions.

Elle est administrée par un conseil composé de sept membres patrons ou directeurs d'industrie, sept membres ouvriers ou contremaîtres (4 ouvriers, 3 contremaîtres) et d'un membre de la Chambre de commerce.

Le conseil d'administration, mandataire de la Chambre de métiers et investi de pleins pouvoirs, se compose d'un président, de deux vice-présidents, d'un trésorier et d'un secrétaire.

L'article 21 des statuts donne à la Chambre de métiers la faculté de convoquer à ses réunions, à titre consultatif, toutes les fois qu'elle le jugera utile, les membres de l'enseignement, les inspecteurs de l'enseignement technique ou toutes autres personnalités.

La Chambre de métiers est subordonnée dans une certaine mesure à la Chambre de commerce. Il est spécifié que son programme, élaboré chaque année, « sera soumis à l'approbation de la commission supérieure de l'apprentissage et de l'enseignement

technique créée par la Chambre de commerce. »
(Art. 6 des statuts)

Le programme, arrêté pour un an par l'article 5 des statuts, consiste « à déterminer la durée de l'apprentissage, à recruter les apprentis et à fixer le nombre à former dans chaque atelier, sous peine d'une taxe proportionnelle au nombre d'apprentis qui devraient être occupés; à établir et appliquer les sanctions en cas d'infractions au règlement; à surveiller l'enseignement technique et pratique donné aux apprentis; à préparer la réglementation de l'apprentissage et à établir les contrats-types; à organiser et contrôler toute école d'apprentissage et tous cours professionnels jugés utiles; à organiser tous concours et examens nécessaires.

La Chambre de métiers a inauguré son « école de métiers des industries métallurgiques du Rhône », le 13 octobre 1923, dans les locaux mis à sa disposition par la Société d'enseignement professionnel du Rhône.

Cette école a pour but « de former des apprentis et des ouvriers immédiatement utilisables dans les industries de la construction automobile, mécanique, métallique, électrique et connexes. »

Elle est administrée par un comité de 13 membres, soit 4 membres de la Chambre de métiers, 6 membres de la Chambre syndicale, 3 membres de la Société d'enseignement professionnel du Rhône.

La durée des études est de trois années, dont deux passées à l'école de métiers et la troisième dans un établissement industriel.

Les enfants sont admis à partir de 13 ans, et de 12

ans, s'ils sont pourvus du certificat d'études; l'admission est subordonnée à la production d'un certificat médical ou d'un certificat de l'Office d'orientation professionnelle.

L'enseignement est gratuit. Les élèves ne touchent pas de salaires, mais peuvent recevoir des gratifications, sous forme de primes sur leurs travaux.

L'enseignement comporte, par semaine, 7 heures de cours théoriques (mathématiques, français, dessin, technologie) et 41 heures d'atelier. Il n'est pas spécialisé, sauf, s'il y a lieu, dans le stage industriel de la troisième année. A l'école, chaque élève doit passer par tous les stades de la profession.

Comme l'école de métiers n'est pas un patron, le contrat d'apprentissage est remplacé par un engagement de scolarité de trois ans, sanctionné par une indemnité en cas de rupture.

Un carnet de scolarité, contenant les observations du directeur et les notes, est communiqué, à la fin de chaque mois, aux parents, qui doivent le retourner signé le 5 du mois suivant.

L'école de métiers comprend 78 élèves, dont 40 en première année et 38 en deuxième année. Il est question, pour l'année scolaire 1925-1926, d'organiser une vaste école, susceptible de fournir toute la main d'œuvre qualifiée nécessaire aux industries métallurgiques.

Pour les apprentis engagés chez un patron, la Chambre de métiers a élaboré un contrat-type d'apprentissage qui remplace celui de la Chambre syndicale. Il prévoit une durée minima d'apprentissage de trois ans, avec une période d'essai de deux mois et

un congé annuel de huit jours. L'apprenti reçoit une rémunération horaire qui varie avec son âge et suivant l'année d'apprentissage qu'il accomplit. Des primes, sous forme de livrets de Caisse d'épargne, ou des gratifications, peuvent être versées à l'apprenti par le patron à périodes fixes ou en fin d'apprentissage. La prime est supprimée en cas de rupture ou de renvoi.

Les contestations sur le contrat d'apprentissage sont soumises à l'arbitrage de la Chambre de métiers. D'après l'art. 12, « en raison du caractère familial de ce contrat et des obligations que la loi sur l'apprentissage impose au patron, les apprentis devront, en cas de grève ou de suspension de travail par force majeure, rester à la disposition de leur patron ».

CHAPITRE XIII

La Chambre de métiers de Bretagne

La Chambre de métiers de Bretagne a été constituée sous forme d'association déclarée, en juillet 1920; mais par suite de divergences qui éclatèrent entre les fondateurs et amenèrent peu après la démission de l'un d'eux, le président, l'abbé Bossard du Clos, réduit à ses seules forces, n'a pu maintenir à l'institution l'activité que faisaient espérer ses débuts.

Cette Chambre de métiers se caractérise par quelques traits originaux de sa constitution et de son programme.

Elle comprend toutes personnes, agréées par son conseil d'administration, qui s'engageront à observer ses statuts et à coopérer à ses buts. Les membres se divisent en membres fondateurs, actifs ou associés, d'après le montant de leur cotisation.

Son programme est nettement régionaliste. Elle se propose « d'encourager l'apprentissage dans toutes les industries, notamment dans les industries d'art en tradition du style breton, et de favoriser les petites industries locales, qui sont l'une des sources de richesses de la Bretagne. » A cet effet, en dehors des moyens ordinaires prévus par toutes les Chambres

de métiers, elle a en vue « de propager l'étude et l'usage de l'art breton au moyen de conférences, concours et expositions » et « de faciliter le placement des produits d'art industriel de Bretagne », objet commercial que nous n'avons rencontré nulle part ailleurs.

En réalité, la Chambre de métiers de Bretagne s'intéresse surtout aux petits métiers et limite même presque exclusivement son action aux métiers d'art proprement dits : broderie, dentellerie, ébénisterie, feronnerie, céramique. Son but principal est de fonder des ateliers-écoles dans différents centres d'industrie d'art de Bretagne.

Son président, grâce à quelques cotisations et à une subvention de la Chambre de commerce de Rennes, a organisé des expositions d'art décoratif breton au Huelgoat, à Guingamp et à Vannes ; il a créé un atelier-école d'apprentissage et décerné un diplôme de maîtrise avec prime de cent francs.

Mais il est à souhaiter que cette Chambre ne limite pas son action aux seuls métiers d'art et se développe sur des bases plus larges et plus solides. Il lui appartient, en effet, dès qu'elle pourra disposer des ressources nécessaires, de prêter son concours à la solution de la crise de l'apprentissage dans tous les métiers de la région, considérés ou non comme métiers d'art.

CHAPITRE XIV

La Chambre d'apprentissage du Gard

L'organisation, dans le département du Gard, d'une Chambre de métiers, avec conseils de métiers paritaires, a été proposée, à la fin de décembre 1921, par M. Mazet, directeur de l'Office départemental de placement, au cours d'une séance du Comité départemental de l'enseignement technique. Cette proposition, basée sur le fait que la loi Astier avait perdu la plus grande partie de son efficacité, depuis l'application de la loi sur la journée de huit heures, rencontra le meilleur accueil et fut renvoyée pour étude aux Chambres de commerce de Nîmes et d'Alais. M. Mazet, nommé rapporteur de la commission chargée d'examiner la question, présenta, le 24 juin 1922, un rapport qui fut adopté à l'unanimité et fit triompher le principe de la création de la Chambre de métiers. Les statuts furent élaborés et approuvés. Le 5 mai 1923, était tenue l'assemblée constitutive du nouveau groupement professionnel qui, se ralliant à la suggestion du Conseil supérieur de l'enseignement technique, dans sa session extraordinaire du mois de mars 1923, prit le nom de « Chambre d'Apprentissage du Gard ».

Cette Chambre, association légalement constituée, a son siège à Nîmes.

Sa gestion est à base paritaire; les patrons et les ouvriers ont, en effet, des droits égaux dans les conseils d'apprentissage ou au Conseil d'administration.

Son but, tel qu'il est énoncé par l'article 2 des statuts, « à la fois humanitaire et économique, est de conseiller les jeunes gens des deux sexes dans le choix de la carrière répondant le mieux possible à leurs aptitudes, de favoriser, de perfectionner et compléter l'apprentissage par tous les moyens utiles en vue d'améliorer les métiers industriels, commerciaux, agricoles et d'art appliqué, particulièrement ceux pouvant le mieux mettre en valeur les richesses de la région. »

La Chambre d'apprentissage comporte trois catégories de membres: les membres A, ouvriers et assimilés; les membres B, patrons et assimilés; des membres de droit (préfet; délégués du Conseil général, des Conseils municipaux des villes subventionnant la Chambre et des Chambres de commerce du département; directeurs des écoles professionnelles, présidents des Conseils de prud'hommes de Nîmes et d'Alais, chefs de service et fonctionnaires officiels).

Les membres A et les membres B, respectivement groupés dans chaque profession, désignent, pour leur profession ou métier, un certain nombre de délégués A et B pour former le conseil d'apprentissage, composé des employés ou ouvriers et des patrons de la profession ou du métier considéré.

Pour chaque profession ou métier, le nombre des délégués A est toujours égal au nombre des délégués B.

Chaque conseil d'apprentissage nomme son prési-

dent et son secrétaire, l'un pris parmi les membres A, l'autre, parmi les membres B; il désigne aussi un certain nombre de membres, faisant partie ou non du conseil d'apprentissage, et chargés de la surveillance des apprentis du métier considéré.

Les conseils d'apprentissage, élus pour trois ans, s'occupent, comme les conseils de métiers (le nom seul diffère), de toutes les questions intéressant exclusivement le métier ou la profession qu'ils représentent. (Art. 13).

Le Directeur de la Chambre d'apprentissage ou son suppléant assiste avec voix consultative, aux réunions des conseils.

Les conseils d'apprentissage de professions connexes ont la faculté de se grouper, lorsqu'ils le jugent nécessaire, pour l'examen de questions générales intéressant l'ensemble de leurs métiers ou professions.

La Chambre est administrée par un conseil d'administration composé du président et du secrétaire de chaque conseil d'apprentissage. Ces membres sont élus pour trois ans (art. 14). Le conseil comporte également un certain nombre de membres de droit (ceux que nous avons cités plus haut: le préfet, etc...). Il a pour attributions d'administrer la Chambre dans les conditions communes à tous les conseils d'administration similaires et dans la limite des statuts (art. 15). Il élit un bureau à qui il délègue ses pouvoirs pour l'expédition des affaires courantes.

Le conseil nomme le directeur, le personnel et fixe leurs honoraires; il se réunit tous les mois et cha-

que fois qu'il est convoqué par le président ou sur la demande du quart de ses membres.

La présence du tiers des membres du conseil d'administration est nécessaire pour la validité des délibérations.

L'organe essentiel de la Chambre d'apprentissage est l'assemblée générale (ordinaire ou extraordinaire), qui est formée de l'ensemble des délégués A et B, et des membres de droit. Tout délégué n'a droit qu'à une voix. (Art. 19).

Les membres de droit assistent aux réunions du conseil avec voix consultative seulement; ils n'ont pas accès aux assemblées générales. Les services de la Chambre sont installés dans un immeuble réellement approprié qui lui a été cédé gratuitement par la ville de Nîmes.

Le budget de la Chambre est alimenté par des subventions de l'Etat, du département, des communes, des établissements publics et des chambres de commerce. Il s'élève, pour l'année en cours, 1924-1925 à la somme de 62.343 fr. 90, balancée en recettes et dépenses.

Voici l'état des diverses subventions:

Sous-Secrétariat de l'Enseignement technique	F. 5.000	»
Département du Gard.....	25.000	»
Villes.		
Nîmes	3.000	»
Alais	3.000	»
Chambres de commerce:		
Nîmes	10.000	»
Alais	1 000	»

La Chambre d'apprentissage a demandé à la ville de Nîmes de porter sa subvention de 3.000 francs à 10.000 francs et c'est ce dernier chiffre qui figure aux recettes du budget.

Les plus gros postes des dépenses sont constitués par les appointements du personnel administratif (10.800 fr.), des professeurs (26.135 fr.) et les fournitures pour les cours (5.100 fr.).

Les cours, organisés en vertu de la loi du 25 juillet 1919, sont absolument gratuits; ils sont publics et facultatifs.

Ils intéressent toutes les professions manuelles pour les deux sexes et sont complétés par des cours d'enseignement général (cours de langues étrangères, cours pour les adultes dont l'instruction est insuffisante, etc.).

La Chambre d'apprentissage a ouvert ses portes le 11 novembre 1923, avec 21 cours et 618 élèves des deux sexes et de tout âge. A l'ouverture de l'année scolaire 1924-1925, le nombre des auditeurs, jeunes gens et jeunes filles, était de 567.

Les cours ont lieu après les heures de travail, mais toujours avant le repos du soir (sauf les cours de coiffure pour dames), de 6 h. 30 à 8 heures; d'autres cours sont aussi donnés le dimanche matin, le jeudi et le samedi après-midi, pour permettre aux personnes n'habitant pas Nîmes de les suivre.

Les travaux effectués aux cours sont nombreux et, à titre d'émulation, les meilleurs d'entre eux figurent aux expositions ou aux concours du travail. Ils ont participé notamment à l'exposition des « Meilleurs Artisans de France ».

La Chambre se tient en étroite relation avec les familles, auxquelles toute absence des élèves aux cours est immédiatement signalée.

Une grande salle avec une belle bibliothèque professionnelle est à la disposition des élèves.

De nombreux parents profitent également de cette salle en attendant la sortie de leurs enfants suivant les cours.

La Chambre possède à Alais des cours féminins très bien organisés.

La Chambre d'apprentissage du Gard ne se contente pas de poursuivre l'amélioration de la formation professionnelle dans le département, en organisant des cours de perfectionnement industriels, commerciaux et d'arts appliqués; elle pratique une orientation éclairée de la jeunesse ouvrière vers les professions délaissées, particulièrement celles de la campagne. Elle a déjà obtenu, dans les différents domaines de son activité, des résultats satisfaisants.

Il faut dire que le succès de la Chambre est dû, en grande partie, à l'ardeur et au travail persévérant de son directeur, M. Mazet, qui s'est efforcé de créer, dans le milieu qu'il dirige, une ambiance professionnelle et familiale, dégagée de tout ce qui peut toucher à la pédagogie scolaire.

CHAPITRE XV

La Chambre de métiers des Alpes-Maritimes

La Chambre de métiers des Alpes-Maritimes a été définitivement constituée le 3 juillet 1923, sous les auspices de la Chambre de commerce de Nice et des Alpes-Maritimes.

Ce n'est qu'une association patronale, qui a son siège social au siège même de la Chambre de commerce, à Nice.

L'orientation professionnelle est au premier plan de ses préoccupations. L'organisation, la surveillance et le contrôle de l'apprentissage, la création de cours de perfectionnement professionnel, — l'encouragement sous toutes les formes à l'apprentissage et à l'enseignement technique constituent les autres branches de son activité (art. 3 des statuts).

La Chambre de métiers est composée de membres actifs et de membres honoraires. « Sont membres actifs tous les industriels ou négociants, associés, petits patrons artisans, appartenant à l'une des professions intéressées directement à la formation des apprentis. » (Art. 4) Les membres actifs doivent jouir de leurs droits civils et politiques et avoir leur domicile dans le département. Peuvent être membres honoraires toutes personnes s'intéressant aux questions d'apprentissage.

Les membres actifs de la Chambre de métiers appartenant à des industries ou des professions de même catégorie constituent une section de cette Chambre, qui comporte 16 sections correspondant aux différents corps de métiers de la région :

- 1° Carrossiers;
- 2° Confiseurs-Pâtisseries;
- 3° Electriciens;
- 4° Entrepreneurs de peinture;
- 5° Patrons coiffeurs;
- 6° Maîtres tailleurs;
- 7° Plombiers-Zingueurs;
- 8° Entrepreneurs de menuiserie;
- 9° Stucateurs-Mouleurs;
- 10° Entrepreneurs de travaux publics et de maçonnerie;
- 11° Maîtres imprimeurs;
- 12° Horlogers-Bijoutiers;
- 13° Métallurgistes-Serruriers;
- 14° Patrons bottiers;
- 15° Fabricants de pâtes alimentaires;
- 16° Fabricants de fourrures.

Chacune des sections élit dans son sein un nombre de délégués proportionnel au nombre d'adhérents, à raison d'un délégué par dix adhérents ou fraction de dix, avec un minimum de trois. Cette délégation prend le nom de conseil de métier. Elle peut s'adjoindre, à titre consultatif, un certain nombre de délégués des ouvriers de la même profession, sans que le nombre des délégués ouvriers puisse dépasser celui des délégués patrons.

Les membres des conseils de métiers, élus pour six ans et renouvelables par tiers tous les deux ans, doivent être Français et avoir au moins cinq ans d'exercice dans la profession qu'ils représentent.

Chaque conseil de métier élit son président et son secrétaire.

Ces conseils de métiers s'occupent exclusivement de toutes les questions intéressant leur profession respective. (art. 5)

Le conseil d'administration de la Chambre de métiers, qui élit un bureau, a les mêmes attributions que celles qui incombent normalement aux Conseils d'administration de toutes les Chambres de métiers et que nous avons déjà exposées (représentation et défense des intérêts de la Chambre, établissement des comptes et budgets annuels, organisation des cours d'apprentissage, etc.)

Il comprend, outre les représentants officiels et les délégués des conseils élus, le président et le trésorier de la Chambre de commerce, qui sont respectivement président et trésorier de droit de la Chambre de métiers. (art. 8) Il se compose encore de trois membres de la Chambre de commerce et du président de chacun des conseils de métiers.

Les ressources de la Chambre de métiers sont constituées par les cotisations annuelles ou forfaitaires des adhérents, par les subventions de l'Etat, du département, de la Chambre de commerce, des communes, des établissements publics et des groupements professionnels, enfin, par des dons et legs.

Un Office d'orientation professionnelle vient d'être

constitué par la Chambre et commencera à entrer en fonctions à la fin de l'année scolaire 1924-1925, pour les élèves sortant des écoles et susceptibles d'entrer en apprentissage. Les membres de cet Office seront chargés également de toute la propagande nécessaire à l'orientation des enfants et jeunes gens vers les métiers manuels.

La Chambre de métiers se préoccupe aussi de l'enseignement professionnel. Elle a créé de nombreux cours, cours théoriques communs à tous les apprentis, cours pratiques organisés par les conseils de métiers eux-mêmes pour chaque corps de métier. De nouveaux cours sont en voie d'organisation.

La Chambre a constitué également, dans chacun des corps de métiers, des jurys pour la délivrance des certificats de qualification aux ouvriers qui en font la demande. Ces certificats servent à la classification des ouvriers des différentes catégories, rendue nécessaire par les échelles de salaires adoptées récemment par les entrepreneurs, à la suite des grèves.

Il faut mentionner enfin le règlement d'apprentissage édicté par la Chambre de métiers en vue d'uniformiser les conditions de l'apprentissage. Ce règlement vise l'admission des apprentis qui doivent (eux ou leurs ayants droit), ainsi d'ailleurs que les patrons, adhérer par écrit à toutes ses clauses, la durée de l'apprentissage, les cours professionnels institués par la Chambre sur la proposition du conseil de métier, le salaire et l'institution d'une caisse d'apprentissage. Le patron doit verser tous les trois mois à cette caisse une somme égale au quart des salaires en espèces touchés par l'apprenti durant cette

période, ou une somme forfaitaire fixée après avis du conseil de métier.

Ces versements, opérés gratuitement par le patron, seront inscrits sur un livret au nom de l'apprenti, pour stimuler en lui les sentiments d'épargne et de fidélité à ses engagements. Mais ils ne seront acquis à l'apprenti que par décision du conseil de l'apprentissage, après accomplissement du temps d'engagement, ou qualification professionnelle à la suite d'examen, et six mois après justification d'un emploi en France.

Diverses modalités sont prévues par le règlement, si l'apprenti n'arrive pas à se faire qualifier comme ouvrier dans sa partie, à l'expiration du temps fixé par l'engagement, en cas de rupture injustifiée de l'engagement de la part de l'apprenti ou du patron, ou encore en cas de non versement par ce dernier à la caisse de l'apprentissage de tout ou partie de la subvention proportionnelle aux salaires.

CHAPITRE XVI

La Chambre de métiers projetée de Provence et du Bas-Rhône

Nous conservons à cette Chambre de métiers le nom qui lui avait été donné dans un projet de statuts soumis à l'examen de groupements intéressés réunis par la Chambre de commerce de Marseille le 5 janvier 1923. Mais les statuts ont été, depuis, remaniés. Nice a créé une Chambre de métiers autonome que nous avons décrite. Les amours-propres locaux ont fait abandonner l'idée d'une Chambre de métiers régionale avec sections départementales. A ce projet a été substitué celui de Chambres départementales avec faculté de se fédérer. Le nom de la Chambre de métiers sera donc changé.

Comme il s'agit d'un projet qui n'est pas encore réalisé et sur lequel les présidents des Chambres de commerce de Provence et du Bas-Rhône viennent seulement, en décembre 1924, de se mettre d'accord, nous nous bornerons à exposer les caractères généraux de la Chambre de métiers, d'après le projet de statuts.

L'idée de la Chambre de métiers est due à l'initiative de la Chambre de commerce de Marseille et les statuts ont été préparés par M. Léon Bourdillon, ingénieur des Arts et Manufactures et membre de cette Compagnie. Ils s'inspirent naturellement des princi-

pes émis par M. Bourdillon dans ses remarquables rapports à la Chambre de commerce sur les propositions de lois relatives aux Chambres de métiers. (1) Ils se résument, comme ces rapports, en une réaction contre les propositions Verlot et Marot. Ils repoussent la composition paritaire de la Chambre de métiers, qui mettrait les patrons, seuls à lui assurer des ressources par le paiement de la taxe d'apprentissage, sur le pied d'égalité avec l'élément ouvrier, qui n'aurait rien à payer.

Aussi le projet de statuts assure-t-il la majorité aux patrons dans le conseil d'administration, qui comprend (art. 18) 10 ouvriers et employés, 10 patrons et 10 membres des Chambres de commerce de la région. Le conseil d'administration comprend, en outre, avec voix consultative seulement, certains fonctionnaires, des délégués des conseils municipaux et généraux et, s'il y a lieu, des « conseillers ».

Le projet accepte le principe paritaire pour les conseils de métiers, dont il admet la création à titre facultatif; mais il rejette naturellement, avec la composition paritaire de la Chambre de métiers, la disposition de la proposition Marot, qui fait des conseils de métiers paritaires les corps électoraux de la Chambre de métiers.

Le projet Bourdillon prévoit, pour les personnes ou groupements adhérents à la Chambre de métiers, une cotisation minima de 2 francs, dont le taux modeste permettra l'accession des employés et des ouvriers ;

(1) Cf. Note de présentation du projet de Chambre de métiers de Provence et du Bas-Rhône, rédigée par M. Henri Brenier, directeur général de la Chambre de commerce de Marseille.

mais on compte sur des cotisations spontanées plus importantes de la part des patrons pour assurer la marche de la Chambre de métiers, notamment par des cotisations de membres donateurs, fondateurs, bienfaiteurs ou à vie. Le projet ne prévoit pas, en effet, la taxe d'apprentissage parmi les ressources de la Chambre de métiers.

Le projet de statuts laisse une place importante à la Chambre de commerce, élément patronal. Elle a dix représentants au conseil d'administration de la Chambre de métiers et cinq aux comités des sections locales. La création de sections et de conseils de métiers est subordonnée à son approbation. (art. 5 et 7) Elle approuve, en cas de création de sections locales, la répartition du produit des cotisations entre la Chambre de métiers et ses sections (art. 8). Elle donne son avis pour les actes importants des comités locaux.

Sous réserve de l'accord à intervenir entre le comité local et la Chambre de commerce locale relativement au partage des cotisations et aux directives communes destinées à assurer l'uniformité des vues, les sections locales jouissent de l'autonomie. Le projet Bourdillon entend, en effet, faire œuvre de décentralisation. C'est pourquoi, dans son article 9, il maintient avec leur autonomie les œuvres d'enseignement post-scolaire, professionnel et technique et les comités de patronage des apprentis déjà existants; il leur laisse un droit de préférence pour la fondation de nouveaux cours. Il ne veut pas voir des Chambres de métiers paritaires, comme dans les propositions qu'il combat, concentrer complètement

l'organisation, la surveillance et le contrôle de l'apprentissage et absorber les œuvres d'apprentissage préexistantes, lisons : celles qu'ont organisées les Chambres de commerce.

Mentionnons, enfin, le programme d'action de la Chambre de métiers, précisé par l'article 2 des statuts. Elle « a pour but de développer dans l'esprit public le goût et le respect des professions manuelles; de conseiller les jeunes gens des deux sexes dans le choix de la carrière répondant le mieux à leurs aptitudes; de favoriser, perfectionner et compléter l'apprentissage par tous les moyens utiles, en vue d'améliorer les métiers industriels, commerciaux, agricoles et d'art appliqué, particulièrement ceux pouvant le mieux mettre en valeur les richesses de la région provençale; de prendre, dans la limite des lois et règlements, toutes les mesures propres à servir les intérêts des métiers. »

Il est intéressant de relever dans cette énumération le but régional de la Chambre de métiers et son extension au commerce, à l'industrie, à l'agriculture et aux arts appliqués. Le développement agricole, « essentiel à la prospérité de la région », justifie la mention des métiers agricoles. Elle « comportera l'adhésion aux statuts de groupements locaux et régionaux comme les syndicats agricoles ou l'Union des Alpes et de Provence, et cette collaboration, sur le terrain du perfectionnement de la main d'œuvre française dans tous les domaines, peut être féconde par la mise en commun des expériences, des capacités et même des ressources. » (1)

(1) Note précitée, p. 6.

TROISIEME PARTIE

Les propositions de loi sur la création de Chambres de métiers

Nous venons d'assister à l'éclosion des Chambres de métiers en France. Nés de l'initiative privée, d'une sorte de mouvement spontané, ces organismes, limités à quelques unités au lendemain de la guerre, ont pris une certaine extension au cours de ces dernières années, grâce à l'influence exercée par le retour à la France de l'Alsace-Lorraine et par l'activité de la Chambre de métiers de Bordeaux. Bien que le mouvement tende à s'amplifier, à la faveur de l'esprit d'imitation et de la vulgarisation de l'idée de Chambres de métiers, ces institutions sont encore à l'état sporadique. Si l'on essaie d'en dresser la carte géographique, on les voit disséminées un peu partout sur le territoire, sans qu'aucune vue d'ensemble ait présidé à leur création. On en rencontre aussi bien dans des contrées où la grande industrie est peu développée, comme la Bretagne, l'Anjou, en dehors de la région industrielle d'Angers même, que dans des centres industriels ou commerciaux importants, tels que Bordeaux, Lyon, Nancy. Sans parler de la région du Nord, en voie de reconstitution, des villes ou des régions d'un haut développement économique, Rouen, Le Havre, Paris n'ont pas encore de Cham-

bres de métiers. Marseille, nous l'avons vu, est seulement à la veille d'en avoir une.

Cette première constatation nous permet d'affirmer qu'il serait vain d'attendre de la seule initiative individuelle, livrée à elle-même, la généralisation de l'institution, considérée comme un remède à la crise de l'apprentissage.

D'autre part, malgré l'esprit d'imitation qui tend à uniformiser insensiblement les statuts des diverses Chambres de métiers, nous avons rencontré dans les principes de leur constitution des divergences importantes. La plupart sont départementales, quelques-unes seulement, régionales. La presque unanimité englobent tous les métiers; l'une, celle de Lyon, est spécialisée. Certaines sont ouvertes à tous, d'autres sont patronales, d'autres paritaires. Il en est qui organisent des conseils de métiers, ignorés des autres. Les unes perçoivent des cotisations déterminées dans leur quantum; les autres comptent sur la générosité spontanée de leurs membres. Les unes sont dans la mouvance de la Chambre de commerce qui les a fondées ou qui les aide à vivre, les autres veulent être autonomes.

Cette diversité des principes d'organisation témoigne de la difficulté d'un accord sur ce point. A vrai dire, les programmes, pris dans leur ensemble et si l'on néglige les détails, sont à peu près partout les mêmes. Mais si l'on doit juger une œuvre à ses résultats, l'observateur le moins perspicace constate vite la distance qui sépare les réalisations de la richesse des programmes. Certaines Chambres de métiers trouvent dans la date récente de leur fondation une

excuse légitime à leur faible activité; mais nous en avons rencontré qui, au cours des trois ou quatre années de leur existence, n'ont pas su créer les cours professionnels, organiser les concours, élaborer les contrats-types d'apprentissage qu'annonçait leur programme.

Là même où la foi des animateurs, et c'est le cas de la Chambre de métiers de la Gironde et du Sud-Ouest, inculque à l'organisme une activité plus intense, où les moyens prévus par les statuts sont mis en action, les résultats répondent-ils au but essentiel de l'institution, la réforme de l'apprentissage ? On trouve des maîtres d'apprentissage, des apprentis; mais assure-t-on, dans des proportions suffisantes, l'efficacité de l'apprentissage ? Les apprentis restent-ils chez leur patron pendant les trois années du contrat ? Travaillent-ils à l'atelier ? Suivent-ils les cours avec fruit ? En un mot, apprennent-ils leur métier ? Les obligations du contrat d'apprentissage sont-elles respectées par les patrons ? Ne voit-on plus de patrons débaucher les apprentis de leurs concurrents ? Autant de questions dont la réponse est incertaine. Les concours, les expositions font ressortir l'habileté d'un petit nombre d'apprentis. Mais la masse, qu'est-elle devenue au bout des trois années d'apprentissage ? On ignore la proportion des apprentis qui sont restés chez le même patron pendant ces trois années, ou qui ont subi les examens d'aptitude professionnelle institués par la loi Astier. Ce n'est, d'ailleurs, qu'à la longue qu'on pourra apprécier si la crise de l'apprentissage est en voie de solution.

Sans méconnaître les efforts des dirigeants de certaines Chambres de métiers et les réalisations obtenues, on est obligé de convenir — et ils en font eux-mêmes assez volontiers l'aveu, quand le souci de leur autonomie ne leur ferme pas les yeux — que l'insuffisance de ces résultats, hors de proportion avec les espérances et les dépenses d'énergie, tient au jeu de l'initiative privée, dépourvue de tout statut légal, de tout pouvoir de réglementation et de coercition et de moyens financiers appropriés. Le programme des Chambres de métiers est trop vaste pour pouvoir être réalisé à l'aide des ressources modiques prévues par leurs statuts : cotisations plus ou moins spontanées, subventions plus ou moins régulières. Elles ont besoin d'un statut qui détermine les principes de leur constitution et de leur fonctionnement et qui leur confère des moyens d'action : pouvoirs et ressources. Il est vain de compter sur la bonne volonté des prétendus intéressés, trop souvent hostiles ou indifférents, parce qu'ils sont incapables, à défaut d'une éducation préalable, de s'élever au niveau d'une conception de leur intérêt qui ne soit pas immédiatement matérielle et purement égoïste.

Diverses propositions de lois ont été déposées en vue de suppléer à l'insuffisance de l'initiative privée, réduite aux moyens d'action du droit commun, c'est-à-dire aux seules forces de l'association ou du syndicat.

Laissant de côté les propositions générales sur l'apprentissage ou l'enseignement technique, qui dépassent le cadre de notre travail, nous retiendrons

seulement les suivantes, qui visent la création de Chambres de métiers: (1)

Proposition de M. Bouilloux-Lafont, député, du 11 décembre 1917;

Proposition de M. de l'Estourbeillon, député, du 8 février 1918;

Proposition de M. Verlot, député, et du groupe parlementaire de l'enseignement technique, du 30 juin 1921;

Amendement de M. de Dion, tendant à modifier les articles 4 et 23 de la proposition Verlot, présenté le 16 novembre 1921;

Proposition Verlot, rectifiée à la suite du rapport de M. Marot, dite proposition Marot;

Proposition de M. Courtier, député, et du groupe parlementaire de défense artisanale, du 26 novembre 1922.

(1) Nous n'examinerons pas les propositions extra-parlementaires, quoique émanant d'individualités particulièrement compétentes en matière d'apprentissage. Il y en a deux: celle de M. Caillard, inspecteur général de l'Enseignement technique, et celle de M. Villemain, président de la Fédération Nationale du bâtiment et des travaux publics sur les instituts de métiers.

CHAPITRE PREMIER

Proposition de M. Bouilloux-Lafont

M. Bouilloux-Lafont a eu le mérite de poser le premier devant le Parlement la question des Chambres de métiers, à une époque où il n'en existait encore que deux en France, celle de la Haute-Vienne et celle de l'Anjou, dont la première avait cessé de fonctionner depuis la guerre. Il a, d'ailleurs, présenté son projet moins comme un texte définitif que comme une base possible de discussion.

Dans cette proposition, les Chambres de métiers revêtent trois caractères principaux : elles sont obligatoires, régionales et autonomes.

L'obligation résulte de l'article 1^{er} : « Il est créé en France... des Chambres de métiers ».

Les Chambres de métiers sont instituées par décrets rendus sur la proposition du Ministre du commerce, sur enquête auprès des Chambres de commerce et, le cas échéant, après avis des départements intéressés.

Elles sont créées « dans les centres régionaux de commerce, d'industrie et d'agriculture et dans les centres de métiers et d'industries d'art. » (art. 1^{er})

Le texte ne fait pas de distinction entre la grande et la petite industrie. Cependant, par une contradiction évidente, l'auteur intitule le chapitre VI de son livre

sur les Chambres de métiers: « Les Chambres de métiers obligatoires pour la petite industrie » (1).

Le caractère régional ressort de l'article 1^{er} (« dans les centres régionaux ») et de divers articles où il est question de la région (art. 4, 6, 8, 10). Mais la proposition ne définit pas la région, ce qui peut soulever des difficultés d'application et susciter des compétitions locales.

Dans l'esprit de M. Bouilloux-Lafont, le caractère régional et l'autonomie vont de pair. Il reproche au projet, devenu peu après la loi Astier, d'avoir négligé l'esprit régional (2). « Là aussi (en matière d'apprentissage), dit-il, nous retrouvons un esprit régional dont il faut tenir compte; là aussi, les intéressés désirent qu'on utilise leurs compétences, non pas en les consultant à titre accessoire, mais en leur donnant une autonomie complète et en leur confiant le soin de réaliser, conformément aux besoins de leur pays, des mesures de sauvegarde que l'Etat peut bien concevoir, mais qu'il ne peut exécuter en connaissance de cause. » (3)

La proposition proclame donc l'autonomie des Chambres de métiers, tout en leur laissant la faculté de se fédérer, au cas où certaines d'entre elles auraient des intérêts communs. Elle maintient aux Chambres de métiers existantes leur organisation particulière.

L'autonomie d'une Chambre de métiers suppose

(1) Bouilloux-Lafont, *Les Chambres de métiers*, p. 124

(2) Bouilloux-Lafont, *Les Chambres de métiers*, p. 31 et suiv.

(3) *Op. cit.*, p. 40.

une composition professionnelle. Les Chambres de métiers, dit l'article 5, comprennent des professionnels et gens de métier, hommes et femmes, de nationalité française, c'est-à-dire « les commerçants et industriels de tous métiers présentant les conditions requises pour former des apprentis, ainsi que les contremaîtres et ouvriers exerçant leur métier depuis au moins cinq années. »

La liste des professionnels susceptibles d'adhérer à la Chambre de métiers est dressée par le Préfet, après avis des présidents de la Chambre de commerce et du Tribunal de commerce, ainsi que de l'Inspecteur divisionnaire du travail.

Les Chambres de métiers, dans la proposition Bouilloux-Lafont, sont ouvertes à tous les employeurs et employés; cette proposition ne limite pas le nombre des membres et n'introduit donc aucune parité entre les éléments patronal et ouvrier.

L'intervention administrative dans la confection de la liste des professionnels est-elle bien conforme à l'autonomie, et bien utile même? Si l'autonomie peut, à la rigueur, s'accommoder de l'admission, à titre de membres de droit ayant voix consultative, des personnalités énumérées à l'article 8, elle est moins respectée par la présence de membres de droit admis à délibérer. D'autre part, l'indépendance de la Chambre de métiers risque d'être compromise par le fait que la Chambre de commerce ou à son défaut la Municipalité met gratuitement à sa disposition un local.

La proposition Bouilloux-Lafont institue trois comités dans le sein de la Chambre de métiers: comité d'administration; comité d'apprentissage (préappren-

tissage, apprentissage, perfectionnement); comité d'enseignement (programme et choix des maîtres). Elle détermine ainsi les attributions des Chambres de métiers (art. 10):

« Les Chambres de métiers devront être consultées obligatoirement dans le cas de création par l'Etat de cours ou d'écoles d'enseignement technique ou artistique.

« Les Chambres de métiers ont seules le droit d'établir le type du contrat d'apprentissage applicable aux divers métiers de la région. Elles exercent un droit de surveillance sur les cours professionnels et un droit de contrôle sur les patrons qui forment des apprentis. Elles pourront subventionner ou créer elles-mêmes tous les cours ou organisations professionnels reconnus nécessaires dans la région; elles pourront créer ou intervenir dans la création de toutes les écoles de métiers ou d'art appliqué, préparer l'éducation post-scolaire, instituer des bourses de voyage pour les apprentis, fonder ou développer les musées et bibliothèques d'industrie et d'art, organiser des expositions de modèles, en un mot contribuer par tous leurs moyens au relèvement et à la prospérité des métiers de leur circonscription. »

Les recettes destinées à l'accomplissement de ce programme sont constituées par des subventions et des souscriptions, par des dons et legs, que les Chambres de métiers ont la capacité de recevoir. Le préfet fait partie de la commission de contrôle des actes de disposition, nouvelle atteinte à l'autonomie.

Le principe de l'obligation, posé par M. Bouilloux-Lafont, permettrait de créer des Chambres de métiers

partout où elles seraient nécessaires, tandis que le principe facultatif ne produit que des éclosions éparpillées. Mais M. Bouilloux-Lafont ne leur confère que des attributions minimales, des pouvoirs insuffisants et des ressources trop modestes.

L'auteur de la proposition, sans nier la valeur de ces objections, répond qu'il s'est inspiré « de ce qui est, et non de ce qui devrait être ». Les attributions des Chambres de métiers augmenteront à mesure que leur rendement sera plus effectif. L'Etat sera naturellement amené à leur confier à titre exclusif l'exécution des lois sur l'apprentissage et le droit d'édicter des sanctions, de nommer des délégués professionnels chargés de contrôler l'emploi des apprentis dans les ateliers. Les Chambres seront peu à peu pourvues de ressources moins aléatoires, notamment par le produit de la taxe d'apprentissage « dont nous ne pouvions faire état, parce qu'il ne s'agit encore que d'un projet non voté. » (1)

Ces observations de M. Bouilloux-Lafont montrent qu'il a simplement cherché à consacrer l'existence légale de l'institution telle qu'elle fonctionnait, par mesure de prudence et pour n'inquiéter aucune opinion, laissant à la discussion parlementaire ou à l'avenir le soin d'élargir ses attributions, ses pouvoirs et ses ressources. Cette timidité pouvait se concevoir à une époque où la question était neuve pour le Parlement et l'opinion, où les Chambres de métiers n'avaient encore témoigné en France qu'une vitalité médiocre et risquaient d'être envisagées comme article

(1) Bouilloux-Lafont, *op. cit.*, p. 140 à 142.

d'importation allemande. En tout cas, plus que le jeu des changements de législatures, elle a contribué à la caducité d'une proposition dont les termes ont été largement dépassés par la pratique ultérieure des Chambres de métiers et par de nouvelles propositions de lois. Il n'en faut retenir que les caractères obligatoire, régional, autonome, non paritaire, qu'elle imprime à l'institution.

CHAPITRE II

Proposition de M. de L'Estourbeillon

Les Chambres de métiers prévues par M. de l'Estourbeillon ressemblent sur beaucoup de points à celles de M. Bouilloux-Lafont. Elles sont obligatoires, régionales, non paritaires. Leur autonomie est moindre encore, car leurs statuts doivent être approuvés par arrêté ministériel et les Chambres de métiers antérieures sont tenues de s'adapter à la loi organique; elles comprennent un grand nombre de membres de droit et se réunissent dans des locaux mis à leur disposition par les préfectures ou les municipalités.

Leurs ressources consistent en subventions, souscriptions, dons et legs, c'est-à-dire en recettes aléatoires, auxquelles s'ajoute la faculté d'emprunter, après accord avec le ministère des finances.

Leurs attributions sont plus modestes encore et à peu près exclusivement consultatives. Elles consistent à « donner au gouvernement les avis et renseignements qui leur seront demandés..., présenter aux pouvoirs publics leurs vues sur tous les moyens d'accroître la prospérité de chaque métier ou industrie représenté, prévoir la création de nouvelles Chambres de métiers dans la région, ainsi que l'éta-

blissement de nouvelles industries, la création de cours techniques et d'écoles professionnelles; ... rédiger le contrat-type d'apprentissage... » (art. 17)... faire des propositions au ministre pour les fonctions de directeurs ou professeurs d'écoles professionnelles..., arrêter les programmes des écoles et des examens. » (art. 19)

Les Chambres de métiers « d'une même région » ont le droit d'organiser des congrès, de se fédérer, de s'aider financièrement, d'entreprendre et de réaliser à frais communs des travaux d'intérêt collectif.

La proposition prévoit un Conseil supérieur des Chambres de métiers, formé de la réunion à Paris, sous la présidence du ministre du Commerce ou des Beaux-Arts, des présidents des Chambres de métiers, et chargé de statuer sur les questions d'ordre général.

A part ces quelques traits particuliers, la proposition de l'Estourbeillon se rapproche donc de très près de la proposition Bouilloux-Lafont. Elle se heurte aux mêmes objections: insuffisance d'attributions, de pouvoirs et de ressources.

Son originalité réside dans une conception plus étroite des Chambres de métiers. M. de l'Estourbeillon n'en prévoit que pour les métiers d'art, à l'exclusion des métiers industriels. Il en crée seulement « dans chacun des centres où subsistent encore les anciens métiers ou industries dénommés « métiers d'art » ou « industries d'art ». Sous une formule plus générale, l'article 7 reprend la même idée: « Doivent être représentées dans les Chambres de métiers toutes les industries de fabrication dont l'exercice comporte un apprentissage et *notamment les métiers d'art* » meu-

bles, céramique, orfèvrerie, ferronnerie, émaux, verrerie, papiers peints, tapisseries, broderie, dentelles, soieries, architecture, maroquinerie, etc., etc... ». Cet article est moins formel que l'article 1^{er} et n'assure aux métiers d'art qu'une prééminence de fait. Mais l'exposé des motifs est beaucoup plus catégorique : « il y a lieu de distinguer absolument toutes les industries d'art de la grande industrie. »

Nous repoussons au contraire cette distinction. Elle suppose d'abord une définition du métier d'art, opposé au métier tout court, bien difficile à faire : un même métier ne peut-il comporter un côté artistique et un côté manuel : comment faire le départ ?

De plus, les industries et métiers d'art « ne sauraient être séparés des métiers proprement dits, car un bon ouvrier d'art doit connaître, avant tout, les lois de la matière et les conditions de la fabrication. » (1)

D'autre part, la distinction aboutirait à la dualité des Chambres de métiers qui doublerait inutilement les frais généraux et compromettrait par des rivalités l'efficacité de leur action.

Enfin les Chambres de métiers ont pour but essentiel de remédier à la crise de l'apprentissage et de développer la formation professionnelle. Or l'apprentissage est-il distinct pour le métier d'art et le métier tout court ? « Qui dit métier d'art dit d'abord métier, donc connaissance approfondie de la matière qui, façonnée en vue d'un but utilitaire, acquiert en même temps une valeur esthétique, selon la forme et le

(1) Bouilloux-Lafont, *Exposé des motifs de sa proposition de loi*.

décor donnés à l'objet exécuté. L'enseignement des métiers d'art dans les centres régionaux ne peut donc se séparer de celui des métiers courants de la région, et il est tout à fait illogique de concevoir un enseignement distinct pour les apprentis de l'une et l'autre de ces catégories (1) ». Au Comité central des arts appliqués « la connaissance du métier manuel et des lois de la matière a été proclamée comme l'élément indispensable de la formation de tout ouvrier d'art, l'enseignement du dessin et de la composition n'intervenant qu'en fonction étroite des qualités acquises dans l'apprentissage à l'atelier, avec l'outil en main et la matière devant l'outil. » (2)

La Chambre de métiers ne doit pas être le privilège des métiers d'art, mais doit embrasser tous les métiers, sans distinction de leur caractère et de leur but, artistique ou non.

La question paraît tranchée et les propositions ultérieures ont abandonné le principe de cette distinction.

Cependant la thèse de M. de l'Estourbeillon suggère une autre distinction, celle du métier artisanal et des métiers de la grande industrie. Le mot artisanal autorise cette association d'idées; ne peut-on voir dans le métiers artisanal un travail à la main, plus fini, plus artistique, dans une certaine mesure, que le travail à la machine? Nous retrouverons cette distinction en étudiant la proposition Courtier.

(1) Bouilloux-Lafont, p. 149.

(2) Id., *op. cit.*, p. 151.

CHAPITRE III

Proposition de M. Verlot

PRÉSENTÉE AU NOM DU GROUPE PARLEMENTAIRE
DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE (1)

Comme les deux précédentes, cette proposition confie au pouvoir exécutif le soin de créer les Chambres de métiers et repose sur le principe de l'obligation. Les Chambres de métiers sont instituées par décrets rendus sur la proposition du Sous-secrétaire d'Etat de l'Enseignement technique et le texte de la proposition ne mentionne même pas, comme celles de MM. Bouilloux-Lafont et de l'Estourbeillon, d'enquêtes ou de consultations préalables obligatoires, laissant ainsi au gouvernement une plus grande initiative.

Il est à remarquer que l'action des Chambres de métiers, d'après la proposition Verlot, s'étend à tous les commerces comme à toutes les industries.

Le caractère obligatoire de l'institution mis à part, les Chambres de métiers, dans la conception du groupe parlementaire de l'enseignement technique, diffèrent nettement des organismes institués par les propositions antérieures. Elles ne sont pas régionales, mais départementales; ce ne sont pas des groupe-

(1) Proposition annexée au Procès-verbal de la 2^e séance de la Chambre des députés du 30 juin 1921, sous le n° 2936.

ments privés munis d'un statut spécial, dotés d'une certaine personnalité juridique: ce sont des établissements publics (art. 2, al. 2), c'est-à-dire de véritables services publics personnifiés, jouissant de la personnalité administrative et des prérogatives des établissements publics, soumis aux prescriptions administratives, notamment aux règles de la comptabilité publique. Elles se rapprochent à cet égard des Chambres de commerce et prennent rang immédiatement après elles dans les cérémonies publiques (art. 12, alinéa 2).

En qualité de services publics, les Chambres de métiers sont assujetties à certaines interventions administratives. Leur création est décidée par un décret, qui détermine le nombre des catégories entre lesquelles sont répartis les commerces et industries et fixe le nombre des représentants de chaque catégorie. C'est le Sous-secrétaire d'Etat de l'Enseignement technique qui déclare démissionnaires les membres négligents. Un inspecteur départemental, désigné par lui, assiste aux réunions plénières, avec voix consultative, et a son entrée à la Chambre des métiers. Le Sous-secrétaire d'Etat reçoit le compte-rendu des travaux des Chambres de métiers. Il rend exécutoires leurs règlements d'apprentissage et approuve leurs délibérations sur la création des conseils de métiers. Il approuve leurs budgets et leurs comptes et fait autoriser par décret leurs emprunts.

Ce caractère de services publics, d'organismes officiels se combine d'ailleurs avec l'autonomie des Chambres de métiers, suivant une formule qui les

rapproche des Chambres de métiers d'Alsace-Lorraine.

Cette autonomie se révèle par le principe électif qui préside à leur constitution. Les membres, au nombre variable de 20 à 40, de 60 au maximum à Paris, sont des professionnels, élus par les diverses catégories de commerces et d'industries. Le principe électif est complété par le principe paritaire: dans chaque catégorie de professions, le nombre des délégués ouvriers ou employés doit être égal au nombre des délégués patronaux (1) (Art. 4).

Les Chambres de métiers n'ont pas de membres de droit, mais seulement des membres correspondants qu'elles désignent elles-mêmes à titre consultatif. Elles sont indépendantes des Chambres de commerce et des Municipalités. Elles correspondent directement avec le Sous-secrétaire d'Etat de l'Enseignement technique, avec les administrations publiques et entre elles. Pour assurer la communauté d'action, elles peuvent se concerter en vue d'étudier et de réaliser des projets à frais communs; de plus, leurs présidents ont la faculté de se réunir semestriellement à Paris en une assemblée générale. Cette assemblée est destinée à devenir en quelque sorte le « Parlement » (2)

(1) Il est intéressant de signaler que la Chambre de métiers d'Alsace et de Lorraine, dans un tract publié à l'occasion du 2^e Congrès de l'Apprentissage, qui s'est ouvert à Lyon, en octobre 1921, a combattu comme inacceptable le principe paritaire proposé par M. Verlot. Elle a défendu le principe antiparitaire contenu dans ses statuts.

(2) C'est là un premier pas de fait dans la réalisation du projet des « Parlements Economiques ».

de l'Artisanat français; elle est complétée, pour assurer la continuité de son œuvre durant le long intervalle des sessions, par un Bureau ayant son siège au Sous-secrétariat de l'Enseignement technique.

La proposition du groupe parlementaire de l'Enseignement technique permet aussi aux Chambres de métiers de créer des conseils de métiers, élus d'après le mode paritaire, parmi les patrons et les ouvriers de la profession. Ils sont chargés de maintenir un contact étroit, d'assurer une liaison constante entre la Chambre de métiers et les intéressés et surtout de s'enquérir auprès de ceux-ci de tous renseignements utiles à la **Chambre**.

En outre, la proposition Verlot, par une double innovation très heureuse, transfère aux Chambres de métiers (art. 19) les pouvoirs conférés par la loi Astier aux comités départementaux d'Enseignement technique, et aux conseils de métiers (art. 22) ceux confiés par la même loi aux commissions locales professionnelles. De ce fait, elle supprime radicalement tous conflits d'attributions qui auraient pu s'élever entre les organes de la loi Astier et ceux de la représentation professionnelle (Chambres et conseils de métiers).

En 1919, au cours de la discussion de la proposition Astier (1) devant la Chambre des Députés, MM. Bouilloux-Lafont et de l'Estourbeillon avaient déjà déposé un amendement visant à donner aux Cham-

(1) On sait que cette proposition est devenue la loi du 25 juillet 1919, c'est-à-dire la « Charte » de l'Enseignement technique.

bres de métiers la *faculté* d'organiser les cours professionnels: « Les... Chambres de métiers... *pourront* procéder elles-mêmes... à l'organisation des cours... obligatoires... ».

L'alinéa 5 décidait: « le Ministre du Commerce délèguera aux Chambres de métiers le soin de constituer les commissions locales professionnelles pour les localités de leur circonscription. »

Les Chambres de métiers existantes n'ayant pas encore de statut légal, l'amendement fut repoussé.

La proposition du groupe parlementaire de l'Enseignement technique est la première à confier aux Chambres de métiers l'orientation professionnelle, en les chargeant de créer des offices d'O. P. En outre, elle précise et développe les moyens qui leur sont donnés d'organiser l'apprentissage, « notamment en déterminant sa durée suivant les métiers, en rédigeant les contrats d'apprentissage, en veillant à leur exécution, en recherchant les sanctions nécessaires, en fixant les conditions à remplir par les employeurs pour former des apprentis, en déterminant le nombre d'apprentis que chaque patron devra former, en surveillant la formation professionnelle de l'apprenti à l'atelier, à l'usine ou au bureau, ainsi que le perfectionnement de ce même apprenti par les cours professionnels, en recherchant enfin les formes d'encouragement susceptibles d'aider au développement de l'apprentissage. »

La proposition les charge aussi de favoriser la création et le développement des cours professionnels, principalement par des subventions.

L'article 17 donne aux Chambres de métiers un moyen de sanctionner la formation professionnelle: Elles « ont seules qualité pour faire passer les examens de fin d'apprentissage, ainsi que les examens de maîtrise. Elles nomment les jurys, qui seront choisis sur la base paritaire, elles arrêteront les programmes qui seront soumis à l'assemblée des présidents, en vue d'établir la concordance nécessaire, elles délivreront valablement les diplômes aux candidats qui auront subi avec succès les épreuves des examens. »

Ce passage s'inspire de l'organisation des examens de compagnon et de maître dans les Chambres d'Alsace-Lorraine. Mais à la différence de celles-ci, la proposition Verlot admet la composition **paritaire** des jurys, même pour les examens de maîtrise; nous faisons toutes réserves sur cette application du mode paritaire, qui se justifie d'autant moins que les Chambres de métiers conçues par la proposition Verlot ne sont pas exclusivement artisanales.

Les Chambres de métiers édictent, sous réserve de l'approbation du Sous-secrétaire d'Etat de l'Enseignement technique, les règlements spéciaux sur toutes les questions relatives à l'apprentissage.

Enfin, d'une manière générale, la proposition Verlot charge les Chambres de métiers « de prendre, dans la limite des lois et règlements, toutes les mesures propres à servir les intérêts des métiers. »

En précisant les attributions des Chambres de métiers, en mentionnant parmi elles la création d'Offices d'orientation professionnelle, la proposi-

tion Verlot marque un progrès sur les précédentes : elle tient compte des expériences faites depuis leur dépôt, particulièrement des initiatives de la Chambre de métiers de Bordeaux. (1) Cependant, malgré de nombreux emprunts au système allemand (qualité d'établissements publics conférée aux Chambres de métiers; institution d'examens de compagnon et de maîtrise, etc.), elle ne l'a pas suivi jusqu'au bout et se montre trop timide sur la question capitale des pouvoirs à attribuer aux Chambres de métiers.

L'article 16 charge les Chambres de métiers de veiller à l'exécution des contrats d'apprentissage et de rechercher les sanctions nécessaires; mais comment assureront-elles cette exécution ? Dans quelle limite auront-elles le droit d'édicter des sanctions ? Pourront-elles prendre, comme l'autorité municipale, des réglemens sanctionnés par des amendes, dresser des contraventions, prononcer des pénalités, et lesquelles ? La proposition ne précise pas ces points essentiels. Elle prive d'avance de toute efficacité les Chambres de métiers. Si leurs résultats n'ont pas toujours répondu, de leur propre aveu, aux admirables efforts et aux espérances de leurs animateurs, sous le régime de l'initiative privée, la faute en est surtout à l'absence de moyens de contrainte.

La proposition marque au contraire un effort pour doter la Chambre de métiers des moyens financiers qui leur ont manqué jusqu'ici. Elle reprend l'idée de

(1) Lors du dépôt de la proposition Verlot, la Chambre de métiers de la Gironde avait déjà institué des conseils de métiers.

la taxe d'apprentissage émise dans une précédente proposition de MM. Constant Verlot et Carré-Bonvalet, du 24 mars 1919. Aux termes de cette proposition, dans la circonscription territoriale qui constitue le ressort des cours professionnels et que détermine le comité départemental de l'enseignement technique, toute personne ou entreprise patentée appartenant à l'une des professions intéressées est assujettie à une taxe d'apprentissage sous forme de centimes additionnels à la patente, multipliés par un coefficient qui varie suivant le nombre de personnes habituellement employées dans l'exploitation. L'établissement, le recouvrement et le contentieux de la taxe suivent les mêmes règles que les contributions directes.

Peuvent être exonérés de la taxe d'apprentissage les industriels et les commerçants qui assurent à leurs frais, dans des conditions reconnues suffisantes, la formation professionnelle de leur personnel : la taxe a, en effet, pour but de rétablir l'égalité entre les patrons qui forment des apprentis et ceux qui n'en forment pas.

Une caisse d'apprentissage, investie de la personnalité civile et administrée par le comité départemental de l'enseignement technique, sous l'autorité du préfet, centralise les produits de la taxe d'apprentissage et des libéralités faites en vue des cours professionnels. Cette caisse attribue à chaque cours professionnel de la circonscription une part dans le produit de la taxe d'apprentissage levée dans cette circonscription. Il est pourvu aux dépenses des cours au moyen de cette attribution de part sur la taxe, et

des autres ressources qui peuvent être propres à chaque cours (libéralités, etc.). Si ces recettes ne suffisent pas à couvrir la totalité de leurs dépenses, l'excédent « peut être couvert à l'aide d'une subvention de l'Etat, sous réserve d'une participation au moins égale du département ou des communes intéressées. »

Les fonds disponibles de la caisse d'apprentissage peuvent être affectés à l'organisation de concours d'apprentis, à la création de bourses d'apprentissage, de bourses de voyage, à l'octroi de subventions aux petits patrons qui forment des apprentis ou aux professeurs des cours professionnels qui font un stage à l'Ecole normale d'enseignement technique ou dans des usines.

S'inspirant de cette proposition, le groupe parlementaire de l'enseignement technique dote la Chambre de métiers du produit d'une taxe et d'une surtaxe d'apprentissage. Il autorise les Chambres de métiers à voter 10 centimes additionnels, au maximum, au principal de la patente. Le nombre des centimes est majoré de 50 % pour les commerçants ou industriels, qui se refusent à former des apprentis ou qui ne forment pas le nombre d'apprentis fixé par la Chambre de métiers en « fonction du nombre des ouvriers ou employés ainsi que du genre de commerce et des industries » (1) (article 23).

(1) Nous avons vu que la taxe d'apprentissage est appliquée par les Chambres de métiers d'Alsace-Lorraine et qu'elle représente la plus grosse recette de leur budget. La Chambre Syndicale des Industries Métallurgiques de la région de Lyon perçoit aussi sur ses adhérents une taxe d'apprentissage de 0 fr. 50 par 1.000 francs de salaires distribués.

Les Chambres de métiers peuvent, en outre, recevoir des subventions et des dons et legs(art. 24) et être autorisées, par décret rendu sur la proposition du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts (Sous-Secrétariat de l'E. T.), à contracter des emprunts « en vue de subvenir, ou de concourir aux dépenses de construction des bâtiments destinés à l'installation soit de leurs services, soit d'écoles de métiers. » (Art. 25)

Il est à remarquer que leurs membres n'ont pas de cotisation à payer.

Elles établissent des budgets spéciaux pour les services qu'elles administrent. (art. 26)

Elles doivent adresser au Sous-Secrétariat de l'Enseignement technique, par l'intermédiaire du Préfet, dans les six mois de chaque année, le compte-rendu de leurs recettes et de leurs dépenses. Elles sont soumises au contrôle budgétaire.

AMENDEMENT DE M. DE DION

M. de Dion a déposé sur le bureau de la Chambre des Députés, le 16 novembre 1921, un amendement tendant à modifier les articles 4 et 23 de la proposition Verlot et à les rédiger comme il suit: :

Art. 4. — Les Chambres de métiers seront interprofessionnelles. Elles seront composées pour deux tiers de représentants patronaux et pour un tiers de représentants ouvriers.

Art. 23. — L'Etat devra contribuer à la subvention

accordée aux Chambres de métiers dans la même proportion que l'élément patronal et l'élément ouvrier.

La première modification a pour but de supprimer l'application du principe paritaire dans la composition des Chambres de métiers et d'y réserver la prépondérance aux patrons, assurés d'une majorité des deux tiers.

M. de Dion estime fausse la conception paritaire, parce que, écrit-il, « il existe peu de régions où l'éducation de la classe ouvrière soit suffisante pour coopérer efficacement à l'œuvre d'apprentissage. »

L'argument ne porte pas. L'un des avantages attachés à la création des Chambres de métiers par leurs partisans est qu'elles constitueront des organismes de paix sociale, où les intérêts communs des professions seront impartialement débattus. Réserver la suprématie à l'élément patronal, c'est faire des Chambres de métiers une institution suspecte à la classe ouvrière, qui a déjà tendance à se méfier de toute initiative des patrons. C'est risquer de s'éloigner d'un groupement dont on veut faire le représentant impartial des professions. S'ils se savent admis sur un pied d'égalité avec les patrons, les ouvriers viendront bien plus volontiers à la Chambre de métiers.

Le principe paritaire tend, de plus en plus, à servir de base aux institutions du droit ouvrier; qu'il s'agisse des salaires de l'industrie à domicile ou de l'application de la loi de 8 heures, le législateur a conféré un pouvoir de réglementation étendu à des organismes paritaires.

Le fonctionnement de ces organismes a certaine-

ment contribué à l'éducation sociale professionnelle des ouvriers et l'assertion de M. de Dion en a perdu de sa valeur. Il serait peu conforme aux tendances récentes de la législation industrielle de leur refuser l'entrée sur le pied d'égalité avec les patrons dans l'organe de représentation professionnelle par excellence, dont les attributions, à savoir l'orientation professionnelle, l'apprentissage et la formation professionnelle touchent au moins autant à l'intérêt des travailleurs qu'à celui des patrons.

N'y a-t-il pas une flagrante injustice, une véritable contradiction, après avoir repoussé l'égalité des employeurs et des ouvriers dans la composition des Chambres de métiers, à leur imposer des charges égales? Même une fois admis, le principe paritaire ne nous semble nullement entraîner logiquement la nécessité d'une participation financière égale des patrons et des ouvriers. Les salaires des ouvriers sont destinés à assurer leur existence et celle de leur famille. L'égalité de cotisations ne serait pas plus équitable que l'égalité des charges fiscales. Le développement de l'apprentissage touche à l'avenir individuel des ouvriers, mais il sert avant tout les intérêts de la production, en lui garantissant une main d'œuvre suffisante et qualifiée. Il paraît équitable de faire de l'apprentissage une charge pesant surtout sur l'industrie qui, d'ailleurs, trouve dans le profit le moyen d'y subvenir.

Nous admettrons cependant le principe d'une participation minime des ouvriers aux charges des Chambres de métiers. Une cotisation modeste, sans les en éloigner, leur fera mieux comprendre le béné-

fice qu'ils en retireront. On apprécie mieux la valeur de ce qu'on paie. A cet égard, le système adopté par la Chambre de métiers de la Gironde nous semble excellent.

L'amendement de Dion comporte enfin une participation de l'Etat au tiers de la dépense. C'est évidemment un moyen d'alléger considérablement les lourdes charges qu'auront à supporter les Chambres de métiers, si elles veulent exécuter leur immense programme. La collectivité tout entière est intéressée à la régularité de la production, au recrutement d'une main d'œuvre industrielle orientée selon ses aptitudes, répondant aux besoins de la production en quantité et en qualité. Cependant cette répartition tripartite nous paraît trop rigide. La région, le département, la commune sont, eux aussi, intéressés aux progrès des industries locales et leur participation financière serait à envisager. D'autre part, suivant la situation économique des diverses régions ou départements, les ressources des Chambres de métiers seront très inégales. A une attribution uniforme du tiers des charges de chacune d'elles à l'Etat, nous préférierions la constitution d'un fonds commun qui permettrait au budget général d'aider les Chambres les moins riches, sans avoir à subventionner les plus prospères.

CHAPITRE IV

Proposition de M. Marot

(PROPOSITION DE M. VERLOT, RAPPORTÉE PAR M. MAROT)

La proposition précédente a fait l'objet d'un rapport de M. Marot, qui lui a substitué une rédaction nouvelle. On donne à cette proposition rectifiée le nom de son rapporteur(proposition Marot).

Président d'une Chambre de commerce, M. Marot a, naturellement, réservé une très large influence aux Chambres de commerce dans le fonctionnement des Chambres de métiers. Il attribue à ces dernières le ressort et le siège même des Chambres de commerce. (1) Parmi les membres de droit, il y fait figurer le Président et trois membres de la Chambre de commerce. Il fait intervenir les Chambres de commerce dans la constitution même ainsi que dans la gestion des Chambres de métiers : la Chambre de commerce donne son avis sur la création de conseils de métiers, sur le nombre des membres de la Chambre de métiers; c'est elle qui dresse la matrice de la taxe d'apprentissage et instruit les réclamations

(1) L'article 2, alinéa 3, stipule qu' « il pourra être créé une Chambre de métiers par département ou par *territoire de Chambre de commerce* ».

qu'elle soulève; la comptabilité de la Chambre de métiers est comprise aux services hors budget de la Chambre de commerce; ses dépenses sont payées par la Caisse de la Chambre de commerce. En un mot, les Chambres de métiers perdent toute autonomie financière et sont sous la tutelle des Chambres de commerce.

La proposition Marot restreint non seulement les pouvoirs, mais les attributions des Chambres de métiers. Elle leur enlève les fonctions des « commissions départementales » de la loi Astier, que leur attribuait la proposition Verlot; elle décide, en effet, dans son article 24, que les Chambres de métiers ne posséderont que les attributions appartenant jusqu'ici aux commissions locales professionnelles, en vertu de la loi du 25 juillet 1919, celles confiées aux comités départementaux et cantonaux de l'Enseignement technique devant être transférées aux Chambres de commerce. Elle supprime leur droit, inscrit dans cette proposition, « de prendre, dans la limite des lois et règlements, toutes les mesures propres à servir les intérêts des métiers », disposition intéressante par ses termes généraux et permettant aux Chambres de métiers de prêter leur appui à la constitution d'organes tels que les coopératives d'achat, de production et de crédit.

Les Chambres de métiers ne sont plus chargées que « de prendre dans la limite des lois et règlements toutes les mesures propres à servir les intérêts de l'éducation des métiers. » (Art. 1^{er}, alinéa 3)

Elles ne sont plus, auprès des pouvoirs publics « les représentants autorisés des métiers » (proposition.

Verlot), mais simplement « les représentants de la *technique professionnelle* ». Autrement dit, les Chambres de métiers doivent se borner à un rôle purement éducatif.

D'autre part, la proposition Marot crée les conseils de métiers préalablement à la Chambre de métiers et en fait ainsi la base de cette institution, se séparant radicalement, sur ce point, de la proposition Verlot, qui commence par créer la Chambre de métiers et lui confie la tâche de constituer les conseils de métiers.

Chaque catégorie de commerce ou d'industrie déterminée par le décret d'institution élit un conseil de métiers, suivant le principe paritaire. Les attributions de ces conseils sont fixées par l'art. 6. Ils doivent :

- 1° Recruter des apprentis;
- 2° Donner leur avis sur les aptitudes et les facultés nécessaires à l'exercice de chaque métier;
- 3° Se prononcer sur la durée de l'apprentissage dans chaque profession;
- 4° Préparer la réglementation de l'apprentissage dans chaque profession;
- 5° Organiser, pendant l'apprentissage, les examens périodiques de contrôle;
- 6° Présenter à la Chambre de métiers les vœux qu'ils jugent utiles sur l'apprentissage des professions qu'ils représentent;
- 7° Elire les Chambres de métiers. »

Dans les grands centres, les conseils de métiers d'une même profession ont la faculté d'élire dans leur sein un Conseil supérieur de métiers, chargé de coordonner les vues de la corporation. (art. 7)

Selon la proposition Marot, la Chambre de métiers émane des Conseils de métiers, qui l'élisent par professions, suivant le principe paritaire (12 patrons, 12 employés, contremaîtres et ouvriers; art. 10). En dehors des membres des Chambres de commerce, la Chambre de métiers comprend comme membres de droit un directeur ou professeur des cours professionnels et trois techniciens, ingénieurs ou contremaîtres.

A part ces rectifications portant sur l'autonomie et le recrutement des Chambres de métiers, la proposition Marot reproduit à peu près dans les mêmes termes les dispositions de la proposition Verlot relatives au fonctionnement, (1) aux attributions (2) et aux ressources et il suffit de relever quelques différences de détail. Les conseils de métiers doivent être entendus sur tout ce qui concerne l'apprentissage. La Chambre désigne les patrons tenus de former des apprentis et le nombre de ceux-ci, ainsi que les employeurs dispensés de cette obligation, en raison de leur commerce ou de leur industrie.

L'art. 21 transfère aux Chambres de métiers « les attributions spéciales conférées aux conseils de prud'hommes par la loi de 1851 sur le contrat d'apprentissage, celles conférées aux comités régionaux des arts appliqués dans les questions d'apprentissage par les décrets des 10 août et 10 septembre 1916,

(1) Les présidents de Chambres de métiers peuvent toujours se réunir semestriellement en une assemblée générale, représentée dans l'intervalle des sessions par un bureau qui a son siège à Paris.

(2) Les Chambres de métiers mettent au premier rang de leurs attributions l'orientation professionnelle.

celles conférées aux comités de patronage par l'art. 117 du Code du Travail ». L'art. 24 leur confie les attributions des « commissions locales » de la loi Astier, concernant l'apprentissage sous toutes ses formes.

La proposition Marot maintient la taxe d'apprentissage en la majorant de 1 à 50 % pour les patrons qui ne forment pas le nombre d'apprentis fixés, et de 100 % pour ceux qui se refusent à en former.

Elle précise les cas d'exonération, que la rédaction trop vague de la proposition Verlot aurait pu faire dégénérer en abus, et les rend facultatifs: pourront être dégrevés, en tout ou en partie, les patrons qui entretiennent à leurs frais des écoles d'apprentissage, dont les Chambres de métiers se réservent d'apprécier l'organisation, les membres des associations commerciales, professionnelles ou les patentés qui justifieront de sacrifices financiers en faveur d'œuvres d'apprentissage.

L'Etat patron « ne saurait se soustraire à la taxe de l'apprentissage, il versera cette taxe sous forme d'une subvention à un fonds commun qui sera réparti entre les Chambres de métiers, par les soins du Sous-Secrétaire d'Etat à l'Enseignement technique et suivant un barème établi par le Conseil supérieur de l'enseignement technique. »

CHAPITRE V

Proposition de loi de M. Courtier

PRÉSENTÉ AU NOM DU GROUPE PARLEMENTAIRE
DE L'ARTISANAT

Les propositions qui précèdent ont pour but commun de remédier à la crise de l'apprentissage, en favorisant le recrutement des apprentis et en aidant à leur formation professionnelle théorique et pratique. Elles envisagent cette crise dans son ensemble, sans distinguer entre la grande et la petite industrie. Seule, la proposition de M. de l'Estourbeillon limite les Chambres de métiers aux industries d'art, soulevant, ainsi que nous l'avons exposé, la question délicate de la discrimination du métier d'art et du métier proprement manuel.

La proposition Courtier se sépare de celles que nous venons d'analyser, par son programme à la fois plus étroit et plus large: plus étroit, car elle ne se propose de remédier à la crise de l'apprentissage que dans le métier artisanal; plus large, car elle voit dans les Chambres de métiers, au-delà de l'apprentissage, un mode général de protection du petit métier, de l'artisanat, considéré comme une classe économique et sociale.

D'après l'exposé des motifs, la création de Chambres de métiers artisanales se justifie d'abord par les conditions spéciales de l'apprentissage dans les petits métiers. « Quand il s'agit de produire, c'est-à-dire de transformer la matière en objet fabriqué, on peut concevoir que la transformation complète sera ou pourra être exécutée par un ouvrier unique, ou qu'elle s'accomplira par une série d'ouvriers qui n'exécuteront alors qu'une partie de la tâche, toujours la même. La première manière est celle de l'artisan; la seconde est très souvent celle de l'ouvrier d'usine, ou, si l'on veut, l'artisanat a besoin de professionnels « complets », la grande industrie réclame surtout des « spécialistes ».

« Pour confectionner un article de série dans l'industrie de la chaussure, on emploie, aujourd'hui, 250 manœuvres, auxquels on ne peut apprendre les 250 opérations successives que comporte le travail entier. Par contre, le cordonnier doit savoir faire complètement, à la main ou à la machine, sa paire de chaussures. Pour obvier à la crise qui frappe son métier, comme tant d'autres, il nous faut des cordonniers, et c'est aux cordonniers et non aux fabriques de chaussures que nous devons confier leur formation. » (1)

D'autre part, l'intervention de l'Etat serait particulièrement nécessaire, d'après l'exposé des motifs de la proposition Courtier, en matière d'apprentissage artisanal. L'initiative privée apparaît ici insuffisante; les petits métiers ne disposent pas, pour

(1) Exposé des motifs, *Journal officiel*, Docum. parlem.. Chambre, annexe n° 5399, 1922, p. 180.

organiser l'apprentissage, de puissants capitaux et d'un personnel important d'ingénieurs et de contre-maîtres, comme la grande industrie, ni de syndicats fortement constitués, comme la moyenne industrie.

Le développement de l'apprentissage n'est, d'ailleurs, qu'un aspect de la protection du métier artisanal, un des articles du vaste programme élaboré par la Confédération générale de l'artisanat.

Cette Confédération groupe aujourd'hui plus de 87.000 membres et a obtenu (loi de finances du 30 juin 1923), un régime fiscal de faveur pour les artisans et les façonniers (exemption de la patente et de l'impôt sur le chiffre d'affaires, substitution pour les artisans de l'impôt cédulaire sur les salaires à l'impôt cédulaire sur les bénéfices commerciaux et industriels) et le vote de la loi Peyronnet, du 27 décembre 1923, sur les crédits aux coopératives d'artisans. Son programme comporte toutes mesures propres à assurer la renaissance du métier en France et notamment: la création d'un « Office mobilier artisanal »; la constitution du bien de famille artisanal insaisissable, afin de permettre la création de l'atelier artisanal, le retour et la fixation des artisans au village et à la ville; l'institution d'un « Conseil économique national »; la constitution d'une coopérative de construction de maisons et d'ateliers à bon marché.

La Confédération a étudié ces questions dans son 3^e Congrès tenu à Paris en juillet 1924. (1)

(1) Le premier Congrès s'est tenu à Strasbourg, en no-

La protection spéciale proposée pour l'artisanat se justifie par sa haute portée économique et sociale. « Les artisans... offrent, au point de vue social, cette particularité d'être à la fois ouvriers et patrons. Les façonniers mêmes gardent dans leur labeur une indépendance que ne connaît pas l'ouvrier, soumis à une direction technique ; quant aux compagnons que l'artisan emploie pour son compte, leur travail participe de la nature même de celui qu'exécute leur maître, et surtout nous ne pouvons oublier qu'ils ne sont qu'au second stade de leur formation et que chacun d'eux est un maître en puissance.

« Emancipés du salariat, élevés au petit patronat, les artisans restent cependant des travailleurs. Ils forment ainsi un groupe bien spécial entre des classes que certains veulent ennemies, et ils réalisent en eux l'union entre ces deux forces qu'on oppose trop souvent l'une à l'autre : le capital et le travail. Parce qu'ils connaissent à la fois les peines et les fatigues de l'ouvrier, les risques et les responsabilités du patron, ils maintiennent dans la nation un heureux élément d'équilibre...

« ... Défendre nos artisans, c'est, au point de vue social, travailler à l'apaisement des esprits ; c'est favoriser l'essor d'une de ces classes moyennes qui peuvent tant contribuer au maintien de l'ordre et au développement de la prospérité de la nation... C'est, au point de vue économique, redonner la vie à une production essentiellement française, c'est relever le prestige et l'activité de nos métiers d'art ; c'est réor-

vembre 1922 (c'est à ce Congrès qu'est née la proposition Courtier) et le second à Bordeaux en juin 1923.

ganiser pour nos villes les corps de métiers qu'on abandonne, c'est réagir contre l'exode rural, en donnant à nos cultivateurs les ouvriers spécialistes dont ils ont besoin chaque jour... » (1)

Si l'on met à part son champ d'action, la proposition Courtier reproduit, sur beaucoup de points, la proposition Verlot. Elle admet la création obligatoire par décret des Chambres de métiers; elle fait de celles-ci des établissements publics, à circonscription départementale; elle autorise les concertations et ententes entre elles, ainsi que l'assemblée générale semestrielle de leurs présidents. Leurs ressources consistent dans le produit de la taxe d'apprentissage, dans des dons, legs et subventions.

Voici les principales différences à relever. D'après la proposition Courtier, les Chambres de métiers ne sont pas constituées paritairemment; elles se composent, pour les deux tiers, d'artisans maîtres et pour un tiers, d'artisans compagnons, élus par les différents métiers de la circonscription. Les jurys d'examens de fin d'apprentissage qui décernent le titre de compagnon sont nommés par les Chambres de métiers et sont composés en nombre égal d'artisans et de compagnons. Pour les examens de maîtrise, les Chambres de métiers nomment des commissions d'examens parmi les artisans maîtres, auxquels se joignent deux représentants des services de l'enseignement technique. Les programmes doivent être soumis à l'assemblée des présidents, en vue de réaliser l'uniformité nécessaire.

(1) Exposé des motifs, *loc. cit.*, p. 180, col. 3.

Les attributions des Chambres de métiers sont à peu près calquées sur la proposition Verlot, sauf deux différences essentielles qui découlent de leur caractère. D'une part, ces Chambres n'ont à s'occuper de l'orientation et de la formation professionnelles que dans les métiers d'artisans. Pour les autres métiers, la proposition Courtier confie ces attributions aux Chambres de commerce. Les Chambres de métiers, dit l'article 17, « auront, à cet égard, à se concerter avec les Chambres de commerce, à qui incombe l'organisation de l'apprentissage industriel et commercial. »

Aux termes de l'art. 20, la Chambre de métiers élit quatre représentants au comité départemental de l'enseignement technique, et deux aux commissions locales.

Enfin la taxe d'apprentissage est acquittée par les artisans maîtres. Les délibérations la concernant exigent la présence de plus des trois quarts des membres en exercice; les maîtres artisans ont seuls voix délibérative.

D'autre part, la mission des Chambres de métiers d'artisans dépasse la formation professionnelle et embrasse tout ce qui a trait à la défense artisanale. Elles sont chargées « de sauvegarder les intérêts professionnels et économiques des métiers. A cet effet, l'avis des Chambres de métiers devra être demandé dans toutes les questions de perfectionnement, de relèvement et de développement du métier, généralement dans toutes celles qui intéressent l'artisanat. Les Chambres de métiers peuvent émettre des avis, de leur propre initiative, sur toutes les questions énumérées et, en général, sur toutes les questions inté-

ressant une ou plusieurs catégories de métiers. » (Art. 17, al. 2, 3 et 4).

La proposition Courtier est manifestement inspirée, de l'aveu de ses auteurs, du régime des Chambres de métiers d'Alsace-Lorraine. Elle veut faire des Chambres de métiers, comme la loi allemande sur les professions, des organismes de défense du « métier artisanal » contre la grande industrie. Le statut qu'elle préconise diffère cependant assez sensiblement de celui des Chambres d'Alsace-Lorraine. Celles-ci n'excluent pas, dans leur composition, les représentants de la grande et de la moyenne industrie et, en fait, ils y figurent nombreux. L'institution décrite dans la proposition Courtier ne dispose pas des pouvoirs de coercition que la loi allemande reconnaît aux Chambres de métiers en matière d'apprentissage. La proposition Courtier réduit enfin l'action de défense du métier à des vœux ou à des avis, sans faire aucune allusion au droit des Chambres de métiers de prendre des initiatives telles que la création de banques populaires ou de coopératives d'achats en commun, réalisations autrement efficaces que des vœux.

Le régime allemand des Chambres de métiers repose, d'ailleurs, sur des institutions inconnues de la législation française actuelle et qui contribuent, dans une large mesure, à assurer l'efficacité de l'institution : ce sont les corporations facultatives et surtout obligatoires, qui prêtent aux Chambres de métiers l'appui de leur cohésion et de leurs pouvoirs.

CONCLUSIONS

Le problème des Chambres de métiers a suivi, dans ces dernières années, une rapide et heureuse évolution. En 1919, quand M. Bouilloux-Lafont déposait sa proposition, l'institution était à peu près ignorée du monde politique, comme des milieux professionnels. En moins de six ans, d'assez nombreuses Chambres de métiers, dont quelques-unes très actives, se sont fondées. Des propositions de lois nouvelles ont essayé d'élargir et de préciser le statut organique des Chambres de métiers.

La question est donc nettement posée devant le Parlement et devant l'opinion publique. Les organismes qui fonctionnent en fait forment un champ précieux d'observations et d'enseignements, une expérience intéressante que nous avons longuement décrite, en vue d'en dégager les leçons, les lacunes et leurs causes, par une comparaison des programmes et des résultats.

De l'observation des faits comme de l'analyse des propositions parlementaires ressort une constatation générale: le principe même des Chambres de métiers est hors de discussion. Leur éclosion rapide et spontanée, sur les points les plus éloignés les uns

des autres, prouve qu'elles répondent à un véritable besoin. Au Parlement, aucune voix ne semble s'élever contre elles, et la proposition Courtier a recueilli les signatures de 289 députés appartenant aux partis les plus opposés.

Mais si la création des Chambres de métiers est au-dessus de tout débat, de vives divergences se font jour au sujet du statut qu'il convient de leur donner. Quelles professions doivent-elles englober? Quelles seront les limites de leur circonscription? Leur création sera-t-elle obligatoire ou facultative? Seront-elles autonomes? Comment seront-elles composées? Quelles seront leurs attributions? leurs ressources? Autant de points discutés, que nous allons successivement examiner.

Au point de vue des professions représentées par les Chambres de métiers, deux grands courants se dessinent dans la pratique et au Parlement. Avec la grande majorité des Chambres de métiers, les propositions Bouilloux-Lafont et Verlot voient dans cette institution l'organisme fondamental de la formation professionnelle dans l'ensemble des industries. Adoptant la conception des Chambres d'Alsace-Lorraine, le groupe parlementaire de l'Artisanat fait des Chambres de métiers les organes de l'apprentissage et de la défense professionnelle dans le métier artisanal exclusivement.

Cette thèse restrictive se fonde sur la nécessité d'une intervention législative en faveur de l'artisanat, au nom de son importance économique et sociale, et sur la différence de nature de l'apprentissage dans la grande et la petite industrie.

Ce n'est pas ici le lieu de développer les avantages que présente pour l'économie générale et la stabilité sociale l'existence de petits métiers fortement organisés. Nous ne nions pas la valeur sociale des classes moyennes et notamment d'une classe qui réalise l'union du capital et du travail.

Mais si ces considérations militent en faveur d'un programme de défense de l'artisanat, d'un régime spécial au petit métier, elles ne commandent nullement de réserver aux artisans le monopole des Chambres de métiers, ainsi que le fait la proposition Courtier et de confier aux Chambres de commerce la défense et la représentation de la grande industrie et du commerce. (1) A cette prétention répondent les faits. Toutes les Chambres de métiers d'origine française, même les plus favorables à l'artisanat, telle la Chambre de métiers de la Gironde et du Sud-Ouest, accueillent dans leur sein les représentants de la grande industrie comme du petit métier. La Chambre de métiers de Nancy s'est fondée sous les auspices de l'Union des Chambres syndicales de l'Est, qui comprend de grosses firmes industrielles, et sur le rapport favorable de M. Masson, président de la Chambre syndicale des constructeurs et fondeurs de l'Est. La Chambre de métiers de Lyon ne concerne même que les industries métallurgiques. En un mot, l'opinion professionnelle française a nettement marqué ses préférences pour des Chambres de métiers générales — la crise de l'apprentissage n'est-elle pas générale?

(1) La thèse de M. Courtier avait été défendue au Congrès de l'artisanat de 1922, par M. Herrenschildt (*Journée Industrielle*, 10 déc. 1922).

— et c'est faire bon marché de ce sentiment que de vouloir réserver à certains métiers le privilège de l'institution.

Sans refuser, avec la proposition Courtier, le bénéfice des Chambres de métiers à la grande et à la moyenne industries sous le prétexte qu'elles disposent de capitaux assez puissants, d'ingénieurs et de contremaîtres assez nombreux pour assurer elles-mêmes la formation professionnelle de leurs apprentis, convient-il, du moins, de spécialiser l'institution et de créer des Chambres de métiers distinctes, pour les artisans, d'une part, pour la grande et moyenne industrie, d'autre part?

On prétend conclure, d'une différence de nature de l'apprentissage, à l'impossibilité de confier au même organisme la réglementation et le contrôle de la formation professionnelle d'un artisan et d'un ouvrier de la grande industrie. Ne va-t-on pas jusqu'à affirmer que le machinisme supprime la nécessité d'un apprentissage?

Il est bon, en passant, de réfuter cette assertion trop répandue. « Les machines-outils compliquées que l'on confie actuellement aux ouvriers exigent de leur part une attention soutenue de même qu'une connaissance parfaite des particularités que peuvent présenter les métaux mis en œuvre. S'il est vrai que, pour certains cas, des machines peuvent être livrées à des hommes de peine ou même à des femmes, il est non moins vrai que, dans des cas encore plus nombreux, la machine, pour produire avec sécurité son plein rendement, doit être confiée à un véritable ouvrier. Le machinisme ne supprime pas l'ouvrier :

bien au contraire, la preuve a été faite partout que le machinisme, diminuant le prix de revient, développe la consommation et, finalement, augmente le besoin de main d'œuvre en multipliant le besoin du produit. Une autre conséquence du machinisme, c'est le développement simultané de la spécialité d'outilleur. Les machines-outils actuelles usent un nombre considérable d'outils qu'il faut retailer et recalibrer dans l'atelier même, d'où la nécessité d'un personnel nombreux et habile. » (1)

La discrimination de l'apprentissage industriel et de l'apprentissage artisanal repose aussi sur des apparences. Si l'on analyse les actes manuels exécutés par l'ouvrier d'usine et par l'artisan, on ne peut découvrir aucune différence entre eux. « Le rabot du menuisier est-il manié autrement par l'ouvrier menuisier des villes que par l'apprenti compagnon de M. Courtier? L'ajusteur trace-t-il ce qu'il appelle un trait carré différemment dans un grand établissement industriel et dans un petit atelier de banlieue? Le bon centrage d'une pièce sur un tour, le sertissage d'une perle sur un bijou, l'application des émaux, ne se font-ils pas de la même manière dans la boutique de l'artisan et dans l'usine du manufacturier ». (2)

La formation professionnelle ne consiste d'ailleurs pas uniquement dans la « transmission de recettes ou de tours de main ». Elle comporte un enseignement général et technique, qui exige des aptitudes

(1) Grangé, L'apprentissage et le préapprentissage, *Union des industries nationales*, cité par Caillard, *Chambres de métiers*, p. 179.

(2) Bourdillon, Rapp. à la Ch. de Comm. de Marseille sur la proposition Courtier. Séance du 8 mai 1923.

pédagogiques que les patrons ne possèdent pas nécessairement. Des Chambres de métiers générales sont mieux qualifiées que des Chambres spéciales, dites Chambres d'artisans, pour organiser et contrôler cet enseignement général et technique.

D'autre part, l'orientation professionnelle, condition préalable de la formation professionnelle, est par définition l'orientation de l'individu vers la profession ou le métier qui convient le mieux à ses aptitudes physiques, intellectuelles et psychiques. Elle suppose essentiellement la détermination des aptitudes nécessaires dans toutes les professions, ainsi que de l'état du marché du travail pour chacune d'elles, donc un office susceptible de connaître sous ces deux aspects l'ensemble des professions. Un office d'orientation annexé à une Chambre de métiers artisanale dirigera tous les enfants vers une profession artisanale, peut-être au détriment de leur avenir et de l'avenir de cette profession. Aussi la proposition Courtier a-t-elle dû prévoir que les Chambres de métiers se mettront en rapport avec les Chambres de commerce et les autres organes de représentation professionnelle, en vue de diriger les enfants vers les professions en rapport avec leurs facultés. Pourquoi ne pas faire d'une Chambre de métiers embrassant l'ensemble des professions et métiers industriels et commerciaux l'organe central de l'orientation professionnelle?

La spécialisation des Chambres de métiers, peu conforme à l'unité du but à atteindre, à savoir l'orientation et la formation professionnelles, présente, d'ailleurs, un double inconvénient économique et so-

cial. Elle ne tarderait pas à s'accroître, et l'on verrait apparaître des Chambres de métiers distinctes pour la grande industrie, pour la moyenne industrie, pour l'artisanat. Cette multiplication affaiblirait chaque Chambre de métiers; elle éparpillerait leur action, diversifierait leur réglementation, émousserait leur contrôle; elle émietterait leurs ressources. En un mot, elle leur enlèverait la puissance que donne la cohésion des efforts et des moyens financiers.

Enfin il est peu conforme à la mission qu'on attribue à l'artisanat, c'est-à-dire le maintien de l'équilibre et de la paix sociale, de dresser l'un contre l'autre deux organismes rivaux, d'opposer deux classes sociales, le patronat et l'artisanat. Sans doute les artisans seraient-ils les premières victimes de cette séparation. Si, comme l'écrit M. Courtier, l'artisanat ne dispose pas des puissants moyens d'action de la grande et de la moyenne industries, n'est-il pas de meilleure politique de lui en étendre le bénéfice, en l'invitant à adhérer à un groupement unique, autonome, au lieu d'annihiler les efforts par la création de Chambres concurrentes ?

Bien loin de spécialiser les Chambres de métiers, nous acceptons, d'accord avec M. Verlot et avec la Chambre de métiers de la Gironde, d'étendre leur compétence aux professions commerciales. La crise de l'apprentissage sévit dans le commerce comme dans l'industrie. Si les conditions techniques de l'apprentissage commercial diffèrent de celles de l'apprentissage industriel, son régime juridique et économique est de la compétence naturelle de la Chambre de métiers. Elle est qualifiée pour résoudre par une

réglementation d'ensemble les questions d'apprentissage, sauf à tenir compte des conditions spéciales à chaque profession. C'est le rôle de la Chambre de métiers de juger de haut et celui des conseils de métiers d'adapter ces règles générales aux conditions particulières à chaque profession.

Dans un tract distribué au Congrès de l'apprentissage tenu à Lyon en 1921, la Chambre de métiers d'Alsace et de Lorraine s'est déclarée hostile à l'extension de l'institution aux professions commerciales, estimant que celles-ci trouvent leurs représentants naturels dans les Chambres de commerce.

Les arguments qui militent en faveur des Chambres de métiers générales s'appliquent aussi bien aux professions commerciales qu'aux professions industrielles. Le problème de l'orientation professionnelle exige une solution d'ensemble; la question de la formation professionnelle domine tous les métiers et son aspect juridique et économique leur est commun. La puissance financière et la puissance d'action des Chambres de métiers croîtront avec le nombre de leurs adhérents.

C'est pourquoi nous sommes opposé au transfert au profit des Chambres de commerce des attributions normales des Chambres de métiers, soit pour la grande industrie (proposition Courtier), soit pour le commerce, comme le suggérerait la Chambre de métiers d'Alsace et de Lorraine. Il n'est pas indifférent d'opter pour l'un ou pour l'autre de ces organismes. Par leur mode de recrutement, les Chambres de commerce sont essentiellement patronales. Or les questions du domaine des Chambres de métiers, — orien-

tation professionnelle, apprentissage et enseignement technique, — intéressent les travailleurs de l'industrie et les salariés du commerce au même degré que les compagnons du petit métier. Ils doivent être admis au même titre à les résoudre, sur le pied d'égalité avec les patrons, dans des Chambres de métiers paritaires.

En un mot, l'uniformité du but poursuivi condamne la spécialisation des Chambres de métiers et surtout le monopole de ces Chambres au profit exclusif des artisans. L'intérêt bien compris des professions commande de constituer des Chambres de métiers embrassant l'ensemble des professions et disposant, grâce à leur unité et à leur cohésion, des moyens d'action et des moyens financiers les plus puissants.

Cette nécessité de faire des Chambres de métiers des organismes vigoureux nous conduit à adopter la région comme circonscription des Chambres de métiers. Nous n'avons pas à rappeler ici les avantages du régionalisme, qu'un sérieux mouvement d'opinion tend à instaurer dans le domaine administratif comme dans le domaine économique. Tandis que le département est une circonscription artificielle, la région constitue, dans une certaine mesure, une division naturelle, basée sur la géographie et sur l'histoire. Le développement des communications a fait du département une circonscription trop restreinte. Enfin et surtout, les Chambres de métiers, organes des intérêts généraux d'une profession, doivent voir de haut. Les Chambres départementales seraient condamnées à l'impuissance, par l'éparpillement de leur

action et l'émiettement de leurs ressources. Par exemple, la réglementation de l'apprentissage par région est plus conforme à l'intérêt des professions : elle évitera aux Chambres de métiers la suspicion de partialité qui résultera du voisinage trop immédiat des intérêts particuliers ou des ambitions locales.

En cas de différends entre les employeurs et les salariés, l'arbitrage d'une Chambre de métiers régionale présente aussi plus de garanties d'impartialité que celui d'une Chambre départementale, plus voisine du conflit. Dans un domaine voisin, on constate la fréquence des conventions collectives régionales. Dépourvue de toute existence administrative, la notion de région a besoin d'être précisée. Il est dangereux de se contenter, comme les propositions Bouiloux-Lafont et de l'Estourbeillon, de parler de « centres régionaux », en laissant au décret d'institution le soin de fixer le ressort des Chambres de métiers par un compromis fort délicat entre les rivalités locales. Le mieux serait d'emprunter leur circonscription aux régions économiques instituées d'après le projet Clémentel, (1) comme l'a fait, par exemple, la Chambre de métiers de Clermont-Ferrand et du Centre.

Nous repoussons à plus forte raison la disposition de la proposition Marot qui suggère de donner aux

(1) Projet Clémentel de 1919, divisant la France en dix-neuf régions économiques. Ce projet n'a pas encore abouti. Cependant M. Clémentel, en 1919, a, par des arrêtés, autorisé les Chambres de commerce à former des sortes de groupements par l'application des articles 18 et 24 de la loi du 9 avril 1898. Les groupements ainsi formés prirent le nom de « Régions Economiques ».

Chambres de métiers le même ressort qu'aux Chambres de commerce. Cette assimilation fait partie, dans la pensée de son auteur, d'un ensemble de mesures destinées à placer les Chambres de métiers sous la tutelle des Chambres de commerce. Dégagée de cette thèse que nous combattons un peu plus loin et envisagée isolément, cette disposition exagère encore les inconvénients des Chambres de métiers départementales : il existe généralement plusieurs Chambres de commerce dans un même département ; le ressort des Chambres de métiers serait donc plus réduit encore que le département.

Pour la même raison, nous estimons dangereux de faire élire, comme le propose M. Marot, les Chambres de métiers par les conseils de métiers, préalablement constitués, qui en seraient comme les cellules. Avant tout, il faudrait créer en France des centaines de conseils de métiers, ce qui serait une tâche de nature, par sa difficulté, à empêcher peut-être, tout au moins à retarder la constitution des Chambres de métiers.

En outre, les conseils de métiers sont des groupements trop restreints, trop étroitement spécialisés dans la connaissance d'une profession unique pour engendrer un organisme vigoureux, capable de s'élever au-dessus des préoccupations propres à chaque métier et d'être le représentant commun de tous. Puisqu'on entend faire de la Chambre de métiers une institution puissante, agissant dans l'intérêt interprofessionnel de l'ensemble des métiers, quelle autorité aurait-elle pour faire accepter ses directives à des organes qui l'auraient élue ?

La faculté pour les Chambres de métiers de se

fédérer ne saurait être un correctif efficace de la faible étendue du ressort des Chambres de métiers. Si l'on crée des Chambres à circonscription départementale ou moindre encore, peut-on espérer que des groupements peu vigoureux, souvent rivaux, réussissent à former entre eux un bloc solide? Pourquoi ne pas donner directement aux Chambres de métiers un caractère régional, au lieu de chercher dans la fédération un moyen détourné d'accroître la force de Chambres départementales?

C'est entre des Chambres de métiers régionales que la fédération peut être véritablement fructueuse. Déjà accoutumées à la notion plus large de l'intérêt interprofessionnel régional, elles comprendront mieux la valeur d'une action commune et leur entente sera plus aisément réalisée qu'entre des Chambres modestes, à faible rayon d'activité.

Enfin l'édifice sera heureusement couronné par l'assemblée générale semestrielle des présidents de Chambres de métiers à Paris. Elles pourront donner l'impulsion, les directives générales, étudier les questions d'ensemble et assurer l'uniformité d'action et de doctrine des Chambres de métiers.

Le désir d'assurer aux Chambres de métiers la puissance et la vitalité maxima nous conduit aussi à adopter, avec les propositions d'initiative parlementaire, le principe de la création obligatoire des Chambres de métiers.

M. Caillard préfère, au contraire, des Chambres de métiers facultatives. C'est là, d'après lui, une question de psychologie. Mieux vaut inciter, par des avantages, les initiatives privées à fonder des Chambres de mé-

tiers que d'en instituer d'office. Il ne suffit pas de voter des lois pour donner la vie à une institution, si elle se heurte à l'indifférence des intéressés. Le législateur a organisé l'enseignement professionnel obligatoire; les résultats sont assez médiocres et la loi est mal appliquée. M. Caillard suggère de confier provisoirement aux comités départementaux et locaux prévus par la loi Astier les attributions qu'on entend donner aux Chambres de métiers, au lieu d'en instituer d'obligatoires. Sans doute, observe-t-il, les patrons et les ouvriers sont les premiers intéressés, et pourquoi les empêcher de gérer directement leurs affaires, au lieu de s'en rapporter à des agents officiels, à des fonctionnaires dont M. Caillard avoue l'incompétence dans les questions professionnelles? C'est que cette responsabilité exige des aptitudes et l'application du principe facultatif doit aboutir à une évolution par l'éducation des indifférents:

« Ce sont les gens de métier qui ont l'autorité pour s'occuper de l'orientation et de l'enseignement professionnels et de l'organisation de l'apprentissage. Encore faut-il qu'ils le désirent et soient capables de le vouloir. Quand ils auront manifesté leur sentiment, le comité officiel disparaîtra. La Chambre de métiers librement élue recevra ses attributions. Le comité local cèdera la place à une délégation des conseils de métiers. »

Le critérium de la volonté des intéressés sera le nombre des votants. S'ils sont indifférents, toute loi sera condamnée à un échec. (1)

(1) Caillard, Les Chambres de métiers en France, *Revue Internationale du travail*, sept. 1921, p. 255 et suiv.

Le principe de la création obligatoire nous semble préférable. L'initiative privée n'a abouti qu'à la création de Chambres de métiers disséminées et sans vues d'ensemble, sans réussir à en fonder partout où l'exigeaient les besoins professionnels et où sévit la crise de l'apprentissage.

La création par mesure administrative permettra d'instituer des Chambres de métiers partout où le besoin s'en fait sentir, après consultation des éléments intéressés : cette enquête préalable évitera les objections que soulèverait une création artificielle. Depuis l'article de M. Caillard, il s'est d'ailleurs écoulé trois années, pendant lesquelles de nouvelles Chambres de métiers se sont fondées. On peut voir dans ce mouvement, qui va en se développant, une manifestation du sentiment des intéressés, qui permet d'écarter toute crainte d'échec, pour cause d'indifférence, d'une législation sur les Chambres de métiers.

Quelles que soient les divergences sur le caractère obligatoire ou facultatif des Chambres de métiers, les auteurs de propositions sont d'accord avec M. Caillard pour leur accorder une autonomie dont les limites varient, du reste, avec les propositions. Cette autonomie se justifie par les arguments mêmes qui l'ont fait conférer, d'abord, aux Chambres de commerce, et récemment, aux Chambres d'agriculture (1). A côté des collectivités administratives, chargées de la gestion des intérêts généraux d'une circonscription, le législateur tend à instituer des

(1) Lois du 25 octobre 1919 et du 3 janvier 1924.

organismes chargés de résoudre les questions qui échappent à la compétence générale de l'administration, notamment les questions professionnelles. Il en confie l'étude ou la solution aux intéressés. Il est conforme à cette tendance générale de confier à des Chambres de métiers autonomes la réglementation et le contrôle des problèmes touchant aux intérêts des métiers, à l'orientation et à la formation professionnelles.

Cette autonomie suppose d'abord un recrutement électif au sein des professions. Puisque l'Etat confie à des catégories de particuliers l'administration de leurs intérêts collectifs, c'est aux professionnels à gérer les intérêts professionnels.

Or les questions d'orientation professionnelle, d'apprentissage et d'enseignement professionnel intéressent au même degré les patrons, qui ont besoin d'une main d'œuvre nombreuse et productive, et les ouvriers, qui voient dans la limitation du nombre des apprentis un remède à la sous-concurrence et dans l'apprentissage, un moyen d'assurer leur avenir par une formation professionnelle sérieuse. Ces questions méritent donc d'être débattues en commun et les ouvriers doivent avoir dans la discussion les mêmes droits que les patrons. Le principe paritaire, c'est-à-dire la représentation en nombre égal des patrons et des ouvriers, doit être introduit, non seulement dans la composition des commissions d'examens et des conseils de métiers, mais dans la composition de la Chambre de métiers elle-même.

S'il est généralement accepté pour les conseils de métiers et les commissions d'examen, on a parfois

objecté, contre son extension à la Chambre de métiers elle-même, la nécessité d'assurer au sein de celle-ci la majorité à l'élément patronal, qui seul lui apporte des ressources (1). L'objection n'est pas décisive. L'ensemble des délibérations des Chambres de métiers sur l'apprentissage, les cours professionnels et plus généralement toutes les mesures concernant la défense des métiers ont pour les ouvriers et les patrons un égal intérêt, qui justifie leur égale participation dans ces délibérations. Tout au plus peut-on exclure cette parité uniquement en matière de taxe d'apprentissage et, avec la proposition Courtier (art. 21), réserver aux seuls membres patrons voix délibérative quand la taxe d'apprentissage est en jeu.

C'est surtout à l'égard des Chambres de commerce que se pose la question de l'autonomie des Chambres de métiers. En fait, leur création a été due le plus souvent à l'initiative des Chambres de commerce, qui ont mis à leur disposition leur concours financier et leurs locaux. Les Chambres de commerce ont eu une tendance naturelle à en profiter pour s'assurer dans les Chambres de métiers des sièges de membres de droit, ou, mieux encore, une participation à l'administration et surtout à la gestion financière.

Or les Chambres de métiers ne peuvent avoir d'autorité effective que si elles sont pleinement indépendantes et mieux vaudrait pour elles renoncer à l'aide matérielle des Chambres de commerce que de risquer, en l'acceptant, de devenir leurs filiales. Les Chambres de commerce ne sont que trop portées à se

(1) Bourdillon, Rapport à la Chambre de commerce de Marseille sur la proposition Marot, séance du 9 mai 1922.

considérer comme les seuls organes de représentation du commerce et de l'industrie pour ne pas succomber à la tentation d'absorber les Chambres de métiers. Quelles que soient les réalisations de certaines Chambres de commerce en matière d'apprentissage et de cours professionnels, il ne faut pas oublier leur constitution exclusivement patronale, qui ne permet pas aux éléments ouvriers de concourir au règlement des questions qui les touchent au même degré que les patrons.

Les Chambres de commerce se sont d'ailleurs montrées aussi peu favorables à la proposition Marot, qui restreint cependant à leur profit l'autonomie administrative et financière des Chambres de métiers, qu'aux propositions Verlot et Courtier.

Dans trois rapports très étudiés à la Chambre de commerce de Marseille (1), M. Bourdillon a vivement critiqué ces deux propositions.

Il ne se résigne pas à la création de Chambres de métiers indépendantes, qui deviendraient des rivales des Chambres de commerce. Celles-ci ne tirent-elles pas de leur loi organique les attributions qu'on cherche à conférer à des Chambres de métiers? La loi du 9 avril 1898 les autorise à fonder, à administrer des écoles de commerce, des écoles professionnelles, des cours, etc., et leur donne les ressources nécessaires à la gestion de ces services, en les autorisant à percevoir des centimes additionnels à la patente. A quoi bon, dès lors, constituer des organismes concurrents?

M. Bourdillon repousse, comme des « servitudes

(1) Rapports des 15 novembre 1921, 9 mai 1922 et 8 mai 1923.

inacceptables », les dispositions de la proposition Marot qui obligent les Chambres de commerce à établir l'état-matrice des assujettis à la taxe d'apprentissage, à effectuer les paiements et à tenir la comptabilité des Chambres de métiers et à mettre gratuitement des locaux à leur disposition.

Le distingué rapporteur ne se contente pas des trois sièges de membres de droit réservés à la Chambre de commerce par M. Marot. Il repousse formellement la composition paritaire des Chambres de métiers. « En matière administrative et budgétaire, dit-il, nous ne réclamons pas seulement la majorité pour le patronat, nous réclamons le droit absolu de gérer les capitaux qu'il est seul à fournir. » Sous cet argument perce le désir de réserver au patronat le contrôle des institutions qu'il a créées : « Sous ce mot anodin de concours (des Chambres de métiers à l'organisation des cours professionnels déjà créés par les communes, les Chambres de commerce, les associations professionnelles), se cache la mainmise sur toutes les œuvres professionnelles créées par l'initiative privée. »

Suivant l'avis émis par son rapporteur, la Chambre de commerce de Marseille a émis le vœu que les Chambres de métiers soient créées sous l'égide des Chambres de commerce, sans autonomie ni composition paritaire, avec droit exclusif du patronat de les administrer et de gérer leurs capitaux.

Sur l'initiative du président de la Chambre de commerce de Lille, l'assemblée des présidents des Chambres de commerce réunie à Paris, le 23 mai 1922, a formulé dans les termes suivants son opinion sur les

propositions concernant les Chambres de métiers :

« L'Assemblée des Présidents :

« Considérant que la loi organique relative aux Chambres de commerce comprend dans leurs attributions toutes les œuvres utiles au commerce et à l'industrie, et notamment l'enseignement professionnel et l'apprentissage, et leur permet de se procurer les ressources nécessaires au moyen de centimes additionnels à la patente ;

« Que la création de Chambres de métiers autonomes, qu'elles soient ou non créées par les Chambres de commerce, autorisées à faire appel aux mêmes ressources, ne pourrait être admise que si les Chambres de commerce n'existaient pas ou avaient failli à leur devoir ;

« Que de nombreuses Chambres de commerce ont, sous des formes diverses, adéquates aux besoins et aux usages locaux, montré leur ferme volonté d'organiser l'enseignement professionnel et l'apprentissage ;

« Qu'il est, du reste, indispensable de respecter les œuvres d'enseignement professionnel et d'apprentissage existantes ;

« Qu'au surplus ce serait une faute grave de vouloir imposer des règles uniformes à toutes les professions, dans toutes les régions ;

« Proteste contre l'erreur et l'injustice que commettrait toute loi dépouillant les Chambres de commerce de leurs attributions ;

« Estime inutile toute nouvelle loi relative à l'enseignement professionnel et à l'apprentissage. »

Ce texte ne fait que reproduire les premiers consi-

dérants d'une résolution semblable, adoptée par la Chambre de commerce de Paris dans sa séance du 25 février 1922 (1), et qui fixait déjà la position prise par les Chambres de commerce.

En réalité, les Chambres de commerce redoutent de se voir dépouillées par les Chambres de métiers d'une partie de leurs attributions; elles se dressent contre toute diminution possible de leur autorité (2).

L'attitude de la Confédération Générale du Travail et les conclusions du Conseil supérieur de l'Enseignement technique relativement à la création des Chambres de métiers sont tout-à-fait différentes.

Devant le Conseil supérieur de l'Enseignement technique, réuni en session extraordinaire du 6 au 9 mars 1923, les délégués de la C. G. T. furent chargés de soutenir, au nom du Conseil économique du Travail, un avant-projet conforme aux résolutions adoptées par le dernier congrès de leur groupement. Ils exposèrent, au cours de la discussion, que le projet Verlot-Marot pourrait être accepté par les organisations ouvrières, en insistant sur le principe de la parité absolue et sur l'autonomie des Chambres.

(1) Cf. n° 55 (20 janvier 1923), de « La formation Professionnelle », p. 74.

(2) Cette préoccupation constante des Chambres de commerce s'accuse très nettement dans le vœu, précédemment émis et renouvelé par les présidents des Chambres de commerce, au cours de leur réunion du 13 novembre 1924, que le Sous-Secrétariat de l'Enseignement technique soit rattaché au Ministère du Commerce.

La loi du 25 juillet 1919 avait, en effet, placé l'E. T. sous le contrôle du Ministère du Commerce et de l'Industrie.

Ce n'est pas sans protestation que les Chambres de commerce l'ont vu rattacher au Ministère de l'Instruction Publique et former un Sous-Secrétariat d'Etat, en vertu du décret du 20 janvier 1920.

Le Conseil supérieur de l'Enseignement technique a adopté lui aussi, dans ses grandes lignes, le projet Verlot-Marot. Il a toutefois suggéré d'appeler « Chambres d'apprentissage » ce que la proposition nomme « Chambres de métiers ». Selon le vœu qu'il a émis, les Chambres d'apprentissage auraient une forme paritaire et seraient composées d'un nombre égal de patrons, d'ouvriers et d'employés. Elles comprendraient aussi des membres de droit ayant voix consultative (fonctionnaires, représentants de services publics et d'administrations, personnes compétentes en matière d'enseignement technique.)

Le Conseil s'est prononcé pour l'autonomie administrative et financière des Chambres d'apprentissage, qui auraient pour mission de s'occuper de l'orientation professionnelle, d'organiser, de surveiller et de contrôler l'apprentissage de toutes les professions industrielles et commerciales, de favoriser la création des écoles et cours professionnels et d'aider à leur fonctionnement.

A la base de la nouvelle organisation, le Conseil, suivant la proposition Marot que nous combattons fortement sur ce point, admet la constitution des conseils de métiers également à forme paritaire.

La question des heures auxquelles fonctionneront les cours professionnels ayant été posée par les délégués ouvriers, qui demandaient qu'ils aient lieu pendant la durée du travail des intéressés, le Conseil donna mandat à la Commission chargée de mettre au point le texte définitif de s'inspirer de ces suggestions. Cette Commission devra aussi se préoccuper de mettre la nouvelle législation projetée en accord avec la

loi organique du 25 juillet 1919 sur l'enseignement technique industriel et commercial.

Tel est actuellement, au point de vue officiel et ouvrier, l'état de la question.

Pourvues d'un caractère officiel, élevées à la dignité d'établissements publics par les propositions les plus récentes, les Chambres de métiers doivent trouver dans cette qualité le pouvoir de se procurer les ressources considérables qui leur sont indispensables pour exécuter leur vaste programme. Elles ont trop fréquemment déploré l'insuffisance de leurs moyens pécuniaires pour que la question financière ne mérite pas une attention particulière.

Le principe d'une taxe d'apprentissage, suggéré par MM. Verlot et Carré-Bonvallet pour le développement des cours professionnels, puis étendu par eux au profit des Chambres de métiers, a été maintenu par les propositions Marot et Courtier avec des modalités diverses. Nous avons marqué nos préférences pour le procédé de centimes additionnels au principal fictif de la patente qui, établie sur des signes extérieurs, ne viole pas le secret des affaires de l'industriel et du commerçant.

Le principe de la taxe semblait avoir été accepté par les patrons. La Chambre syndicale des industries métallurgiques du Rhône l'appliquait depuis quelques années. Le Congrès de Lyon de 1921 sur l'apprentissage avait admis que les Chambres de métiers organiseraient l'apprentissage et des cours professionnels « grâce à des fonds provenant de la taxe d'apprentissage librement consentie » (1).

(1) Cf. Gaston Vidal, sous-secrétaire d'Etat de l'Ensei-

Le Sous-Secrétaire d'Etat de l'enseignement technique, M. de Moro-Giafferi, a inséré dans le projet de budget pour 1925 un article instituant une taxe d'apprentissage: « Toute personne ou société exerçant une profession industrielle ou commerciale ou se livrant à l'exploitation minière est assujettie à une taxe pour le développement de l'enseignement technique de l'apprentissage. Cette taxe est fixée à 0 fr. 50% du montant total des appointements, salaires et toutes rétributions en espèces, payés pendant l'année précédente par le chef d'entreprise. »

Malgré l'accord prétendu des industriels, des commerçants et du gouvernement, ce projet a soulevé une vive émotion dans les milieux industriels et commerciaux. Les Chambres de commerce de Nantes et des Ardennes, le Syndicat des Mécaniciens, Chaudronniers et Fondeurs de France, les Chambres syndicales patronales de Saint-Etienne, de Lille, de Strasbourg, de Lyon, du Mans, du Havre, de Saint-Dizier, de Bourges ont adressé de véhémentes protestations au Ministre ou à la presse. La réunion des présidents des Chambres de commerce a refusé, non pas la création de ressources spéciales pour l'apprentissage, mais l'institution de la taxe prévue par le Sous-Secrétaire d'Etat (1).

Ces protestations s'appuient surtout sur le détournement de destination opéré par l'article 18 du projet de budget. Au lieu d'être levée par les Chambres de

gnement technique, Chambre, 1^{er} décembre 1924, *J. O.* 2 décembre 1924.

Lacoin, La taxe d'apprentissage, *Revue polit. et parlement.*, 10 décembre 1924, p. 482. Cf. *Ere Nouvelle*, numéro du 17 oct. 1924.

métiers en vue de la réalisation de leur programme, la taxe d'apprentissage devient une *taxe d'Etat*, incorporée au budget général et destinée à alimenter le budget général du Sous-Secrétariat de l'Enseignement technique. Les 100 millions que le Sous-secrétaire d'Etat attend du produit de la taxe vont grossir le budget de l'Etat, affectés pour 45 millions aux services centraux du Ministère et aux écoles d'Enseignement technique, c'est-à-dire à des dépenses d'ordre général et, pour 55 millions, aux écoles pratiques de commerce et d'industrie et aux écoles de métiers. L'apprentissage proprement dit ne recueillerait que 4 millions et demi, sur 100 millions. Nous paierons la taxe, disent les industriels, mais il n'y aura pas d'encouragement à l'apprentissage. L'apprentissage est sacrifié au profit de l'enseignement technique; le Ministre propose de créer des écoles pratiques de commerce, d'industrie et des écoles de métiers; il proclame « la supériorité aussi bien théorique que pratique » (1) des élèves des écoles d'Etat sur les apprentis formés directement par l'industrie, ajoutant que « l'enfant à l'usine devient un manœuvre... dressé à répéter un certain nombre de gestes machinaux. » (2) Le Sous-Secrétaire d'Etat ranime la vieille querelle entre l'école et l'atelier. Il oublie que l'enseignement technique et l'apprentissage à l'atelier ne sont pas faits pour s'opposer, mais pour se compléter et que les écoles pratiques sont destinées à former des élites, des cadres, l'atelier, des ouvriers qualifiés

D'autre part, s'ils consentent à acquitter la taxe, les

(1) *Exposé des motifs*, p. 30.

(2) *Op. cit.*, p. 31.

industriels entendent la subordonner à l'organisation rationnelle de l'apprentissage, et les Chambres de métiers, organes représentatifs des professions, leur paraissent plus qualifiées pour réglementer et contrôler la formation manuelle de l'ouvrier et de l'employé qu'une administration de fonctionnaires. C'est donc aux Chambres de métiers plutôt qu'aux services de l'enseignement technique que la perception de la taxe doit être confiée. S'il en était ainsi, les industriels et les commerçants seraient disposés à étendre le domaine de la taxe et à reverser au Sous-Secrétariat de l'enseignement technique la partie correspondant aux dépenses prévues au budget pour les écoles techniques, soit 60 millions. Une importante réunion d'industriels et de membres de Chambres de commerce s'est nettement prononcée en ce sens. (1)

Les assujettis à la taxe réclament, d'ailleurs, que des organismes spéciaux (les Chambres de métiers paraissent tout indiquées), composés des intéressés, soient constituées dans chaque région ou localité pour répartir le produit de la taxe afférent aux institutions d'apprentissage, conformément du reste, aux décisions prises par le Conseil Supérieur de l'Enseignement technique.

La détermination des assujettis soulève aussi des difficultés. Le besoin d'apprentis n'est pas exactement le même dans toutes les professions, parce que certaines occupent plus de manœuvres que d'ouvriers qualifiés ou parce que l'apprentissage y est très sommaire. Il est moindre dans le commerce que dans

(1) *La Journée Industrielle*, 30 novembre 1923; cf. Lacoïn, *op. cit.*, p. 492.

l'industrie. Les producteurs que n'atteint pas la crise de l'apprentissage ne seraient-ils pas fondés à réclamer que la taxe varie avec la profession? La Chambre de métiers serait qualifiée pour opérer cette ventilation; mais l'uniformité de la taxe se justifie par la solidarité des professions. « En fait, toutes les professions sont solidaires, le commerçant vend les produits de l'industriel, le chantier qui emploie des manœuvres utilise des machines fabriquées par des techniciens. Au total, c'est le client qui paie; et l'uniformité du taux de la taxe aurait, tout au moins, l'avantage de supprimer toutes les rivalités qui pourraient se produire, si chaque profession pouvait bénéficier d'une taxation spéciale. » (1)

D'autre part, l'article 18 du projet de loi de finances prévoit que « des exonérations partielles, au sujet de la taxe, peuvent être accordées aux personnes et sociétés imposables en considération des dispositions qu'elles prennent en vue de favoriser l'enseignement technique et l'apprentissage. »

Cette disposition a soulevé de vives protestations: il semble injuste de n'accorder qu'une exonération partielle et facultative aux établissements qui supportent spontanément, pour organiser dans leurs ateliers l'apprentissage, des charges égales ou supérieures à celle de la taxe d'apprentissage. Les employeurs demandent des assurances de la part des pouvoirs publics que, dans ce cas, les réductions envisagées pourront aller jusqu'à l'exonération totale. D'autre part, le projet de M. de Moro-Giafferi ne précise pas la pro-

(1) Lacoïn, *op. cit.*, p. 493.

cédure d'exonération; il serait opportun de confier aux Chambres de métiers, bien placées pour apprécier ce que chaque patron a fait pour l'apprentissage, le soin d'instruire les demandes d'exonération.

Dans le projet, le taux de la taxe est de 0 fr. 50 pour 100 francs de salaire et son rendement est évalué à 100 millions. Mais cette évaluation est établie d'après des documents déjà anciens, notamment le recensement général de la France de 1906. Le chiffre de la population ouvrière française, arrêté à cette époque à 3.200.000, artisans déduits, est certainement trop faible aujourd'hui et peut être à peu près doublé. Pour obtenir le même rendement de la taxe, on doit donc abaisser son taux de moitié, sauf à instituer ensuite une taxe de superposition variable suivant les régions et les professions, d'après les indications fournies par les Chambres de métiers.

Dans un récent article (1), M. Gaston Vidal donne son adhésion au projet de son successeur au Sous-Secrétariat de l'Enseignement technique (2). Il s'étonne qu'après avoir accepté le principe de la taxe d'apprentissage, les industriels refusent la taxe d'Etat. Sans contester l'action de certaines Chambres de commerce en matière d'apprentissage, il l'estime insuffisante et approuve l'intervention de l'Etat. « L'expérience a démontré, dit-il, sans discussion possible, que l'Etat devait prendre en main la direction de cet

(1) *Le Journal*, n° du 26 janvier 1925.

(2) Le projet élaboré par M. Vidal prenait pour point de départ la patente (quelques centimes venant s'ajouter à son principal), tandis que ce'ui de M. de Moro-Giafferi s'appuie sur le chiffre des salaires payés par les employeurs du commerce et de l'industrie.

enseignement à *tous ses degrés*. Je ne discute pas que les Chambres de commerce auraient pu le **faire...** théoriquement. Je dis qu'à de rares et louables exceptions près, elles ne l'ont pas fait et je suis sûr que dans la forme actuelle de notre système de production, elles sont incapables de l'effort d'ensemble absolument indispensable. L'action doit être nationale si elle ne veut pas être impuissante. »

Pour assurer le contrôle compétent des industriels et des commerçants, il suffira, ajoute M. Gaston Vidal, « que les Chambres de commerce aujourd'hui et surtout les Chambres d'apprentissage et les conseils de métiers demain soient invités à établir les programmes, à inspecter l'enseignement, à maintenir le contact permanent entre l'apprenti et la profession.. » et « aient même le droit de surveiller l'emploi des ressources nouvelles. »

Ces concessions nous paraissent insuffisantes et ne sont pas susceptibles de calmer l'émotion des milieux professionnels. Que leur importe le pouvoir d'établir les programmes ou celui d'inspecter l'enseignement, s'ils ne disposent pas de ressources pour réaliser ces programmes ou assurer le service d'inspection? Que leur sert de surveiller l'emploi des ressources, si celles-ci ne sont pas pour eux, et vont se perdre dans le budget général, sans affectation légale d'emploi? Si l'on veut qu'ils favorisent la formation professionnelle, il faut donner à leurs organismes les moyens financiers nécessaires. (1)

(1) M. Vidal demande qu'on abaisse la taxe de 0 fr 50 pour 100 fr. de salaires à 0 fr. 35 0/0, le salaire global de 20 milliards sur lequel on s'était basé, étant manifestement trop bas.

Nous avons, il est vrai, noté nous-même l'insuffisance de l'action des Chambres de commerce en cette matière et nous avons essayé d'en dégager les causes. Faut-il en conclure, avec M. Gaston Vidal, que l'action doit être « nationale », c'est-à-dire administrative et étatique? Nous nous refusons à l'admettre et nous espérons avoir suffisamment démontré pour n'avoir pas à y revenir, comment des corps interprofessionnels, constitués sur une base paritaire et régionale, en un mot, des Chambres de métiers, peuvent grouper tous les intéressés en une action puissante et coordonnée, évitant à la fois l'incompétence et la rigidité d'organes administratifs et la faiblesse des Chambres de commerce et des syndicats. Chargées d'organiser l'apprentissage, elles doivent jouir de ressources propres pour sauvegarder leur indépendance et réaliser leur programme. La taxe d'apprentissage doit être recouvrée par elles à leur profit: ne sont-elles pas mieux qualifiées que des organes administratifs pour dresser la liste des assujettis, apprécier quels sont les industriels qui méritent d'être exonérés, arrêter les conditions d'emploi de la taxe?

L'autonomie nécessaire des Chambres de métiers ne signifie pas leur isolement ni les unes à l'égard des autres, ni à l'égard de l'Etat. La plupart des propositions réservent la faculté pour les Chambres de métiers de se fédérer, ou de se concerter en vue d'une action commune. La conférence semestrielle des présidents de Chambres de métiers, assurera l'unité de vues et d'action. On pourrait même imaginer une sorte de fonds commun, destiné à réaliser la solidarité financière de toutes les Chambres de métiers et à assu-

rer, en cas de besoin, à une Chambre obérée, l'appui matériel des autres.

D'autre part, les Chambres de métiers doivent demeurer en liaison avec les services d'Etat. L'apprentissage, l'enseignement professionnel sont l'affaire des patrons et des ouvriers, mais aussi de l'Etat, représentant de l'intérêt général. Pour une consciencieuse application des lois sur l'enseignement technique, sur l'apprentissage, etc... il ne faut pas que les Chambres de métiers et les agents de l'Etat s'ignorent mutuellement. Il est nécessaire de réserver des places de membres de droit à l'inspecteur de l'enseignement technique et à l'inspecteur du travail, (1) avec droit d'entrée à la Chambre de métiers, ainsi qu'à un membre du Conseil général et à un membre de la Municipalité.

La qualité d'établissements publics, qui mettra les Chambres de métiers sur un pied d'égalité avec les Chambres de commerce implique en outre, une certaine participation de l'autorité administrative à leur gestion.

Elle se concilie parfaitement avec leur autonomie et n'est pas de nature à compromettre leur indépendance, si l'on enferme cette ingérence inévitable dans les étroites limites fixées par les propositions Verlot, Marot et Courtier. C'est la formule des Chambres d'Alsace-Lorraine, qui combine dans d'heureuses proportions le caractère officiel à l'autonomie.

Le programme d'action des Chambres de métiers peut se résumer dans l'organisation de l'apprentis-

(1) Ce qui a, d'ailleurs, été généralement fait par toutes les Chambres de métiers créées jusqu'à ce jour.

sage, de l'enseignement technique et de l'orientation professionnelle. Ce dernier point apparaît dans les propositions les plus récentes, mais il n'y est pas traité avec le même luxe de détails que les attributions relatives à l'apprentissage et à l'enseignement technique. Certains verront dans ce laconisme une lacune d'autant plus regrettable que les principes de l'orientation professionnelle n'ont pas, à la différence de ceux de l'apprentissage et de l'enseignement professionnel, été précisés par le législateur. En fait, ce silence présente un double avantage: il réserve la mise au point fort délicate de cette théorie encore fort jeune; il laisse aux Chambres de métiers leur entière autonomie sur ce point.

La participation des Chambres de métiers à l'orientation professionnelle n'est d'ailleurs pas élucidée au point de vue théorique. Certaines d'entre elles, notamment les Chambres d'Alsace et de la Moselle, la Chambre de la Gironde, ont créé des offices d'orientation professionnelle qui fonctionnent sur leur initiative et sous leur direction. Convient-il d'approuver cette méthode?

Le Congrès international d'orientation professionnelle qui s'est tenu à Toulouse du 4 au 6 septembre 1924 a émis le vœu « que les services d'orientation professionnelle soient annexés ou rattachés aux institutions publiques de placement et de secours de chômage. » (1)

La question est fort délicate, en raison de la complexité du problème de l'orientation professionnelle.

(1) Cf. Compte-rendu dans le *Bull. Chambre Métiers Gironde*, octobre 1924, p. 231.

Celle-ci suppose, en effet, la détermination des aptitudes individuelles, la détermination des aptitudes indispensables à l'exercice de chaque profession et la connaissance de la situation du marché du travail. Les offices de placement public sont évidemment qualifiés pour apprécier les besoins en main d'œuvre de chaque profession, mais les deux autres éléments du problème échappent à leur compétence. Ces éléments sont eux-mêmes très complexes, puisque les aptitudes se décomposent en physiques, psychiques et mentales : leur connaissance chez l'individu exige l'intervention du médecin et, suivant la méthode adoptée, questionnaire ou tests, de l'école, du psycho-technicien, ou de tous les deux ; la détermination des aptitudes exigées de chaque profession nécessite l'intervention du médecin, du psycho-technicien, des gens du métier ou des syndicats professionnels.

En un mot, la décision d'orientation doit être préparée par de nombreuses et diverses collaborations préalables.

C'est ce que reconnaît le Congrès d'orientation professionnelle :

« Considérant que les services d'orientation méritent le concours moral et financier des gouvernements et des autorités publiques locales, ainsi que des Chambres de commerce, associations et syndicats professionnels d'employeurs, d'employés et d'ouvriers ;

« Le Congrès émet les vœux suivants :

« 1° Les services d'orientation professionnelle ne peuvent donner des résultats satisfaisants que s'ils fonctionnent dans chaque localité, avec le concours

du corps enseignant, du corps médical et de conseillers d'orientation qualifiés... »

Cet ensemble de collaborations nécessite une centralisation de tous les renseignements susceptibles d'éclairer la décision d'orientation.

La question revient donc à se demander où se fera cette centralisation. Or les offices de placement ne sont que l'un des organes de collaboration et il n'est même pas exact de prétendre avec le Congrès que ces offices « seuls peuvent connaître la situation du marché du travail dans les carrières industrielles, commerciales et agricoles. » (1)

A notre avis, la centralisation des documents doit logiquement être effectuée aux mains de celui qui est appelé à prendre la décision d'orientation professionnelle, de l'orienteur professionnel.

Le rattachement ou l'annexion des services d'orientation aux services publics de placement ne s'impose donc nullement. Il aurait même, à notre sens, un double inconvénient. Il équivaldrait, d'abord, à la mainmise de l'administration sur des organes nés de l'initiative privée, et surtout il créerait une assimilation erronée et dangereuse entre l'orientation et le placement. Ce sont deux missions qu'il importe de distinguer soigneusement. L'orientation est une indication donnée à un individu sur la ou les professions qui lui conviennent; le placement est l'acte préparatoire à la formation d'un lien juridique entre employeur et employé. Les confier au même organe, l'Office de placement, serait faire naître dans l'esprit des

(1) *Op. cit.*, p. 231.

parents et des enfants l'idée d'une orientation obligatoire, alors que c'est une indication dont ils sont libres de tenir compte ou non. Or nous avons observé, à la suite de plusieurs Chambres de métiers, combien cette fausse idée, ancrée chez les parents, les éloigne des services d'orientation.

Les Chambres de métiers nous paraissent toutes désignées pour organiser des offices d'orientation professionnelle indépendants. Constituées d'après le double principe électif et paritaire, elles représentent à la fois les intérêts de l'offre et de la demande de main d'œuvre et sont à même de concilier dans l'orientation les intérêts de la production et ceux du travail. Emanation des métiers, elles les dominent par leur caractère interprofessionnel et régional, qui leur permet d'orienter les jeunes gens au mieux de l'avenir des métiers et de leur propre avenir. Leur composition paritaire doit leur attirer la confiance de tous et écarter d'elles tout soupçon de partialité, quand la décision d'orientation n'est pas conforme aux désirs des familles. Organes puissants, influents, autonomes, en relations constantes avec les pouvoirs publics, les syndicats professionnels, les organes de placement, etc., elles sont à même de concentrer en leurs mains tous les renseignements nécessaires à l'orientation. Grâce à ces relations, elles peuvent exercer une action de propagande continue par l'école, par le syndicat, sur les futurs apprentis, sur les parents, sur les patrons; car la tâche de l'orientation n'est pas purement administrative, ne consiste pas uniquement à centraliser des documents et à statuer sur pièces. C'est une mission éducative à longue

échéance et une étude patiente du milieu professionnel comme de l'enfant. C'est encore un motif de la séparer de l'opération purement pratique et matérielle du placement et de donner aux Chambres de métiers, appelées par leur but à s'occuper de tout ce qui intéresse les métiers, le soin de cette éducation. Enfin l'orientation professionnelle n'est que le premier acte, la condition préalable de la formation professionnelle. Faites pour organiser l'apprentissage et l'enseignement professionnel, les Chambres de métiers sont naturellement désignées pour diriger les débutants dans la voie qui leur convient. Car faire naître chez l'enfant le goût d'un métier, du travail manuel, le pénétrer de la nécessité de l'apprentissage, d'une instruction complète, c'est à la fois faire œuvre d'orientation et préparer sa formation professionnelle.

Cet aperçu complète et précise la fonction des Chambres de métiers. Il faut se garder de voir en elles des institutions réunissant toutes les attributions, destinées à éliminer tout organisme concurrent et à accaparer les métiers ainsi que ceux qui les exercent, patrons, ouvriers, apprentis. C'est à tort que les Chambres de commerce redoutent la concurrence des Chambres de métiers. Celles-ci, elles-mêmes autonomes, laisseront subsister les organisations d'apprentissage, les cours professionnels existants, créés par l'initiative des particuliers, des syndicats, des villes, des Chambres de commerce. Leur rôle est moins de créer que de coordonner. L'exemple de la Chambre de métiers de la Gironde est typique. Elle s'est vu contester la faculté de créer les cours prévus par la

loi Astier; sans discuter cette interprétation erronée des textes, elle a coordonné l'action communale, patronale, syndicale en matière d'enseignement technique, donné les directives, élaboré des programmes, imaginé des sanctions à l'assiduité.

Le rôle des Chambres de métiers est de voir de haut, de dominer les situations individuelles et non de les imposer, en un mot, de réglementer. Elles doivent unir la décentralisation qui résulte de leur indépendance à la concentration. Nous avons comparé leur mission en matière d'apprentissage au rôle joué par la convention collective, qui fixe les règles générales du contrat de travail individuel. Les Chambres de métiers ne se substituent pas aux maîtres et aux apprentis: elles déterminent les conditions-types de leur accord. Pour l'enseignement professionnel, elles coordonnent les efforts quelque peu décousus des initiatives diverses et y introduisent l'uniformité, les vues d'ensemble, en déterminant les programmes d'études, en assurant le recrutement des professeurs, en fixant leur statut, en réglant l'assiduité, les examens de fin d'apprentissage, etc...

Cette mission de coordination ne supprime pas l'action individuelle; mais comment les Chambres de métiers pourront-elles la remplir, si on ne les dote de pouvoirs étendus? Elles déplorent leur manque d'argent. Les propositions de loi combleront cette lacune en instituant la taxe d'apprentissage, acceptée par les milieux patronaux, à condition qu'on l'attribue aux Chambres de métiers et non au budget général de l'enseignement technique. Mais des ressources ne suffisent pas; il faut aussi des pouvoirs. Nous dé-

plorons le silence des propositions de lois sur ce point essentiel. Elles précisent avec ampleur et détails le programme et les attributions des Chambres de métiers, mais elles oublient de leur donner des moyens d'action, des pouvoirs. Or nous avons eu souvent l'occasion de le constater au cours de cette étude : pour avoir dû se contenter de la bonne volonté de leurs adhérents, les Chambres de métiers ont été trop souvent impuissantes. Les contrats-types d'apprentissage les plus habilement élaborés pour mettre en jeu l'intérêt individuel n'ont pas empêché des patrons de débaucher les apprentis formés par leurs concurrents, ni des apprentis de changer de place avant l'expiration de leur contrat. Les systèmes de carnets et de fiches n'ont pas toujours assuré l'exactitude et le travail. Toutes les mesures prises par les Chambres de métiers n'ont eu pour sanction que la bonne volonté de leurs adhérents, souvent bien inefficace, quand l'intérêt personnel est en jeu et les Chambres n'ont pu exercer aucune action sur les non adhérents. Leur efficacité risque d'être compromise par la mauvaise volonté des uns, par l'indifférence des autres. Faut-il attendre d'une vigoureuse propagande des Chambres de métiers l'évolution de la mentalité des patrons, des ouvriers et des apprentis vers une conception moins immédiate et moins personnelle de leurs intérêts ? Ce serait une œuvre de bien longue haleine, dont l'urgence de la crise de l'apprentissage ne permet pas d'attendre les résultats.

Aussi croyons-nous fermement qu'il faut chercher ailleurs que dans le jeu de la liberté individuelle le moyen de résoudre le problème de l'orientation et de la

formation professionnelles. Tout le monde est d'accord sur la nécessité de préciser les principes de l'apprentissage, de fixer les droits et devoirs du maître et de l'apprenti, d'imposer aux patrons la formation d'un certain nombre d'apprentis. A quoi sert d'édicter ces règles, si on laisse aux patrons, ou à certains d'entre eux, les non adhérents, la faculté de les violer ? Puisque, à l'expérience, le système contractuel de l'adhésion à une Chambre de métiers s'est montré impuissant à assurer le respect de ses décisions, il faut rendre celles-ci obligatoires. Il faut, en un mot, doter les Chambres de métiers non pas seulement d'attributions, mais de pouvoirs, d'un pouvoir réglementaire, analogue à celui des maires en matière de police, c'est-à-dire d'un pouvoir propre de prendre des mesures générales, obligatoires pour tous ceux qui exercent un métier, adhérents ou non à la Chambre de métiers. Et pour que l'obligation soit effective, il faut donner aux Chambres de métiers le pouvoir d'en contrôler l'exécution, au moyen de délégués accrédités, qui jouiront du droit de visite de tous les ateliers, usines, locaux industriels et commerciaux, du droit d'enquête auprès des patrons, des ouvriers, des apprentis. Il faut enfin sanctionner l'inexécution des obligations par des mesures précisées par la loi, telles que peines disciplinaires, amendes, dommages-intérêts, etc. Il ne suffit pas, comme la proposition Verlot, de laisser aux Chambres de métiers le soin de déterminer les sanctions du contrat-type et du règlement d'apprentissage : car quelle sera la limite de ces sanctions ? *Nulla pœna sine lege*, dit un adage fondamental du droit pénal. A défaut de dis-

position légale, un établissement public même ne saurait disposer d'autres sanctions que des sanctions disciplinaires sur ses membres et des dommages-intérêts, dont le principe même peut aisément être contesté.

L'idée d'un pouvoir réglementaire obligatoire se heurte, il est vrai, en France, à l'axiome de la liberté individuelle, véritable dogme implanté surtout dans le monde patronal. L'évolution tend cependant à atténuer de plus en plus les effets de ce principe de la Révolution de 1789.

La consécration légale des syndicats et des associations est une première atteinte à la thèse du droit absolu et exclusif de l'individu adoptée en 1789. L'idée d'une organisation professionnelle fondée sur le principe corporatif prend une place de jour en jour plus grande dans les milieux professionnels. Or la corporation ne peut avoir vraiment de puissance que si elle possède des ressources et un pouvoir réglementaire. Les patrons ont déjà compris la nécessité du principe d'obligation, puisqu'ils ont fini par accepter le principe de la taxe d'apprentissage obligatoire au profit des Chambres de métiers. L'idée de syndicat obligatoire apparaît comme le seul moyen d'imposer les décisions de l'assemblée représentative professionnelle à tous, même aux non adhérents, qui prétendent bénéficier des résultats de l'action syndicale, sauf à la compromettre par une action concurrente. Pratiqué sous le régime allemand des Chambres de métiers, le système de l'obligation y est accepté par les patrons, qui forment la majorité dans les Chambres de métiers; il est à remarquer que des

patrons venus de l'intérieur de la France s'établir en Alsace-Lorraine s'y sont soumis sans récriminer.

De la part des ouvriers et des apprentis, le principe de l'obligation n'est pas, semble-t-il, susceptible de rencontrer des résistances, puisque ceux-ci ne trouveront que des avantages à une réglementation obligatoire, établie par des Chambres de métiers paritaires. Les patrons eux-mêmes arriveront forcément, par une évolution inévitable, à accepter ce principe indispensable au bon fonctionnement de tout organisme fondé sur l'ordre et l'harmonie. Les Chambres de métiers sont destinées à devenir les Chambres de représentation générale des intérêts professionnels, envisagés non pas comme contradictoires et en conflit, mais comme conciliables. Cet esprit de conciliation repose sur le principe paritaire, qui réserve à tous les intérêts un droit égal à la discussion et à la décision. Les patrons n'ont donc pas plus que les ouvriers ou les employés à redouter la partialité des délibérations des Chambres de métiers.

De plus en plus s'affirme le principe du règlement paritaire des questions ouvrières. Ce n'est que grâce à l'accord des intéressés que la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire a pu être appliquée et entrer dans les mœurs. Exemple plus frappant : La loi du 10 juillet 1915, relative à la fixation du salaire minimum des ouvrières à domicile dans l'industrie du vêtement, confie aux conseils du travail, là où ils existent, et à leur défaut à des commissions spéciales, paritairement composées, « comités de salaires » et « comités professionnels d'expertise » le pouvoir de déterminer « le minimum de

salaire que doit gagner en un jour une ouvrière d'habileté moyenne ». (1) Enfin, la loi du 23 avril 1919, dite loi des 8 heures, est encore du « domaine de la législation autonome ». (2) Le législateur s'est borné à en poser le principe; pour la mise en vigueur, il s'en rapporte avant tout aux intéressés. Il invite les organisations ouvrières et patronales à s'entendre et à conclure entre elles des conventions collectives qui lui seront soumises et qu'il se bornera à rendre obligatoires, si elles sont conformes à l'ordre et à l'intérêt publics et non entachées de lésion, par un règlement d'administration publique. (3)

Le droit marche ainsi vers une conception nouvelle. Au principe individuel tend à se substituer l'action des forces professionnelles groupées en associations. Ce n'est pas là une tendance à la concentration, puisque l'Etat abandonne ainsi aux intéressés le soin de régler leurs intérêts. C'est encore une raison pour laquelle les patrons ne sont pas justifiés à voir d'un mauvais œil ce mouvement. Il n'est pas à proprement parler étatiste, ni socialiste, mais syndicaliste et professionnel.

Dans cette évolution, les Chambres de métiers sont appelées à devenir les organes régionaux de la représentation du commerce et de l'industrie, de véritables Etats provinciaux professionnels.

Elles prépareront ainsi l'avènement des Parlements professionnels ou économiques, dotés non seulement

(1) Cf. G.Scelle *Le droit ouvrier*, p. 103.

(2) Scelle, *op. cit.*, p. 104.

(3) Cf. Pic. *Traité élémentaire de Législation Industrielle*. — *Les lois ouvrières*, 3^e édition, 1922, p. 558, note 1.

du pouvoir réglementaire, mais d'une véritable souveraineté, qui, en dehors et à côté du pouvoir législatif, strictement limité à la fonction politique, constitueraient, si on accepte la division tripartite de Montesquieu, une sorte de quatrième pouvoir chargé de la fonction économique.

Nous ne saurions mieux conclure que sur cette citation de M. de Girard, professeur à la Faculté de Droit de Genève, qui nous paraît devoir s'appliquer aussi bien à la Chambre de métiers qu'à la corporation :

« L'histoire lointaine, comme l'histoire contemporaine, nous paraît affirmer hautement que la Corporation de l'avenir doit être une véritable institution publique, dotée de compétences et d'une mission de l'ordre public. Nous entendons par là qu'elle doit prendre la qualité d'autorité législative et judiciaire en matière professionnelle. Ses droits et ses devoirs doivent, par conséquent, dépasser la sphère d'action d'une simple société privée; son but doit être supérieur à l'intérêt exclusif de ses membres. » (1)

Vu: le président de la thèse,
GERMAIN MARTIN

Vu: le Doyen,
H. BERTHELEMY

Vu et permis d'imprimer:
Le Recteur de l'Académie de Paris,
APPELL

(1) Etude publiée par M. de Girard, dans la *Revue d'Economie politique*, 1899, p. 217 et suiv.

BIBLIOGRAPHIE

- Alfassa.* — La crise de l'apprentissage, Paris, 1905.
- Altmann.* — Le régime corporatif des métiers en Autriche et en Allemagne au XIX^e siècle, thèse, Bordeaux, 1907.
- Amar* (Prof^r). — L'orientation professionnelle. Dunod, 1920.
— Le travail humain. Plon et Nourrit, 1923.
- Bard.* — Le préapprentissage, thèse, Paris, 1920.
- Bézard-Falgas.* — Les syndicats patronaux de l'industrie métallurgique. Éditions de la Vie universitaire, 1922.
- Binet.* — Les idées sociales sur les enfants.
- Borremans-Ponthière* et autres. — L'orientation professionnelle. Bruxelles, Falk fils, 1923.
- Bouilloux-Lafont.* — Les Chambres de métiers. Payot, 1919.
- Bourdillon.* — Etude sur l'organisation des Chambres de métiers du 2 avril 1920.
— Rapports à la chambre de Commerce de Marseille, approuvés par cette Compagnie, sur les propositions de loi:
Verlot, 15 nov. 1921;
Marot, 9 mai 1922 (Bibl. Nat., 4^e V. Pièce 7151.
Courtier, 8 mai 1923 (Bibli. Nat., 4^e F, pièce 1474.
- Caillard.* — Chambres de métiers et Conseils de métiers. Librairie de l'Enseignement technique.
— Les Chambres de métier en France: Revue Internationale du Travail, sept. 1921.
- Capitant et Cuché.* — Cours de Législation Industrielle, 2^e édit. Paris, 1921.
- Christiaens.* — L'orientation professionnelle des enfants. Bruxelles, Lamertin, 1914.

- Claparède (D^r)*. — L'orientation professionnelle: ses problèmes et ses méthodes. Genève, Etudes et Documents du B.I.T., 1923.
- Daniel*. — Les Chambres de métiers en France, thèse, Rennes, 1922.
- Fontègne*. — L'orientation professionnelle et la détermination des aptitudes. Attinger, 1921.
- Le choix d'un métier et les aptitudes physiques. Ravisse, 1922.
- Avant d'entrer en apprentissage. Nouveaux entretiens sur l'orientation professionnelle. Librairie de l'Enseignement technique, 1924.
- Imbert*. — Le système Taylor. Analyses et commentaires; Ravisse, 1920.
- Institut Lannelongue*. — (Dix conférences sur l'orientation professionnelle organisées par l'), par E. Gley, Henri Magne, Henri Pieron, Marcel Frois, A.-G. Christiaens. Alcan, juillet 1923.
- Jehan*. — Essai sur l'organisation de l'enseignement technique industriel post-scolaire et de l'apprentissage, thèse, Paris 1924. Librairie de l'Enseignement technique.
- Labbé*. — Rapport sur l'enseignement professionnel dans le département du Nord, 1913.
- Lahy*. — Le système Taylor et la physiologie du travail professionnel; Gauthier-Villars, Paris, 1921.
- Leroy (Maxime)*. — Les techniques nouvelles du syndicalisme. Garnier, 1922.
- Martin Saint-Léon*. — La crise de l'apprentissage et l'enseignement professionnel. Roustan, 1908.
- Histoire des corporations de métiers, suivie d'une étude sur l'évolution de l'idée corporative et sur le mouvement syndical contemporain, 3^e édit. Alcan, 1922.
- Matvezin*. — Rose des Métiers. Traité d'orientation professionnelle. Edit. littér. et politiq., 1922.
- Avant de choisir son métier, 1922.
- Pour que nos enfants réussissent, 1923.
- Münsterberg*. — Grundzüge der Psychotechnik, 2^e édit. Barth Leipzig, 1922.
- Qualid (W.)*. — Cours de législation industrielle, doctorat, professé à la Faculté de Droit de Paris, 1923-1924.
- Pic*. — Traité de législation industrielle, 5^e édit., 1922.

Pluyette. — L'enseignement professionnel dans les industries métallurgiques, mécaniques, électriques et industries annexes, 1923. Publié par l'Union des industries métallurgiques et minières, 7, rue de Madrid, Paris.

Scelle. — Le Droit ouvrier, A. Colin, 1922.

Toulouse et H. Pieron. — Technique de psychologie expérimentale.

Turmann (Max). — Problèmes sociaux du travail industriel, 2^e série; Lecoffre-Gabalda. 1923.

Villey (Etienne). — L'organisation professionnelle des employeurs dans l'industrie française. Alcan, 1923.

Journal Officiel. — Discussion des budgets de l'enseignement technique devant le Parlement. Doc. parlam. Chambre, 2 et 3 décembre 1924.

Exposés des motifs et textes des propositions de loi relatives à la création de Chambres de métiers ou à la création d'une taxe d'apprentissage:

Proposition Bouilloux-Laffont. Déb. parlam. Chambre., n° 4059, Session 1917.

Proposition de l'Estourbeillon. Déb. parlam. Chambre, n° 4303, Session de 1918.

Proposition du Groupe parlementaire de l'Enseignement technique (Prop. Verlot). Déb. parlam., Chambre, n° 2936, Session 1921.

Proposition du Groupe parlementaire de l'Artisanat (Prop. Courtier). Déb. parlam. Chambre, n° 5399, Session 1922.

Taxe d'apprentissage, Projet de loi des finances pour 1925.

Annuaire de la Chambre de métiers d'Alsace et de Lorraine, 1920-1922.

Statuts de la Chambre de métiers d'Alsace et de Lorraine.

— d'Alsace.

— de la Moselle.

Rapport du président de la Chambre de métiers d'Alsace, du 12 juin 1924.

Rapport du Président de la Chambre de métiers de la Moselle du 25 août 1924.

Gazette des métiers (organe de la Chambre de métiers d'Alsace et de Lorraine, puis d'Alsace), notamment n° du 6 décembre 1924 publié à l'occasion du 25^e anniversaire de la Chambre d'Alsace.

Bulletins mensuels de la Chambre de métiers de la Gironde et du Sud-Ouest (statuts, assemblées générales, etc.).

Statuts, rapport aux assemblées générales et documentation générale reçue des diverses Chambres de métiers.

Les Documents du Travail:

Ley et Fontègne, La Chambre de métiers d'Alsace et de Lorraine, août 1921.

Roger Picard, Les Chambres de métiers, mai 1922.

L'École publique et l'orientation professionnelle, juin 1922.

La Région Lyonnaise. — Organisation et production, n° de novembre-Décembre 1923: L. Pasquier, L'apprentissage dans les industries métallurgiques de la région lyonnaise.

Revue Politique et Parlementaire:

Quantin Les Chambres de métiers, mai 1921.

Pic. Congrès de l'Artisanat, octobre 1924.

Lacoin. La Taxe d'apprentissage, décembre 1924.

Bulletin trimestriel de l'Association internationale pour la lutte contre le chômage, janvier-juin 1912.

Revue Internationale du travail (B.I.T.), notamment n° de juin 1922. Collection 1923 et 1924.

Bulletin du ministère du travail.

Bulletin économique international Bruxelles, n° du 10 nov. 1924, Omer Buysse, L'obligation légale de l'apprentissage (en Belgique).

L'Information économique et sociale, 6 novembre 1921 (compte-rendu du Congrès d'apprentissage de Lyon).

La Journée industrielle, notamment numéros des 21 novembre 1921, 17 et 24 septembre, 1^{er} et 8 octobre, 5 novembre et 10 décembre 1922, 14 janvier, 18 février et 11 mars 1923.

Revue divers:

La Formation professionnelle, n° 55, janvier 1923.

L'orientation professionnelle.

Bulletin de l'Office intercommunal pour l'orientation professionnelle (Bruxelles).

La Jeunesse professionnelle (Fribourg, Suisse).

ANNEXES

ANNEXE I

*Indications complémentaires
sur les Chambres de métiers.*

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons l'existence de Chambres de métiers à Chambéry, à Angoulême et à La Roche-sur-Yon. Il existe également un Office municipal des métiers à Bourges.

D'autre part, il avait été question, dès 1920, de créer une Chambre de métiers à Casablanca, Maroc. (1) Des renseignements qui nous ont été fournis par la Chambre de commerce de Casablanca, il résulte que ce projet n'a pas été réalisé; cependant, une Chambre de métiers a été constituée à Marakech (Maroc Occidental). (2)

(1) Cf. *Bull. Ch. mét. Gironde*, juillet 1920, p. 17.

(2) Cf. Rapport sur la proposition Courtier, en date du 28 décembre 1923. Chambre, Déb. parlem., Annexe 6907.

ANNEXE II

*La Commission nationale
d'orientation professionnelle.*

Le décret du 26 septembre 1922, dans son article 8, avait prévu une Commission nationale d'orientation professionnelle.

En application de cet article, le Sous-Secrétaire d'Etat de l'Enseignement technique vient d'arrêter la composition de cette Commission et d'en nommer les membres.

Cette commission comportera quatre sections :

1° Une section économique, plus spécialement chargée de rassembler les différentes monographies professionnelles et de les faire connaître aux organismes d'orientation professionnelle, de dresser périodiquement un tableau des besoins des différentes branches de notre activité économique, d'établir les bases d'un placement rationnel en apprentissage ;

2° Une section scientifique, chargée de l'étude des problèmes d'ordre médical, psychologique, physiologique et hygiénique ayant trait à l'orientation professionnelle ;

3° Une section pédagogique, chargée de l'examen du rôle qu'est appelée à jouer l'école primaire en orientation professionnelle, et de l'élaboration d'instructions simples d'ordre pédagogique, et psycholo-

gique qui seraient remises au personnel enseignant;

4^o Une section administrative, chargée d'étudier les demandes de création d'offices d'orientation professionnelle. (1)

(1) Cf. *Le Temps* du 22 février 1925. Voir notre introduction, p. 45.

ANNEXE III

*Adoption par la Chambre des députés
de la taxe d'apprentissage. (1)*

(séance du 23 février 1925).

La Chambre des députés, dans sa séance du 23 février 1925, (2) vient d'adopter l'article 18 du projet de loi de finances instituant une taxe destinée à aider au développement de l'apprentissage et de l'enseignement technique.

« Toute personne ou société exerçant une profession industrielle ou commerciale, ou se livrant à l'exploitation minière, est assujettie à une taxe pour les développements de l'enseignement technique et de l'apprentissage. »

A la suite d'un amendement adopté par la Chambre, la taxe s'applique aux compagnies concessionnaires de services publics (Compagnies de chemins de fer, de transport en commun, de distribution d'eau, d'électricité, de gaz, etc.).

Le Gouvernement avait d'abord proposé de fixer le taux de la taxe d'apprentissage à 0 fr. 50 % des appointements et salaires payés par les employeurs. Il

(1) Sur la taxe d'apprentissage. Cf. ci-dessus, pages 353-354 et pages 392 à 399.

(2) J. O. 24 février 1925.

avait ensuite accepté le taux de 0,35 % proposé par la Commission. C'est ce dernier taux qui a été adopté, après rejet, par 286 voix contre 267, d'un amendement de M. Verlot, tendant à le réduire à 0 fr. 25 %, étant entendu que 0 fr. 30 % iront à l'enseignement technique pour l'encouragement à l'apprentissage et 0 fr. 05 % à la caisse des recherches scientifiques.

Ne seront pas considérés comme chefs d'entreprise et ne seront pas soumis à la taxe les personnes qui ne seront pas assujetties à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, non plus que les chefs d'entreprise occupant moins de six ouvriers et employés au-dessous de 18 ans, en dehors des membres de la famille, femme, enfants, ascendants, frères et sœurs.

Il est à remarquer que l'article 10 de la loi de finances du 30 juin 1923 a exonéré de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et assujetti à l'impôt sur les traitements et salaires :

1° Les ouvriers travaillant chez eux, soit à la main, soit à l'aide de la force motrice, que leurs instruments de travail soient ou non leur propriété, lorsqu'ils opèrent exclusivement à façon pour le compte d'industriels ou de commerçants, avec des matières premières fournies par ces derniers et lorsqu'ils n'utilisent pas d'autre concours que celui de leur femme, de leur père et mère, de leurs enfants et petits enfants habitant avec eux, d'un apprenti de moins de seize ans et d'un compagnon ;

2° Les artisans travaillant chez eux ou au dehors, qui se livrent principalement à la vente du produit de leur propre travail et qui n'utilisent pas d'autre

concours que celui des personnes énumérées au paragraphe précédent.

Le projet de taxe d'apprentissage voté par la Chambre ne visant que les assujettis à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, exonère implicitement les façonniers et les petits artisans visés par la loi de finances de 1923. Cette conséquence, peut-être inaperçue des auteurs du projet, est de nature à réduire sensiblement les ressources des Chambres de métiers artisanales prévues par la proposition Courtier :

Des exonération partielles, après avis du comité départemental, pourront en outre être accordées aux personnes et sociétés imposables en considération des dispositions qu'elles prennent en vue de favoriser l'enseignement technique et l'apprentissage.

Aux termes d'autres dispositions, des majorations, dont le taux ne pourra dépasser le montant principal de la taxe, seront imposées à ceux qui se seraient soustraits aux charges de l'apprentissage.

Malgré l'opposition qui s'était manifestée dans les milieux industriels et commerciaux, la Chambre a attribué le produit de la taxe au budget de l'enseignement technique « pour le développement de l'enseignement technique et de l'apprentissage », sans en préciser l'emploi. Elle n'a prévu que des exonérations facultatives et partielles, dont la limite n'est d'ailleurs pas déterminée. Enfin elle n'a pas indiqué l'autorité chargée d'apprécier si les mesures prises en faveur de l'apprentissage seraient de nature à justifier l'exonération partielle.

En dépit de l'intérêt affirmé à maintes reprises par

le gouvernement à l'égard des Chambres de métiers, le projet de taxe d'apprentissage les ignore, comme l'a fait la loi Astier, malgré l'amendement déposé par MM. Bouilloux-Lafont et de l'Estourbeillon. (1)

Il serait à souhaiter que les propositions relatives **aux Chambres de métiers** aboutissent bientôt et fassent de celles-ci des corps légalement organisés, qui puissent servir de cadres aux dispositions prises par le législateur en matière professionnelle.

(1) Cf. ci-dessus, p 349-350.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
--------------------	---

PREMIERE PARTIE

Les Chambres de métiers d'Alsace et de Lorraine....	57
CHAPITRE PREMIER. — L'évolution corporative en Allemagne	59
CHAPITRE II. — La Chambre de métiers d'Alsace et de Lorraine	76
Section I. — La composition et le fonctionnement de la Chambre de métiers d'Alsace et de Lorraine..	80
§ 1 ^{er} . — Sa composition.....	80
§ 2. — Son fonctionnement.....	82
§ 3. — Ses finances.....	86
Section II. — La Chambre de métiers et l'orientation professionnelle	91
Section III. — La Chambre de métiers et la formation professionnelle.....	106
§ 1 ^{er} . — L'apprentissage.....	106
§ 2. — L'enseignement technique.....	124
§ 3. — Les examens de compagnon.....	128
§ 4. — La formation professionnelle des compagnons et des maîtres artisans.....	131
Section IV. — La Chambre de métiers et l'action artisanale	136
CHAPITRE III. — La Chambre de métiers d'Alsace (1923-1924)	152
CHAPITRE IV. — La Chambre de métiers de la Moselle (1923-1924).....	161

DEUXIEME PARTIE

Les Chambres de métiers d'origine française.....	167
CHAPITRE PREMIER. — La Chambre de métiers de Limoges et de la Haute-Vienne.....	170
CHAPITRE II. — La Chambre de métiers de l'Anjou..	179
CHAPITRE III. — La Chambre de métiers de la Gironde et du Sud-Ouest.....	188
Section I. — Composition et fonctionnement de la Chambre de métiers.....	189
§ 1 ^{er} . — Sa composition.....	189
§ 2. — Son fonctionnement.....	196
Section II. — L'activité de la Chambre de métiers..	203
§ 1 ^{er} . — La Chambre de métiers de la Gironde et l'orientation professionnelle.....	206
§ 2. — La Chambre de métiers de la Gironde et l'apprentissage	237
§ 3. — La Chambre de métiers de la Gironde et l'enseignement technique.....	264
CHAPITRE IV. — La Chambre de métiers de la Sarthe.	268
CHAPITRE V. — La Chambre de métiers d'Alençon..	272
CHAPITRE VI. — La Chambre de métiers d'Indre-et-Loire	278
CHAPITRE VII. — La Chambre de métiers de l'Aube..	281
CHAPITRE VIII. — La Chambre de métiers de Poitiers et de la Vienne.....	289
CHAPITRE IX. — La Chambre de métiers de Clermont-Ferrand et de la Région du Centre.....	292
CHAPITRE X. — La Chambre de métiers de Laval et de la Mayenne.....	301
CHAPITRE XI. — La Chambre de métiers de Meurthe-et-Moselle	302
CHAPITRE XII. — La Chambre de métiers des industries métallurgiques de Lyon.....	306
CHAPITRE XIII. — La Chambre de métiers de Bretagne	314
CHAPITRE XIV. — La Chambre d'apprentissage du Gard	316
CHAPITRE XV. — La Chambre de métiers des Alpes-Maritimes	322

LES CHAMBRES DE MÉTIERS EN FRANCE	429
-----------------------------------	-----

CHAPITRE XVI. — La Chambre de métiers projetée de Provence et du Bas-Rhône.....	327
--	-----

TROISIEME PARTIE

Les propositions de lois sur la création de Chambres de métiers.....	331
CHAPITRE PREMIER. — Proposition de M. Bouilloux- Lafont	336
CHAPITRE II. — Proposition de M. de l'Estourbeillon.	342
CHAPITRE III. — Proposition de M. Verlot.....	346
Amendement de M. de Dion.....	355
CHAPITRE IV. — Proposition de M. Marot.....	359
CHAPITRE V. — Proposition de M. Courtier.....	364
CONCLUSIONS	371
BIBLIOGRAPHIE	413
ANNEXE I. — Indications complémentaires sur les Chambres de métiers.....	419
ANNEXE II. — La Commission nationale d'orientation professionnelle	420
ANNEXE III. — Adoption par la Chambre des députés de la taxe d'apprentissage dans sa séance du 23 février 1925.....	422

ACHEVÉ D'IMPRIMER
LE 25 FÉVRIER 1925
SUR LES PRESSES DES
ARTISANS IMPRIMEURS
F. LEFÈVRE, DIRECTEUR
23, RUE DE LA MARE
A PARIS (XX')

